



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

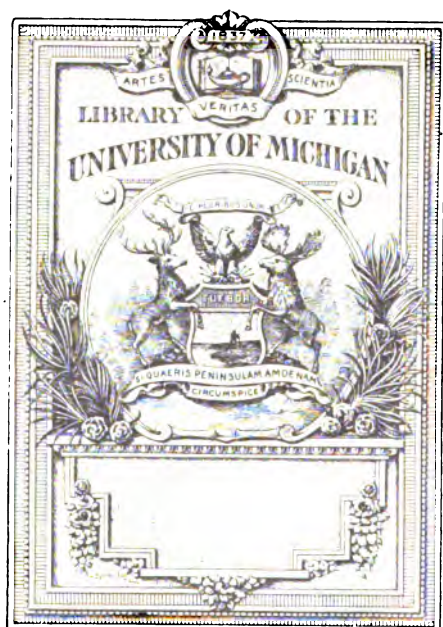
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





Z

671

A85





BULLETIN
de l'Association
des
Bibliothécaires Français



BULLETIN
de l'Association
des
Bibliothécaires Français

1^{re} Année — 1907



PARIS * * * * *



Librairie H. LE SOUDIER
174, Boulevard St-Germain

Notre Programme

Nous présentons aujourd'hui à nos adhérents et amis le premier numéro du Bulletin de l'Association des Bibliothécaires français.

La nécessité, pour l'Association, de posséder une feuille d'informations pour tous ses membres se fait sentir chaque jour davantage. Le présent Bulletin contiendra donc toutes les nouvelles concernant l'Association, il donnera des comptes-rendus des séances du Comité, des séances trimestrielles, des assemblées générales, il tiendra nos collègues au courant des démarches entreprises.

Le Bulletin poursuivra aussi un autre but : il s'efforcera de devenir l'intermédiaire naturel des bibliothécaires et il accueillera à cet effet, avec le plus vif intérêt, les communications et les articles que voudront bien lui envoyer tous nos collègues, membres ou non de l'Association. Il publiera des études sur les questions professionnelles de bibliothéconomie et de bibliographie et aidera ainsi, nous l'espérons, au succès des réformes entreprises. Il s'efforcera de donner toutes les nouvelles concernant les bibliothèques (accroissements de collections, changements de locaux et de service, etc.) et les bibliothécaires (nominations, publications nouvelles, etc.).

Nous prions instamment nos collègues, tous les bibliothécaires — l'Association ne sert pas les intérêts de quelques-uns, mais de tous — de nous aider dans cette tâche (1).

Ainsi notre Bulletin, s'attachant presque exclusivement aux questions professionnelles, ne fera pas double emploi avec les revues déjà existantes, consacrées surtout à l'érudition, à la bibliographie ou à la bibliophilie.

Qu'il nous soit permis, en terminant, de remercier les revues, et particulièrement *Le Bibliographe moderne*, qui ont accueilli jusqu'à présent si aimablement les communiqués de l'Association. Souvent encore, sans doute, nous aurons recours à leur bienveillante hospitalité.

(1) Les articles paraîtront sous la responsabilité de leur auteur, sans engager celle de l'A. B. F.

La première année de l'Association

C'est le 14 décembre 1905 que, sur l'initiative de M. Poirée, conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève et de M. Sustrac, sous bibliothécaire à la même Bibliothèque, plusieurs bibliothécaires se réunirent pour examiner s'il était possible de créer une Association de bibliothécaires.

Les séances du 21 et du 28 octobre furent consacrées à la discussion d'un projet de statuts.

Le 18 janvier 1906, fut discuté et adopté le texte d'une circulaire-referendum envoyée à tous les bibliothécaires. Cette circulaire, signée par une trentaine de bibliothécaires parisiens, expliquait quel devait être le but de l'Association et donnait le texte d'un avant-projet de statuts :

« Nous pensons, y écrivait-on, qu'il est nécessaire de préciser et de répandre de justes notions sur les bibliothèques et les bibliothécaires, sur le caractère de la profession, sur son autonomie relative, sur la diversité des besoins auxquels elle doit répondre, sur son adaptation précise et pratique à cette diversité de besoins.

« Nous croyons qu'il faut donner plus d'autorité, plus de garanties à ceux qui se consacrent à cette profession et qu'il est éminemment utile que bibliothécaires et amis des bibliothèques mettent en commun leurs études et leurs efforts pour réaliser dans les bibliothèques françaises les améliorations désirables à tous les points de vue.

« C'est donc surtout un but pratique que nous nous proposons et non point la création d'une société purement scientifique, qui ferait double emploi avec beaucoup d'autres... »

Le 17 février, M. Deniker, nommé président du Comité provisoire et MM. Sustrac et Gautier, secrétaires, délégués à cet effet par le Comité provisoire, se rendirent auprès de M. Bayet, directeur de l'Enseignement supérieur au Ministère de l'Instruction publique et l'informèrent du projet d'association et du but poursuivi.

Les séances des 8, 15, 29 mars et 5 avril furent occupées par l'examen des réponses faites à la circulaire-referendum, par la confection de la liste d'un Comité et par l'organisation de l'Assemblée générale constitutive qui fut fixée au dimanche 22 avril.

Cette Assemblée, qui comptait cinquante et un membres présents et quarante membres représentés par délégation, eut lieu au Musée social, sous la présidence provisoire de M. Deniker, assisté de MM. Ruelle et Loriquet, vice-présidents et de MM. Gautier et Sustrac, secrétaires.

Après une discussion parfois très vive et qui porta surtout sur les points suivants : caractère uniquement professionnel de l'Association, exclusion des non-professionnels de l'Association, représentation proportionnelle dans le Comité des différentes catégories de bibliothécaires, création d'un Bulletin, l'Assemblée vota les statuts suivants dont le texte est, à peu de choses près, le même que celui de l'avant-projet :

STATUTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE PREMIER. — Il est formé entre les membres adhérents aux présents statuts, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 (art. 5), une Association sous le titre de : *Association des bibliothécaires français*. Son siège social est à *Paris, 6, place du Panthéon*.

ART. 2. — L'Association des bibliothécaires français a pour but de s'occuper de toutes les questions concernant les intérêts des bibliothèques et des bibliothécaires.

ART. 3. — Peuvent faire partie de l'Association : 1^o les personnes ayant exercé, exerçant ou susceptibles d'exercer, d'après les lois et règlements en vigueur, la profession de bibliothécaire ; 2^o les personnes s'intéressant aux bibliothèques. L'admission est prononcée par le Comité, à la majorité des voix, sur présentation de deux membres de l'Association.

ART. 4. — La cotisation annuelle, payable en une fois, est de 5 francs ; elle pourra être rachetée par le paiement d'une somme d'au moins 100 francs.

Le titre de membres fondateurs est accordé aux personnes payant une cotisation annuelle d'au moins 20 francs.

ART. 5. — L'Association est administrée par un Comité composé de vingt membres élus par l'Assemblée générale, à la majorité des suffrages. Le vote par correspondance est admis. Le Comité est renouvelable annuellement par quart ; les membres sortants sont rééligibles.

ART. 6. — Le Comité nomme, chaque année, parmi ses membres, un bureau composé d'un président, deux vice-présidents, un secrétaire général, un secrétaire adjoint et un trésorier. Les pouvoirs du président sortant peuvent être renouvelés pour une seconde année seulement.

ART. 7. — Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage ; la présence de six membres du Comité au moins est indispensable pour la validité des décisions.

ART. 8. — Le Comité, en dehors des séances périodiques fixées par lui, se réunit sur la convocation du président, toutes les fois que l'intérêt de l'Association l'exige. Il a pleins pouvoirs pour agir au nom de l'Association ; il statue souverainement sur l'admission des associés et peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.

ART. 9. — L'Assemblée générale se réunit une fois par an ; le lieu et la date en sont fixés par le Comité. Elle procède aux élections ; la gestion financière et administrative est soumise à son approbation.

Elle peut se réunir extraordinairement sur convocation du président.

ART. 10. — En dehors des Assemblées générales, l'Association est convoquée à des réunions trimestrielles consacrées spécialement à l'étude et à la discussion des questions techniques et professionnelles concernant les bibliothèques et les bibliothécaires.

ART. 11. — La dissolution de l'Association ne pourra être prononcée que par une Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet et à la majorité de la moitié des membres associés présents ou représentés.

L'élection des membres du Comité pour 1906-1907 donna les résultats suivants :

Furent élus : MM. CANTINELLI, Conservateur de la Bibliothèque municipale de Lyon ; DENÉRAIN, sous-Bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Institut ; DENIKER, Bibliothécaire du Muséum d'Histoire naturelle ; GAUTIER, sous-Bibliothécaire à la Faculté de Droit de Paris ; HILDENFINGER, sous-Bibliothécaire au département des Imprimés de la Bibliothèque nationale ; JADART, Conservateur de la Bibliothèque municipale de Reims ; MARAIS, Conservateur adjoint à la Bibliothèque Mazarine ; MARCHAL, Conservateur du département des Imprimés de la Bibliothèque nationale ; MARTIN, Administrateur de la Bibliothèque de l'Arsenal ; MASSON, Bibliothécaire de la Bibliothèque d'Albi ; MICHEL, Bibliothécaire de la Bibliothèque municipale d'Amiens ; MORTET (Charles), Conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, chargé de cours à l'Ecole des Chartes ; NICAUD, Bibliothécaire de l'Université de Grenoble ; OURSEL, Bibliothécaire de la Bibliothèque municipale de Dijon ; POETE, Conservateur de la Bibliothèque de la Ville de Paris ; POIRÉE, Conservateur adjoint à la Bibliothèque Sainte-Geneviève ; PORT, Bibliothécaire de la Bibliothèque municipale de Saint-Nazaire ; STEIN, Archiviste aux Archives nationales, directeur du *Bibliographe moderne* ; SUSTRAC, sous-Bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève ; VIOLLET, Membre de l'Institut, Bibliothécaire de la Faculté de Droit de Paris, professeur à l'Ecole des Chartes.

Dès sa première séance, tenue le 3 mai, chez M. Poirée, 6, place du Panthéon, qui voulut bien continuer à donner au Comité l'aimable hospitalité qu'il accordait au Comité provisoire, le Comité nomma son bureau : M. Deniker, président ; MM. Michel et Martin, vice-présidents ; M. Sustrac, secrétaire ; M. Gautier, secrétaire-adjoint ; M. Poirée, trésorier ; et l'on convint qu'il y avait lieu de procéder avant tout autre examen à une étude sur la situation des bibliothèques. Une commission de trois membres, MM. Stein, Sustrac et Gautier fut chargée de rédiger un questionnaire ; plusieurs séances du Comité (3 et 10 mai, 1^{re}, 8 et 11 juin) furent employées à la discussion de ce questionnaire qui fut adressé à tous les bibliothécaires de province et dont nos lecteurs trouveront une étude détaillée dans le présent numéro du *Bulletin*.

Préoccupé aussi de l'ignorance dans laquelle sont laissés les bibliothécaires en ce qui concerne les créations, vacances ou changements d'emploi, et, en général, les renseignements divers d'ordre professionnel ou technique, le Comité décida aussi la création d'un Office de renseignements à l'usage de tous les bibliothécaires (s'adresser au siège social, 6, place du Panthéon).

La première réunion trimestrielle se tint au Musée social le 30 juin, sous la présidence de M. Deniker. Trente-deux membres avaient répondu à l'appel du Comité et cette séance fut presque entièrement consacrée à la discussion d'un rapport de M. Berthet bibliothécaire à la Bibliothèque municipale de Grenoble sur les réformes des Bibliothèques. La question du stage, celle des employés, (personnel intermédiaire entre les bibliothécaires et les garçons), celle des retraites

(pour les bibliothécaires municipaux), furent l'objet de longs débats.

C'est à peu près à cette même date que la sous-commission extra-parlementaire des bibliothèques, réunie au Ministère de l'Instruction publique, clôturait ses séances et que son rapporteur, M. Langlois, achevait son travail et le remettait, suivi d'un projet de loi, au ministre de l'Instruction publique.

Trois séances du Comité, tenues dans la première quinzaine de juillet, furent consacrées à l'examen de ce rapport ; des démarches, entre temps, furent faites auprès de M. Massé, député de la Nièvre, ancien rapporteur du budget (le nouveau rapporteur n'était pas encore désigné) et auprès de M. Port, chef adjoint du ministre. M. Massé reçut le bureau de l'Association, auquel M. Mazerolle avait été prié de se joindre, avec sa bienveillance habituelle et promit son intervention auprès du ministre, s'il en était besoin, pour soutenir nos revendications.

De l'entretien qu'eut notre président avec M. Port, il résulta qu'il convenait mieux de présenter à M. le Ministre, sous forme de vœux de l'Association, et non pas comme amendements au projet de la sous-commission, les réformes souhaitées par les bibliothécaires.

Ces vœux, dont nos collègues trouveront le texte dans le présent *Bulletin*, furent remis à M. le Ministre et à M. le Directeur de l'Enseignement supérieur le 11 juillet; quelques jours plus tard, M. Simyan, le nouveau rapporteur du budget, les recevait également.

A la fin du mois de juillet se place un incident dont nos collègues n'ont assurément pas perdu le souvenir. Quelques jours avant l'ouverture des vacances, M. Kohler était nommé administrateur de la Bibliothèque Sainte-Geneviève et M. de Porto-Riche administrateur de la Bibliothèque Mazarine. Si la première de ces nominations remplit d'aise les bibliothécaires, le moins qu'on puisse dire de la seconde, c'est qu'elle continue une tradition déplorable à tous égards. La question fut discutée de savoir si l'Association élèverait une protestation contre cette nomination. Tout bien pesé, dans l'intérêt même de l'avenir de l'Association naissante, on décida de garder le silence. Cette nomination sera d'ailleurs examinée par le Conseil d'Etat, car un recours pour excès de pouvoir a été intenté par un des membres de l'Association.

Depuis la rentrée, en octobre, le Comité a tenu trois réunions qui furent consacrées à l'examen des réponses faites au questionnaire adressé aux bibliothécaires de province et à la création d'un Bulletin. M. Simyan étant devenu sous-secrétaire d'Etat, le Comité remit à M. Couyba, le nouveau rapporteur du budget de l'Instruction publique, le texte de nos vœux dont il voudra bien, nous l'espérons, s'inspirer pour l'étude qu'il a annoncée des bibliothèques publiques.

Une deuxième réunion trimestrielle a été tenue au café Voltaire le 8 octobre, sous la présidence de M. Deniker. Une trentaine de bibliothécaires y assistaient.

M. Vidier y fit observer combien, en dépit de toutes les démarches faites par le Comité de l'Association, la situation est restée mauvaise. A la Bibliothèque nationale, le budget du personnel pour l'exercice

1907 vient d'être réduit de 5.000 francs, somme laissée disponible, prétend-t-on, par les vacances d'emploi. M. Mortet indiqua également qu'une réduction de 3.000 francs a été déjà prélevée, depuis plusieurs années, au chapitre du personnel de trois bibliothèques (Sainte-Geneviève, Mazarine, Arsenal).

La situation des bibliothécaires universitaires, d'après M. Gautier, n'est pas meilleure ; ces fonctionnaires, tant à Paris qu'en province, n'ont aucun avancement.

M. Michel estime que nous pourrions obtenir, par une intervention bienveillante de l'Administration, d'heureux résultats, mais que l'œuvre à entreprendre est plus vaste. C'est l'opinion publique qu'il faut gagner à notre cause, c'est en agissant sur le public, en lui montrant le rôle utilitaire des bibliothèques, les services qu'il en doit attendre, que les bibliothécaires travailleront le plus utilement à l'amélioration de leurs situations. En province, plus encore qu'à Paris, en dépit de l'insuffisance numérique du personnel des bibliothèques municipales, le rôle du bibliothécaire peut être de tout premier ordre. En annexant à la Bibliothèque municipale la Bibliothèque populaire, en la dirigeant, le bibliothécaire étendra son influence ; il deviendra l'homme nécessaire, celui qui renseigne ; à cette œuvre, démocratique entre toutes, les Conseils municipaux ne refuseront pas les ressources nécessaires. Déjà, dans plusieurs villes, la Bibliothèque populaire est dirigée par le bibliothécaire municipal, ainsi à Lille (observation de M. Vidier), ainsi à Angers (observation de M. Lelong). Il est à souhaiter que l'Association encourage chez ses membres de semblables initiatives. Elle pourrait aussi encourager les conférences faites par les bibliothécaires pour étendre l'action de ces bibliothèques populaires et pour attirer l'attention du public sur les progrès qui restent à accomplir.

La réunion prit fin après la lecture des deux rapports qui sont insérés dans le présent numéro du *Bulletin*, l'un de M. Sustrac sur la situation des bibliothèques de province, et l'autre de M. Gautier sur l'attribution de la personnalité civile aux bibliothèques publiques.

Voilà, résumé aussi brièvement que possible, ce qu'est l'Association des bibliothécaires, voilà quelle fut l'œuvre de son Comité pendant la première année. La tâche reste aussi vaste à accomplir qu'il y a un an ; du moins les bibliothécaires ont-ils déjà pu prendre contact ; l'enquête qui va se poursuivre à Paris, sur les bibliothèques de tout ordre et la création du présent *Bulletin*, permettra, nous l'espérons, de nous éclairer mieux sur les réformes que nous souhaitons et contribuera au succès d'une œuvre qui devient chaque jour plus chère à ceux qui l'ont entreprise.

LISTE DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Bibliothèques de Paris.

Bibliothèque Nationale : MM. ANCHIER, D'AURIAC, AUVRAY, BLANCHET, CHARDON, CHOPPY, COUDERC, DELMAS, N. DENIKER, DENISE, DOREZ, FÉVRET, GODIN, GRUNY, HILDENFINGER, HUET, ISNARD, LAUER, LE BRETHON, LEDOS, LEMAITRE, LEMOISNE, MAISTRE, MARCHAL, MOUTON, PELLETIER, POUPARDIN, RASTOUL, DE ROUX, SCHWAB, SEPET, THÉVENIN, TRUDON DES ORMES, TULOU, VIDIER, VIENNOT, VITRAC.

Bibliothèque Saint-Genève : MM. BARBOU, BOINET, CAPET, CHARLES, DAVANNE, EXPERT, GRIVEAU, LORBER, MORTET, POIRÉE, SIMON, SUSTRAC.

Bibliothèque Mazarine : MM. D'ARTOIS, DE CHABRIER, FORMONT, MARAIS, RAVAISSON, VICAIRE.

Bibliothèque de l'Arsenal : MM. COTTIN, DESLANDRES, MARTIN.

Bibliothèque de l'Université : MM. BERNARD, BONNEROT, BULTINGAIRE, CHATELAIN, LÉVY, MAIRE, MORTET.

Bibliothèque de la Faculté de droit : MM. GAUTIER, ROUSSELLE, VIOLLET.

Bibliothèque de la Faculté de médecine : MM. HAHN, HAHN (L.), LEGRAND.

Bibliothèque de l'Ecole de pharmacie : M. DORVEAUX.

Bibliothèque de la Ville de Paris : M. POETE.

Bibliothèque de l'Institut : MM. BOUTERON, DEHÉRAIN, RÉBELLIAU, RÉGNIER.

Bibliothèque du Sénat : M. SAMUEL.

Bibliothèque de la Chambre des députés : M. HARRACA.

Bibliothèque du Ministère de l'Instruction publique : M. STEINHILBER.

Bibliothèque des Arts décoratifs : MM. DESHAIRS, JEAN.

Bibliothèque de l'Assistance publique : MM. FOSSEYEU, MESUREUR.

Bibliothèque du Conservatoire des Arts et Métiers : M. PLAISANT.

Bibliothèque de l'Ecole des langues orientales : M. GAUDEFROY-DEMOMBYNES.

Bibliothèque de l'Ecole polytechnique : M. le commandant PINET.

Bibliothèque de l'Ecole des Ponts et Chaussées : M. PRADELLE.

Bibliothèque du Louvre : M. WIRIATH.

Bibliothèque de la Monnaie : M. MAZEROLLE.

Bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle : MM. BAMBERGER, DE CLARIX, DENIKER, DE NUSSAC, VAUTIER.

Bibliothèques du Collège libre des sciences sociales : M. TARBOURIECH ; *de l'Ecole supérieure d'électricité* : M. HOUIN ; *de l'Ecole libre des sciences politiques* : M. CAUDEL ; *de l'Institut Pasteur* : MM. JEANET, ROUSSEL ; *du Musée social* : M. MARTIN-SAINT-LÉON ; *polonaise* : M. DE STRZEMBOSZ ; *de la Société de géographie* : M. FROIDEVAUX ; *de la Société géologique* : M. MÉMIN ; *de la Société de législation com-*

parée : M. BAGUENIER-DESORMEAUX ; de la fondation Thiers : M. DE VEYRAN ; du *Touring Club* : M. SEMENCE ; du prince Roland Bonaparte : M. ESCARD.

Bibliothécaires honoraires.

MM. ADENIS (*Musée pédagogique*) ; d'ALLEMAGNE (*Arsenal*) ; CANOBY (*Ministère de l'Instruction publique*) ; LACOMBE (*Nationale*) ; MACLER (*Nationale*) ; MULLER (*Arsenal*) ; PETIT (*Mazarine*) ; PIERRET (*Nationale*) ; RUELLE (*Sainte-Geneviève*).

Bibliothèques de province.

De Reims, M. JADART ; de Commercy, M. DENÉE ; de Nancy (Université), M. DUMONT ; d'Epinal, M. DOULIOT ; de Saint-Dié, M. PIERROT ; de Langres, M. DEGRÉ.

De Corbeil M. DUFOUR ; de Melun, M. RAYON ; d'Auxerre, M. PORÉE ; de Dijon, MM. OURSEL (Ville), SALINGARDES (Université) ; d'Arbois, M. GUYOT ; de Salins, M. COSTE ; de Besançon, MM. GAZIER (Ville), PRIEUR (Université) ; de Mâcon, M. LEX ; de Lyon, MM. BRISAC (Beaux-Arts) ; CANTINELLI (Ville), MULLER, NICAUD (Université) ; de Grenoble, MM. BERTHET (Ville), MULLER, NICAUD (Université) ; de Gap, M. MICHEL ; d'Avignon, M. GIRARD ; d'Aix-en-Provence, MM. AUDE (Méjanes), FLEURY (Université) ; de Marseille, MM. DENANS, GODEFROY ; d'Alger, MM. DUJARDIN (Ville), PAOLI (Université) ; de Toulon, M. LASSERRE ; de Draguignan, M. POUJÉ ; de Menton, M. MOUSSERON ; de Nîmes, M. JEANNIN.

De Perpignan, M. VIDAL ; de Toulouse, MM. MASSIP, PASSERIEU (Ville), CROUZIL, DUCOS, GIEULES, VIE (Université) ; de Bagnères-de-Bigorre, M. BÉROT ; d'Auch, M. BÉNÉTRIX ; de Pau, M. SOULICE.

De Bordeaux, M. CORNILLON (Université) ; d'Albi, M. MASSON ; de Cahors, M. PALAME ; de La Rochelle, M. MUSSET ; de Poitiers, MM. GINOT (Ville), de LAPOUGE (Université) ; de Nantes, MM. ESNAULT, GIRAUD-MANGIN ; d'Angers, MM. BOMPAS (Université catholique), JOUBIN, LEROY (Ville) ; de Tours, MM. COLLON, GROSJEAN.

De Versailles, MM. LÉONARDON, TAPHANEL ; de Saint-Germain-en-Laye, M. BONNEAU ; de Chartres, MM. BUISSON et LANGLOIS ; de Vendôme, M. BONHOURE ; de Brest, M. DELOURMEL ; de Vire, M. BUTET-HAMEL ; d'Evreux, M. LAMBERT ; de Rouen, M. LORIQUEU.

D'Amiens, MM. MICHEL, ROMAIN ; d'Abbeville, M. LEDIEU ; de Lille, MM. DESPLANQUE (Ville), MIS (Université) ; de Douai, M. DEHAENE et RIVIÈRE.

Autres Membres.

Mlle BERTHET, professeur (Nevers) ; M. BLOCH, inspecteur général des Bibliothèques ; CARON, archiviste ; COYECQUE, archiviste ; DAUZE, directeur de la *Revue biblio-iconographique* ; FOYNOT, GARDÈRE, GRAND, archiviste, LABANDE, archiviste de la principauté de Monaco, Ch.-V. LANGLOIS, professeur à l'Université de Paris, LELONG, chargé de cours à l'Ecole des Chartes, LOBSTEIN, ancien attaché à la Bibliothèque

de la Faculté de Droit de Paris, MANOURY, avocat ; Jean MASSON (Amiens), POL NEVEUX, inspecteur général des Bibliothèques ; NOTTIN, avocat ; Emile PICOT, professeur ; PORT, chef-adjoint au Cabinet du Ministre de l'Instruction publique ; PROU, professeur ; l'abbé REQUIN (Avignon) ; de RIDDER, notaire ; STEIN, directeur du *Bibliographe moderne* ; VILNET.

La situation des Bibliothèques de Province

Les conclusions d'un questionnaire



*Rapport présenté à la séance trimestrielle du 8 décembre 1906,
par M. Charles SUSTRAC, sous-bibliothécaire
à la Bibliothèque Sainte-Geneviève
secrétaire de l'A. B. F.*

Au mois de juin dernier, l'Association des bibliothécaires français résolut de procéder à une étude sur la situation des bibliothèques de France. Un questionnaire fut rédigé à cet effet et envoyé d'abord à nos collègues de province (1). C'est un sommaire des réponses faites à ce questionnaire que nous présentons ici (2).

« Il vous paraîtra sans doute comme à nous indispensable de nous renseigner mutuellement et d'une manière tout amicale sur les conditions si diverses où se trouvent nos bibliothèques. Cette connaissance est évidemment la condition préalable de toute action positive. De plus, il est clair que beaucoup des mille problèmes relatifs à l'organisation, à la gestion et à la mise en service des bibliothèques ont reçu ici ou là d'heureuses solutions ; enfin, il est bon de profiter de l'occasion pour signaler à tous les ressources particulières que nos bibliothèques offrent aux travailleurs.

« Notre étude a donc un triple but : rendre plus facile et plus sûr le travail collectif de l'Association, mettre à la disposition de nos collègues une riche moisson de renseignements techniques et faire connaître à tous les principales richesses de nos bibliothèques... »

Nous avons reçu quarante-trois réponses ; ce n'est pas beaucoup, mais la variété des situations, le soin et les développements apportés à un grand nombre de réponses font cependant de cette consultation une mine de documents précieux et qui nous seront fort utiles. Donc, tous nos remerciements à nos collègues de province.

Ont répondu les bibliothèques des villes suivantes. Sauf avis contraire, il s'agit ici de la bibliothèque municipale :

(1) Il sera envoyé prochainement aux bibliothécaires parisiens.

(2) Ce rapport a été légèrement modifié pour l'impression.

11 03 11

Reims, Sedan, Commercy, Nancy, Epinal, Saint-Dié ;
Melun, Dijon (Ville et Université), Salins, Besançon, Autun, Tournus, Mâcon, Moulins, Le Puy, Lyon (Ville et Palais des Arts), Grenoble (Ville et Université), Gap, Aix-en-Provence (Université), Draguignan, Nice, Menton, Alger (Ville et Université), Nîmes ;
Pau, Oloron, Auch, Bagnères-de-Bigorre, Toulouse, Cahors ;
Blois, Vendôme, Angers (Ville et Université catholique) ;
Saint-Germain-en-Laye, Chartres, Vire ;
Amiens, Roye, Douai.

Un certain nombre ont envoyé des photographies, cartes postales illustrées, plans, notices imprimées, règlements, bulletins de demande, etc.

Nous suivons dans cette analyse l'ordre même du questionnaire :

I. Local. II. Collections. III. Personnel. IV. Fonctionnement. Ce dernier chapitre est divisé en trois paragraphes : ressources, service intérieur, service public.

§ I. — Local.

Il est rare qu'il possède une installation indépendante et moderne comme à Amiens, Nancy, Epinal. Le plus souvent, la bibliothèque voisine avec d'autres services et bien rarement, lors même qu'elle est chez elle, est-elle isolée de toutes parts. Beaucoup sont installées à l'hôtel-de-ville (1) ; quelques-unes sont jointes au musée (2) ; il en est une qui loge dans un établissement de thermes (3) ; une autre occupe le premier étage d'une halle (4).

Lorsque la bibliothèque est indépendante, elle occupe souvent de vieux locaux peu appropriés à leur présente destination : c'est à Auch, l'ancienne chapelle d'un couvent de Carmélites, à Besançon, l'ancien couvent des Oratoriens, à Dijon, l'ancien collège des Jésuites. A Salins, la chapelle des Jésuites a été coupée en deux à mi-hauteur et la moitié supérieure sert de bibliothèque.

Les bibliothèques universitaires sont, comme de juste, jointes aux autres locaux des facultés et souvent installées comme elles, dans de vieux édifices. A Aix-en-Provence, la bibliothèque de l'Université est envahie par les cours et les examens ; en outre, les pièces sont tellement hautes de plafond qu'il faut des échelles de cinq mètres pour y atteindre.

La plainte la plus fréquente au sujet du local est le manque de place. Parfois aussi l'accès est vraiment incommode. A Alger, il faut gravir 172 marches ; à Pau, il faut traverser le marché aux légumes ; ailleurs, on doit passer par la salle des séances du conseil municipal. A Lyon, il faut aussi monter un escalier long et sombre.

Il y a parfois un danger d'incendie à redouter. A Lyon, la bibliothèque enclavée dans un lycée a subi le feu plusieurs fois. Celle de Nice est bien exposée, se trouvant au-dessus d'un dépôt d'huiles et

(1) Exemples à Commercy, Menton, Saint-Germain-en-Laye, etc.

(2) Exemples à Grenoble, Rouen, Le Havre, etc.

(3) A Bagnères-de-Bigorre.

(4) A Pau.



de salaisons. Presque partout, il y a une assurance fort considérable, mais les précautions directes sont généralement insuffisantes.

Il y a lieu également de déplorer l'insuffisance des indications pratiques à l'entrée des établissements. Je me souviens d'avoir erré pendant longtemps dans certaine ville à la recherche de la bibliothèque et d'être passé devant sans la voir, faute d'inscription. La plupart cependant ont au moins une inscription ou un écriteau, mais beaucoup omettent l'indication des jours et heures d'ouverture et des conditions d'accès. Ailleurs, il faut monter jusqu'en haut des escaliers qui mènent à la bibliothèque pour trouver des indications précises.

Il serait pourtant facile et peu coûteux de mettre, soit à l'entrée de la bibliothèque, lorsqu'elle donne sur la rue, soit dans le cas contraire, à l'extérieur de l'édifice qui l'abrite, un avis donnant l'indication de la bibliothèque, du chemin à faire pour y parvenir, enfin des jours et heures d'ouverture, des vacances réglementaires et des conditions d'accès. Au reste, Paris n'est pas plus avancé que la province sur ce point.

Même indifférence générale pour les commodités à l'usage des lecteurs : vestiaire, garage, lavabos, closets. Très peu de bibliothèques ont des vestiaires ou des porte-manteaux ; une seule a un garage pour cycles ; il est vrai qu'en beaucoup d'endroits la loge du concierge peut en tenir lieu ; quant aux closets, ou ils sont absents, c'est le cas le plus fréquent, ou ils sont inconfortables et malpropres ; il faut dans certaine ville être accompagné d'un gardien pour y avoir accès. Une seule est bien pourvue à cet égard.

Ces détails semblent insignifiants : ils sont beaucoup plus importants qu'ils ne paraissent et il suffit de l'absence de l'un ou de l'autre pour faire perdre des après-midi entières à des lecteurs ou pour leur enlever la tranquillité nécessaire pour une étude fructueuse. Si nous voulons que les lecteurs viennent dans nos bibliothèques, il faut qu'ils s'y trouvent bien.

§ 2. — Collections.

Beaucoup sont très riches : les fonds modernes croissent assez rapidement. Il y a des fonds d'histoire locale particulièrement importants à Nancy, Lyon, Amiens, etc. On trouve des médailliers à Besançon, Douai, Grenoble, Mâcon, Nice, Reims, Salins, des collections de sceaux à Douai et Grenoble, des herbiers à Salins et Angers. La bibliothèque de Grenoble voisine du Musée, possède, en outre, un musée archéologique, et la collection orientale de Beylié. A Amiens, il y a une très belle collection d'objets du moyen-âge. Signalons aussi comme particulièrement riche en belles reliures et éditions le fonds de Salm-Salm, à la bibliothèque d'Epinal.

§ 3. — Personnel.

Il n'y a pas la moitié de nos collègues qui soient uniquement bibliothécaires ; parmi ceux-là, il en est plus d'un convenablement payé et beaucoup de villes font leur possible pour améliorer les situations. Il y a cependant dans cette catégorie encore trop de traitements insuf-

fisants. Il n'est guère admissible, même en province, qu'on demande huit heures par jour à des fonctionnaires payés 1.500 ou même 1.200 francs. En outre, il n'y a pour ainsi dire nulle part d'avancement régulier, sinon dans les bibliothèques universitaires (1). Il y a plus de proportion là où le bibliothécaire exerce une autre profession : beaucoup sont professeurs ou archivistes municipaux, ou conservateurs de musées. Nous trouvons encore un juge de paix, un greffier, un commis de sous-préfecture. Quelques uns sont d'anciens fonctionnaires retraités qui sont bien aises d'occuper utilement leurs loisirs et d'arrondir un peu leurs retraites. Nous avons encore dans nos correspondants un ancien pharmacien qui a renoncé à son traitement pour acheter des livres à sa bibliothèque, et un ancien tailleur de marbre, qui apprend le latin pour lire et cataloguer le vieux fonds qui est sous sa garde. Ils mériteraient assurément d'être décorés ; ils ne seraient pas les seuls d'ailleurs, car beaucoup de réponses témoignent d'un zèle et d'une bonne volonté bien méritoire. Beaucoup acceptent ces fonctions sans traitements ou avec des traitements dérisoires pour se rendre utiles ou par amour des livres, exemple digne d'éloges sans doute, mais dangereux à suivre, car les villes habituées à ne pas payer leurs bibliothécaires consentiront-elles un jour à mieux traiter leurs successeurs ?

Pour la nomination, rien de particulier. Comme vous le savez, elle appartient au Ministre de l'Instruction publique pour les bibliothèques universitaires, au maire pour les bibliothèques municipales.

La fâcheuse politique semble laisser assez tranquilles nos collègues de province : nous n'avons qu'un exemple de bibliothécaire révoqué lors d'un changement de municipalité et réintégré à un changement ultérieur. Un autre signale que, pour des raisons politiques, il est obligé de s'abstenir de recourir à un libraire qui lui ferait des conditions avantageuses. Toutefois, nos collègues se plaignent d'être exposés à des révocations arbitraires comme les autres fonctionnaires des municipalités auxquels ils sont assimilés.

La retraite est acquise dans beaucoup de villes aux bibliothécaires assimilés au personnel municipal : il serait à souhaiter qu'il y eût entente entre les diverses caisses municipales pour que ceux de leurs adhérents qui passent d'une ville à une autre ne perdent pas le fruit de leurs versements ; cela ne serait pas impossible, car cela existe déjà pour certaines sociétés de retraite ou de mutualité.

Signalons qu'il existe, dans bien des villes, la catégorie d'employés intermédiaires entre les bibliothécaires et les garçons de bureau dont le Comité de l'A. B. F. a déjà demandé la réglementation légale.

§ 4. — Fonctionnement.

A. Ressources. — Les ressources sont presque toujours regardées comme insuffisantes, même dans les bibliothèques bien dotées ; pourtant il y a progrès certain, mais l'augmentation de ressources multipliant l'utilité des bibliothèques en provoque un usage plus grand et

(1) Et encore, là même, nous dit-on, l'avancement existe surtout sur le papier.

ainsi il faut de nouvelles ressources. Le plus clair des revenus est fourni par l'Etat pour les bibliothèques universitaires, par les communes pour les bibliothèques municipales. Il faut y ajouter, bien rarement, des dons, legs ou fondations pour les bibliothèques municipales et une fraction du budget universitaire pour les bibliothèques d'universités. A Grenoble (Université), le comité de patronage des étudiants étrangers accorde une subvention pour l'ouverture de la bibliothèque pendant les vacances.

B. Service intérieur. — De plus en plus, nos collègues ont la libre disposition de leur budget. Dans les bibliothèques universitaires, ils disposent réglementairement des 2/5 sans intervention de la commission administrative et ils réclament les 3/5. Dans les bibliothèques municipales, cela dépend de la bonne harmonie existant entre les bibliothécaires et les commissions : ils disposent quelquefois de tout, quelquefois d'une partie, quelquefois de rien. Cela explique sans doute la diversité des jugements qu'ils ont portés sur l'utilité de ces commissions. Quelques-uns déclarent qu'ils n'ont qu'à s'en louer et qu'elles leur sont très utiles pour obtenir des crédits supplémentaires; d'autres se plaignent de leur indifférence ou de leurs tracasseries et souhaitent leur disparition ; deux choses du moins sont certaines : l'une qu'elles ne sont sûrement pas indispensables (quelques-unes ne se réunissent pas), l'autre que, de plus en plus, le rôle principal revient au bibliothécaire.

C. Service public. — La plupart de nos bibliothèques ont des catalogues, mais trop souvent multiples et incomplets ; les nouvelles acquisitions sont généralement portées à la connaissance des lecteurs par des affiches, listes ou tableaux permanents, ou par une liste mensuelle ou par la publication au bulletin municipal ou, ce qui est préférable, dans les journaux locaux. Presque partout, on a mis à la disposition du public un choix d'ouvrages de références, parfois très développé. Signalons que, dans quelques bibliothèques, on délivre les volumes sur demande orale. A Aix (Université), on a même essayé du libre accès au rayon et on ne s'en plaint pas ; il est vrai que l'expérience est encore récente. Le prêt a tendance générale à se développer au vif regret de beaucoup de nos collègues. Quelques-uns ont même commencé à prêter les fascicules d'ouvrages en cours, les numéros de périodiques et les volumes de collections. Il est d'ailleurs certain que la lecture intelligente et l'étude proprement dite font de notables progrès sur la lecture purement récréative. D'ailleurs, là où il existe des bibliothèques populaires, il s'est fait tout naturellement un départ entre les deux catégories de services.

Conclusions.

En résumé, une grande variété de situations et une tendance générale au progrès en dépit de grandes et graves lacunes, voilà ce que permettent de constater nos réponses.

Les faits suivants surtout nous ont frappé : premièrement, les locaux et les collections viennent souvent du passé et constituent en partie une

richesse, mais en partie aussi un poids mort. Qui cherche dans nos bibliothèques est encombré de choses qui lui sont inutiles et, bien souvent, celles qu'il lui faudrait, il ne les y trouve pas. Si cela est vrai, même pour les érudits, à combien plus forte raison le sera-ce pour le simple public ! Dès lors pour la plupart des villes, les bibliothèques constituent une charge que ne compense point une utilité suffisante. Il suit de là que la bibliothèque publique n'est pas appréciée, que, par conséquent, elle n'est pas convenablement dotée ; deuxièmement, le bibliothécaire municipal est à la merci du maire qui peut toujours le révoquer, et du conseil municipal qui n'a cure d'augmenter son traitement ; de retraite, il n'en a pas toujours. Ainsi, il ne se sent pas encouragé à un zèle que rien ne stimule, ni ne récompense.

Qu'y a-t-il donc à faire pour les bibliothèques de province ? Deux choses à notre avis et qui doivent se faire simultanément : changement d'orientation des services et réforme légale. Il faut qu'avec les ressources présentes, nos collègues s'orientent vers la satisfaction des besoins présents de leurs villes, que, dans la mesure où ils le peuvent, ils s'ingénient à faire connaître leurs bibliothèques, à y attirer le public, à faire des catalogues, à ouvrir aux heures les plus commodes ; il faut, d'autre part, qu'une réforme légale intervienne. L'A. B. F. pourrait s'occuper cet hiver de préciser les conditions de cette réforme, afin de pouvoir ensuite en toute sécurité poursuivre une action en conformité avec les vœux de nos collègues et susceptibles d'aboutir. Voici, ce nous semble, les principes qui pourraient diriger cette étude et cette action.

1° Assurer à chacun un minimum de garanties contre l'arbitraire, un minimum de traitement et d'avancement convenables, enfin une certaine autonomie de gestion.

2° Respecter pourtant l'autonomie des communes, universités, établissements publics dont dépendent les bibliothèques et à l'utilité desquels elles doivent avant tout correspondre. Ce ne sera point d'ailleurs tâche facile de concilier cette nécessité avec la précédente.

3° Tenir le plus grand compte, dans nos classifications, de l'importance relative des bibliothèques : on ne peut exiger du bibliothécaire d'une ville de 3.000 âmes les mêmes services, ni lui accorder le même traitement que dans une autre de 100.000 âmes.

Telles sont, à grands traits, les indications que nous avons cru pouvoir tirer des réponses faites au questionnaire. Nous souhaitons que, bientôt suivies par les réponses des bibliothèques parisiennes, elles puissent être utiles à nos collègues et favoriser l'action de l'A. B. F. suivant notre intention première à tous. Nous serons d'ailleurs heureux de compléter ces renseignements, si on nous en manifeste le désir.

La Bibliothèque de la Ville d'Amiens

Une réponse au questionnaire



Nous sommes heureux de donner, dans ce premier numéro, une des réponses à notre questionnaire.

Par les développements qu'elle comporte, par les documents qui y ont été annexés (règlement, rapports, plan etc.), cette réponse constitue une véritable monographie de la Bibliothèque de la Ville d'Amiens et offre le grand avantage de nous renseigner sur l'organisation et le fonctionnement réels d'une importante bibliothèque municipale.

Que son auteur M. Henri MICHEL, conservateur de la Bibliothèque, veuille bien agréer ici nos sincères remerciements.

1. Local.

1. *La Bibliothèque est-elle isolée ?* — Oui.

2. *Quelles précautions sont prises contre l'incendie ?* — Il y a des prises d'eau dans le jardin et dans la rue Puvis de Chavannes. Des extincteurs vont être placés incessamment dans les principales salles. Je viens d'obtenir de l'Administration municipale d'être relié téléphoniquement avec l'hôtel-de-ville et le poste central des pompiers. La bibliothèque est assurée actuellement pour 615.000 francs, soit, bâtiments 215.000 francs, collections 405.000 francs. Il n'y a pas dans la police actuelle d'article spécial pour les manuscrits, les incunables et les livres rares. Mais je viens de déposer un rapport détaillé portant estimation spéciale de tous les manuscrits et des ouvrages imprimés les plus précieux. L'assurance des collections doit être renouvelée prochainement sur les bases de ce rapport, c'est-à-dire avec désignations spéciales et augmentation d'environ 100.000 francs.

3. *Dates de construction et d'installation ?* — Les salles A, E, F, qui constituent l'édifice primitif (1), ont été construites en 1823, sur l'emplacement de l'ancien couvent des religieuses de Moreaucourt. Les salles B, C, ont été surajoutées dans la deuxième moitié du siècle dernier. Enfin un généreux citoyen d'Amiens, M. Janvier, ayant légué une somme de 300.000 francs pour l'agrandissement et la restauration de la bibliothèque, les salles N, G, H, ont été construites en 1900, et les salles B, C, complètement réaménagées. Les salles I (vestibule), E et dépendances, F, G, H et dépendances sont surmontées d'un étage. Les autres salles occupent toute la hauteur du bâti-

(1) Un plan très détaillé que nous ne pouvons malheureusement pas reproduire ici accompagne cette notice.

ment et comportent, à l'exception de la salle C, une galerie à hauteur d'étage.

4. *Y a-t-il des salles spéciales pour les périodiques, pour la réserve, pour le prêt ?* — Salles spéciales pour les manuscrits, pour les périodiques, pour les ouvrages en cours de publication. Pas de salle spéciale pour le prêt. Je compte constituer une réserve dès que j'en aurais le temps. Cette réserve sera conservée dans la même salle que les manuscrits.

5. *Chauffage, éclairage, aération ?* — Chauffage au calorifère (vapeur à basse pression, radiateurs). Ce mode de chauffage ne présente aucun danger d'incendie, il satisfait à l'hygiène et à la propreté, par l'absence de poussières entraînées. Inconvénient : lenteur et parfois difficulté du réglage. L'éclairage de la salle de lecture est excellent. Il se fait à la fois par de nombreuses fenêtres latérales et par un vitrage de plafond. Le soir, éclairage à l'électricité de toute l'aile droite (salle de lecture cabinet du conservateur et dépendances). L'aération est partout suffisante.

6. *Mesures hygiéniques, lavabos, closets ?* — Il y a un lavabo et des closets.

7. *Vestiaire, garage pour cycles ?* — Il n'y a pas de vestiaire, et il est très fâcheux qu'il ne soit pas possible d'en installer un. Dans la salle de lecture, des patères aux murs entre les fenêtres, des porte-parapluies à l'entrée, près de la porte. Pas de garage pour cycles. Il ne serait pas difficile d'en établir un dans la cour d'entrée. J'y ai déjà songé.

8. *Le bibliothécaire est-il logé ?* — Non.

9. *Y a-t-il un concierge ?* — Oui.

10. *Y a-t-il quelques indications extérieures mentionnant les jours et heures d'ouverture ?* — Oui, une plaque indicatrice, sur la rue de la République, à la grille du jardin.

II. Collections.

11. *Quelle est la nature de la bibliothèque, spéciale ou encyclopédique ?* — Encyclopédique, ou, du moins, non spéciale.

12. 13. *Quel genre d'ouvrages domine ?* — Le fond des manuscrits provient en grande partie de l'ancienne abbaye de Corbie. Il contient une belle série de manuscrits à miniatures du IX^e au XVI^e siècle. Dans l'ancien fonds imprimés, la théologie est particulièrement riche, (7.867 numéros de catalogue) et il faut y joindre l'histoire des religions (2.368 numéros). La jurisprudence donne 1.727 numéros ; les sciences et arts, 4.436 ; la médecine, 4.157 ; les belles-lettres, 4.401 ; l'histoire, 6.915 ; la polygraphie, 1.063. — Le fonds de Lescaopier (5.962 numéros) renferme une très belle collection d'ouvrages anciens sur la Terre Sainte, les pèlerinages, les voyages en Orient. Importants ouvrages d'érudition (Histoire, histoire monastique, bibliographie, diplomatique, etc.). — Le fonds Devauchelle contient un grand nombre de pièces rares et curieuses sur les dialectes et les patois du nord de la France, les littératures populaires, les anciens

textes français. — Le fonds Janvier est formé en grande partie d'ouvrages relatifs à la Picardie. — Les acquisitions annuelles ont un caractère encyclopédique, c'est-à-dire que la bibliothèque, dans la limite de ses faibles ressources, se tient tant bien que mal au courant de la culture moderne, littéraire et scientifique, sans avoir la prétention ni la possibilité de suffire, en rien, à des études spéciales poussées un peu loin.

14. *Nombre de volumes ?* — Manuscrits, 1462. Incunables, 240. Nombre total des imprimés : Environ 60.000 ouvrages ou numéros de catalogue, soit plus de 100.000 volumes.

15. *Y a-t-il d'autres collections que les collections de livres ?* — Dans le fonds Lescalopier, une petite mais très belle collection d'objets du Moyen-Age et de la Renaissance (ivoires, émaux, orfèvrerie, bois, tissus). Les archives municipales antérieures à 1789 sont conservées à la bibliothèque. Le bibliothécaire en a la garde et en assure la communication. L'archiviste du département est chargé d'en faire l'inventaire.

16. *Importance des accroissements annuels ?* — Environ un millier de volumes (1).

17. *Comment se font les acquisitions ?* — Par dons, concessions ministérielles, achats.

18. *Les libraires font-ils des communications à titre conditionnel ?* — Non, et je n'en vois guère l'utilité. Les bibliographies des périodiques spéciaux (Revue critique d'histoire et de littérature, Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, Revue historique, Revue philosophique, Revue générale des sciences, etc. etc.) consultés avec discernement, sont une source de renseignements en général très suffisante, — du moins pour une bibliothèque comme celle-ci.

19. *La Bibliothèque se sert-elle d'un libraire attitré et dans quelles conditions ?* — La Bibliothèque fait ses achats (je parle des achats d'ouvrages en librairie) par l'intermédiaire d'un libraire d'Amiens. Jusqu'au présent exercice, il n'y avait eu ni adjudication, ni marché. Le libraire, choisi par le bibliothécaire, consentait amialement une réduction de 15 % sur la librairie courante. Mais l'an dernier l'administration municipale a décidé de mettre en adjudication la fourniture des livres. Cette innovation s'est trouvée avantageuse, puisque le rabais est maintenant de 22 %. Mais il y a un inconvénient : le risque d'avoir affaire chaque année à un libraire nouveau, ce qui peut être la cause de bien des erreurs ou des difficultés, en particulier dans le service des abonnements aux périodiques et dans la fourniture des ouvrages en cours de publication.

III. Personnel.

20. 21. 22. *Nombre et répartition des fonctionnaires et employés ? Emoluments ? Budget du personnel ?* — Conservateur, 4.000 francs. Bibliothécaire-adjoint, 2.000 francs. Concierge faisant fonction de

(1) Un rapport annexé que le manque de place nous empêche de reproduire contenait les réponses à cette question et à la suivante.

garçon de salle et de distributeur, 1.200 francs (logé), garçon de salle auxiliaire, 600 francs. Budget total du personnel, 7.800 francs.

Pour les attributions du conservateur et du bibliothécaire adjoint, voir le règlement (1).

23. *Provenance du budget ?* — Fonds municipaux.

24. *Le bibliothécaire exerce-t-il habituellement d'autres fonctions ?* — Non, ni le conservateur ni le bibliothécaire adjoint.

25. *Conditions de nomination et de mutation ?* — Les fonctionnaires et employés sont nommés par le maire.

26. *Retraites ?* — Le personnel de la bibliothèque participe à la caisse de retraite municipale. Retenue de 5 % sur les traitements. Droit à la retraite après 30 ans de services.

IV. Fonctionnement.

1° RESSOURCES.

27. *Quelles sont les ressources financières pour le matériel de la Bibliothèque ?* — Voici les sommes inscrites au budget de la ville :
Achat de livres, reliure et dépenses diverses..... 2.700

Emploi en achat de livres des arrérages de la rente achetée avec une partie du produit de la vente des doubles (vente faite vers 1880) 500

Impression du catalogue (reportable)..... 200

Eclairage et chauffage 1.300
4.700

28. *D'où proviennent-elles ?* — Fonds municipaux.

29. *Sont-elles en rapport avec l'importance de la bibliothèque ?* — Elles suffisent strictement aux besoins du service, et permettent de satisfaire à peu près aux demandes d'un public qui s'est accoutumé à ne pas demander trop. Mais elles sont insuffisantes pour permettre à la bibliothèque de devenir le centre d'étude et d'action intellectuelle qu'elle pourrait être aisément dans une province riche et peuplée et dans une ville de près de 100.000 habitants.

30. *Comment est réparti le budget ?* — Voici un budget moyen :

Achat d'ouvrages 1.000

Reliure 1.000

Périodiques 900

Entretien et divers 300

Il peut paraître singulier que les frais de reliure égalent les dépenses d'achat d'ouvrages. Mais on doit remarquer que les travaux de reliure portent non seulement sur les ouvrages achetés, mais encore sur les périodiques et sur les ouvrages provenant des concessions ministérielles et des dons.

2° SERVICE INTÉRIEUR.

31. *Y a-t-il une commission d'achat de livres ?* — Voir sur l'organisation et le fonctionnement de la commission les articles 8 à 15 du

(1) Qu'à notre grand regret, le manque de place nous empêche de publier ici.

règlement. Sur la composition actuelle de la Commission, voir le rapport pour 1905.

Dès ma nomination à la bibliothèque d'Amiens, en 1892, la Commission — aussi bien d'ailleurs que l'Administration municipale — m'a témoigné une sympathie et une confiance cordiale qui ne se sont jamais démenties. Plusieurs des membres de la Commission sont mes amis personnels, et il n'en est aucun avec qui je ne m'honore d'entretenir d'excellents rapports. Je me trouve donc très libre pour apprécier, sans aucune prévention, le rôle et l'utilité des commissions de bibliothèques.

Je pense que, sous le régime actuel des bibliothèques municipales, les Commissions peuvent être, en bien des circonstances, d'utiles intermédiaires entre l'administration municipale et le bibliothécaire. Plus dégagées que les municipalités des contingences administratives et politiques, composées le plus souvent d'hommes distingués qui ont, à défaut de connaissances bibliographiques spéciales, l'habitude et le goût des choses de l'esprit, elles peuvent être pour le bibliothécaire un précieux appui moral. Mais c'est à cette sorte de patronage que devrait, en général, se borner leur rôle. Peut-être, pour le remplir, suffirait-il d'une séance annuelle en fin d'exercice, le bibliothécaire demeurant d'ailleurs en contact avec les membres de la Commission et pouvant toujours recourir à quelqu'un d'entre eux dans telle circonstance délicate où un sage conseil est parfois si utile.

Par contre, il est aisé de comprendre quel trouble peut apporter au fonctionnement du service et au travail du bibliothécaire, une Commission qui, sous prétexte de surveillance, voudrait collaborer activement à l'administration de la bibliothèque. Quant au service des achats en particulier, je pense, avec Græsel (*Manuel du bibliothécaire*, p. 324) et avec M. J. Laude (*Les bibliothèques universitaires allemandes*, p. 31 et suiv.) que « c'est aux bibliothécaires et aux bibliothécaires seuls qu'il appartient de le diriger (Græsel) ». Les bibliothécaires devraient pouvoir « gérer leur budget en toute indépendance au mieux des intérêts qui leur sont confiés (Laude) ».

Là, comme en tout ordre de choses, il faut laisser la direction effective en même temps que la responsabilité, à celui qui est supposé avoir la compétence et qui est aux prises directement avec les réalités du service. L'autorité qui le nomme est responsable à son tour du choix qu'elle en a fait. C'est sur les résultats qu'elle doit le juger, sur les résultats seulement que doit s'exercer son contrôle. Si le fonctionnaire se trouve notoirement impropre à sa fonction, il est juste qu'on ne l'y maintienne pas ; mais aussi longtemps qu'on l'y maintient, il ne faut pas entraver ses efforts, ni troubler ses méthodes de travail, par des « directions » incohérentes et, il faut bien le dire, le plus souvent incompetentes.

32. *Y a-t-il une fraction du budget dont le bibliothécaire ait la libre disposition sans le contrôle de la Commission ?* — Non en droit, le règlement ne prévoyant rien à ce sujet. En fait, la Commission s'occupe peu des dépenses d'entretien, de reliure, etc., et elle laisse au bibliothécaire une certaine liberté pour les achats d'ouvrages.

33. *Est-il tenu compte des demandes des lecteurs ?* — Sans doute, quand ces demandes sont sérieuses et méritent d'être prises en considération. Mais il s'en produit rarement, — trop rarement.

34. *Particularités intéressantes relatives au traitement des volumes ?* — Il y a un registre d'entrée où sont inscrits tous les volumes et fascicules au fur et à mesure de leur réception. Les périodiques n'y sont portés qu'une fois pour l'année. Ils sont inscrits, au numéro, sur un registre spécial. Tous les volumes, fascicules, numéros de périodique, etc., sont estampillés, dès leur entrée à la bibliothèque, à trois pages déterminées.

A peu près tous les volumes sont reliés (demi reliure ou cartonnage). Il est formé très peu de recueils factices, et seulement de pièces du même auteur ou sur le même objet. Ordinairement, les brochures minces sont conservées dans des étuis en carton portant au dos les cotes extrêmes des pièces qui y sont contenues.

Les livres ne sont pourvus d'une cote et ne trouvent leur place définitive sur les rayons qu'après avoir été reliés. Mais ils peuvent être communiqués dès leur réception, puisqu'ils sont immédiatement inscrits au livre d'entrée, estampillés et catalogués sur fiches. Les fiches reçoivent leur cote un peu plus tard, en même temps que les volumes. La cote inscrite au dos des volumes est reproduite à l'intérieur sur le faux-titre. Les ouvrages en cours de publication ne sont reliés — sauf exception — qu'après réception du dernier volume. Ils portent jusque là une cote provisoire et sont catalogués, sommairement, sur des fiches provisoires avec mentions successives des fascicules ou volumes.

Placement sur les rayons. — Quand je suis arrivé à la bibliothèque (en 1892) le catalogue était arrêté depuis 1875, et les livres entrés depuis cette époque, entassés sur les rayons dans le plus grand désordre, n'étaient munis d'aucune cote, d'aucune numérotation quelconque. Au contraire, toute la partie antérieure des collections, cataloguée en 13 vol. imprimés (voir plus loin), se trouvait à peu près en ordre, numérotée et placée sur les rayons suivant un système uniforme. Il eut été bien imprudent de bouleverser tout ce classement ancien. Mais d'autre part, le système suivi me paraissait trop défectueux pour pouvoir être continué. Je me suis donc résolu à considérer dans la bibliothèque deux grandes divisions : Fonds ancien, comprenant avec les collections initiales, les accroissements successifs jusqu'en 1875 ; fonds nouveau, formé des acquisitions depuis 1875.

A. Fonds ancien. Les volumes sont rangés sur les tablettes en trois séries selon le format. Mais comme leur numérotation est en série unique, selon les exigences du catalogue méthodique, il en résulte que l'ordre des numéros, dans le catalogue, reproduit bien la suite naturelle des nombres, mais qu'il n'en est plus de même de l'ordre des cotes sur les rayons. Supposons, par exemple, pour les dix premiers numéros d'un catalogue les affectations de format ci-après :

1. Vol. in-fol. ; 2. vol. in-8° ; 3. vol. in-8° ; 4. vol. in-4° ; 5. vol. in-fol. ; 6. vol. in-8° ; 7. vol. in-12 ; 8. vol. in-4° ; 9. vol. in-12 ; 10. vol. in-fol.

Les volumes se trouvent rangés dans l'ordre suivant : Au rayon des in-folios, n^{os} 1, 5, 10 ; au rayon des in-4, n^{os} 4, 8 ; au rayon des petits formats, n^{os} 2, 3, 6, 7, 9. On conçoit sans peine tous les inconvénients d'une telle disposition et combien il est difficile de reconnaître d'un coup d'œil si aucun volume ne manque et si tous sont bien à leur place. Les recolements sont par suite longs et compliqués et les recherches plus difficiles. J'ai remédié en partie à ces inconvénients en dressant une sorte d'inventaire par formats où figurent simplement la cote de l'ouvrage, le format et le nombre de volumes de chaque ouvrage.

B. Fonds nouveau. J'ai suivi le système des bibliothèques universitaires : 3 formats (formats réels), 3 séries dans la numérotation. Pour le grand format, la numérotation part de 1, pour le format moyen de 5.001, pour le petit format de 30.001. Placement des volumes, à la suite, sans groupement par matières. Un inventaire en 3 séries reproduit, pour chaque format, l'ordre des volumes sur les rayons.

35. 36. *Catalogues*. — Catalogues des manuscrits : « Catalogue... des manuscrits de la Bibliothèque... d'Amiens, par J. Garnier. Amiens 1843 ». — Manuscrits de la Bibliothèque d'Amiens, par M. E. Coyecque. Tome XIX du catalogue général, Paris 1893. — Supplément, par M. Michel. Tome XL, du catalogue général... p. 105-110. La bibliothèque s'est enrichie depuis d'une collection importante de manuscrits léguée par le comte de Marsy. Le catalogue, qui est à peu près terminé, paraîtra vraisemblablement en 1907.

Catalogue des imprimés. — Catalogue méthodique de la Bibliothèque d'Amiens, par J. Garnier. Amiens 1853-1874. 11 vol. : Médecine, Belles-Lettres, Histoire (2 vol.), Sciences et Arts, Histoire des religions, Jurisprudence, Théologie (2 vol.), Polygraphie, Supplément. — Catalogue de la Bibliothèque de M. le comte de Lescalopier, par J.-F. Delion, Paris, 1866-1867, 3 vol.

Acquisitions de 1875 à 1899 (par M. Michel), Amiens 1902.

Acquisitions de 1900 à 1905 (par M. Michel), Amiens 1906.

En préparation : Catalogue des ouvrages légués par M. Devauchelle. — Catalogue des ouvrages légués par M. Janvier.

Dès leur entrée à la bibliothèque, tous les ouvrages sont catalogués sur fiche, à trois exemplaires. Il y a donc un triple jeu de fiches : par noms d'auteurs, à l'usage du bibliothécaire et pour la préparation du catalogue imprimé ; par noms d'auteurs, à la disposition du public ; par matières à la disposition du public. Ces catalogues sur fiches sont tenus très exactement au courant. Quand un volume de catalogue est imprimé, on retire des jeux les fiches correspondantes, qui n'ont plus d'utilité pour le public. Nous n'avons aucun catalogue manuscrit sur registres mais seulement l'inventaire en trois séries dont il a été parlé précédemment.

37. *Y a-t-il des catalogues à la disposition des lecteurs ?* — Tous les catalogues, sont à la disposition des lecteurs.

38. *Emploi des doubles ?* — Les doubles des ouvrages rares sont conservés. Conservés encore, pour une raison différente, les doubles

des ouvrages de consultation fréquente. Les autres sont catalogués sommairement et mis de côté pour être vendus, après autorisation du Ministre.

39. *Fail-on un recolement ?* — Il n'y a pas de recolement annuel ; le temps manque et le personnel.

3° SERVICE PUBLIC. USAGE DE LA BIBLIOTHÈQUE.

40. *Jours et heures d'ouverture ?* — Tous les jours, sauf les dimanche et jours de fête, de 1 heure à 6 heures. En outre, du 1^{er} octobre au 31 mars, de 8 heures à 10 heures du soir.

41. *Dates et durée des vacances. Accès pendant les vacances ?* — La bibliothèque est fermée dix jours à Pâques, à partir du jeudi saint et la dernière semaine de septembre. Pendant ces courtes vacances, on n'a pas accès à la bibliothèque.

42. *Nombre moyen de lecteurs par jour ?* — Nombre de lecteurs pendant l'année 1905 : 17.852. Nombre de jours d'ouverture : 289. Nombre moyen de lecteurs par jour : 61.

43. *Conditions d'admission à la bibliothèque ?* — Aucune. L'entrée de la salle de lecture est libre.

44. *Y a-t-il des ouvrages de référence à la disposition du public ?* — Oui, ouvrages de référence, ouvrages fréquemment consultés et les derniers numéros parus d'une cinquantaine de périodiques.

45. *Quels moyens sont employés pour la publicité des nouvelles acquisitions ?* — Les nouvelles acquisitions étant immédiatement cataloguées sur fiches à la disposition des lecteurs, il n'a pas semblé utile de les faire connaître autrement. Il ne faut pas oublier que ce catalogue sur fiches est peu considérable (en ce moment 2 à 3.000 fiches) puisqu'il ne porte jamais que sur les ouvrages qui n'ont pas encore fait l'objet d'un catalogue imprimé. Enfin, le bibliothécaire de service ne manque pas de signaler aux lecteurs les acquisitions nouvelles qu'il sait devoir les intéresser.

46. *Mode de communication des volumes ?* — Le lecteur rédige un bulletin de demande qu'il remet au bibliothécaire, et il attend qu'on lui apporte à sa place, l'ouvrage qu'il a choisi. Cette attente est bien rarement de plus de dix minutes. Sa recherche terminée, le lecteur doit rapporter au bibliothécaire l'ouvrage consulté.

47. *Catégorie de volumes le plus lus ?* — Périodiques, Belles-Lettres, Histoire, Philosophie et Culture générale, Beaux-Arts, Sciences... Que sais-je ?...

48. 49. *Le prêt est-il pratiqué ? Sous quelles conditions ?* — Oui. Voir pour les conditions, le règlement de la bibliothèque, art. 25 à 36.

50. *Le prêt entre bibliothèques fonctionne-t-il ?* — Non, pas d'une façon régulière. Il n'y a pas d'organisation de ce genre. Il m'est arrivé, comme à tous mes collègues, d'envoyer un ouvrage en communication dans un dépôt français ou étranger. Ces envois sont rares et se font, en général, par l'intermédiaire du Ministère.

51. *Y a-t-il dans la Ville une bibliothèque populaire ?* — Il y a à Amiens 17 bibliothèques populaires.

52. *Procède-t-on à la désinfection des volumes prêtés ?* — Non.

La réforme légale des Bibliothèques publiques



Pour réformer les bibliothèques publiques, il faut sans doute une action privée très importante. Toutefois, il est bien des points où les initiatives privées n'auraient que peu d'efficacité si une intervention légale ne venait à les seconder. C'est seulement de cet aspect de la question que nous voulons nous occuper aujourd'hui.

Tant qu'il n'y aura pour les bibliothécaires aucunes règles générales de recrutement, de traitement, ni d'avancement, tant qu'ils ne seront pas assurés d'une situation stable et d'une autorité suffisante, ils aimeront difficilement leurs fonctions et le public ne songera guère à honorer les bibliothèques de ses libéralités. Rappeler les principes qui peuvent éclairer les projets de réformes, dégager les principales positions du problème, indiquer brièvement les solutions qui en ont été proposées, tel est le but de ce bref exposé où nous voulons moins traiter le sujet, qu'inviter nos collègues à l'étudier et leur faciliter cette étude.

I. — Nous ne saurions mieux faire que de citer ici un des rapports du budget de l'Instruction publique, celui de M. Simyan : « Ouvriers d'archives et de bibliothèques, les archivistes et les bibliothécaires doivent connaître leur métier, ce qui exclut les incompetents ; ils doivent vivre de l'exercice de leur métier, ce qui exclut les emplois non rétribués ; ils doivent être payés en raison directe de leur travail, ce qui exige l'application combinée de l'avancement au choix, de l'avancement sur place et de l'avancement par voie de mutation ; enfin, de même que les ouvriers de l'industrie ne toléreraient jamais d'être placés sous l'autorité d'un contremaître incapable de prendre sa place à l'établi et d'y manier l'outillage du métier, de même archivistes et bibliothécaires ne doivent jamais être subordonnés qu'à des chefs qui soient au moins leurs égaux. »

II. — Pour faire passer ces principes dans la pratique, nombreuses sont les difficultés. Nos bibliothèques appartiennent à diverses catégories : bibliothèques de l'Etat, bibliothèques des Universités, bibliothèques communales, bibliothèques des établissements publics. Conditions de recrutement, de nomination, de traitement, d'avancement, varient de l'une à l'autre et à l'intérieur même de chaque catégorie. Ainsi que le constatait M. Ch.-V. Langlois dans une lettre au *Temps* (1) il n'y a point de rémunération fixe et rationnelle du bibliothécaire. Faut-il unifier à outrance, en statuant pour toutes les bibliothèques à la fois ? Faut-il au contraire statuer par catégories et même n'aborder que successivement chacune des questions concernant chaque catégorie ? Première série de questions. Faut-il un seul examen ou plusieurs ? Faut-il soumettre tous

(1) Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 1905, page 750.

les bibliothécaires à la nomination du Ministre, même ceux des bibliothèques municipales ? Faut-il imposer aux villes un traitement minimum pour leurs bibliothécaires ? L'Etat doit-il en prendre une partie à sa charge ? Seconde série de questions. Plusieurs solutions ont été proposées, en voici les idées directrices.

III. — Une proposition de loi inspirée par M. Coyecque, archiviste de la Seine, fut présentée à la Chambre le 8 février 1904 par MM. Deville, Barthou, etc., touchant la réorganisation des archives (1). Par suite de la parité établie entre les archives et les bibliothèques, celles-ci étaient visées par cette proposition. L'Ecole des Chartes était transformée en « Ecole professionnelle des archivistes et bibliothécaires » préparant à un diplôme unique d'archiviste-bibliothécaire. Ce diplôme, graduellement substitué à ceux d'archiviste-paléographe et de bibliothécaire universitaire, devait seul donner droit aux divers emplois d'archivistes dépendant de l'Etat, de bibliothécaires universitaires, et à un tiers des emplois de bibliothécaires venant à vaquer dans les bibliothèques de l'Etat. Cette proposition souleva de nombreuses critiques. M. Laude, bibliothécaire de la Ville et de l'Université de Clermont-Ferrand, fit notamment remarquer (2) que les fonctions d'archiviste et de bibliothécaire étaient nettement distinctes et qu'à côté de connaissances nécessaires à l'exercice de l'une comme de l'autre, il y en avait plus encore de spéciales à l'une ou à l'autre. En conséquence, M. Laude formulait un nouveau projet. Songeant surtout aux bibliothèques les plus déshéritées, celles de province, il proposait de fondre en un seul corps, relevant du ministre de l'Instruction publique, les bibliothécaires de l'Etat, des Universités et des communes à bibliothèque classée. Un examen unique à l'entrée de la carrière, la double condition d'une culture scientifique ou littéraire et d'un stage professionnel, la nomination par le ministre même pour les bibliothèques municipales, un traitement fixé et versé ou imposé par l'Etat, l'avancement partie au choix, partie à l'ancienneté, telles étaient les grandes lignes de ce projet.

Tandis que M. Laude présentait une solution radicale et concernant toutes les grandes bibliothèques publiques, M. Oursel, archiviste-bibliothécaire de la ville de Dijon, se borna à parler en faveur des bibliothécaires municipaux (3). Il pensa qu'il était suffisant d'imposer aux communes, un certain minimum de traitement pour leurs bibliothécaires : l'Etat parferait la somme. On laisserait aux maires le droit de nomination.

Au cours de 1905, M. le ministre de l'Instruction publique nomma une commission chargée d'étudier la réforme des bibliothèques et des archives, et de présenter un projet. Cette commission se divisa spontanément en deux sous-commissions : bibliothèques, archives.

La sous-commission des bibliothèques aboutit à un projet (1) dont voici

(1) *Journal officiel*, 1904, Doc. parl. Chambre, n° 1.496.

(2) Dans un article du « *Bibliographe moderne* » 1904, p. 157.

(3) Dans un article du « *Bibliographe moderne* », 1905, p. 363.

(4) Voir le premier état de ce projet dans la « *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* » 1906, p. 154, et son texte définitif *ibid.* p. 750.

les grandes lignes, conformes aux idées que M. Ch.-V. Langlois, l'un des membres de la sous-commission, exposait dans le *Temps* : Examen unique pour l'accès aux bibliothèques de l'Etat, des Universités, des établissements publics et aux bibliothèques municipales classées ; double condition d'une haute culture scientifique et d'un stage professionnel ; avancement partie au choix, partie à l'ancienneté ; institution d'un Comité consultatif des bibliothèques devant comprendre notamment des délégués des bibliothèques publiques. Rien n'était innové, quant aux nominations et aux traitements ; toutefois, des conditions strictes étaient mises à la nomination de l'administrateur de la Bibliothèque Nationale.

Comme ce projet paraissait devoir aboutir à bref délai, soit à une loi soit à un décret, l'Association des bibliothécaires crut devoir s'occuper immédiatement de la question et, d'une manière forcément un peu hâtive et sans avoir le temps de consulter les bibliothécaires de province, elle étudia et émit un certain nombre de vœux dont le texte fut transmis à M. le Ministre de l'Instruction publique au mois de juillet 1906. Nos vœux coïncidaient, à peu de choses près, avec le projet de la sous-commission. Nous demandions, toutefois, en plus, l'institution d'une classe de commis intermédiaires entre les bibliothécaires et les gardiens et le passage possible de cette classe à celle des bibliothécaires moyennant un stage et un examen purement professionnels, sans production de diplôme.

Tels sont les projets en présence. Nos collègues en trouveront ci-après les textes, et pourront ainsi se faire une opinion personnelle et nous la communiquer.

PIÈCES ANNEXES

1^{re} Proposition de loi de M. Laude

TITRE I. — Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER. — Les bibliothèques nationales, les bibliothèques universitaires, et les bibliothèques municipales... sont rattachées directement, au point de vue administratif, au Ministère de l'Instruction publique, et divisées en trois classes correspondant à leur degré d'importance. La première classe comprend les bibliothèques nationales, les bibliothèques universitaires et les bibliothèques municipales de premier rang. Les deux autres classes sont réservées aux bibliothèques municipales d'importance moindre réparties suivant leur richesse actuelle, leur intensité d'accroissement et leur degré de fréquentation, soit dans la seconde, soit dans la troisième catégorie. L'état de classement ci-joint sera contrôlé tous les cinq ans, afin de permettre au Ministre, la Commission consultative entendue, soit d'y adjoindre des bibliothèques nouvelles, soit de faire avancer d'une classe les bibliothèques qui, en raison de leur développement, mériteraient de prendre place dans une catégorie supérieure à celle qui leur est présentement assignée.

ART. 2. — Le service des bibliothèques est dirigé, au Ministère de l'Instruction publique, par un chef de service nommé par le Ministre, et choisi dans le personnel supérieur des bibliothèques.

ART. 3. — Les inspecteurs généraux des bibliothèques, au nombre de quatre, sont nommés par le Ministre. Il sont recrutés exclusivement parmi les bibliothécaires diplômés ayant au moins dix ans de service dans les bibliothèques de première classe. Deux places d'inspecteurs sont réservées aux bibliothécaires de province.

ART. 4. — Il est créé au Ministère de l'Instruction publique un Comité consultatif des bibliothèques, composé de quatorze membres et présidé par le chef du service des bibliothèques. Sont membres de droit de cette Commission : 1° les inspecteurs généraux ; 2° les directeurs des Bibliothèques Nationale, de l' Arsenal, de la Mazarine, de Sainte-Geneviève, de la Sorbonne, de la Faculté de Droit et de la Faculté de Médecine. Les trois autres membres seront pris parmi les directeurs des bibliothèques de province, et désignés par le Ministre.

TITRE II. — Recrutement du Personnel.

ART. 5. — Le personnel des bibliothécaires se recrute par voie de concours.... Le concours a lieu tous les deux ans, et le nombre des candidats à admettre est fixé d'après le nombre présumé des vacances, majoré d'un tiers.

ART. 6. — Le jury d'examen se compose de sept membres, et est ainsi constitué : le chef du service des Bibliothèques, deux inspecteurs généraux, le directeur de la Bibliothèque de la Sorbonne, un des directeurs des autres bibliothèques de Paris et un directeur de province choisis par le Ministre.

ART. 7. — Nul ne peut prendre part au concours s'il n'a fait au moins un an de stage, soit dans une bibliothèque universitaire ou municipale de 1^{re} classe, soit dans une bibliothèque nationale. Tout candidat doit être bachelier et justifier, en outre, d'un diplôme universitaire constatant qu'il a fait des études littéraires ou scientifiques sérieuses. La liste des diplômes donnant droit de se présenter au concours est jointe au programme précité (1). A chacun d'eux est affecté un coefficient qui entre en ligne de compte pour le classement définitif. Aucun candidat ne peut être admis à concourir s'il a plus de trente-cinq ans ou moins de vingt et un ans révolus au 31 décembre de l'année qui précède l'année où a lieu le concours.

ART. 8. — Sont supprimés les divers diplômes de bibliothécaires délivrés jusqu'ici par l'Etat. Sont toutefois maintenus les droits des titulaires actuels de ces diplômes et du diplôme d'archiviste-paléographe.

ART. 9. — A partir de la promulgation de la présente loi, et pendant un délai d'un an, le Ministre de l'Instruction publique, sur avis conforme des inspecteurs généraux, pourra conférer par collation le diplôme de bibliothécaire à tous les bibliothécaires n'ayant pas subi d'examens, mais faisant partie du cadre des bibliothécaires depuis au moins cinq ans.

ART. 10. — Les bibliothécaires diplômés fournissent exclusivement le personnel de toutes les bibliothèques rattachées au Ministère de l'Instruction publique, ainsi que le personnel des bibliothèques des Ecoles spéciales, des bibliothèques de l'Institut, du Muséum et des Ecoles d'Athènes et de Rome. Ils ont en outre un droit de privilège pour tous les postes de bibliothécaires dans les bibliothèques non portées sur l'état ci-joint, mais soumises à l'inspection.

TITRE III. — Personnel.

ART. 11. — Le personnel des bibliothèques constitue un corps unique dépen-

(1) On trouvera ce programme ainsi que la liste des bibliothèques classées dans le « *Bibliographe moderne* » 1904, p. 175 et s.

dant du Ministère de l'Instruction publique. Il est divisé en trois catégories : *bibliothécaires* (1), *conservateurs*, *directeurs*. Les *bibliothécaires* sont chefs de service dans les bibliothèques de 3^e classe. Dans les établissements de 2^e et de 1^{re} classe, ils se trouvent, au contraire, placés sous les ordres des *conservateurs* et des *directeurs*. — Les chefs de service des bibliothèques de 2^e classe reçoivent le titre de *conservateurs* qui peut être également donné, dans les bibliothèques de 1^{re} classe importantes, aux fonctionnaires placés à la tête des différents départements. Le titre de *directeur* est réservé exclusivement aux chefs des bibliothèques placées dans la première catégorie. Les traitements des différents fonctionnaires sont établis d'après les chiffres indiqués dans le tableau ci-dessous :

PROVINCE

Bibliothécaires. — Traitement de	2.000 à 4.000 fr.
dans les bibliothèques de 3 ^e et 4 ^e classes.	
Traitement de	2.400 à 4.000 »
dans les bibliothèques de 1 ^{re} classe.	
Conservateurs. — Traitement de	3.000 à 5.000 »
comme chefs de service dans une bibliothèque de 2 ^e classe.	
Traitement de	3.000 à 6.000 »
dans une bibliothèque de 1 ^{re} classe.	
Directeurs. — Traitement de	5.000 à 9.000 »

PARIS

Bibliothécaires. — Traitement de	3.000 à 5.000 fr.
Conservateurs. —	5.000 à 9.000 »
Directeurs..... —	10.000 à 12.000 »

Les chefs des divers départements de la Bibliothèque Nationale : imprimés, manuscrits, etc., sont assimilés aux directeurs et reçoivent un traitement de 10 à 12.000 francs. Par exception, le traitement du directeur de la Bibliothèque Nationale est fixé à 20.000 francs.

L'avancement se fait en égale proportion au choix et à l'ancienneté. Pour les *bibliothécaires*, les promotions au choix ont lieu tous les deux ans ; à l'ancienneté, elles sont réglementaires tous les quatre ans. Chaque promotion est de 400 francs. Pour les *conservateurs*, l'avancement au choix a lieu tous les trois ans ; à l'ancienneté, tous les cinq ans, par promotion de 500 francs. Les promotions des *directeurs* sont de 1.000 francs, et ont lieu au choix tous les quatre ans, ou à l'ancienneté tous les six ans.

ART. 12. — Tout bibliothécaire nommé à un emploi de rang supérieur à celui qu'il occupe et ayant, au moment de sa nomination, un traitement plus élevé que le traitement minimum afférent à sa nouvelle fonction, continue à recevoir les émoluments qui lui étaient jusque-là attribués.

ART. 13. — Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, les postes et emplois de bibliothécaires seront répartis en classes correspondant au tableau ci-dessus et les bibliothécaires en fonctions y prendront place en con-

(1) Nous supprimons dans ce projet la classe des « sous-bibliothécaires » qui n'a pas de raison d'être.

servant leur traitement actuel, s'il est supérieur au minimum prévu pour la catégorie dans laquelle ils se trouveront placés. En cas contraire, le traitement minimum fixé par l'article 11 leur sera assuré à partir du 1^{er} janvier suivant.

ART. 14. — Tout bibliothécaire débute par la dernière classe. Les postes vacants sont attribués aux candidats suivant l'ordre de mérite dans lequel ils ont été reçus au concours. Ceux d'entre eux qui se refuseront à faire du service départemental, n'auront droit qu'à la moitié des vacances survenant dans les emplois des Bibliothèques de Paris.

TITRE IV. — Budget des Bibliothèques.

ART. 15. — Les dépenses du service des bibliothèques, relevant du ministre de l'Instruction publique, sont inscrites dans six chapitres distincts : 1^o Bibliothèques d'Etat, personnel; 2^o Bibliothèques d'Etat, matériel; 3^o Bibliothèques municipales, personnel; 4^o Bibliothèques municipales, matériel; 5^o Contribution de l'Etat dans les dépenses des bibliothèques municipales; 6^o Direction et inspection générale des bibliothèques.

ART. 16. — A compter du premier exercice qui suivra la promulgation de la présente loi, chacune des villes, indiquées sur l'état ci-joint, devra prévoir à son budget une somme globale comprenant les traitements du personnel de la bibliothèque (directeurs, conservateurs et bibliothécaires) et les crédits divers de matériel. Cette somme sera fixée par le Ministre de l'Instruction publique, d'accord avec le maire, et versée à l'Etat.

ART. 17. — La première loi de finances qui suivra la promulgation de la présente loi comportera deux chapitres nouveaux de recettes : bibliothèques municipales, personnel; bibliothèques municipales, matériel. Leur montant sera égal à celui des crédits inscrits au budget des différentes villes.

ART. 18. — Dans le premier budget du ministère de l'Instruction publique qui suivra la promulgation de la présente loi, un crédit de principe de 20.000 francs sera inscrit au chapitre nouveau : contribution de l'Etat dans les dépenses des bibliothèques municipales.

TITRE V. — Mesures diverses.

ART. 19. — Au point de vue de la retraite, les fonctionnaires communaux en exercice deviendront tributaires de la caisse des retraites de l'Etat. Dans la première année qui suivra la promulgation de la loi, il sera établi, pour chacun d'eux, le total de l'arriéré des retenues qui revient au trésor. Cette somme sera divisée en trois parties dont un tiers devra être versé par l'intéressé, un tiers par la ville et un tiers par le Ministère de l'Instruction publique. Le refus de l'intéressé de verser la somme en question équivaldra pour lui à la renonciation à la retraite. Au cas où il existerait dans la ville une caisse de retraites municipale à laquelle le bibliothécaire aurait jusque-là versé, le montant des retenues ainsi perçues ferait retour de droit à la caisse des retraites de l'Etat, et la somme acquise de ce chef serait déduite de la part contributive fixée pour le bibliothécaire.

ART. 20. — Un règlement d'administration publique, rendu en Conseil d'Etat, fixera les formes d'application de la présente loi.

ART. 21. — Sont abrogées toutes dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi.

2° Projet de la Sous-Commission extraparlamentaire des Bibliothèques

TITRE I. — Recrutement et nomination du personnel.

I. — Aptitude aux fonctions de bibliothécaire.

ART. 1. — Nul ne pourra être nommé ou délégué à un poste de bibliothécaire dans une bibliothèque appartenant à l'Etat ou à un établissement public, ou dans une bibliothèque municipale classée, que pourvu du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire.

ART. 2. — Un concours pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire aura lieu tous les deux ans au moins ; la date en sera indiquée six mois d'avance.

Le nombre des candidats à admettre sera fixé, pour chaque session, d'après le nombre présumé des vacances, majoré d'un tiers.

ART. 3. — On ne sera admis à concourir qu'aux conditions suivantes :

1° Etre Français ;

2° Etre pourvu de l'un des diplômes ou groupes de diplômes suivants : licence et diplôme d'études supérieures délivrés par une Faculté des Lettres, licence et diplôme d'études supérieures délivrés par une Faculté des Sciences ; doctorat ès lettres ; doctorat ès sciences ; doctorat en droit ; doctorat en médecine ; diplôme de l'Ecole des Chartes ; diplôme de l'Ecole des Hautes Etudes ; diplôme de l'Ecole des langues orientales vivantes ;

3° Avoir fait un stage professionnel de six mois dans une bibliothèque désignée à cet effet.

Le Ministre arrête la liste des candidats admis à prendre part au concours.

ART. 4. — Des bourses de stage pourront être accordées.

II. — Nomination, suspension et révocation des bibliothécaires.

ART. 1. — Les bibliothécaires à la nomination du Ministre de l'Instruction publique sont nommés après avis de la section permanente du Comité consultatif dont l'institution est prévue ci-après.

ART. 2. — Il n'est rien innové au mode de nomination des autres bibliothécaires.

ART. 3. — Les fonctionnaires des bibliothèques à la nomination du Ministre, à partir du grade de bibliothécaire, ne pourront être révoqués ou suspendus pour une durée supérieure à trois mois sans l'avis de la Section permanente.

TITRE II.

ART. 1. — Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, il sera dressé un tableau des bibliothèques de l'Etat et des établissements publics.

Dans ce tableau, les bibliothèques de l'Etat et des établissements publics seront réparties en classes, d'après leur importance.

ART. 2. — Le fonctionnaire chargé de la direction de la Bibliothèque nationale prend le titre d'administrateur général.

Les chefs des établissements de 1^{re} classe et ceux des divers départements de

la Bibliothèque nationale ont le titre de conservateur; il y a des conservateurs adjoints.

Tous les autres fonctionnaires ont le titre de bibliothécaire; ils sont répartis en classes. Les titres de sous-bibliothécaire et de stagiaire commissionné sont supprimés.

ART. 3. — Les sous-agents des bibliothèques sont répartis en classes.

Les emplois de gardien de bibliothèque réservés aux rengagés de l'armée figureront aux tableaux E. F. G. établis par la loi du 21 mars et par le décret du 26 août 1905; et ils seront classés dans la deuxième catégorie, pour laquelle un examen est requis.

ART. 4. — Tout fonctionnaire débute par la dernière classe de son emploi.

L'avancement de classe à classe a lieu moitié au choix, moitié à l'ancienneté.

Les conservateurs-adjoints et les conservateurs sont promus au choix parmi les fonctionnaires ayant au moins dix ans de service. Toutes les promotions au choix se feront dans les mêmes formes que les nominations.

ART. 5. — Les inspecteurs généraux des bibliothèques sont choisis dans le personnel des bibliothèques, parmi les fonctionnaires ayant au moins dix ans de service; ils sont nommés par décret.

ART. 6. — L'administrateur général de la Bibliothèque nationale est nommé par décret sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique.

Peuvent seuls être nommés à ce poste les membres de l'Institut et les Français qui occupent ou ont occupé l'une des fonctions suivantes : conservateur, conservateur-adjoint ou bibliothécaire de 1^{re} classe dans les bibliothèques publiques, inspecteur général des bibliothèques, professeur de l'enseignement supérieur public, recteur d'Académie.

TITRE III.

ART. 1. — Il est institué au Ministère de l'Instruction publique un Comité consultatif des bibliothèques dont feront partie :

1^o De droit, le directeur de l'enseignement supérieur, le directeur des archives, les inspecteurs généraux des bibliothèques, l'administrateur de la Bibliothèque Nationale, le directeur de l'Ecole des Chartes ;

2^o Quatre délégués élus pour cinq ans par les fonctionnaires commissionnés dans les bibliothèques de l'Etat, dans les bibliothèques des établissements publics et dans les bibliothèques municipales classées;

3^o Huit membres désignés par le Ministre parmi les hauts fonctionnaires des bibliothèques et parmi les membres du Parlement ou des corps savants.

ART. 2. — Le Comité consultatif des bibliothèques donnera son avis sur toutes les questions d'ordre général, relatives aux bibliothèques publiques qui lui seront soumises par le Ministre; il pourra émettre des vœux.

Il tiendra au moins une session par an. Dans l'intervalle des sessions, une section permanente du Comité se réunira périodiquement pour donner son avis sur les questions de service qui lui seront soumises par le Ministre.

Cette section sera composée des membres de droit et de quatre membres du Comité désignés par le Ministre.

TITRE IV.

ARTICLE UNIQUE. — Indépendamment de tout classement exigé par la loi du

30 mars 1887, seront inaliénables et imprescriptibles, les livres, manuscrits, estampes et collections de toute nature appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics conservés dans les bibliothèques, archives et dépôts publics.

Néanmoins, ils deviennent aliénables lorsqu'ils ont été l'objet d'une désaffectation par l'autorité compétente.

Seront considérés comme bibliothèques, archives et dépôts publics, les établissements classés comme tels par un décret.

3° Vœux remis à M. le Ministre de l'Instruction publique par le Bureau de l'Association

1° Accès à la carrière de bibliothécaire.

Nul ne pourra entrer dans la carrière s'il ne réunit les deux conditions suivantes : 1° être pourvu d'un diplôme d'enseignement supérieur; 2° avoir subi avec succès un examen professionnel.

Par exception, les fonctionnaires (employés et agents) qui comptent plus de dix ans de services rétribués dans une bibliothèque appartenant à l'Etat ou à un établissement public ou dans une bibliothèque municipale classée pourront être dispensés de la première de ces deux conditions.

Les fonctions d'administrateurs et de conservateurs devront être réservées aux bibliothécaires.

2° Traitements et avancement.

Les bibliothèques appartenant à l'Etat ou à un établissement public seront réparties en classes d'après leur importance.

Le personnel de ces bibliothèques sera également réparti en classes (classes personnelles) pour les bibliothécaires de 3.000 à 6.000 francs et pour les conservateurs et administrateurs à partir de 7.000 francs. L'avancement aura lieu moitié au choix, moitié à l'ancienneté, et, pour la bonne marche du service, de préférence sur place. Dans l'avancement à l'ancienneté, les bibliothécaires ne pourront rester plus de quatre ans dans la même classe (avancement automatique, analogue à celui prévu au projet de budget de 1907 (page 144) pour les secrétaires d'académies et d'inspection académique.

Les conservateurs et bibliothécaires des bibliothèques municipales classées devront être répartis en classes; il sera fixé un maximum et un minimum de traitement avec avancement régulier.

3° Personnel intermédiaire entre les bibliothécaires et les gardiens.

Il convient d'établir entre les bibliothécaires et les gardiens une catégorie intermédiaire d'employés d'une instruction suffisante vérifiée par un examen. Il y a en effet dans toute bibliothèque de nombreux travaux (copies, classements) dont on ne peut charger les gardiens. En fait, cette catégorie d'employés existe déjà dans de nombreuses bibliothèques sous les noms les plus divers (employés, surveillants, commis).

4° Comité consultatif des Bibliothèques.

Il serait nécessaire d'instituer, au Ministère de l'Instruction publique, un Comité consultatif des bibliothèques dans lequel les bibliothécaires seraient représentés par un certain nombre de délégués élus.

De l'attribution aux Bibliothèques publiques de la personnalité civile



*Rapport présenté à la Séance trimestrielle du 8 décembre 1906,
par M. JEAN GAUTIER, sous-bibliothécaire à la Faculté
de Droit, secrétaire-adjoint de l'A. B. F.*

Vous savez, Messieurs, que la personnalité civile a été accordée aux quatre Musées nationaux du Louvre, de Versailles, de Saint-Germain et du Luxembourg (1).

Je voudrais examiner avec vous s'il serait avantageux pour les bibliothèques, — du moins pour certaines d'entre-elles — de posséder elles aussi la personnalité civile.

Ce sont des articles d'une loi de finances — art. 52 à 56 de la loi du 16 avril 1895 — qui ont conféré la personnalité civile, sous le titre de Musées nationaux, à la réunion des Musées du Louvre, de Versailles, de Saint-Germain et du Luxembourg. Les Musées départementaux ou communaux pourront également, dit l'article 52, être investis de la personnalité civile, si les départements ou les villes qui en sont propriétaires le demandent.

Les Musées nationaux sont représentés par un Conseil composé de 1° 13 membres nommés pour trois ans par décret du président de la République, savoir : deux sénateurs, deux députés, un conseiller d'État, un conseiller maître à la Cour des Comptes et sept membres pris en dehors de l'administration, parmi les personnes que désignent leurs travaux et leurs connaissances spéciales ; 2° trois membres de droit, savoir : le directeur des beaux-arts, le directeur des Musées nationaux, le secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts (art. 53, modifié par la loi du 2 avril 1898).

Les ressources des Musées nationaux comprennent 1° les dons et legs ; 2° les versements à titre de souscriptions individuelles et collectives ; 3° les sommes allouées par l'État à titre de subvention pour acquisition d'objets d'art et d'antiquités ; 4° le produit de la vente, par ces musées, des estampes, des moulages et autres reproductions ; 5° le revenu de la moitié du produit de la vente des diamants de la Couronne ; 6° toutes autres ressources qui pourraient leur être affectées par la loi. (art. 54.)

Un décret du 14 janvier 1896 a réglé l'organisation et le régime financier des Musées nationaux ; un second décret vient tout récemment de

(1) Et tout récemment par l'art. 92 de la loi de finances de 1907, au Musée de Cluny.

régler dans quelles conditions sera organisée la personnalité civile des Musées communaux et départementaux (décret du 30 septembre 1906).

Messieurs, vous le savez, l'acquisition de la personnalité civile a pour principaux avantages de permettre à l'établissement qui en est investi de s'administrer directement, d'avoir un budget spécial et distinct, d'être représenté en justice par son conseil et surtout de *recevoir des dons et legs dans les limites du but qu'il se propose*.

En ce qui concerne les Musées nationaux, on s'était préoccupé dès longtemps de trouver des ressources suffisantes pour permettre un accroissement honorable de nos richesses artistiques. L'utilité d'une Caisse était évidente ; les règles de notre comptabilité publique s'opposent, en effet, à ce que les crédits votés pour un exercice et non employés pendant cet exercice soit reportés sur l'année suivante ; ces crédits, s'ils ne sont pas employés, sont annulés. Or, le marché des œuvres d'art est essentiellement variable ; il y a des surprises ; à une année de disette succède parfois une année où les occasions s'offrent nombreuses et tentantes pour un grand Musée. Les crédits annuels sont alors insuffisants et quant aux crédits extraordinaires, que les Chambres, il est vrai, n'ont pas hésité à voter dans des cas exceptionnels, ils ont le grave inconvénient de surélever les enchères s'ils sont demandés avant la vente ou d'engager la responsabilité ministérielle s'ils sont sollicités après. La création d'une Caisse, seule, permet le report des crédits.

Voilà, Messieurs, les raisons principales qui ont engagé les pouvoirs publics à doter de la personnalité civile les Musées nationaux et aussi, sur la demande des départements et des communes, les Musées départementaux et communaux.

Eh bien, les mêmes raisons militent en faveur de l'attribution de la personnalité civile à certaines grandes bibliothèques. Il ne saurait être question, bien entendu, d'investir de la personnalité civile des bibliothèques, qui, bien que fort importantes, appartiennent à des établissements publics. Telles les bibliothèques d'Universités, celles de l'Institut ou du Museum, mais accorder la personnalité civile aux grandes bibliothèques de l'Etat, prises isolément ou réunies (Nationale, Arsenal, Sainte-Geneviève, Mazarine) et, sur la demande des villes, aux bibliothèques municipales, à commencer par la grande Bibliothèque historique de Paris, cela ne présenterait que des avantages.

Comme les musées, les bibliothèques dont je viens de parler ont un budget distinct ; comme pour les musées, il y aurait avantage en cas de procès, en cas de demande en revendication de livres par exemple, à ce qu'elles fussent représentées directement en justice par l'administrateur, au lieu de l'être par le ministre, ainsi que cela est actuellement nécessaire. Comme pour les musées, il y aurait intérêt à ce que nos grands établissements littéraires puissent posséder une caisse qui leur permît, le cas échéant, de profiter d'heureuses occasions. Le cas s'est d'ailleurs déjà présenté. Lorsqu'en 1888, après de longues négociations, M. Delisle fut assez heureux pour faire revenir d'Angleterre, moyennant la cession du volume de Manessé et le paiement d'une somme de 150.000 francs, les 166 manuscrits des fonds Libri et Barrois, il n'avait pas l'argent nécessaire. Un décret sur avis du Conseil d'Etat fut nécessaire pour aliéner un legs de 110.000 francs qu'avait fait le duc d'Otrante à l'Etat, avec affec-

tation spéciale au service de la Bibliothèque Nationale. Les 40.000 francs restants furent payés, moitié en 1888 et moitié en 1889, sur les ressources ordinaires de la Bibliothèque.

En ce qui concerne les bibliothèques communales, il y aurait avantage pour elles à acquérir parfois telle ou telle importante collection régionale ; la personnalité civile leur permettrait de posséder une caisse, et de ne pas recourir, dans de telles circonstances, aux conseils municipaux, procédé qui a toujours le grave inconvénient de surélever les enchères.

Messieurs, je vous disais tout à l'heure que le principal avantage de la personnalité civile c'était de permettre à l'établissement qui en est investi de recevoir des dons et des legs. Il n'est pas douteux en effet que les dons, les legs, les souscriptions particulières ou de sociétés s'adressent bien plus volontiers à des établissements ayant leur budget distinct, disposant de leurs ressources, jouissant, en un mot de la personnalité civile, qu'à l'Etat ; la crainte existe, peut-être pas sans quelque raison, que l'affectation qui grève le legs ne soit pas respectée.

C'est assurément dans le but principal d'accroître leurs ressources, que de nombreux établissements ont acquis, dans ces dernières années, la personnalité. Il reste à savoir si cette espérance n'a pas été déçue. En ce qui concerne les musées, mes renseignements sont incomplets. Je connais seulement les legs en nature, dont les plus importants furent ceux de Thomy-Thiéry, d'Arthur de Rothschild et de la princesse Mathilde. Je sais aussi qu'en 1903, les arrérages de rente provenant de legs s'élevaient à 16.000 francs. C'est peu si on compare ce chiffre à celui des rentes faites aux Universités, qui ont reçu la personnalité civile à peu près à la même époque (en 1896) que les Musées nationaux.

L'Université de Paris dispose d'environ 150.000 francs qui lui sont versés annuellement par de généreux donateurs. Les Facultés qui, prises séparément, jouissent également de la personnalité civile, ont été aussi l'objet de nombreux legs. J'en citerai deux : le legs Goullencourt, d'une valeur de 600.000 francs, fait à la Faculté de Droit de Paris il y a deux ans, et le legs que reçut en juillet 1904, la Faculté de Médecine (par l'intermédiaire de l'Assistance publique) : 1.100.000 francs pour la construction et l'aménagement d'une clinique.

Je souhaite seulement aux Bibliothèques quelques legs par siècle de cette importance.

L'enrichissement des collections, tel est le but unique auquel doivent être employées les ressources des Musées nationaux. Un article spécial (art. 55) a précisé que c'est exclusivement à l'acquisition de tableaux, dessins, objets d'art etc., que l'établissement devra consacrer ses revenus. Quant à toutes les autres dépenses, tant de personnel que de matériel, que comporte le service des musées, il continuera d'y être pourvu, comme par le passé, à l'aide des sommes inscrites annuellement au budget de l'Etat.

Messieurs, c'est là une personnalité un peu amoindrie, un peu diminuée, ce n'est pas celle-là que je souhaiterais aux Bibliothèques. Je la voudrais pleine et entière, telle qu'elle fut accordée aux Universités. Certes, l'enrichissement des collections restera toujours le but principal, l'objet essentiel des ressources ; les crédits accordés actuellement par l'Etat pour le personnel et le matériel continueront d'exister, mais je vou-

drais que les Bibliothèques puissent disposer, s'il leur convient, d'une partie de leurs ressources pour d'autres fins que des acquisitions de livres, pour des créations d'emploi par exemple, ou pour des travaux bibliographiques, ou même pour des constructions. Je voudrais que des dons avec des affectations spéciales de ce genre puissent être acceptés par ces établissements ; je voudrais, en un mot, que ces ressources puissent servir non pas seulement à l'accroissement de nos richesses littéraires, mais aussi à leur utilisation.

A l'Association, vous le savez, Messieurs, nous voulons servir d'une égale ardeur les intérêts des bibliothèques, c'est-à-dire du public, et des bibliothécaires. La personnalité civile serait, je crois, avantageuse, pour nos grandes bibliothèques, elle procurerait des ressources supplémentaires à ces établissements, mais il importe que l'emploi de ces ressources ne soit pas strictement limité à l'accroissement des collections ; augmenter nos richesses littéraires n'est pas tout, il faut les utiliser, les mettre en valeur, les remettre aux mains de leurs vrais propriétaires, le public. Pour cette utilisation, des ressources sont nécessaires et sans doute la personnalité civile hâterait la solution de quelques unes des questions qui nous préoccupent, mais une personnalité civile restreinte, amoindrie, comme celle qui a été donnée aux Musées nationaux, ne saurait suffire à cette tâche.

Je vous disais tout à l'heure que la loi de 1895 avait limité aux seules acquisitions de tableaux et d'objets d'art l'emploi des ressources de la caisse des Musées nationaux. Eh bien, cette règle a déjà subi une première atteinte. Il existe, vous le savez, au Louvre, des ateliers de chalcographie et de moulage, — c'est là un service entretenu par les fonds généraux du budget ordinaire, et la vente de ces reproductions et de ces moulages est une source de bénéfices, qui vient accroître le budget des Musées nationaux d'environ 25.000 francs chaque année. Ces ateliers, dont les œuvres sont très recherchées, furent bientôt insuffisants et la nécessité s'imposa de développer ce service. Mais où trouver des fonds ? En demander à l'Etat, il n'y fallait pas songer. En prendre dans la Caisse, la loi l'interdisait, les ressources devant être uniquement affectées aux acquisitions, si bien que ce service qui était lui-même une source de bénéfices, mais qui aurait pu en donner davantage encore, était arrêté dans son développement par cette limitation imposée à l'emploi des ressources. On perdait ainsi plusieurs milliers de francs chaque année. La situation dura huit ans ; on se décida enfin, en 1903, à modifier la loi ; l'article 74 de la loi de finances du 31 mars 1903 permet désormais d'employer les ressources aux accroissements artistiques d'une part et au développement des ateliers de chalcographie et de moulage d'autre part. C'est un premier pas vers une personnalité élargie.

Que l'Etat transforme donc en établissements publics — avec une personnalité civile complète — les grandes bibliothèques publiques. Il y aurait, je crois, profit pour tous ; des dons, des legs, des souscriptions permettraient la création ou le développement de services importants ; des ateliers photographiques, par exemple, pourraient être créés ; catalogues et bibliographies se multiplieraient.

Quelques articles de loi — quelques lignes insérées dans une loi de

finances — suffiraient à cette transformation. A nous, Messieurs, à l'Association de solliciter des pouvoirs publics les mesures législatives nécessaires.

PROJET DE LOI

ART. 1^{er}. — Est investie de la personnalité civile, sous le titre de *Grandes Bibliothèques publiques*, la réunion des Bibliothèques Nationale, Sainte-Geneviève, de l'Arsenal et Mazarine. Les Bibliothèques municipales pourront également être investies de la personnalité civile sur la demande des Villes. En ce cas, il sera statué par décret rendu en la forme ordinaire des reconnaissances d'utilité publique.

ART. 2. — Les *Grandes Bibliothèques publiques* sont représentées par un Conseil composé ainsi qu'il suit : 1^o six membres, nommés pour trois ans par décret du Président de la République, savoir : deux sénateurs, deux députés, un conseiller d'Etat, un conseiller-maitre à la Cour des Comptes ; 2^o neuf membres de droit, savoir : le directeur de l'Enseignement supérieur, les inspecteurs généraux des Bibliothèques et Archives et les administrateurs des Bibliothèques Nationale, Sainte-Geneviève, de l'Arsenal et Mazarine.

ART. 3. — Les crédits ouverts actuellement au budget du Ministère de l'Instruction publique pour chacune de ces bibliothèques seront désormais versés dans la caisse des *Grandes Bibliothèques publiques* sous forme de subvention.

Un règlement d'administration publique déterminera 1^o les attributions du Conseil des *Grandes Bibliothèques publiques* ; 2^o tout ce qui concerne les recettes, les dépenses et la comptabilité de cet établissement ; 3^o et généralement toutes les mesures utiles pour l'application de la présente loi.

Le budget des *Grandes Bibliothèques publiques* sera communiqué aux Chambres en même temps que le budget de l'Etat.

Chronique

Ont été admis membres de l'Association, à la dernière séance du Comité, le 21 octobre : M. DEHAENE, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque de Douai, présenté par MM. Mortet et Sustrac ; M. GRIVEAU, bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, présenté par MM. Mortet et Poirée.

La prochaine réunion du Comité aura lieu le mercredi 16 janvier à 5 heures, au siège social, place du Panthéon.

Les Disparus

Une année ne s'est pas encore écoulée depuis la fondation de l'Association, et déjà longue cependant est notre notice nécrologique.

M. DELORE, conservateur honoraire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, est décédé à Bellevue, le 1^{er} août 1906, à l'âge de 76 ans.

M. Henri BOUCHOT est mort subitement le 10 octobre, à l'âge de 57 ans. Ancien élève de l'Ecole des Chartes, toute sa carrière s'écoula à la Bibliothèque Nationale, au département des Estampes dont il était devenu le conservateur en chef, il y a quelques années, après la retraite de Georges Duplessis. La bibliographie de ses œuvres serait longue, car M. Bouchot a beaucoup écrit ; c'est à lui que l'on doit l'exposition des « Primitifs français » ouverte en 1904, et qui eut, l'on s'en souvient, un succès éclatant. Bibliothécaire accueillant, conseiller toujours dévoué, M. Bouchot sera longtemps regretté de tous les habitués du Cabinet des Estampes. Il avait été, il y a un an, des premiers à applaudir au projet d'une Association de Bibliothécaires et à nous aider de ses conseils.

M. DUCLAUX, bibliothécaire de l'Institut agronomique, est décédé à Paris le 27 novembre, dans sa 42^e année.

M. Charles ANDRÉ, après avoir été pendant deux ans sous-bibliothécaire à l'Université de Lyon, avait été nommé en 1903 bibliothécaire de l'Ecole française d'Athènes. Un accident stupide vient de l'enlever, à 32 ans, à l'affection de ses amis et de ses parents éplorés. Notre jeune ami, intoxiqué pendant son sommeil par l'oxyde de carbone, ne put être sauvé malgré les soins dévoués qui lui furent prodigués et est mort à Athènes le 30 novembre. Il s'était déjà fait connaître par un ouvrage sur « Le Latin, langue universelle » et préparait une thèse de doctorat sur les langues grecques ancienne et actuelle.

M. PILLON-DUFRESNES, conservateur-adjoint honoraire à la Bibliothèque Nationale, est décédé le 2 janvier à Paris. M. Pillon-Dufresnes prenait une part active aux travaux de l'Association et sa mort a douloureusement surpris tous ceux qui l'avait vu si alerte, peu de temps auparavant, à notre dernière séance trimestrielle.

A la Bibliothèque Nationale

Par arrêté du 5 décembre 1906 ont été admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite, à dater du 1^{er} janvier 1907, MM. BARRINGER et SCHWAB, bibliothécaires, PATEX, commis.

Par arrêté du 7 décembre ont été nommés, à dater du 1^{er} janvier 1907, M. LETORT, conservateur-adjoint au département des imprimés, conservateur au même département; M. COURBOIN, bibliothécaire au département des Estampes, conservateur-adjoint au même département.

Par arrêté du 15 décembre, MM. Barringer et Schwab sont nommés conservateurs-adjoints honoraires.

A la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

M. LAMOUREUX, bibliothécaire, a été nommé conservateur-adjoint (arrêté du 10 octobre 1906).

Par arrêté du 15 janvier 1907, M. BAUDOUIN LA LONDRE, bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine a été nommé bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève et M. CHAPOT, attaché, a été nommé sous-bibliothécaire.

A la Bibliothèque de l'Arsenal

M. COTTIN, sous-bibliothécaire, a été nommé bibliothécaire (arrêté du 15 octobre 1906).

A la Bibliothèque de la Ville de Paris

Un arrêté du préfet de la Seine du 8 octobre dernier vient de réorganiser de la manière suivante les services de la Bibliothèque et des Travaux historiques de la Ville de Paris :

« Art. 2. — Le personnel du service de la Bibliothèque et des Travaux historiques comprend, sous les ordres de l'Inspecteur des Travaux historiques, conservateur de la Bibliothèque : 1° Un personnel technique ; 2° un personnel administratif ; 3° un personnel de service.

Les titres afférents à ces divers personnels sont les suivants :

Personnel technique : bibliothécaire, sous-bibliothécaire, attaché, stagiaire.

Personnel administratif : rédacteur, expéditionnaire. Un expéditionnaire sera chargé des fonctions de commis d'ordre et en même temps de la garde des magasins des travaux historiques.

Personnel de service : appariteur, brigadier, surveillant, gardien-surveillant, gardien-concierge.

« Art. 3. — L'échelle des traitements du personnel technique est fixée ainsi qu'il suit :

Inspecteur des Travaux historiques, conservateur de la Bibliothèque : 1^{re} cl. 10.000 fr. ; 2^e cl. 9.000 fr. ; 3^e cl. 8.000 fr. ; 4^e cl. 7.000 francs.

Bibliothécaire : classe exceptionnelle, 6.000 fr. ; 1^{re} cl. 5.000 fr. ; 2^e cl. 4.500 fr. ; 3^e cl. 4.000 fr. ; 4^e cl. 3.500 fr.

Sous-bibliothécaire : 1^{re} cl. 3.000 fr. ; 2^e cl. 2.500 fr. ; attaché : 1^{re} cl. 2.300 fr. ; 2^e cl. 2.100 francs ; stagiaire : classe unique, 1.800 francs.

« Art. 4. — Pour être admis dans le personnel technique, il faut : 1° être pourvu soit de la licence avec diplôme d'études supérieures délivrée par une faculté des lettres, soit du doctorat es-lettres, soit du diplôme de l'Ecole des Chartes, soit enfin de celui de l'Ecole des Hautes Etudes (section des Sciences historiques et philologiques ; 2° n'être pas âgé de plus de 30 ans ; 3° subir un concours devant une commission de cinq membres instituée par le préfet.

L'avancement a lieu par classe et il est subordonné à un minimum de bons services de deux ans dans la même classe ; ce minimum est porté à quatre années pour l'obtention de la classe exceptionnelle de bibliothécaire ».

A l'Ecole française d'Athènes

M. Amédée BRITSCH, bibliothécaire universitaire, a été nommé, par

arrêté du 6 janvier 1907, bibliothécaire-secrétaire de l'Ecole française d'Athènes, en remplacement de M. André, décédé.

Au Musée pédagogique

Le poste de bibliothécaire ayant été supprimé par suite d'annulation de crédits, M. ADENIS a été admis à faire valoir ses droits à la retraite, à dater du 1^{er} janvier 1907 et nommé bibliothécaire honoraire.

Les Livres nouveaux. Les cours. Les Conférences

Va paraître prochainement chez H. Laurens, dans la collection « Les grandes institutions de France » *La Monnaie* par M. Fernand MAZEROLLE, archiviste-bibliothécaire à la Monnaie. 1 vol. in-8°.

La Bibliothèque Nationale, par MM. Henry MARCEL, E. BABELON, P. MARCHAL et C. COUDERC. 1 vol. in-8°.

Chez le même éditeur dans la collection des *Musiciens célèbres*, M. Elie POIRÉE a fait paraître un volume sur *Chopin* ; M. Charles MALHERBE en prépare un autre sur *Auber*.

C'est également chez Laurens que notre collègue M. A. MOUREAU, sous-bibliothécaire au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque Nationale, a fait paraître un volume sur *Rembrandt*.

Vient de paraître, chez Alcan : *Parasitisme et mutualisme dans la nature* par M. L. LALOY, bibliothécaire de l'Académie de Médecine, 1 vol. de la Bibliothèque scientifique internationale.

Chez H. Leclerc, *les Miniaturistes français* par Henry MARTIN, administrateur de la Bibliothèque de l'Arsenal, 1 vol. gr. in 8° avec planches.

Vient de paraître : *Le catalogue international de littérature scientifique* (extrait du Journal des Savants 1906) par J. Deniker, plaq. in-4°.

La Cité de Dieu de la Bibliothèque de Mâcon, par L. LEX. Mâcon, 1906.

Notre collègue, Mlle BERTHET, de la Société des poètes français, professeur à l'Ecole normale de Nevers, vient de faire paraître chez Brothel (Grenoble) un volume de vers sous le titre *Les voix de la Forêt*, avec préface de M. Sully-Prudhomme.

On nous annonce l'apparition de la *Revue de Cherbourg et de la Basse-Normandie*. Ce nouveau périodique mensuel, qui contiendra des articles d'histoire locale, est fondé et dirigé par M. F. EMMANUELLI bibliothécaire de la ville de Cherbourg.

Notre collègue, M. A. REBELLIAU, bibliothécaire de l'Institut, a été chargé d'un cours à la Sorbonne sur *La littérature et les idées religieuses depuis le xvi^e siècle*. Il y parlera cette année de Bossuet et de la dégénérescence mal connue du jansénisme, de l'étrange politique religieuse et coloniale des Jésuites et des querelles qui agiteront si fort les factions gallicane et ultramontaine au début du xviii^e siècle.

M. LELONG, chargé de cours à l'Ecole des Chartes, a commencé le 11 janvier le cours public qu'il fait chaque année à la Faculté de Droit sur les

Sciences auxiliaires de l'Histoire du droit (*bibliographie, épigraphie, paléographie, diplomatique*). Ce cours a lieu tous les vendredis à 4 h. 3/4 (amphithéâtre n° 6).

M. Marcel POETE, inspecteur des Travaux historiques, conservateur de la Bibliothèque de la ville de Paris, a ouvert son cours public le 3 décembre.

Il y expose, cette année, l'*Histoire de la formation et de la croissance de Paris* ; ce cours a lieu tous les lundis à 4 heures et demie, à la Bibliothèque, rue de Sévigné, 29.

Dans une conférence, réservée aux personnes qui se seront fait inscrire à cet effet, notre collègue se propose d'étudier les sources de l'histoire de Paris, en vue de l'élaboration d'un répertoire des sources de cette histoire et aussi de la reprise de la « Topographie historique du vieux Paris ». La conférence a lieu tous les jeudis à 4 heures et demie.

Les leçons suivantes seront faites cet hiver à l'Ecole des Hautes Etudes sociales : M. C. BLOCH, inspecteur général des bibliothèques, l'*Assistance sous la Révolution* ; M. DESHAIRS, bibliothécaire de l'Union centrale des Arts décoratifs, *Abraham Bosse, Israël Silvestre et Sébastien Le Clerc* ; M. J. TIERSOT, sous-bibliothécaire au Conservatoire national de musique, *Beethoven, musicien de la Révolution française*.

Sont parvenus au Comité pendant le mois de décembre les ouvrages suivants :

Classified Catalogue of the Carnegie Library of Pittsburg, part 2 à 7. Pittsburg, 1904-1906. 6 vol. in-8°.

Carnegie Library of Pittsburgh. Annotated Catalogue of books used in the Rome libraries and readings Clubs., 1905, in-8°.

Carnegie Library of Pittsburgh. Story Hour Courses for Children from Greek Myths, the Iliad and the Odyssey, 1906, in-8°.

Monthly Bulletin of the Carnegie Library of Pittsburgh. N° de nov.-déc. 1906.

American Library Association. Handbook 1906.

Dans une intéressante brochure : *Loi ou décret ? L'article 45 de la loi du 10 août 1871 et les droits des archivistes paléographes*. (Paris, imp. Bouillant 1906, in-8°, extrait de la *Correspondance historique et archéologique*), M. LELONG fournit la preuve de l'illégalité du projet de décret préparé par la sous-commission des Archives, en vertu duquel serait abrogé l'article 45 de la loi du 10 août 1871, stipulant que les archivistes-paléographes devront, en cas de vacance d'un emploi d'archiviste départemental, être nommés de préférence à tout autre candidat.

Le Gérant : J. GAUTIER.

AVIS

Le Comité prie les Membres de l'Association de vouloir bien adresser le montant de leur cotisation pour 1907 (5 francs) par mandat-carte ou mandat poste, à M. Poirée, trésorier, 6, place du Panthéon.

Passé le 15 avril, les cotisations seront recouvrées par la poste.

La deuxième Assemblée générale aura lieu le dimanche 7 avril à 2 h. 1/2 à l'Hôtel des Sociétés savantes, rue Danton.

Le programme en est ainsi fixé :

- 1° Rapport du secrétaire pour 1906-1907 ;
- 2° Compte-rendu du trésorier ;
- 3° Vote sur les modifications proposées aux Statuts ;
- 4° Elections des membres du Comité (quart sortant) ;
- 5° Elections (s'il y a lieu) de délégués ;
- 6° Questions et communications diverses.

Il ne sera pas envoyé de convocations ; nos collègues qui voudraient bénéficier des tarifs réduits (50 o/o) accordés par les Compagnies de chemins de fer, sont priés de s'adresser à M. Sustrac, 6, place du Panthéon, avant le 30 Mars.

Unité et Diversité

La principale des causes qui ont retardé, en France, la création d'une Association de bibliothécaires est l'extrême diversité d'origine, de régime et d'intérêts, qui sépare les uns des autres les fonctionnaires préposés au service des Bibliothèques publiques ou semi-publiques. Les uns sont nommés par les municipalités, les autres par l'Etat ; ceux-ci relèvent de différents ministères, et tantôt forment des corps administratifs distincts (comme les grandes Bibliothèques de Paris), tantôt sont incorporés à une Université, à une Ecole spéciale, à un Etablissement scientifique, dont ils suivent dans une certaine mesure la fortune. Tantôt l'Etat et les municipalités exigent de ceux qu'ils nomment des diplômes universitaires et des certificats d'aptitude professionnelle ; tantôt, sans se soucier de la préparation technique, ils se contentent d'une certaine notoriété littéraire, scientifique ou même politique. Ceux qui entrent dans le personnel des grandes Bibliothèques parisiennes ou dans les Bibliothèques universitaires, ont devant eux une carrière modeste, mais régulière, où les avance-

ments sont prévus par des règlements administratifs (1) ; tandis que pour la plupart des bibliothécaires municipaux et des conservateurs des Bibliothèques spéciales de l'Etat, la situation une fois acquise n'a pas d'avenir ; souvent même elle n'assure qu'une rémunération dérisoire et ne peut convenir qu'à des personnes ayant d'autres moyens d'existence.

A s'en tenir aux apparences, il semblait donc que des bibliothécaires, si différents les uns des autres, avaient plus de raisons de vivre isolés que de s'unir. Mais si l'on allait au fond des choses, on ne tardait pas à s'apercevoir que la plupart d'entre eux étaient amenés par leurs fonctions à s'intéresser aux mêmes questions d'ordre technique et professionnel, qu'ils souffraient plus ou moins des mêmes imperfections, qu'ils souhaitaient sur nombre de points les mêmes réformes ; qu'ayant par conséquent des intérêts voisins et des aspirations communes, ils avaient des raisons de se rapprocher, d'échanger leurs idées et d'unir leurs efforts. Il a été possible ainsi, en faisant abstraction des cas particuliers, en écartant ce qui était spécial à telle ou telle catégorie de bibliothécaires, de dégager un certain nombre d'idées générales auxquelles tous pouvaient adhérer, parce qu'elles tendent, soit à améliorer la situation présente des bibliothécaires en établissant des garanties réelles pour le recrutement, la rémunération et l'avancement des fonctionnaires, soit à assurer aux Bibliothèques, par ce relèvement du personnel, un service qui mette mieux en valeur les richesses qu'elles contiennent et qui soit mieux adapté aux besoins multiples de la vie moderne. C'est sur ce terrain commun que l'entente s'est faite et que l'Association s'est constituée. C'est même à cause de cette large conception, que l'Association a pu s'ouvrir dès le début, non seulement aux bibliothécaires de l'Etat et des Villes, mais aussi à tous ceux qui, à un titre quelconque, s'intéressent à la bonne gestion des Bibliothèques publiques.

Cependant ce rapprochement et cette union n'effacent pas les différences profondes que j'ai signalées entre les fonctionnaires des Bibliothèques françaises, et qui subsisteront tant que des mesures générales, sur lesquelles on est encore loin d'être d'accord, n'auront pas établi l'uniformité dans les conditions de nomination, de traitement et d'avancement des bibliothécaires, ainsi que dans le régime administratif des dépôts de livres. Je voudrais appeler l'attention de mes confrères sur la nécessité qui s'impose, si l'on veut faire œuvre utile, de tenir compte de cet état de fait, dans les décisions que le Comité et l'Assemblée générale de l'Association auront à prendre.

Tant que l'on restera dans la sphère des idées générales et des vœux abstraits, il sera facile de s'entendre. Mais dès que l'on en viendra aux questions précises, aux difficultés qui réclament une solution pratique, des divergences sont inévitables précisément à cause de la diversité des situations présentes. Je laisserai de côté pour le moment

(1) D'une façon d'ailleurs bien insuffisante ; il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'article de M. Gautier dans le présent numéro du *Bulletin*.

les questions d'*ordre technique*, dont l'Association entend s'occuper avec le soin qu'elles méritent, mais qui sont de leur nature moins passionnantes, et je ne considérerai que les questions d'*ordre professionnel*, sur lesquelles à l'heure actuelle l'attention est plus vivement attirée. La plupart d'entre elles se présenteront sous des aspects différents, suivant qu'ils s'agira des fonctionnaires des grandes Bibliothèques parisiennes, des bibliothécaires universitaires, des bibliothécaires municipaux, des bibliothécaires d'une Ecole ou d'une Administration spéciale. Telle proposition de loi, telle modification des règlements administratifs, qui paraîtra opportune aux premiers, pourra être jugée fâcheuse par les seconds, et sera indifférente aux autres ; ou l'inverse se produira. Il faudra donc le plus souvent reconnaître qu'il n'y a pas de solution unique, également satisfaisante pour tous les membres de l'Association, mais des solutions diverses, partielles, variant suivant les catégories de bibliothécaires, parfois même suivant les Bibliothèques : ce qui rendra la tâche plus complexe et plus délicate.

Pour mener cette tâche à bonne fin, deux conditions me semblent nécessaires. La première est de connaître exactement et en détail quelle est la situation présente des nombreuses Bibliothèques représentées dans notre Association, quelles sont pour chacune les améliorations désirables et les moyens les plus propres à les réaliser. L'enquête générale, qui a été décidée au mois de juin dernier et qui a déjà abouti à un certain nombre de constatations intéressantes, résumées dans le rapport de notre confrère, M. Sustrac (1), et les communications personnelles dans lesquelles nos confrères pourront exprimer spontanément leurs doléances et leurs vœux, permettront de réaliser cette première condition.

La seconde est que *chacune des catégories* diverses de bibliothécaires, dont l'Association se compose, soit représentée au Comité par un ou plusieurs mandataires ayant qualité pour parler au nom du groupe auquel il appartient. Cette seconde condition me paraît imparfaitement réalisée par l'organisation actuelle du Comité, et je voudrais présenter quelques observations sur une modification qui pourrait facilement y être introduite au moment des prochaines élections.

A première vue, la composition du Comité qui a été élu en avril dernier et qui est actuellement en fonctions, paraît bien répondre au desideratum formulé plus haut. Sur vingt membres, les bibliothécaires municipaux y sont représentés par sept personnes (un parisien, six provinciaux) ; les bibliothécaires d'Université par quatre personnes (deux de Paris, deux de province), la Bibliothèque nationale par deux fonctionnaires, l'Arsenal, la Mazarine et Sainte-Geneviève par cinq fonctionnaires, les Bibliothèques spéciales de Paris par le bibliothécaire du Museum et l'un des sous-bibliothécaires de l'Institut ; un seul membre, le directeur du *Bibliographe moderne*, a été choisi en dehors des bibliothécaires proprement dits. Seulement, il importe de remar-

(1) Voir ce rapport dans le premier numéro du *Bulletin*, p. 9.

quer que ces différents élus ont reçu leur mandat de l'Association tout entière (ou du moins de tous ceux de ses membres qui ont pris part au vote, à l'assemblée d'avril dernier), *et non pas spécialement de la catégorie de bibliothécaires à laquelle ils appartiennent*; ils ne peuvent donc, s'il y a lieu de faire connaître ou de défendre les intérêts propres à cette catégorie, parler qu'en leur nom personnel, ils ne sont pas les organes autorisés du groupe. Leur influence en est diminuée, leur action amoindrie.

Cette distinction a une importance particulière pour le groupe des bibliothécaires universitaires, pour celui de la Bibliothèque nationale et pour celui des trois autres Bibliothèques générales de Paris. Le personnel de chacun de ces groupes est presque homogène, en ce sens que tous les fonctionnaires qui en font partie ont été (à peu d'exceptions près) recrutés de la même manière, après un même examen d'aptitude, sont soumis, pour le service, pour le traitement, l'avancement et la retraite, aux mêmes règlements administratifs, et sont unis entre eux par une solidarité plus étroite que celle qui les rattache à leurs confrères des autres Bibliothèques. Ceux d'entre eux qui font partie du Comité ne peuvent, à l'heure actuelle, ni parler, ni agir individuellement avec une entière liberté ; n'ayant pas reçu de mandat de leurs collègues, ils doivent hésiter à engager, par leur initiative personnelle, l'établissement ou le corps entier auquel ils appartiennent. Il en résulte que, notamment en ce qui concerne la Bibliothèque nationale et les Bibliothèques universitaires, c'est-à-dire deux groupes dont l'influence dans l'Association devrait être considérable, vu le nombre des fonctionnaires qui les composent et l'importance des services publics dont ils ont la charge, malgré la présence habituelle aux séances du Comité de l'un au moins de leurs représentants, leur situation véritable et leurs intérêts propres ont été mal connus, leurs vœux et leurs revendications insuffisamment exprimés. Et je croirais volontiers que c'est principalement, sinon exclusivement, à cette raison qu'il faut attribuer certaines hésitations et certaines défiances qui se sont produites au commencement de cette année dans l'un et l'autre de ces personnels.

Il en irait, je crois, tout autrement, si le groupe des bibliothécaires d'Universités, le personnel de la Bibliothèque nationale et celui des trois autres Bibliothèques générales de Paris, étaient représentés au Comité, chacun par un *délégué* (1), à qui serait confié, par ses collègues du groupe, le mandat spécial de faire connaître et de défendre leurs intérêts collectifs. Ce délégué pourrait être choisi, soit parmi les membres du Comité que l'Assemblée générale aurait préalablement élus, soit parmi les autres membres de l'Association : dans ce second cas, il s'adjoindrait aux membres ordinaires du Comité et y jouirait des mêmes droits. Rien de ce qui concerne la catégorie de bibliothécaires représentée par chacun de ces délégués ne serait

(1) Un en principe ; mais si l'on estimait qu'il y a lieu d'en nommer deux par groupe, l'un devant suppléer l'autre en cas d'empêchement, je n'y verrais pas d'inconvénient.

décidé en Comité, sans qu'on ait entendu les observations qu'il formulerait au nom de ses mandants ; en cas de démarche intéressant spécialement cette catégorie, il serait naturellement désigné pour intervenir, avec le président de l'Association, auprès des pouvoirs publics, ajoutant ainsi à l'autorité morale du Bureau celle qu'il tiendrait de ses commettants directs.

Mais il va de soi qu'une telle délégation, avec les avantages qu'elle donnerait au groupe représenté, n'est possible qu'à la double condition : 1° que le délégué serait choisi par l'ensemble ou au moins la *majorité* du groupe qu'il représenterait : sinon, il ne serait pas qualifié pour parler ou agir au nom du groupe ; — 2° que la majorité qui l'aurait élu ne serait composé que de bibliothécaires *faisant partie de l'Association* : sinon, ce serait admettre dans le Comité l'influence de personnes n'ayant pas adhéré à nos statuts. Il est donc de toute nécessité, pour que cette modification, si elle est approuvée par l'Assemblée générale, puisse recevoir son application, que *la moitié plus un*, au moins, des fonctionnaires de la Bibliothèque nationale et des Bibliothèques universitaires de Paris et de la province *aient effectivement adhéré à notre Association*.

La même représentation, par délégation directe du groupe intéressé, est-elle possible pour les catégories de bibliothécaires dont je n'ai point parlé jusqu'ici, c'est-à-dire pour les bibliothécaires municipaux et pour les bibliothécaires préposés à des Bibliothèques spéciales de l'Etat ? La solution affirmative apparaît ici moins clairement et son utilité pratique est plus douteuse.

Il y a d'abord cette différence essentielle qu'entre les fonctionnaires de chacun de ces deux groupes la solidarité professionnelle n'est pas aussi étroite qu'entre ceux des trois premiers groupes. Ils ont des origines très diverses, sont soumis à des régimes administratifs très différents, et les intérêts propres à chacun d'eux varient tellement, suivant les villes qui les ont nommés ou les établissements dont ils dépendent, qu'il y a bien peu de questions où l'un d'entre eux puisse être chargé de parler ou d'agir au nom de tous les autres.

Cependant, si ceux de nos confrères qui appartiennent à l'un ou à l'autre de ces groupes estimaient que l'entente est possible entre eux sur un certain nombre de questions spéciales aux diverses Bibliothèques de leur groupe, et manifestaient l'intention d'élire, eux aussi, un délégué annuel, il n'y aurait aucune raison pour ne pas leur attribuer ce droit dans les statuts. Mais, il me paraît plus sage d'attendre que l'initiative vienne des intéressés eux-mêmes. Peut-être aussi vaudrait-il mieux attendre que l'expérience de la représentation par délégué ait été faite pendant une année, pour chacun des trois groupes mentionnés plus haut, et ait donné de bons résultats.

Je me bornerai à signaler deux hypothèses particulières dans lesquelles ils pourraient trouver un intérêt collectif, qui suffirait pour justifier l'élection d'un délégué.

C'est d'abord dans le cas où les hasards du vote annuel de l'Assemblée ne donneraient pas aux bibliothécaires municipaux et aux fonc-

tionnaires des Bibliothèques spéciales de l'Etat, la place légitime qui leur revient respectivement dans le Comité : par exemple, si, l'Association étant composée pour un tiers environ de bibliothécaires municipaux, le vote de l'Assemblée ne les admettait au Comité que dans la proportion d'un quart ou d'un cinquième. L'élection par le groupe insuffisamment représenté d'un ou de deux délégués directs, adjoints au Comité, rétablirait l'équilibre.

En second lieu, pour ce qui concerne particulièrement les bibliothécaires des villes, on peut concevoir l'hypothèse où, dans un certain nombre de départements voisins, il se formerait un *groupement régional*, établissant entre les Bibliothèques des principales villes une entente et une aide mutuelles, en un mot une solidarité réelle. Dans cette hypothèse, qu'un avenir plus ou moins rapproché réalisera peut-être, tout groupement comprenant un nombre de Bibliothèques à déterminer (dix ou douze par exemple) pourrait être admis à élire un délégué spécial.

J'ai tenu à soumettre les considérations qui précèdent aux membres de notre Association avant la réunion de l'Assemblée générale annuelle qui sera convoquée pour le dimanche, 7 avril, afin qu'ils puissent examiner d'ici là s'il y a lieu ou non de faire, dans le sens que j'indique, quelque addition aux statuts. Peut-être la question que j'ai posée provoquera-t-elle de la part de quelques-uns de nos confrères d'autres solutions qui paraîtront préférables à celle que je propose. En tout cas, voici comment l'addition que j'ai essayé de justifier pourrait être formulée dans les statuts :

Art. 5, § 2. — *En outre, feront partie du Comité des délégués élus, dans les conditions ci-après indiquées, par les différents groupes de bibliothécaires qui suivent :*

Les membres de l'Association qui appartiennent à la Bibliothèque nationale, éliront, dès que leur nombre dépassera la moitié du personnel des fonctionnaires de cet établissement, un délégué qui pourra être choisi, soit parmi les membres faisant déjà partie du Comité, soit en dehors, et qui aura pour mission de représenter au Comité les intérêts collectifs du groupe par qui il est élu. Aucune décision intéressant la Bibliothèque nationale ne pourra être prise en Comité sans que ce délégué ait été entendu. — Un délégué sera également élu, sous la même condition et avec les mêmes droits : 1° par les membres de l'Association qui appartiennent au groupe des Bibliothèques de l'Arsenal, Mazarine et Sainte-Geneviève ; 2° par ceux qui appartiennent au groupe des Bibliothèques universitaires (Paris et province).

Les membres de l'Association qui sont, ou bibliothécaires municipaux, ou fonctionnaires d'une Bibliothèque spéciale de l'Etat (Muséum, Institut, École polytechnique, etc.), pourront élire des délégués investis des mêmes droits, à la condition qu'une demande soit présentée par un groupe d'au moins... membres et que l'Assemblée générale ait reconnu par un vote formel l'existence d'intérêts spéciaux communs à tous les membres de ce groupe.

CR. MORTET.

La situation des Bibliothécaires d'Universités

Les Bibliothèques des Facultés, devenues en 1896, Bibliothèques d'Universités, ont été organisées en 1879.

Le premier texte fixant les conditions de recrutement et les classes de ce nouveau personnel universitaire, actuellement au nombre de 49, dont 17 pour Paris, est un arrêté du 23 août 1879 (art. 11 à 13).

« Ne peuvent être proposés pour le titre de bibliothécaire que les sous-bibliothécaires pourvus du certificat d'aptitude délivré après un examen professionnel, dont les conditions seront ultérieurement déterminées.

« Sont seuls admis audit examen les sous-bibliothécaires et surnuméraires ayant au moins deux ans de services accomplis dans une bibliothèque de faculté.

« Le stage est réduit à six mois pour les archivistes-paléographes.

« Les bibliothécaires sont divisés en trois classes : 1^{re} classe, 4.000 francs ; 2^e classe, 3.500 francs ; 3^e classe, 3.000 francs. Leur promotion se fait au choix après un minimum de cinq ans d'exercice dans la classe inférieure.

« La liste des propositions d'avancement est arrêtée, le 1^{er} janvier de chaque année, par la Commission centrale. »

Quelques années plus tard, un arrêté du 4 décembre 1882 décidait que nul ne pouvait être nommé bibliothécaire s'il n'avait préalablement exercé les fonctions de sous-bibliothécaire et que nul ne pouvait être nommé sous-bibliothécaire s'il n'était pourvu du certificat d'aptitude.

Actuellement les bibliothécaires et sous-bibliothécaires universitaires émargent au budget pour une somme totale de 195.200 francs qui, jusqu'à ces dernières années, fixait les classes et l'avancement de la manière suivante :

« Bibliothécaires : 4 classes, 4.500 francs, 4.000 francs, 3.500 francs et 3.000 francs ; sous-bibliothécaires : 2 classes, 2.800 francs, 2.400 francs.

« Il est procédé chaque année au mois de décembre aux promotions de classes. Elles ont lieu au choix et dans la limite des crédits disponibles.

« Nul ne peut être promu à la classe supérieure qu'après trois ans d'exercice dans la classe immédiatement inférieure. »

En même temps qu'on améliorait la situation des bibliothécaires et des sous-bibliothécaires, on modifiait les conditions de leur recrutement (1). L'examen professionnel exigé pour l'obtention du certificat d'aptitude comprit désormais quatre épreuves au lieu de deux : deux épreuves écrites et deux épreuves orales. La connaissance de plusieurs langues vivantes, de l'allemand tout au moins, devint obliga-

(1) Peu de temps après, on augmentait leurs pouvoirs de gestion, si restreints à l'origine. Voir notamment la circulaire du 7 mars 1898, relative aux 2/5.

toire et les candidats durent être pourvus du diplôme de bachelier (arrêté du 20 décembre 1893).

En fait, dès cette époque, presque tous les « certifiés », possédaient d'autres grades universitaires (diplôme d'archiviste-paléographe, licence ou doctorat.)

Conformément à l'arrêté du 13 mai 1893, des promotions eurent lieu en décembre 1895, en décembre 1898 et en décembre 1899 et furent insérées au *Bulletin administratif*. Depuis cette dernière date, aucune promotion n'a figuré au *Bulletin* (1). Est-ce à dire qu'il n'y a pas eu de modifications depuis lors dans la situation des bibliothécaires universitaires ?

Dès 1897, par un arrêté du 8 octobre, une commission avait été instituée au Ministère de l'Instruction publique, dans le but d'étudier quelles modifications il y aurait lieu d'apporter dans les traitements du personnel des Facultés. Elle concluait, dans un rapport paru en 1898 (2), à une augmentation très sensible des traitements de tout le personnel. En ce qui concerne les bibliothécaires, les propositions de la commission, qui furent acceptées presque sans modification par le rapporteur du budget (Chambre) de 1901, M. Perreau, étaient les suivantes :

PARIS

Sorbonne. — 1 conservateur, 10.000 francs ; 2 conservateurs-adjoints à 6.000 et 7.000 francs ; 2 bibliothécaires à 4.000 et 4.500 francs ; 4 sous-bibliothécaires à 3.000 et 3.500 francs.

Faculté de Droit. — 1 bibliothécaire, 8.000 francs ; 1 sous-bibliothécaire, 4.500 francs.

Faculté de Médecine. — 1 bibliothécaire, 8.000 francs ; 1 bibliothécaire-adjoint, 6.000 francs ; 1 sous-bibliothécaire, 3.500 francs.

École de Pharmacie. — 1 bibliothécaire, 6.000 francs ; 1 sous-bibliothécaire, 3.000 francs.

PROVINCE

Bibliothécaires : 1^{re} cl., 3. à 6.000 francs ; 2^e cl., 6. à 5.000 francs ; 3^e cl., 8 à 4.000 francs.

Sous-bibliothécaires : 1^{re} cl., 4 à 3.200 francs ; 2^e cl., 5 à 2.800 francs ; 3^e cl., 4 à 2.400 francs.

« Le service des bibliothèques universitaires, ajoutait l'auteur de ces propositions, est des plus chargés. Les fonctionnaires auxquels il est confié sont tous hommes de valeur et de science. Beaucoup sont docteurs ; un est membre de l'Institut. Beaucoup auraient pu être professeurs de Facultés. C'est grâce à la valeur exceptionnelle de ce personnel que les bibliothèques universitaires sont devenues un des instruments les plus efficaces du progrès de l'Enseignement supérieur. »

(1) Ce qui est bien fâcheux. Nous en sommes réduits à nous demander les uns aux autres où nous en sommes.

(2) V. ce rapport dans le *Bulletin administratif*, tome 64, p. 1177 et suiv.

Malgré ces éloges, les augmentations allouées au personnel des bibliothèques le furent parcimonieusement et si l'on compare les crédits qui étaient affectés à ce personnel avant la réalisation du projet de la Commission (en 1898 : 180.300 francs), à ceux qui lui furent alloués après (en 1905 : 192.400 francs), on voit dans quelles faibles proportions ils se sont accrus. En 1900, le rapporteur, M. Perreau, demandait pour les Bibliothèques universitaires, une augmentation de crédits de 34.100 francs (1). 15.000 francs seulement furent accordés (Budget de 1901 : 180.300 francs ; budget de 1907 : 195.200 francs) (2).

Que souhaitent donc les bibliothécaires et quelles améliorations sont nécessaires ?

Il convient tout d'abord de faire remarquer qu'il n'y a plus de classement des bibliothécaires universitaires, et que le classement prévu par l'arrêté du 13 mai 1893 est désormais sans valeur. Sans doute, il y a dans les projets de budgets de 1905 à 1907 un classement, mais c'est un classement de fait qui n'est plus du tout en harmonie avec le classement prévu par l'arrêté de 1893. Un classement nouveau, déterminé par un arrêté ou par un décret, est donc nécessaire.

Deux autres points méritent surtout de retenir l'attention :

1° *La situation des sous-bibliothécaires.* — Par suite du très petit nombre de vacances dans les emplois de chefs de service, pour beaucoup d'entre nous la carrière de bibliothécaire n'est qu'une carrière de sous-bibliothécaire et c'est comme sous-bibliothécaires que plus de la moitié d'entre nous atteindront l'âge de la retraite. Or, les traitements affectés aux emplois de sous-bibliothécaires sont tout à fait insuffisants. Pour le plus grand nombre, ils s'élèvent péniblement après quinze ou vingt ans de services (selon le hasard des disponibilités), à 3.500 francs à Paris, à 3.200 francs en province. L'Université, qui ne compte pas de serviteurs plus zélés, doit assurer une situation meilleure à ces fonctionnaires modestes qui, presque tous pourvus des plus hauts grades (licenciés, docteurs, agrégés même), auraient pu se faire une place dans l'enseignement secondaire.

2° *L'absence presque complète d'avancement.* — En province, sur un total de 17 bibliothécaires, 3 seulement sont de 1^{re} classe, et ce chiffre, fixé en 1901, est resté le même depuis cette époque. C'est

(1) *Journal Officiel*. Doc. parl. Chambre, 1900, p. 2450. Dans ce même rapport, une augmentation de 113.450 francs était demandée pour une autre catégorie de fonctionnaires que nous ne saurions oublier. La situation du personnel très dévoué des surveillants et des gardiens de Bibliothèques, reste encore — pas pour longtemps, nous l'espérons — très précaire.

(2) Bien qu'il soit toujours gênant d'établir des comparaisons ou assimilations, qu'il nous soit permis cependant d'indiquer ici quelques chiffres : les secrétaires d'Universités ou de Facultés, au nombre de 24 (pour la province), émargent au budget pour 120.500 francs ; les bibliothécaires et sous-bibliothécaires, au nombre de 31, émargent pour 114.200 francs (projet de budget de 1907, p. 434).

A Paris, la 1^{re} classe des commis de secrétariat est de 4.000 francs, en province de 3.600 francs ; la 1^{re} classe des sous-bibliothécaires est à Paris de 3.500 francs, en province de 3.200 francs.

donc un sixième seulement des bibliothécaires qui parviendront à la 1^{re} classe, et beaucoup n'atteindront pas même la 2^e classe, si de nouveaux crédits ne sont pas accordés. L'absence presque complète de tout avancement produit des résultats plus regrettables encore en ce qui concerne les sous-bibliothécaires. Ceux-ci attendent pendant huit ou dix ans une promotion ; à Paris, tel sous-bibliothécaire qui compte douze ans de carrière a un traitement de 3.000 francs, *car tel a été le crédit originellement prévu* ; tel autre, en province, est à 2.800 francs, après quinze ans de services.

L'avancement a lieu, dit l'arrêté de 1893 (art. 2), dans la limite des crédits disponibles, c'est-à-dire uniquement d'après les décès et les mises à la retraite. *On devine aisément ce que peut être un tel avancement dans un corps de fonctionnaires comptant 49 membres, entrés pour la plupart dans la carrière avant la trentaine* (1).

Si, dans une carrière qui compte beaucoup de fonctionnaires, celle de professeur ou d'instituteur par exemple, l'avancement est assuré d'une façon relativement régulière (et encore les instituteurs et les professeurs sont-ils à la veille d'obtenir la suppression du pourcentage) par les décès ou les mises à la retraite, il n'en peut être de même dans un corps de fonctionnaires très restreint comme celui des bibliothécaires. Décider que l'avancement des bibliothécaires sera dû seulement aux « disponibilités », c'est décider qu'il n'y aura pas d'avancement. Il est nécessaire, pour qu'un avancement normal et régulier se produise, que des nouveaux crédits soient accordés.

Une situation identique à la nôtre, quant à l'avancement, était celle des secrétaires et commis d'inspection académique. Il s'agissait là aussi d'un corps de fonctionnaires très restreint (moins restreint toutefois que celui des bibliothécaires), et dans lequel l'avancement était presque nul. Récemment, la loi de finances du 22 avril 1905 (art. 53) a décidé qu'il y aurait lieu pour ces fonctionnaires à un avancement plus régulier. On leur a accordé ce qu'on a appelé d'un nom barbare « l'avancement automatique » ; et dans le projet de budget de cette année (n° 141, 1^{er} vol., p. 144), une somme de 1.700 francs a été prévue pour l'avancement de ceux de ces fonctionnaires qui y ont droit.

L'article 3 de l'arrêté du 13 mai 1893, toujours en vigueur, mentionne qu'un bibliothécaire ne peut être promu à la classe supérieure qu'après trois ans d'exercice dans la classe immédiatement inférieure. Ce texte fixant un *minimum* de temps pour l'avancement des bibliothécaires et empêchant un avancement trop rapide n'a, sans doute, jamais gêné aucun de nos collègues. C'est, tout au contraire, la nécessité d'un délai *maximum* qui se fait sentir ; c'est un texte fixant un avancement régulier et indiquant que tout bibliothécaire qui n'aurait pas été l'objet d'un avancement au choix, serait promu à l'ancienneté, après un délai maximum de cinq ou six ans par exemple, qu'il convient d'établir.

Les modestes propositions indiquées ci-dessous apporteraient un

(1) Ne peuvent se présenter à l'examen les candidats âgés de plus de trente-cinq ans (arrêté du 20 décembre 1893, art. 1^{er}).

remède à la fâcheuse situation que nous venons de signaler. Ce texte établirait pour les bibliothécaires un classement nouveau, plus conforme à la réalité que le classement de 1893, il améliorerait la situation des bibliothécaires et des sous-bibliothécaires et fixerait pour ces derniers un avancement régulier.

Article premier. — Le personnel technique des Bibliothèques d'Universités comprend : des conservateurs, conservateurs-adjoints, bibliothécaires en chef et bibliothécaires (1).

Art. 2. — Nul ne peut être nommé conservateur, conservateur-adjoint ou bibliothécaire en chef des Bibliothèques d'Universités s'il n'a préalablement exercé les fonctions de bibliothécaire.

Art. 3. — Nul ne peut être nommé bibliothécaire s'il n'est pourvu du certificat d'aptitude, dont les conditions ont été fixées par l'arrêté du 20 décembre 1893.

Art. 4. — Les classes et les traitements des conservateurs, conservateurs-adjoints, bibliothécaires en chef et bibliothécaires sont fixés ainsi qu'il suit :

PARIS

Conservateur, 9.000 francs ; conservateurs-adjoints, 6.000 francs ; bibliothécaires en chef : 3 classes, 8.000, 7.000, 6.000 francs ; bibliothécaires : 5 classes, 5.000, 4.500, 4.000, 3.500, 3.000 francs.

PROVINCE

Bibliothécaires en chef : 3 classes, 7.000, 6.000, 5.000 francs ; bibliothécaires : 5 classes, 4.500, 4.000, 3.500, 3.000, 2.500 francs.

Art. 5. — Il est procédé chaque année, au mois de décembre, aux promotions de classe.

Les bibliothécaires en chef sont promus au choix et dans la limite des crédits disponibles. Les bibliothécaires ne peuvent être promus à la classe supérieure qu'après trois ans d'exercice dans la classe immédiatement inférieure ; ils ne peuvent rester plus de cinq ans dans la même classe, sauf avis contraire motivé du chef du service.

Art. 6. — Les nominations de conservateur et de bibliothécaire en chef ont lieu exclusivement au choix.

Art. 7. — Les bibliothécaires en chef et les bibliothécaires qui ont actuellement les traitements attribués aux classes déterminées par l'article 4 prendront rang dans cette classe, à dater de leur dernière promotion.

(1) Nous remplaçons le titre de sous-bibliothécaire qui n'a pas de raison d'être par celui de bibliothécaire. Il convient évidemment d'établir une hiérarchie entre les bibliothécaires, mais tous nous sommes bibliothécaires, et l'on peut différencier les fonctions en employant (comme en Allemagne) les expressions de bibliothécaire en chef et de bibliothécaire.

L'Administration supérieure écoute, nous le savons, d'une oreille bienveillante, les doléances des bibliothécaires, mais la réponse est généralement une fin de non-recevoir, un *non possumus* attristé, dû à l'insuffisance des crédits.

Le succès possible de la présente requête réside précisément dans ce fait que, cette année, il y a, croyons-nous, des crédits disponibles.

Ces crédits disponibles proviennent des nouveaux droits d'examens fixés par le décret du 26 février 1907. (*Jour. off.* du 28.)

L'ancien droit de robe est supprimé à partir du 1^{er} mars de cette année. Les appariteurs, pour lesquels ce droit de robe constituait la part la plus importante de leurs émoluments ne le percevront plus dorénavant et auront, par compensation, leurs traitements relevés ; des classes vont être établies et des indemnités temporaires et compensatrices leur seront allouées. La situation des appariteurs réglée, les nouveaux droits d'examen, élevant de 5 et de 10 francs les droits anciens, laisseront des excédents (1) et c'est à ces « bonis » qu'est dû le classement (avec augmentations importantes) des secrétaires et commis de secrétariats des Facultés et Universités (2).

Nous pensons qu'une part de ces « bonis » pourrait être très légitimement employée à l'amélioration de la situation des bibliothécaires universitaires et nous prions nos collègues de nous aider à appeler la bienveillante attention de l'administration supérieure sur cette requête (3).

L'Association des Bibliothécaires pourrait ensuite, intervenir, s'il en était besoin, et son intervention aurait d'autant plus de poids que les bibliothécaires universitaires venus à elle seraient plus nombreux (4).

JEAN GAUTIER

Sous-bibliothécaire à la Faculté de Droit de Paris.

(1) On a objecté la suppression prochaine du baccalauréat et, par suite, la suppression de recettes importantes. Mais il n'est pas douteux que le baccalauréat lors de sa suppression, sera remplacé par des certificats pour l'obtention desquels le versement de droits universitaires sera nécessaire.

Remarquons, d'autre part, que les indemnités compensatrices allouées aux appariteurs iront diminuant jusqu'à extinction complète.

(2) V. le projet de budget de 1907 (n^o 141, 3^e vol. p. 388). En ce qui concerne les bibliothécaires, une somme de 12.000 francs, — qu'on pourrait au besoin répartir sur deux exercices — serait suffisante pour assurer l'augmentation des bibliothécaires et des sous-bibliothécaires ayant plus de cinq ans de services dans la même classe.

(3) Nous les prions aussi de nous faire parvenir leurs observations ; il importe que l'accord se fasse entre tous sur un même texte.

(4) Sur 49 bibliothécaires universitaires, 28 ont adhéré à l'Association.

Le Comité de l'Association, se rendant compte de plus en plus des différences profondes existant entre chaque catégorie de bibliothécaires et sans abandonner son projet de faire aboutir une réglementation générale des bibliothèques, s'im-

Correspondance

A propos des Bibliothécaires Universitaires.

Nous avons reçu de M. NICAUD, bibliothécaire de l'Université de Grenoble, la lettre suivante que nous sommes heureux de faire connaître à nos collègues :

.....
Je laisse de côté la Bibliothèque de l'Université de Paris et ses diverses sections. Je me déclare, sur ce point, sans compétence suffisante. Pour la province, il y aurait lieu de faire ressortir que les Bibliothèques d'Universités qui vont bientôt avoir trente ans d'existence, sont devenues l'un des organes principaux de la vie universitaire. De l'avis de tous ceux qui les fréquentent, professeurs et étudiants, elles sont le service commun par excellence pour toutes les Facultés. Celles-ci sont intéressées à leur bonne administration et à leur développement incessant. Il devient nécessaire qu'elles soient considérées comme un rouage d'importance supérieure à chaque Faculté envisagée isolément. Pour les Facultés de Droit et des Lettres notamment, pour les professeurs et pour les étudiants qui ne disposent pas d'un laboratoire, c'est-à-dire d'un outillage matériel autre que le livre, les Bibliothèques sont le centre d'études principal et le véritable laboratoire.

Le service en est fort complexe. Le Bibliothécaire est appelé à seconder dans leurs travaux, par les indications qu'il fournit, les professeurs aussi bien que les étudiants de toutes catégories : et il ne se passe point de séance sans qu'il ne renseigne tour à tour sur les sujets les plus variés. Le prêt des livres y est devenu de première importance. Tandis qu'à Paris, sauf à la Sorbonne, le prêt est réservé aux professeurs, il est, en province, étendu à toutes les personnes qui fréquentent la Bibliothèque. Les statistiques sont là pour prouver que la circulation des volumes ^{est} des plus actives et se trouve partout en augmentation régulière. Les facilités accordées ainsi ont contribué pour beaucoup à développer les hautes études en province et ont permis aux Facultés régionales de contrebalancer Paris dans les admissions aux grands concours de l'enseignement.

Le rôle des Bibliothèques universitaires est-il apprécié comme il convient ? Les anciennes préventions sont-elles disparues ? Pas complètement. Et dans certaines universités ce n'est qu'à regret qu'on voit les Bibliothèques disposer de crédits importants. La part dont la circulaire ministérielle du 7 mars 1898 laisse le libre emploi au bibliothécaire a été

pose de plus en plus la tâche d'aider au succès des requêtes spéciales à chaque catégorie de ses membres. Des représentants élus par chaque catégorie de bibliothécaires seront adjoints au Comité et des modifications importantes dans les statuts seront proposées par le Comité à la prochaine Assemblée générale. (Voir à ce sujet l'article de M. Mortet, dans le présent numéro du *Bulletin*.)

contestée jusqu'en ces dernières années. Le Bibliothécaire, dans certaines Universités, ne dresse pas lui-même son budget qui est préparé dans les bureaux de l'Académie ; ou bien les chiffres qu'il inscrit à certains articles sont déclarés exagérés, en Conseil d'Université, et parfois réduits au détriment de la marche régulière des services. On augmente la somme attribuée aux achats de livres, on diminue la part de la reliure, des frais de bureaux, etc.

Cette situation s'est heureusement modifiée au cours des années, par suite d'une meilleure compréhension des services que les Bibliothèques rendent à l'enseignement. Mais il est nécessaire d'augmenter encore l'importance de la Bibliothèque dans la vie universitaire et l'autorité des fonctionnaires qui la dirigent ; il y aurait avantage surtout à ce que le bibliothécaire put présenter lui-même son budget au Conseil de l'Université et le défendre.

Parmi les moyens qui aideraient à ce but, il y aurait les suivants : On pourrait décider que :

1° Les Bibliothèques des Universités de Lyon, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nancy (1), Clermont (Bibliothèque universitaire et municipale), sont administrées par trois bibliothécaires au minimum. Le Bibliothécaire en chef prend le titre de Directeur (2) (ou de conservateur). Il est membre de droit (membre permanent) du Conseil de l'Université.

2° Les Bibliothèques des autres Universités comportent au minimum deux postes de Bibliothécaires (3). Le Bibliothécaire principal a le titre de conservateur. Il prend séance au Conseil de l'Université pour présenter et défendre le budget de la Bibliothèque. Il est également convoqué à toutes les séances où les intérêts de la Bibliothèque sont en question. Il y a voix consultative.

Permettez-moi, mon cher collègue, de vous signaler les quelques autres modifications ou additions suivantes qui pourraient être utilement apportées à votre projet de décret :

(1) A Nancy où il n'y a qu'un bibliothécaire et un sous-bibliothécaire, un troisième poste de bibliothécaire serait créé.

(2) Dans le projet de la sous-commission extra-parlementaire les chefs des établissements de première classe ont le titre de conservateur. Toutes les Bibliothèques universitaires devraient être déclarées de première classe. Elles ont toutes en volumes, brochures et thèses, plus de 100.000 pièces.

Le titre de Directeur serait accordé aux Bibliothécaires des grandes Bibliothèques comme en Allemagne. Ces Bibliothécaires seraient choisis parmi ceux ayant le plus d'années de service ou ayant le plus de titres universitaires, suivant le cas.

Les astronomes, directeurs des observatoires, ont déjà obtenu, d'être membres de droit des Conseils d'Université. Les directeurs des grands instituts, annexes des Universités (chimie, électrotechnie, etc.), ne vont pas tarder à revendiquer le même privilège. Pourquoi les directeurs-bibliothécaires n'en jouiraient-ils pas également, dans l'intérêt même de l'établissement qu'ils dirigent ?

(3) Un second poste de Bibliothécaire serait créé dans les Bibliothèques Universitaires de Rennes, Grenoble, Poitiers, Caen, Aix, Alger, Besançon. A Dijon, où depuis la réunion des Bibliothèques de droit, lettres, sciences, les deux Bibliothécaires sont dans le même bâtiment, la situation est indûment privilégiée.

Dans les Bibliothèques universitaires de province, des bourses de stage pourraient être accordées et pourraient être maintenues, une fois le diplôme obtenu, jusqu'à la nomination du titulaire comme Bibliothécaire (1).

Les classes et les traitements du personnel des Bibliothèques de province, pourraient être fixés de la manière suivante :

Directeurs de Bibliothèques, préciput de 1.000 francs (2).

Bibliothécaires en chef (4 classes) : 5.000, 5.500, 6.000, 6.500 francs (3).

Bibliothécaires (4 classes) : 4.500, 4.000, 3.500, 3.000 francs (4).

Stagiaires : 2.000 francs.

Nul ne peut être nommé Bibliothécaire dans l'une des Bibliothèques universitaires de Paris (5) s'il n'a occupé préalablement ces mêmes

(1) L'adoption de bourses de stage proposée dans le rapport de M. Langlois (titre II, 4), est très désirable. A Paris on trouve toujours plus de stagiaire en veut ; en province, l'absence de rémunération détourne les candidats au diplôme. Comme un Bibliothécaire pourvu du diplôme peut rester de nombreuses années sans être titulaire, il serait juste de lui maintenir jusqu'à sa nomination la bourse de stage.

(2) Ce titre de directeur de Bibliothèque équivaldrait au titre de Bibliothécaire-chef de section à Paris. Le préciput de 1.000 francs s'ajouterait au traitement de la classe dans laquelle le Bibliothécaire serait inscrit ; il entrerait en compte dans le calcul des retenues pour le service des pensions civiles, et serait analogue au préciput des doyens dans les Facultés.

(3) De l'avis de tous nos collègues, il y aurait lieu d'augmenter les chiffres actuels du traitement et de les rapprocher des chiffres de traitement des Bibliothécaires de Paris. En général, le travail est plus assujettissant et plus pénible en sa diversité en province qu'à Paris. La répartition en classe avec augmentations de 500 francs est préférable au mode d'augmentation par 1.000 francs. Avec le préciput de 1.000 francs le chiffre total du traitement serait inférieur encore au chiffre du traitement d'un Bibliothécaire-chef de section à Paris.

(4) Les classes des traitements des Bibliothécaires (actuellement sous-bibliothécaires), ont surtout besoin d'être profondément modifiées. De ce côté, les réclamations, les plaintes, dirais-je, sont fondées on ne peut mieux. Il y a actuellement des Bibliothécaires ayant plus de vingt ans de service et n'étant qu'à 3.200 francs, d'autres ayant près de quinze ans de service à 2.800 francs. Dans les grandes villes de province et même dans plusieurs d'importance moyenne, la cherté de la vie est aussi grande qu'à Paris : aussi il n'y a pas lieu d'établir trop de différence dans l'échelle de traitement entre Paris et la province. Le minimum doit être de 3.000 francs en tous lieux. Ce chiffre de 3.000 francs est, du reste, le chiffre minimum indiqué dans le programme des vœux remis par le bureau de l'A. B. F. au Ministre.

(5) Cela est désirable pour favoriser le recrutement en province et pour ne pas maintenir une situation privilégiée de fait en faveur des titulaires du diplôme qui ont pu faire leur stage à Paris, et dont le passage par la province remédierait à cet inconvénient actuellement existant que les Bibliothécaires de Paris se spécialisent trop tôt, qui dans le droit, qui dans la médecine, qui dans les lettres ou les sciences. De même, si en droit, les postes de Paris sont accessibles aux Bibliothécaires de province, en fait, il n'en est presque jamais ainsi.

fonctions en province pendant trois ans. Ont accès aux postes de Bibliothécaires en chef et de Bibliothécaires dans les Bibliothèques universitaires de Paris, les Bibliothécaires en chef et les Bibliothécaires des Bibliothèques universitaires de province concurremment avec leurs collègues en résidence à Paris.

Dès l'approbation du présent projet, les Bibliothécaires en fonctions de toutes catégories seront répartis en classe correspondant aux indications ci-dessus d'après leurs fonctions actuelles et d'après le nombre des années de service déjà accomplies dans les Bibliothèques et à raison d'une promotion de classe par cinq années de service dans chaque catégorie.

Les propositions de la sous-commission extra-parlementaire sont à recommander en tout ce qui n'est pas modifié par ce qui précède. Notamment sont dignes d'approbation les articles suivants :

Titre II, art. 3. — (Garanties contre la révocation).

Titre II, art. 4. — Les propositions se feront dans les mêmes formes que les nominations. Il y a lieu d'ajouter qu'un tableau des répartitions des fonctionnaires des Bibliothèques, par classe, devra être publié au début de l'année, comme pour les professeurs de l'enseignement supérieur.

Titre III, art. 1^{er}. — Représentation des Bibliothécaires universitaires dans le Comité consultatif des Bibliothèques par un délégué élu, distinct du représentant des Bibliothèques publiques d'Etat ou municipales, de Paris et de province.

De même encore, la création d'un personnel intermédiaire entre les Bibliothécaires et les gardiens dans les grandes Bibliothèques recommandée par le bureau de l'A. B. F.

Le *Journal Officiel* du 21 février 1907 contient un décret d'organisation des Observatoires astronomiques qui, pour beaucoup de ses articles, pourrait être avantageusement appliqué aux Bibliothèques universitaires (1).

(1) Nous remercions notre collègue de son intéressante communication. Quelques-unes des réformes qu'il demande nous paraissent en effet désirables. En ce qui concerne l'entrée des bibliothécaires dans les Conseils d'Universités, nous estimons que les bibliothécaires en chef devraient avoir entrée aux Conseils d'Universités et aux Conseils de Facultés avec voix délibérative dans les séances où sont discutés les projets de budgets et toutes autres questions relatives aux bibliothèques. Il n'est pas nécessaire, croyons-nous, de distinguer, comme le demande M. Nicaud, entre les bibliothèques universitaires et de faire des bibliothécaires en chef de certaines universités des membres *permanents* du Conseil de l'Université.

C'est une charte complète que notre collègue voudrait donner aux bibliothécaires universitaires. Notre projet est bien plus modeste, et, pensons-nous, d'une réalisation plus facile. Le projet de M. Nicaud, modifiant la composition des Conseils d'Universités, accroissant le nombre des bibliothécaires et créant des bourses de stage, nécessiterait (sans parler des difficultés financières), un examen très long de l'Administration, et, sans doute, un décret rendu en Conseil d'Etat. Peut-être un projet moins vaste, mais réalisable cette année, ferait-il mieux notre affaire.

Comptes rendus des Séances du Comité

Séance du mercredi 16 janvier.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Deniker. Sont présents : MM. Deniker, Gautier, Hildenfinger, Marais, Mortel, Poirée et Sustrac.

Excusés : MM. Martin, Michel, Nicaud et Oursel.

M. Arnould-Galopin, homme de lettres, présenté par MM. Vitrac et Sustrac et M. Boudaud, bibliothécaire à la Roche-sur-Yon présenté par MM. Deniker et Sustrac, sont admis membres de l'Association.

Lecture est donnée des lettres de démission de M. Fécamp, bibliothécaire de l'Université de Montpellier et de M. Bel, sous-bibliothécaire à la même Université. M. Sustrac donne lecture de la réponse qu'il a faite à M. Fécamp sur les divers griefs invoqués par ce dernier contre la direction de l'Association.

M. Figarola-Caneda, directeur de la Bibliothèque Nationale de Cuba, à la Havane, membre fondateur de l'Association, a adressé au Comité une lettre de remerciements.

M. Poirée expose la situation financière ; presque toutes les cotisations pour 1906, sont, à l'heure actuelle recouvrées ; l'encaisse s'élève à 460 francs.

Le *Bulletin*, dont M. Gautier montre les bonnes feuilles paraîtra le 20 janvier.

La question de l'Assemblée générale pour 1907 est ensuite discutée. M. Sustrac propose de tenir cette Assemblée générale en province, au mois d'août, époque qui permettrait de joindre aux séances de travail, l'attrait de quelques excursions. Outre l'Assemblée générale statutaire, on pourrait avoir un certain nombre de communications, ce qui permettrait d'inviter tous les bibliothécaires de France et d'avoir ainsi un congrès national de bibliothécaires.

MM. Deniker, Mortel et Gautier discutent cette proposition. Ils montrent les dangers qu'il y aurait de confier à une Assemblée certainement très réduite le soin du renouvellement du Comité et du bureau. Aucune ville n'est d'accès plus facile que Paris ; une assemblée générale, tenue en province, ne réunirait certainement que les bibliothécaires de la région. Il y a, d'autre part, très peu de chances pour que l'annonce d'un Congrès suffise à amener, en grand nombre, des bibliothécaires non adhérents à l'Association. Un tel Congrès, qui réunirait seulement un petit nombre de bibliothécaires, jetterait assurément le discrédit sur notre Association ; le Comité ne peut en prendre la responsabilité. A Paris, notre Assemblée générale d'avril 1906 avait réuni seulement cinquante membres présents. Enfin, on ne peut attendre le mois d'août pour tenir l'Assemblée générale et prolonger ainsi de quatre mois les pouvoirs du présent Comité.

Pour toutes ces raisons, le Comité décide de tenir à Paris, le premier dimanche après Pâques, l'Assemblée générale de l'Association.

Il y aura ensuite, en province, au mois d'août, une réunion trimestrielle.

M. Gautier entretient ensuite les membres du Comité d'une question qui préoccupe actuellement les bibliothécaires universitaires. Par suite du relèvement des droits universitaires (dû à la suppression des droits de robe), et des bonis qu'entraînera ce relèvement, il serait peut être opportun pour les bibliothécaires universitaires de faire des démarches à l'effet d'obtenir un avancement régulier.

Cette question, qui n'intéresse qu'une fraction des membres de l'Association, ne peut être résolue par le Comité de l'Association, et d'autre part, les bibliothécaires universitaires ne font pas tous partie de l'Association. Peut-être conviendrait-il, à ce propos, d'examiner dès maintenant les moyens qui pourraient être employés pour que les différentes catégories de bibliothécaires eussent, au sein du Comité, une représentation directe.

Après discussion, le Comité convient que le mieux serait de faire élire par chacune des catégories suivantes des bibliothèques un délégué : 1° Bibliothèques parisiennes ; 2° Bibliothèques universitaires ; 3° Bibliothèques communales ; 4° Bibliothèques diverses. Ce délégué serait adjoint aux membres du Comité, s'il n'en fait pas déjà partie et serait chargé tout spécialement des intérêts des bibliothécaires de sa catégorie. Une modification en ce sens aux statuts sera présentée par le Comité à l'Assemblée générale.

La prochaine réunion du Comité aura lieu le jeudi 24 janvier à 5 heures. La séance est levée à 7 heures.

Séance du jeudi 24 janvier.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Deniker. Sont présents : MM. Deniker, Gautier, Marais, Martin, Poirée, Mortet et Sustrac.

Excusés : MM. Michel, Oursel et Viollet.

M. Poirée, ayant informé le Comité que plusieurs des quittances envoyées par la poste ont été retournées impayées, il est décidé qu'une lettre sera adressée à chacun de ces retardataires pour les prier de faire parvenir leur cotisation au trésorier ; ce n'est que dans le cas où ce nouvel appel resterait sans réponse que nos collègues seraient considérés comme démissionnaires. La question de la représentation, au sein du Comité, des différentes catégories de bibliothécaires est de nouveau discutée. M. Sustrac donne lecture de deux lettres, l'une de M. Michel et l'autre de M. Oursel. On convient que seuls, les groupes ayant une réglementation distincte et des intérêts communs, devront avoir un représentant élu ; un délégué pour les multiples bibliothèques spéciales n'aurait pas de raison d'être.

Un amendement aux statuts sera proposé dans le but de faire élire un délégué pour chacun des groupements suivants : 1° Bibliothèque nationale ; 2° Bibliothèques de l'Arsenal, Sainte-Geneviève et Mazarine ; 3° Bibliothèques d'universités (Paris et province) ; 4° Bibliothèques communales.

M. Mortet est prié et accepte de faire pour le prochain numéro du *Bulletin*, un article sur cette question.

M. Gautier informe le Comité que l'*Annuaire des Bibliothèques* va prochainement paraître. M. Leroux, éditeur, lui en a donné l'assurance.

M. Couyba, député, rapporteur du budget de l'Instruction publique, sera sollicité par M. Martin de vouloir bien déposer un projet de loi tendant à attribuer la personnalité civile aux grandes bibliothèques publiques.

M. Sustrac est chargé de l'envoi du questionnaire aux bibliothèques de Paris.

La question de la publication des listes de souscription des volumes acquis par le Ministère est ensuite examinée. Il serait fort désirable, pour les différents établissements auxquels sont accordés des volumes souscrits par le Ministère, que la publication des listes de souscription fut faite sans retard ; on éviterait ainsi de nombreux doubles. Il sera ultérieurement donné suite aux démarches nécessaires.

La séance est levée à 7 heures.

Séance du jeudi 14 février.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Deniker. Sont présents : MM. Dehéraïn, Deniker, Gautier, Marais, Martin, Poirée, Sustrac.

Excusés : MM. Hildenfinger, Jadart, Masson, Michel, Nicaud, Oursel, Poëte, Stein et Viollet.

Lecture est donnée des lettres de MM. de Lapouge (Poitiers) Nicaud (Grenoble) et Oursel (Dijon) sur la réforme des bibliothèques. M. Masson (Albi) adresse au Comité une réponse au questionnaire.

MM. Maïstre (Bibliothèque Nationale), Steinhilber (Ministère de l'Instruction publique) et Roussel (Institut Pasteur) ont envoyé des lettres de démission.

La demande d'adhésion faite par M. Dupraz, bibliothécaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne, sera examinée après l'Assemblée générale.

Sont admis membres de l'Association : MM. Dangibeaud, bibliothécaire de Saintes ; Cagnieul, bibliothécaire d'Orléans ; Cahour, bibliothécaire de Laval ; Chapot, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève ; Chevreux, inspecteur général des bibliothèques et des archives ; Henry, bibliothécaire de l'Ecole de Saint-Cyr ; Laude, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale et universitaire de Clermont ; Leboyer, bibliothécaire-adjoint à la même Bibliothèque ; Le Roux, conservateur de la Bibliothèque et du Musée d'Annecy ; Salmon, bibliothécaire de Guéret ; Tallon, bibliothécaire du Prytanée de la Flèche ; Tissier, stagiaire à la Bibliothèque de l'Université de Paris ; Tremblay, bibliothécaire de Clermont (Oise).

Les demandes d'échange du *Bulletin* de l'Association avec les périodiques suivants sont agréées par le Comité : *Bulletin des Bibliothèques populaires* (Paris) ; *Bulletin de l'Institut international de biblio-*

graphie (Bruxelles) ; Revue des Bibliothèques et Archives de Belgique.

L'Assemblée générale, fixée au dimanche 7 avril, se tiendra, à 2 heures et demie, à l'Hôtel des Sociétés savantes (rue Danton). Des demandes de billets à prix réduit, ont été adressées à chacune des grandes compagnies de chemins de fer (1).

Le programme de l'Assemblée générale est ensuite examiné. Lecture est donnée d'une lettre de M. Nicaud, tendant à un remaniement presque entier des statuts. Le Comité décide que les modifications suivantes seront proposées à l'Assemblée générale :

« La cotisation annuelle, payable en une fois est de cinq francs pour les membres actifs, de dix francs pour les membres honoraires et pour les membres correspondants (membres de nationalité étrangère).

« Ne peuvent être admis membres actifs que les personnes ayant exercé, exerçant ou susceptibles d'exercer, d'après les lois et règlements en vigueur, la profession de bibliothécaire ; ils ont seuls droit de vote.

« La disposition du présent article n'a pas d'effet rétroactif ».

Entre l'article 5 et l'article 6 des statuts, un nouvel article, conçu à peu près en ces termes, sera proposé :

« Des délégués sont, en outre, élus chaque année, à l'Assemblée générale, membres du comité, s'ils n'en font pas déjà partie, par chacun des groupements suivants : 1° Bibliothèque Nationale (1 délégué) ; 2° Bibliothèques de l'Arsenal, Sainte-Geneviève et Mazarine (1 délégué) ; 3° Bibliothèques d'Universités (Paris et Province, 1 délégué) ; 4° Bibliothèques communales (1 délégué). »

Le programme de l'Assemblée générale est ainsi fixé : 1° Rapport du secrétaire sur l'Association en 1906-1907 ; 2° Compte-rendu du trésorier ; 3° Vote sur les modifications proposées aux statuts ; 4° Elections du quart sortant ; 5° Elections (s'il y a lieu) de délégués ; 6° Questions et communications diverses.

Le Comité décide, avant de se séparer, de tenir à l'avenir ses réunions à date fixe. Le deuxième jeudi du mois est la date choisie. La prochaine réunion du Comité aura lieu, en conséquence, le jeudi 14 mars.

La séance est levée à 7 heures 1/4.

(1) Cinq compagnies ont déjà répondu favorablement à ces demandes.

Chronique

Le questionnaire sur la situation des Bibliothèques de Paris a été adressé, il y a une quinzaine, à tous nos collègues. Nous les prions de lui réserver bon accueil et de nous faire parvenir le plus tôt possible leurs réponses.

A la Bibliothèque Nationale.

Une réduction de 5.000 francs avait été votée par la Chambre des Députés sur le budget du personnel de la Bibliothèque Nationale pour l'exercice 1907. Nos collègues s'étaient émus, à juste titre, et à la dernière réunion trimestrielle de l'Association, M. Vidier avait signalé cette fâcheuse mesure.

Le Sénat, dans sa séance du 22 janvier, a rétabli le crédit de 5.000 fr., sur les observations de M. Lintilhac, auquel l'Association est heureuse d'adresser ses biens sincères remerciements.

« M. Lintilhac : ... Voici pourquoi cette économie minuscule (de 5.000 francs), n'est pas à faire et pourquoi elle est une de ces mauvaises économies dont parlait à l'instant, mon cher collègue, M. Paul Strauss. Elle retarderait de plusieurs mois une quarantaine d'avancements de 100 à 300 francs, attendus depuis cinq ou six ans, par des fonctionnaires et agents (parmi lesquels des chefs de famille dignes du plus vif intérêt) dont la situation est aussi médiocre que leurs services, trop peu connus, sont méritoires.

Quelques exemples. Tel agent, âgé de trente-six ans, qui dirige avec une compétence parfaite un service autrefois confié à un conservateur, est encore stagiaire, après huit ans de services, aux appointements de 1.800 francs. Voici un chartiste, licencié ès lettres, stagiaire, depuis six ans, à 4 francs par jour, et le reste à l'avenant.

Et quelle besogne ! En 1906, la Bibliothèque Nationale a reçu 252.000 lecteurs (soit 37.000 de plus qu'en 1904) qui ont demandé la communication de près de 600.000 volumes. Pour fournir tous les jours ces 2.000 volumes à 900 lecteurs et souvent pour conseiller sur leur recherche et leur emploi, il y a 44 bibliothécaires ou sous-bibliothécaires et 98 agents. Et les collections augmentent de 30.000 unités par an ! Aussi le temps écoulé entre la demande d'un livre et son arrivée sur la table du travailleur va-t-il de 35 minutes à 1 heure et demie, c'est-à-dire qu'il est trois ou quatre fois plus considérable qu'au British Museum.

Notre Bibliothèque Nationale est, pour les érudits et tous les ouvriers de la pensée, l'outil universel, le premier du monde. Mais il a le grave défaut de n'être pas bien en main. Et il l'est de moins en moins, la diffusion de l'instruction augmentant le nombre des lecteurs dans les proportions que j'ai indiquées : 37.000 de plus, en deux ans.

Le personnel n'en peut mais. Il se surmène avec un dévouement dont le spectacle est vraiment émouvant. Il montre à tous les degrés, comme j'avais l'occasion de le constater l'an dernier devant vous, une endurance et une serviabilité qui sont exemplaires. En le constatant, pour les avoir souvent mises à l'épreuve je crois traduire le sentiment général des travailleurs et acquitter un peu leur dette envers les dispensateurs, qui sont si souvent des guides, du plus riche trésor de l'esprit humain. »

Malheureusement, ce crédit, rétabli par le Sénat, ne fut pas maintenu par la Chambre, et les avancements si légitimement espérés, ne pourront avoir lieu encore cette année.

On prépare activement aux départements des Estampes et des Manuscrits, sous les auspices d'un Comité présidé par M. Henry Marcel, les éléments d'une *Exposition de crayons et portraits en miniature des XV^e, et surtout XVI^e et début du XVII^e siècle*, qui sera installée à la Bibliothèque même, dans les salles du futur cabinet des Médailles et s'ouvrira dans quelques mois. On présentera à la vue des curieux, pendant quelques mois, ces œuvres fragiles et délicates, plus célèbres que connues, dont le plus grand nombre a été réuni au cabinet des Estampes ; à cette série, on joindra quelques autres recueils de crayons prêtés par des Bibliothèques publiques de province (Arras, Aix en Provence) et l'on fait appel aux amateurs qui possèdent des œuvres de ces époques.

Dans les Bibliothèques d'Universités.

Plusieurs de nos collègues de province, nous ayant demandé où en sont les diplômés des deux derniers concours de bibliothécaires universitaires, nous croyons utile de donner ci-dessous les renseignements suivants :

Concours de 1901. MM. Beaulieux, E. Lévy et Barrau-Dihigo ont été nommés sous-bibliothécaires à la Bibliothèque de l'Université de Paris ; M. Macaigne, actuellement sans poste, est attaché rétribué à la même Bibliothèque ; M. Legrand, sans poste également, est attaché rétribué à la Bibliothèque de la Faculté de Médecine ; M. Gieules est sous-bibliothécaire à Clermont et M. Cornillot, sous-bibliothécaire à Bordeaux.

Concours de 1903. M. Britsch vient d'être nommé bibliothécaire à l'Ecole française d'Athènes ; M. Cettier est délégué dans les fonctions de sous-bibliothécaire à Lyon ; M. Lobstein, docteur en droit, est sans poste, et M. Dehaene est sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Municipale de Douai.

Si nos informations sont exactes, il y aura un concours cette année. Comme ce concours doit être annoncé six mois à l'avance, il ne pourra pas avoir lieu maintenant avant le mois d'octobre.

Dans les Bibliothèques Municipales.

Ont été nommés : Bibliothécaire de la Bibliothèque de Bourges, M. Robin ; Bibliothécaire de la Bibliothèque d'Orléans, M. Cagnieul, précédemment sous-bibliothécaire à Bordeaux.

M. de Maupassant, de la dernière promotion de l'Ecole des Chartes, a été nommé sous-bibliothécaire à Bordeaux en remplacement de M. Cagnieul.

Les Décorés.

Notre collègue M. Port, membre du Comité de l'Association, bibliothécaire de la Bibliothèque Municipale de Saint-Nazaire, chef-adjoint du cabinet du Ministre de l'Instruction publique, a été nommé Chevalier de la Légion d'Honneur. Nous sommes heureux de lui adresser ici nos sincères félicitations.

Dans les dernières promotions, nous avons eu le plaisir de relever les noms suivants :

Ont été nommés officiers de l'Instruction publique : MM. BOUVENS VAN DER BOYEN, attaché à la Bibliothèque de l'Arsenal ; DESPLANQUE, bibliothécaire de la ville de Lille ; GIRAUD-MANGIN, bibliothécaire-adjoint à la Bibliothèque Municipale de Nantes ; HEURÉ, bibliothécaire de la ville de Sens ; ISNARD, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale ; MENU, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Municipale de Reims ; ROUSSE, bibliothécaire à la Bibliothèque Municipale de Nantes.

Ont été nommés officiers d'Académie :

BILLAUD (Louis), bibliothécaire de la Bibliothèque populaire de Moulins ; CHARLIER, commis à la Bibliothèque de Reims ; CHARTIER (Victor), attaché à la Bibliothèque de Reims ; CORNÈGE (G.-Jean-Louis), bibliothécaire à Tarbes ; DELOURMEL (L.-O.), bibliothécaire-archiviste de la ville de Brest ; JORAND (Joseph-Marie), bibliothécaire de la Bibliothèque populaire d'Avranches ; HILDENFINGER, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale ; NOËL (Léon-Justin), bibliothécaire à la Mairie du XIX^e arrondissement de Paris ; POUSSIGUE (Albert), sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Municipale de Nîmes ; SIMIAND (François), bibliothécaire du Ministère du commerce ; SIMOND (Anthelme), bibliothécaire à Roanne ; SUTRAC, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève ; TRAVERS, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale ; TREMBLAY (Paul-Maurice), bibliothécaire de Clermont (Oise) ; LA VERNÈDE, bibliothécaire honoraire de la Bibliothèque Mazarine ; PELISSIER (J.-B.-Henri), bibliothécaire de l'Ecole dentaire de Paris.

Les Livres nouveaux. Les Revues.

M. Louis JOUSSERANDOT, sous-bibliothécaire à l'Université de Lille, prépare une traduction de l'important ouvrage de Paul Ardascheff, professeur à l'Université d'Odessa : *L'Administration provinciale en France dans les dernières années de l'ancien Régime (1774-1789). Les Intendants de province*. 2 volumes. Un résumé du troisième volume, que prépare l'auteur sur *Les Etats de province et les Assemblées provinciales*, sera donné dans l'édition française, que notre collègue compte faire paraître à la fin de cette année (chez Alcan).

MM. Maurice VITRAC et A. GALOPIN, commencent la publication d'une « Nouvelle collection de Mémoires historiques ». Le premier volume : *Louis XVII*, vient de paraître avec préface de Jules Lemaitre. D'autres volumes sont annoncés, notamment sur Madame Du Barry et sur le Duc d'Enghien.

Pierre-André Latreille à Brive de 1762 à 1798, par Louis DE NUSSAC, sous-bibliothécaire au Museum d'Histoire naturelle, 1 vol. in-8°.

P. VIDAL et J. CALMETTE. *Bibliographie roussillonnaise*. Perpignan, 1 vol. in-8°.

De M. BONNEROT, dans la *Nouvelle Revue* de janvier, un article sur *l'Imprimerie et le dépôt légal*.

Nous avons reçu les trois premiers numéros de la seconde année du *Bulletin des Bibliothèques populaires*.

Nous nous faisons un devoir de recommander à nos collègues cette

utile publication. Son prix modique (3 francs par an, chez Cornely), le met à la portée de tous, même des Bibliothèques populaires les plus pauvres. *Le Bulletin* ne s'adresse pas d'ailleurs qu'aux seules Bibliothèques dites populaires, ou aux Bibliothèques scolaires; il est également des plus utiles à tous ceux qui administrent ou qui fréquentent les Bibliothèques Municipales — véritables Bibliothèques populaires elles aussi.

« Son principal objet, est-il écrit, dans le premier numéro, est d'être un *Bulletin critique des Livres nouveaux en français*... Il fera connaître, en en rendant compte, les livres nouveaux ou récents où sont présentés les derniers résultats de l'investigation scientifique sur les grands problèmes qui sollicitent la curiosité humaine. Cette besogne est certainement utile, car le « grand public » lisant n'apprend guère que par hasard la publication des ouvrages les plus considérables, même de ceux qui lui sont expressément destinés... »

Dans le dernier *Bulletin de l'Institut international de Bibliographie*, (Bruxelles), nous relevons les intéressants articles suivants : *Les Bibliothèques américaines*, par La Fontaine ; *Les meilleures conditions matérielles que devrait réaliser une revue type*, par Ch. Didier.

Signalons aussi la brochure suivante que nous avons reçue de l'Institut de Bruxelles : « *L'organisation systématique de la documentation et le développement de l'Institut international de bibliographie.* »

Notre collègue, M. Godin, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, a fondé, il y a plusieurs années déjà, sous le titre d'*Encyclopédie Nationale*, un office de renseignements mutuels. Les nombreux collègues qui s'intéressent à cette œuvre peuvent s'adresser directement à M. Godin, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Rectifications.

Dans la liste des membres de l'Association que nous avons donnée (page 8), nous devons signaler quelques erreurs :

Il faut lire Maistre au lieu de Maistre, Chabrier au lieu de de Chabrier, Fosseyeux au lieu de Fossoyeux, Poupé au lieu de Poujé, Crouzel au lieu de Crouzil, Vié au lieu de Vie. M. de Clarix et M. de Nussac (Bibliothèque du Museum) ne sont qu'une seule personne. M. Gardère, archiviste-paléographe a le titre d'attaché à la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Les noms de MM. Müller et Nicaud, de Grenoble, ont été reproduits deux fois ; par contre celui de M. Levesque, bibliothécaire de Saint-Etienne, a été omis.

Afin de ne pas allonger par trop la liste des membres de l'Association, nous avons volontairement omis les qualités de chacun. M. Maignien, conservateur de la Bibliothèque Municipale de Grenoble, nous informe que M. Berthet est aide-bibliothécaire à la Bibliothèque Municipale dont il est le conservateur. Dont acte.

Le Gérant : J. GAUTIER.

La situation des Bibliothécaires Municipaux

*Rapport présenté à l'Assemblée générale
du 7 avril 1907*

Dans un article qu'a publié précédemment le *Bibliographe Moderne* (1), nous avons exposé comment les villes ne pouvaient être dépossédées des bibliothèques que leur concédait l'arrêté consulaire du 8 pluviôse an XI, et comment le décret du 1^{er} juillet 1897, en imposant l'obligation de choisir le conservateur d'une bibliothèque classée parmi les candidats munis de certains diplômes, modifiait les conditions de la jouissance accordée aux villes par l'arrêté de l'an XI et créait une classe nouvelle de fonctionnaires dont l'Etat devait contribuer à assurer le traitement : « En instituant, disions-nous, des conditions de capacité que n'avait pas prévues l'arrêté de l'an XI, le décret de 1897 établit en droit et en fait une classe de fonctionnaires qui, comme tous autres, peuvent légitimement prétendre à vivre convenablement de leur travail professionnel. Le décret de 1897 condamne formellement le système des sinécures dans les bibliothèques, système précédemment admis pour une trompeuse apparence d'économie, et trop souvent encore répandu. Il met les villes en face d'une obligation nouvelle, d'une charge nouvelle qu'elles ne pouvaient prévoir en 1803. La contribution de l'Etat au traitement des bibliothécaires municipaux... est... la conséquence logique du décret du 1^{er} juillet 1897. »

Nous voudrions aujourd'hui traduire pratiquement ces observations et chercher comment on peut assurer à ces fonctionnaires un traitement équitable basé sur une hiérarchie bien définie. La question est d'un intérêt d'autant plus actuel que la Commission extra-parlementaire saisie des projets de réforme des bibliothèques développe le principe du décret de 1897, et restreint encore les conditions d'aptitude fixées par ce décret en imposant rigoureusement un examen technique bien spécial pour l'admission aux fonctions de bibliothécaire. Il est donc tout à fait impossible de nier qu'on se trouve, depuis 1897, en face d'une catégorie nouvelle de fonctionnaires dont il est temps de préciser enfin les droits et les moyens de vivre.

Voici quelle pourrait être la hiérarchie des bibliothécaires des bibliothèques municipales classées :

7^e classe : 3.000 francs. — Avancement automatique après 3 ans d'exercice.

(1) A propos de la réorganisation des bibliothèques et des archives, dans le *Bibliographe Moderne*, 1905, p. 363 à 372. Nous ne développerons pas ici les divers points dont nous avons tenté la démonstration dans cet article, notamment en ce qui touche les droits des villes sur leur bibliothèque et le caractère très net de contrat explicite ou tacite qu'a eu l'arrêté de l'an XI dans son application. Nous tenons d'ailleurs le tirage à part de notre étude à la disposition de ceux de nos confrères qui désireraient en prendre connaissance et approfondir cette question.

6^e classe : 3.500 francs. — Promotion à la classe supérieure : au choix, après 3 ans, ancienneté 4 ans.

5^e classe : 4.000 francs. — Promotion à la classe supérieure : au choix, après 3 ans, ancienneté, 5 ans.

4^e classe : 4.500 francs. — Promotion à la classe supérieure : au choix, après 4 ans, ancienneté 6 ans.

3^e classe : 5.000 francs. — Promotion à la classe supérieure : au choix, après 5 ans, ancienneté, 7 ans.

2^e classe : 6.000 francs. — Promotion à la classe supérieure : au choix, après 6 ans au moins.

1^{re} classe : 7.000 francs.

La classe est personnelle. Nous avons supprimé la distinction proposée entre bibliothécaires, conservateurs et directeurs, inutile au fond, et propre seulement à compliquer un problème déjà complexe ; dans une bibliothèque importante, comptant plusieurs bibliothécaires, le titre de conservateur ou de directeur ne confère aucun grade, mais exprime simplement une situation de fait.

Le conservateur ou directeur reçoit un préciput de 500 francs.

Le pourcentage a été proscrit parce qu'il a pour effet de paralyser l'avancement normal.

Le traitement de début ne saurait être légitimement inférieur à 3.000 francs pour des fonctionnaires à qui on demande de longues études préliminaires, puis un diplôme spécial, enfin un stage obligatoire.

Il semble équitable de prévoir un premier avancement automatique parce que les qualités des fonctionnaires n'ont guère le temps de se manifester et d'être sérieusement éprouvées dès l'origine. La 1^{re} classe n'est donnée qu'au choix.

La durée minima d'une carrière faite entièrement au choix, d'après ce tableau, est de 24 ans pour arriver à la 1^{re} classe ; les examens divers à subir, le stage, les obligations militaires ne permettront guère à un candidat d'être pourvu d'un poste avant 25 ans ; c'est donc vers 50 ans que la 1^{re} classe serait atteinte par un bibliothécaire d'élite. A l'ancienneté, la 2^e classe serait acquise vers ce même âge, après 25 ans d'exercice ; le bibliothécaire qui ne serait jamais promu qu'à l'ancienneté perdrait une classe sur son collègue plus zélé, dans le même laps de temps ; il aurait, en outre, bien peu de chances d'être, à la fin de sa carrière, l'objet d'un choix nécessaire pour parvenir à la 1^{re} classe. Nous trouvons là un stimulant suffisant pour assurer et récompenser équitablement l'émulation d'un personnel généralement dévoué.

Chaque année, le Comité des bibliothèques, sur le rapport des inspecteurs généraux et sur l'avis des maires intéressés, arrêterait et publierait le tableau d'avancement au choix et à l'ancienneté.

La nomination des bibliothécaires appartenant aux maires, conformément d'ailleurs aux stipulations expresses de l'arrêté du 8 pluviôse an XI, conformément aussi à un usage séculaire consacré par le décret du 1^{er} juillet 1897, d'accord avec le droit et avec la logique (puisque les maires sont responsables de la bonne administration du dépôt qui

leur est confié), il suffit, s'il y a plusieurs bibliothécaires dans une même bibliothèque, de choisir les subalternes dans une classe inférieure à celle du directeur, de manière qu'ils ne puissent jamais, sans que toutefois leur avancement personnel soit entravé, parvenir à une classe supérieure à celle de leur chef ; tout au plus, doivent-ils l'égaliser par des promotions au choix ; le préciput du directeur établit alors une inégalité nécessaire. Il faut, en effet, assurer à chacun la possibilité de l'avancement sur place, d'intérêt majeur dans les bibliothèques municipales (où les fonds *locaux* sont souvent considérables), sans nuire ni aux prérogatives des maires, ni au respect de la hiérarchie établie. Il est, du reste, évident que, le plus souvent, la différence d'âge des bibliothécaires recrutés successivement, suivant les besoins du service, établira normalement la hiérarchie indispensable dans chaque établissement.

Reste à déterminer, dans les traitements ainsi définis, les parts respectives de la commune et de l'Etat. Il n'y a pas là de difficulté insurmontable. D'après les termes de l'arrêté du 8 pluviôse an XI, la municipalité est tenue aux frais d'administration de sa bibliothèque ; une circulaire du 22 septembre 1806 prouve que le gouvernement central s'est préoccupé, dès l'origine, de fixer les dépenses utiles à un taux raisonnable : « Au moyen des catalogues, le gouvernement pourrait juger de... l'importance de ces établissements, et, en conséquence, déterminer avec plus de facilité les fonds nécessaires à leur entretien. » Ce n'est donc pas une innovation que nous proposons ; et si nous prévoyons une contribution de l'Etat, c'est que, d'une part, l'Etat a créé récemment un corps spécial de bibliothécaires et limité ainsi le choix des maires, et, d'autre part, il est impossible de faire peser sur le budget de villes pauvres la charge d'une situation nouvelle résultant de cette création.

Mais il est aisé de fixer la contribution de chaque commune, et les exemples sont nombreux de ces conventions de l'Etat avec les villes. On sait, par exemple, que dans certaine ville, le traitement du conservateur s'est élevé, d'après les précédents, jusqu'à 5.000 francs ; on constate également que les chefs des services municipaux parviennent à un traitement maximum de 5.000 francs ; quant aux employés subalternes, ils reçoivent par avancements successifs de 1.200 francs (début) à 3.000 francs. Il sera donc convenu que cette ville paiera le traitement du conservateur de sa bibliothèque jusqu'à concurrence de 5.000 fr., le traitement d'un bibliothécaire jusqu'à concurrence de 3.000 francs ; le petit personnel sera tout entier à la charge de la municipalité, de même que le personnel subalterne des autres services municipaux, auxquels la bibliothèque doit être normalement assimilée. Une telle convention est parfaitement équitable ; elle n'impose pas aux villes une charge hors de proportion avec leurs ressources, et les compléments nécessaires ne sauraient grever lourdement le budget de l'Etat.

On remarquera que notre projet présente de très grandes analogies avec celui de M. Jean Gautier, relatif aux bibliothèques d'Universités. Les différences qui existent résultent de la nature des choses,

puisque les deux projets ne s'appliquent pas à des situations rigoureusement identiques, situations qu'on ne peut d'ailleurs modifier sans un bouleversement complet, et inutile. Mais nous croyons très fermement qu'on peut, en tenant compte de ces divergences inévitables, arriver à un parallélisme complet dans la situation, la hiérarchie et l'avancement des bibliothécaires, dont les uns seront attachés aux Universités, les autres aux bibliothèques municipales, et tous avec des situations personnelles équivalentes. Si l'*Association des Bibliothécaires Français* réussissait à présenter un projet uniforme, sur de telles bases, elle aurait rendu à tous un service signalé, et singulièrement restreint, en le précisant, le champ des discussions à venir. Elle rendrait identiques les intérêts des bibliothécaires d'Universités et des bibliothécaires municipaux, en supprimant les causes de division qui peuvent exister entre eux ; en défendant les uns, elle soutiendrait en même temps les autres, et dans la même mesure. Elle y trouverait une plus grande force de propagande et d'action. Et, ce faisant, elle ne pourrait être accusée de tenter une œuvre révolutionnaire : les divers projets de réforme relatifs aux bibliothèques, et notamment le rapport de la sous-commission extra-parlementaire n'ont-ils pas reconnu et proclamé la nécessité de supprimer la distinction qui existe aujourd'hui entre les bibliothécaires d'Universités et les bibliothécaires municipaux ?

Nous n'avons point encore parlé de deux questions d'ordre secondaire, parce que leur solution résulte des propositions que nous avons défendues ci-dessus.

Les bibliothécaires actuellement en charge conservent leur fonction actuelle et sont répartis dans leur classe respective, avec l'ancienneté qui leur appartient dans cette classe ; si cette ancienneté dépasse les limites précédemment fixées, ils sont immédiatement promus à la classe supérieure.

Les retraites continuent d'être municipales pour les bibliothécaires aujourd'hui pourvus d'un poste ; ceux-ci subissent la retenue sur la totalité de leur traitement, au profit de la caisse municipale des retraites. Ils auront du reste, à leur choix, le droit de participer de préférence à la caisse des retraites de l'Etat, sous réserve d'un versement à déterminer. C'est un régime de transition. Quant aux bibliothécaires qui seront nommés après la promulgation de la nouvelle loi, ils seront tributaires de la caisse des retraites de l'Etat, pour l'intégralité de leur traitement ; le taux de leur retraite sera calculé par assimilation aux professeurs des Facultés, assimilation parfaitement équitable.

Nous ne nous sommes point occupé des bibliothèques municipales secondaires. La plupart de leurs bibliothécaires cumulent cette charge avec une autre fonction ; ils n'appartiennent pas au cadre existant depuis 1897 pour les bibliothèques classées, ou prévu par la Commission extra-parlementaire. C'est d'ailleurs à eux qu'il convient d'exposer leurs desiderata. Ils savent, mieux que personne, ce qui leur convient. Nous leur laissons la parole.

C. OURSEL.

Conservateur de la Bibliothèque de Dijon.

Un nouveau classement des Bibliothécaires universitaires

Notre collègue, M. FÉCAMP, a adressé à tous les bibliothécaires universitaires le projet suivant que nous reproduisons à titre documentaire : (1)

TITRE I

Des Bibliothécaires.

ARTICLE PREMIER. — Le personnel technique des B. U. de Paris et de la province forme un corps unique de Bibliothécaires. Tous portent ce titre, sauf l'exception prévue par l'art. 7 ci-après. Les dénominations de Conservateur-adjoint, Bibliothécaire en chef et sous-Bibliothécaire sont supprimées.

ART. 2. — Les Bibliothécaires des B. U. sont répartis dans un tableau unique, en six classes, sans acception d'origine, d'après la classe à laquelle ils appartiennent et leur ancienneté dans cette classe.

Nul ne peut être nommé Bibliothécaire s'il n'est pourvu du certificat d'aptitude, dont les conditions ont été fixées par l'arrêté du 20 décembre 1893.

Tout Bibliothécaire nouvellement nommé débute nécessairement dans la sixième classe.

ART. 3. — Les traitements normaux des Bibliothécaires sont fixés ainsi qu'il suit :

Première classe : 6.000 ; deuxième classe : 5.000 ; troisième classe : 4.000 ; quatrième classe : 3.500 ; cinquième classe : 3.000 ; sixième classe : 2.500 francs.

Les Bibliothécaires en fonction dans les B. U. de Paris reçoivent, à titre d'indemnité de résidence, un supplément de traitement égal au quart de leur traitement normal. En conséquence, les traitements des Bibliothécaires sont fixés pour Paris, ainsi qu'il suit :

Première classe :	6.000 ;	indemnité :	1.500 ;	total :	7.500 francs.
Deuxième classe :	5.000 ;	—	1.250 ;	—	6.250 francs.
Troisième classe :	4.000 ;	—	1.000 ;	—	5.000 francs.
Quatrième classe :	3.500 ;	—	875 ;	—	4.375 francs.
Cinquième classe :	3.000 ;	—	750 ;	—	3.750 francs.
Sixième classe :	2.500 ;	—	625 ;	—	3.125 francs.

Les Bibliothécaires peuvent recevoir une promotion de classe, après quatre ans au moins passés dans la classe à laquelle ils appartiennent ; cette promotion est de droit après six ans de service dans une classe, sauf dans les cas prévus par l'art. 4 ci-après.

ART. 4. — Si un Bibliothécaire, ayant six années d'ancienneté de classe, n'a pas donné des gages suffisants de zèle et d'aptitudes, sa promotion à la classe supérieure peut être retardée d'un an par décision ministé-

(1) M. Paoli nous a adressé un projet que le manque de place nous empêche d'insérer et qui d'ailleurs se rapproche beaucoup de celui de M. Fécamp.

rielle prise sur l'avis conforme ou à la demande de l'Inspecteur général des B. U.

Dans le cas où il aurait donné des causes de mécontentement plus graves, cet ajournement peut être porté à deux ans, après avis conforme de la Commission centrale des B. U. Cet avis devra être formulé à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, le fonctionnaire incriminé ayant été dûment mis en demeure de présenter sa défense, soit en personne, soit par l'envoi d'un mémoire justificatif.

Aucun déplacement d'office, aucune révocation ne peuvent être prononcés qu'après un avis favorable de la Commission, rendu dans les mêmes formes.

ART. 5. — Lorsqu'un poste de Bibliothécaire devient vacant dans une B. U. de province, il y est pourvu, soit par la nomination d'un Bibliothécaire de sixième classe, pris parmi les stagiaires diplômés, soit par celle d'un Bibliothécaire d'une autre Université, s'il a manifesté le désir d'être déplacé et si les exigences du service le permettent.

ART. 6. — Si un poste de Bibliothécaire devient vacant dans une B. U. de Paris, il y est pourvu tour à tour, en vertu d'un roulement régulier, par une nomination au choix et par la nomination d'un Bibliothécaire de province, désigné à l'ancienneté dans l'ordre du tableau.

TITRE II

Des conservateurs.

ART. 7. — Les Bibliothécaires chargés de l'administration d'une bibliothèque reçoivent le titre de Conservateurs.

ART. 8. — Les Conservateurs touchent le traitement normal auquel ils ont droit en raison de la classe à laquelle ils appartiennent comme Bibliothécaires.

Les Conservateurs des B. U. de Paris touchent, en outre, le supplément de traitement auquel ont droit les Bibliothécaires parisiens à titre d'indemnité de résidence.

A titre d'indemnité de gestion, les Conservateurs des B. U. de Paris et de province touchent, en outre, un supplément de traitement égal au quart de leur traitement normal.

En conséquence, le traitement total alloué aux Conservateurs est fixé ainsi qu'il suit :

Province : première classe : 6.000 ; indemnité de gestion : 1.500 ; total : 7.500 francs.

— deuxième classe : 5.000 ; indemnité de gestion : 1.250 ; total : 6.250 francs.

— troisième classe : 4.000 ; indemnité de gestion : 1.000 ; total : 5.000 francs.

Paris : première classe : 6.000 ; indemnité de résidence : 1.500 ; indemnité de gestion : 1.500 ; total : 9.000 francs.

— deuxième classe : 5.000 ; indemnité de résidence : 1.250 ; indemnité de gestion : 1.250 ; total : 7.500 francs.

— troisième classe : 4.000 ; indemnité de résidence : 1.000 ; indemnité de gestion : 1.000 ; total : 6.000 francs.

ART. 9. — Les Conservateurs sont toujours nommés au choix parmi les Bibliothécaires des trois premières classes.

Dispositions transitoires.

ART. 10. — Les fonctionnaires actuellement en exercice dans les B. U. de Paris conservent tous les droits acquis et sont maintenus dans leurs titres et leurs traitements, si la situation qu'ils occupent leur est plus favorable que les dispositions prévues ci-dessus.

Compte-rendu de l'Assemblée générale

du 7 Avril 1907

La deuxième Assemblée générale de l'Association a eu lieu le dimanche 7 avril, à l'Hôtel des Sociétés Savantes. La séance, ouverte à 3 heures, était présidée par M. DENIKER, assisté de M. MICHEL, vice-président.

Étaient présents : Mlle BERTHET, MM. AUVRAY, BERTHET, BONNEROT, BULTINGAIRE, CHAPOT, CORNILLOT, DEHAENE, DENIKER, DIEUDONNÉ, FORMONT, GAUTIER, GIRAUD-MANGIN, GRUNY, HILDENFINGER, JADART, DE LA RONCIÈRE, LEGRAND, LORQUET, MARAIS, MICHEL, CH. MORTET, OURSEL, POIRÉE, POUPARDIN, RUELLE, SEPET, DE STRZEMBOSZ, SUSTRAC, VIDIER et VITRAC.

S'étaient fait représenter : MM. ANCHIER, ARNOULD-GALOPIN, BLANCHET, CHOPPY, COUDERC, DACIER, DENIKER (Nicolas), FEVRET, FLEURY, DE GASSICOURT, HAHN (L. et L.), LAUER, LE BRETHON, LEMAITRE, MAIRE, MARCHAL, MOUTON, NICAUD, PREVOST, RASTOUL, RAVAISSON, DE ROUX, SCHWAB, THÉVENIN et VICAIRE.

S'étaient excusés : MM. AUDE, BARRÉ, BELLANGER, BOUDAUD, COSTE, CROUZEL, DEGRÉ, DEHÉRAIN, DELOURMEL, DENÉE, DUCOS, DUFAY, DUJARDIN, GODIN, abbé LANGLOIS, LEROUX, MAQUET, MOUSSERON, RIVIÈRE, ROMAIN, SALINGARDES, SOULICE, TALLON et VIÉ.

Après une courte allocution du président qui souhaite la bienvenue aux collègues de province, M. SUSTRAC, secrétaire, donne lecture de son rapport sur les travaux de l'Association pendant la première année de son existence.

Par ses réunions trimestrielles, par l'envoi de circulaires, par la création d'un *Bulletin*, par la propagande individuelle de ses membres, elle a cherché et réussi à augmenter le nombre de ses adhérents qui est passé de 190 à 250, malgré 5 décès et 5 démissions ou retraits d'adhésions. Pour assurer un groupement plus effectif de ses membres et une représentation plus efficace des diverses catégories de membres qui la composent, l'Association a préconisé des réunions régionales à tenir sur l'initiative de nos collègues de province et elle a étudié les moyens d'assurer à chaque catégorie, au sein du Comité, un nombre de membres en rapport avec son importance et élus ou présentés par leurs pairs.

La préoccupation de tous était la réforme légale des bibliothèques en France. A l'occasion du projet élaboré par la sous-commission extra-parlementaire instituée à cet effet, l'Association étudia et rédigea un certain nombre de vœux qu'elle fit remettre à Monsieur le ministre de l'Instruction publique. Un questionnaire sur la situation des bibliothèques de France fut envoyé par les soins du Comité, en province d'abord, à Paris ensuite, et donna de suggestifs renseignements. Divers projets furent ensuite élaborés, les uns pour les bibliothèques universitaires (ceux de MM. Gautier, Nicaud, Paoli, Fécamp), l'autre pour les bibliothèques municipales classées (celui de M. Oursel). Ces projets présentent un parallélisme frappant. On s'accorde pour demander qu'à l'entrée de la carrière soit exigée la preuve d'une double culture générale (diplômes d'enseignement supérieur) et technique (concours professionnel), que les traitements soient fixés avec avancements à intervalles réglés, mi-partie au choix, mi-partie à l'ancienneté, qu'un Comité consultatif des bibliothèques soit chargé de préparer les tableaux de classement et de donner son avis sur les nominations, suspensions et révocations. Resteraient à examiner quelques questions plus délicates, telles que celle du stage, celle de la dispense de diplôme à accorder à certains agents ayant de longs et bons états de service, celle du classement des bibliothèques et des bibliothécaires, et surtout celle de l'exacte répercussion financière des divers projets.

Des études et des démarches ont été faites pour faire accorder aux bibliothèques la personnalité civile dont jouissent déjà les musées. Des sociétés d'amis des bibliothèques sont en voie de formation. Au point de vue technique, peu de chose. Il semble bien que l'indispensable soit ici d'orienter davantage les bibliothèques publiques vers un service plus raisonné, plus actif, plus en rapport avec les besoins réels des lecteurs. Il paraît nécessaire que, par articles, conférences, etc., on travaille à faire comprendre à tous le vrai rôle des bibliothèques.

Le rapport de M. Sustrac est approuvé à mains levées.

M. POIRÉE, trésorier, donne ensuite lecture du rapport suivant :

« J'ai l'honneur de vous exposer la situation financière de notre Association arrêtée au 5 avril 1907. Notre Société ayant été constituée en avril 1906, les comptes que j'ai à vous présenter se rapportent, d'une part, aux neuf derniers mois de 1906 (avril à décembre) et, de l'autre, aux trois premiers mois de 1907 (janvier à mars).

1906

Pour 1906, il a été perçu 194 cotisations, dont 3 de membres fondateurs, soit, au total.....Fr.	1.015 »
Durant cette période, les dépenses (circulaires, imprimés, frais d'envois, fournitures de bureau et autres frais divers) se sont élevées au chiffre de.....	451 25
Les recettes effectuées en 1906 ont, en conséquence, laissé un excédent de	563 75

1907

Pour 1907, 55 cotisations, dont 1 de membre fondateur,

ont été versées jusqu'à ce jour, soit	Fr. 290 »
Somme qui, ajoutée au solde de l'année précédente, a donné une disponibilité de.....	853 75
Les dépenses pour les trois premiers mois de 1907 (consistant principalement dans l'impression du premier numéro du <i>Bulletin</i>), se sont élevées à la somme de	450 45
Il en résulte que l'excédent actuel des recettes est de	403 30
somme représentant effectivement l'encaisse au 5 avril 1907.	

Voici maintenant comment les dépenses se répartissent dans leur ensemble :

1) Circulaires, imprimés, questionnaires	Fr. 214 »
2) Frais d'envois, timbres-poste	197 05
3) Tirages à part du compte-rendu de l'Assemblée générale constitutive	44 55
4) Fournitures de bureau	41 10
5) Frais de location de salle pour les réunions.....	27 »
6) Impression du premier numéro du <i>Bulletin</i>	378 »

Total des dépenses à ce jour.....Fr. 901 70

A cette liste, il faut ajouter deux dépenses engagées, mais non encore réglées, savoir : l'impression du deuxième numéro du *Bulletin* et le compte de la maison Le Soudier qui, chargée de l'envoi du *Bulletin*, ne m'a pas encore adressé son mémoire.

Relativement au *Bulletin*, dont le premier numéro a nécessité une somme assez considérable, il y a lieu d'observer que ce numéro est tout à fait exceptionnel, qu'il contient 40 pages et qu'il a été tiré à 2.000 exemplaires, votre Comité ayant estimé qu'il devait être très largement distribué à tout le personnel — adhérent ou non à l'Association — des Bibliothèques de France, ainsi qu'à certaines grandes bibliothèques de l'étranger.

Je ferai remarquer également que cette publication réduira sensiblement certaines dépenses énumérées plus haut, en permettant de supprimer, au moins dans une large mesure, les avis, communications et circulaires qui, indépendamment des frais de poste, figurent au bilan de 1906 pour plus de 200 francs.

J'ajouterai que, si le *Bulletin* constitue une lourde charge pour une Société qui, comme la nôtre, est à ses débuts, il est pour elle la seule manière d'affirmer son existence, de créer, entre le personnel des Bibliothèques une lien véritable, permanent, et tout nous autorise à croire que ces relations nouvelles, inexistantes jusqu'ici, prendront un développement très profitable à l'Association comme aux Bibliothèques elles-mêmes. »

Ce rapport est approuvé à mains levées, et son auteur reçoit les remerciements de l'Assemblée.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion sur le mode de repré-

sensation des différentes catégories de bibliothécaires au sein du Comité.

« Le but à atteindre, explique M. MORTET, est d'obtenir que chaque catégorie de bibliothécaires soit représentée dans le Comité par des personnes nettement désignées à cet effet. L'un des moyens pour atteindre ce but serait de faire élire par chaque groupe des délégués qui seraient adjoints aux membres du Comité. Cette solution offre l'inconvénient de composer le Comité de membres d'origines diverses, certains étant nommés par l'Assemblée générale, d'autres étant nommés seulement par une catégorie de bibliothécaires. En outre, le système des délégations rendrait variable, chaque année, le chiffre des membres du Comité.

Une autre solution, examinée déjà par le Comité, paraît beaucoup plus pratique. Sans modifier les statuts, on pourrait donner satisfaction à tous, en présentant, au choix de l'Assemblée générale, des candidats qui auraient été désignés préalablement par la catégorie de bibliothécaires à laquelle ils appartiennent.

Quels sont les groupes qui doivent être représentés dans le Comité. Il n'y a pas de doute pour : 1° la Bibliothèque Nationale ; 2° les trois grandes bibliothèques parisiennes (Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève) ; 3° les bibliothèques universitaires ; et aussi 4° les bibliothèques municipales. Quant aux bibliothèques spéciales de l'Etat (Muséum, Institut, etc.) et aux bibliothèques de Sociétés Savantes ou d'Ecoles libres, la question de leur représentation dans le Comité peut être réservée provisoirement.

Enfin, quel sera le chiffre de cette représentation ? Sera-t-il fixé une fois pour toutes, tant de membres du Comité devant appartenir à la Bibliothèque Nationale, tant aux bibliothèques universitaires, etc... ou bien ce chiffre sera-t-il fixé proportionnellement au nombre des bibliothécaires adhérents à l'Association ? Quel que soit le mode choisi, fixer dans nos statuts, le chiffre complet de la représentation peut présenter de graves inconvénients. Il peut y avoir intérêt à faire entrer dans le Comité des membres dévoués appartenant à un établissement déjà représenté dans ce Comité ou des membres ne faisant pas partie d'un groupe déterminé. On pourrait seulement fixer un minimum de représentation pour chaque catégorie de bibliothécaires. Contrairement aux conclusions de l'article que j'ai écrit dans le *Bulletin*, à la demande du Comité, j'estime qu'il n'y a pas lieu de modifier nos statuts et qu'on peut, par un simple règlement intérieur ou par une simple entente à ce sujet, obtenir dans le Comité une représentation des différents groupements de bibliothécaires dont se compose l'Association. »

De nombreux collègues se rallient à cette opinion. Il suffirait d'un vœu de l'Assemblée en faveur de cette procédure ; un règlement est inutile, il ne faut pas modifier des statuts que la loi, peut-être prochainement, nous contraindrait de modifier encore. (*Observations de MM. Deniker et Vidier.*)

Cette manière de voir est adoptée, et il est en outre décidé que, dans le mois précédant l'élection du quart sortant, les groupes intéressés

seraient avisés d'avoir à présenter leurs candidats (*Proposition de M. Mortet*).

Le Président donne lecture de la liste des membres sortants et des membres démissionnaires.

M. CANTINELLI est membre sortant et ne se représente pas. MM. DEHÉRAIN, DENIKER, GAUTIER et HILDENFINGER sont sortants et se représentent. MM. MARCHAL et STEIN sont démissionnaires.

M. STEIN, empêché par des occupations multiples, est remercié du concours actif et de l'accueillante hospitalité que le *Bibliographe Moderne* a toujours prêté à l'Association.

MM. AUVRAY, VIDIER et VITRAC sont candidats aux places laissées vacantes par MM. CANTINELLI, MARCHAL et STEIN.

Avant l'ouverture du scrutin, la question de la délégation des votes est agitée de façon assez vive ; la délégation est admise, mais il est décidé qu'à l'avenir, afin que les bibliothécaires de province puissent porter leur choix sur des candidats déterminés, la liste des membres sortants et celle des candidats paraîtront dans le *Bulletin* ; il est aussi décidé que toute délégation devra être faite par écrit.

Le scrutin donne les résultats suivants :

Sont élus : MM. AUVRAY, DEHERAIN, DENIKER, GAUTIER, HILDENFINGER, VIDIER, VITRAC.

M. OURSEL donne ensuite lecture d'un rapport sur la situation des bibliothécaires municipaux.

Une discussion très courte, à cause de l'heure avancée, suit la lecture de ce rapport. Il est difficile d'établir un seul projet concernant les bibliothécaires universitaires et les bibliothécaires municipaux. Ce serait sans doute une chance de plus d'insuccès ; on ne peut guère établir qu'un parallélisme entre les deux projets.

Sur la proposition de M. GIRAUD-MANGIN, il est décidé que ce rapport paraîtra dans un des prochains numéros du *Bulletin* (1).

L'Assemblée décide ensuite qu'il n'y a pas lieu de modifier les statuts, quant à l'admission des étrangers dans l'Association. Ces membres étrangers feront partie de l'Association comme membres ordinaires, à titre d'amis des Bibliothèques.

Deux vœux sont ensuite présentés, l'un de M. GIRAUD-MANGIN, tendant à ce que les listes de souscriptions ministérielles soient rendues publiques et insérées dans le *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*, l'autre de M. OURSEL, tendant à rendre publique la liste des bibliothèques classées.

M. GAUTIER fait observer que ce sont là deux améliorations à souhaiter, entre bien d'autres et que, plutôt que de présenter ainsi au Ministre des vœux de détail, mieux vaudrait n'en présenter qu'un seul et dont la réalisation entraînerait vraisemblablement dans la suite une réforme d'ensemble. Ce qu'il faudrait solliciter du Ministre avant toute autre chose, ce serait la création au Ministère d'un Comité consultatif des bibliothèques comprenant un certain nombre de bibliothécaires,

(1) Nos lecteurs trouveront ce rapport *in-extenso* dans le présent numéro.

élus par leurs collègues, création qui, d'ailleurs, a été demandée par la sous-commission des bibliothèques (titre III du projet).

Après discussion, le texte suivant est voté à l'unanimité et sera présenté au Ministre : *Afin de hâter la réalisation des réformes souhaitées et de faire de la profession de bibliothécaire une carrière véritable, avec des droits, des garanties et des devoirs définis, l'Association des bibliothécaires, réunie le 7 avril en Assemblée générale, émet le vœu qu'il soit institué au Ministère de l'Instruction publique un Comité consultatif des bibliothèques, analogue à ceux qui existent déjà dans les différents ordres de l'enseignement.*

Deux autres vœux sont enfin votés par l'Assemblée, l'un, présenté par M. GIRAUD-MANGIN, tendant à ce que des emplois de rédacteurs soient réservés dans les bibliothèques au personnel féminin, l'autre, présenté par M. CORNILLON, tendant à ce que : 1° aucun emploi non rémunéré ne puisse être créé dans les bibliothèques ; 2° que les employés actuellement non rémunérés (stagiaires, auxiliaires bénévoles, attachés) voient bientôt régler leur situation d'une manière équitable ; 3° que dans tout projet de réforme légale des bibliothèques soit inscrite une clause stipulant que le stage est un apprentissage professionnel, fait exclusivement au bénéfice du stagiaire et sans créer aucun lien de droit entre lui et l'établissement où il fait son stage.

La séance est levée à 6 heures.

Comptes rendus des Séances du Comité

Séance du jeudi 14 mars.

La séance est ouverte à 5 heures, sous la présidence de M. DENIKER.

Sont présents : MM. DENIKER, GAUTIER, HILDENFINGER, MARAIS, MORTET POIRÉE, SUSTRAC et VIOLET.

Excusés : MM. DEHÉRAIN, JADART, MICHEL, NICAUD et OURSEL.

M. VIDIER, prié d'assister à cette séance, est présent.

Sont admis membres de l'Association : MM. CARDEY, DE CHAMPORIN, DACIER, DIEUDONNÉ, ENGERAND, DE FOVILLE, DE GASSICOURT, GUÉRIN, GUIBERT, LAROCHE, DE LA RONCIÈRE, LEVALLOIS, PRÉVOST, de la Bibliothèque Nationale ; BARRÉ, conservateur de la Bibliothèque municipale de Marseille ; BELLANGER, bibliothécaire de Provins ; BOUCHER, bibliothécaire de la Bibliothèque de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris ; GILLOT, sous-bibliothécaire à l'Ecole supérieure de Pharmacie ; LANGLADE, bibliothécaire de la Faculté libre de Théologie protestante de Montauban ; LEMOINE, bibliothécaire du Ministère de la Guerre ; MAQUET, bibliothécaire de Moulins ; PLAISANT, bibliothécaire du Conservatoire des Arts et Métiers ; PLATON, sous-bibliothécaire de l'Université de Bordeaux.

Les demandes d'échange du Bulletin de l'Association avec les périodiques suivants, sont agréées par le Comité : *Bulletin de la Bibliothèque du Ministère de l'Agriculture (Etats-Unis)* ; *Bulletin suédois de l'Association de l'Imprimerie (Stockholm)*.

Lecture est donnée de la correspondance. M. NICAUD prie le Comité de solliciter l'échange du Bulletin avec la *Jahrbuch der deutschen Bibliotheken*. Il sera fait droit à cette demande.

M. SUSTRAC donne lecture des lettres de M. Dujardin et de M. Masson, relatives à la réforme légale des bibliothèques et aux interventions qu'il serait utile de solliciter.

Une lettre de félicitations sera adressée à l'Association des Archivistes et Bibliothécaires belges qui nous annonce sa naissance.

Une dizaine de réponses au questionnaire adressé aux bibliothèques de Paris sont parvenues au Comité.

Sur l'observation de M. MORTET, on convient d'ajourner la décision prise à la dernière réunion du Comité, tendant à la création, dans l'Association, de membres actifs, honoraires et correspondants. Le projet de loi, récemment déposé par le gouvernement sur les Associations de fonctionnaires, pourrait, en effet, contraindre le Comité à proposer de nouvelles modifications statutaires ; il est préférable d'attendre, pour modifier les statuts, que ce projet de loi ait été voté.

La question de la représentation dans le Comité des différentes catégories de bibliothécaires est ensuite examinée. Le Comité, après avoir entendu les explications données par M. VIDIER, au nom de la plus grande partie de ses collègues de la Bibliothèque Nationale, met en discussion les conclusions de l'article de M. MORTET paru dans le deuxième numéro du *Bulletin*. Il n'est pas certain que l'emploi du système de délégations permette d'atteindre le but cherché ; ces délégués, élus seulement par la catégorie de bibliothécaires à laquelle ils appartiennent, seraient, pour ainsi dire superposés aux membres du Comité appartenant à la même catégorie. Le chiffre des membres du Comité varierait, en outre, chaque année. Il serait possible, sans modifier les statuts, rien que par une entente faite préalablement au vote, entre les membres de chaque catégorie, de faire élire par l'Assemblée les membres qui auraient été désignés par chaque catégorie.

Cette procédure est adoptée à l'unanimité par les membres du Comité et il est décidé, en outre, qu'une place plus grande, (4 membres au lieu de 2) sera faite dans le Comité aux bibliothécaires de la Bibliothèque Nationale.

La question de savoir s'il ne conviendrait pas de proposer un amendement aux statuts en ce qui concerne la présence aux séances des membres du Comité et de décider, par exemple, que les membres qui n'auraient pas assisté à la moitié au moins de ces séances seraient considérés comme démissionnaires sera examinée ultérieurement.

La séance est levée à 7 heures.

Séance du jeudi 18 avril.

La séance est ouverte à 5 heures, sous la présidence de M. MICHEL, vice-président.

Sont présents : MM. AUVRAY, GAUTIER, HILDENFINGER, MARAIS, MICHEL, MORTET, POIRÉE, SUSTRAC, VIDIER et VITRAC.

Excusés : MM. JADART, NICAUD, OURSEL et VIOLLET.

Le procès-verbal du précédent Comité est adopté ; celui de l'Assemblée générale est lu et il est décidé qu'il sera inséré dans le prochain numéro du *Bulletin*.

Sont admis membres de l'Association :

MM. le chanoine Ulysse CHEVALIER (de Romans) ; DUFAY, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale de Blois ; DUPRAZ, bibliothécaire de la Bibliothèque universitaire et cantonale de Lausanne ; MARQUE, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale d'Oloron-Sainte-Marie ; WYER, secrétaire de l'American Library Association.

La question de savoir de quelle façon on doit comprendre le quart sortant du Comité et quelle place viennent occuper les nouveaux élus est discutée. M. DENIKER (qui vient d'arriver) explique qu'il lui semble préférable de décider que tous les nouveaux élus, qu'ils remplacent des membres sortants ou des membres démissionnaires, soient placés à la suite de la liste, l'ordre alphabétique des membres du Comité étant rompu dès cette année. Le quart renouvelable sera ainsi toujours composé des cinq plus anciens membres du Comité, dans leur ordre alphabétique ; les membres démissionnaires, s'il y en a, venant accroître le quart renouvelable.

Cette opinion est acceptée et la liste du Comité est, en conséquence, arrêtée de la façon suivante :

JADART (1906).	PORT (1906).
MARAI (1906).	SUSTRAC (1906).
MARTIN (1906).	VIOLLET (1906).
MASSON (1906).	AUVRAY (1907).
MICHEL (1906).	DEHERAIN (1907).
MORTET (1906).	DENIKER (1907).
NICAUD (1906).	GAUTIER (1907).
OURSEL (1906).	HILDENFINGER (1907).
POËTE (1906).	VIDIER (1907).
POIRÉE (1906).	VITRAC (1907).

L'élection des membres du bureau a lieu à mains levées ; tous les membres sont réélus.

Il est décidé ensuite que le vœu tendant à la création d'un Comité consultatif, voté par l'Assemblée générale du 7 avril, sera remis à M. le Ministre, précédé de quelques explications sur la situation présente des différentes bibliothèques.

M. Vidier, pour la Bibliothèque Nationale ; M. Mortet, pour les trois bibliothèques parisiennes (Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève) ; M. Gautier, pour les bibliothèques universitaires ; M. Michel, pour les bibliothèques municipales ; M. Deniker, pour les bibliothèques spéciales, sont désignés pour rédiger chacun un court exposé de la situation. M. Vidier préparera le travail d'ensemble et est prié de le présenter à la prochaine réunion du Comité, qui est fixé au jeudi 2 mai.

La séance est levée à 7 heures.

Séance du jeudi 2 mai.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. MARTIN, vice-président.

Sont présents : MM. AUVRAY, GAUTIER, HILDENFINGER, MARAIS, MARTIN, MORTET, POIRÉE, SUSTRAC et VIDIER.

Excusés : MM. JADART, MICHEL, OURSEL et VIOLET.

Sont admis membres de l'Association : MM. LAVALLÉE, conservateur-adjoint de la Bibliothèque de l'Ecole des Beaux-Arts ; DAYROLLES, sous-bibliothécaire à la même Bibliothèque ; ROUCHÈS, stagiaire à la même bibliothèque ; RINGOT, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale d'Armentières et TIERSOT, sous-bibliothécaire de la Bibliothèque du Conservatoire de Musique.

M. DENIKER (qui vient d'arriver) prie M. Mortet de vouloir bien donner lecture de l'exposé de la situation des bibliothèques parisiennes (Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève), exposé qui doit être remis à M. le Ministre. M. Vidier donne également lecture d'un travail analogue, relatif aux autres bibliothèques (Nationale, universitaires, municipales et bibliothèques spéciales).

Ces deux rapports sont acceptés par le Comité ; il reste à les transformer en un rapport unique. Une lecture définitive en sera faite à la prochaine réunion du Comité fixé au vendredi 17 mai à 5 heures.

Chronique

M. Aulard a publié, dans le *Siècle* du 15 mars, un article sur *La Bibliothèque Nationale* (reproduit dans *La Révolution française* du 14 avril) dont nous extrayons les lignes suivantes :

« Une réforme du décret de 1885 sur l'organisation de la Bibliothèque Nationale nous paraît s'imposer. C'est à l'administration supérieure d'étudier sans retard, par les moyens dont elle dispose, les remèdes possibles au mécontentement très vif du public et au mécontentement non moins vif peut-être du personnel.

Nous n'avons d'autres renseignements officiels sur la Bibliothèque Nationale que ceux de l'administrateur général, qui se trouve être, en fait, son propre contrôleur. Situation privilégiée, car les autres bibliothèques de l'Etat (Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève, universitaires) sont inspectées périodiquement et, si nous sommes bien informées, elles se trouvent très bien de ces inspections. Celle qui est la plus importante, la plus fréquentée, qui absorbe le plus de crédits, échappe seule à la plus élémentaire surveillance. L'Administration de cet établissement est de la meilleure foi du monde ; mais elle est composée d'hommes sujets à l'erreur, qui peuvent ne pas voir les causes du mal où elles sont réellement, ni chercher les remèdes au bon endroit.

C'est d'autant plus nécessaire qu'on a laissé tomber en désuétude, à la Bibliothèque Nationale, l'obligation de réunir chaque mois le Conseil facultatif qui est composé des conservateurs des divers départements et dont les avis devraient être communiqués au ministre.

D'autre part, et pour en revenir au personnel, remarquons qu'il n'y a pas de crédits pour l'avancement périodique et régulier et qu'il n'y a

pas de règlement pour l'avancement, quand des crédits se trouvent disponibles par vacances... »

★★

Notre collègue, M. POUPARDIN, archiviste-paléographe, ancien membre de l'Ecole française de Rome, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, vient de soutenir, devant la Faculté des Lettres de Paris, ses thèses pour le doctorat sur les sujets suivants : *Etude sur les institutions politiques et administratives des principautés lombardes de l'Italie méridionale (ix^e-xi^e siècles). Le Royaume de Bourgogne (888-1038).*

C'est avec la mention très honorable que notre collègue a été déclaré digne du grade de docteur ès-lettres.

★★

Dans la liste des bibliothécaires universitaires (promotions de 1901 et de 1903) que nous avons donnée, nous avons omis M. LANGLADE (1901). M. Langlade est actuellement bibliothécaire de la Faculté libre de Théologie protestante, à Montauban.

★★

Notre collègue, M. GIRAUD-MANGIN continue, avec la collaboration de M. Michel Jouve, conseiller à la Cour d'appel de Nîmes, la publication des *Lettres du conventionnel Goupilleau* (de Montaigu), intéressant la région d'Avignon, de Provence et de Languedoc.

★★

M. H. OMONT vient de publier (chez Leroux, in-8° de 80 p.) *l'Inventaire sommaire des nouvelles acquisitions du département des manuscrits à la Bibliothèque Nationale pendant les années 1905 et 1906.*

★★

Du D^r P. DORVEAUX : *Journal de Mathieu-François Geoffroy, maître apothicaire de Paris (1644-1708).*

★★

M. N.-E. DIONNE, bibliothécaire à Montréal, vient de dresser un *Inventaire chronologique des ouvrages publiés à l'étranger dans diverses langues sur la Nouvelle France et sur la province de Québec depuis la découverte du Canada jusqu'à nos jours (1534-1906).* En vente chez B. Quaritch, Londres.

★★

Nous avons reçu les fascicules suivants :

Bulletin de la Bibliothèque et des Travaux historiques de la Ville de Paris (n° 1), publié sous la direction de M. Marcel Poëte. Il contient un article sur le service de la Bibliothèque et des Travaux historiques et le catalogue des publications entrées à la Bibliothèque pendant l'année 1905 par M. Baguenier-Desormeaux.

Texas State Library Association. Handbook of Texas Libraries. 1904. 1 vol.

Allmana svenska Boktryckareföreningens Meddelandeln. Stockholm. (n° de janvier 1907).

Nordisk Boktryckare-Konst. Stockholm (n° de janvier 1907).

Le Gérant : J. GAUTIER.

Aliz JEAN, Imp. de la Gazette du Palais, 20, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris.

La Situation des Bibliothécaires

Mémoire remis par le Bureau de l'Association à M. le Ministre de l'Instruction publique (1).

L'Association des Bibliothécaires français a, dans son assemblée générale du 7 avril 1907, émis, à l'unanimité, le vœu qu'une démarche fût faite auprès de M. le ministre de l'Instruction publique en vue de la création d'un Comité consultatif des bibliothèques, analogue aux divers comités et conseils qui existent pour les différents ordres d'enseignement.

En exécution de ce vœu, et en vue de justifier le desideratum qui s'y trouve inscrit, les représentants de l'Association ont l'honneur de soumettre au bienveillant examen de M. le ministre quelques considérations de droit et de fait, touchant :

- 1° Le service central ;
- 2° La Bibliothèque nationale ;
- 3° Les bibliothèques publiques de Sainte-Geneviève, de l'Arsenal et de la Mazarine ;
- 4° Les bibliothèques universitaires ;
- 5° Les bibliothèques municipales ;
- 6° Les bibliothèques des établissements publics divers.

§ 1.

SERVICE CENTRAL

Le service central ne comporte actuellement aucun rouage technique, à fonctionnement régulier, susceptible de fournir au ministre des avis autorisés sur les mesures les plus propres à assurer le fonctionnement normal des bibliothèques publiques.

Sans doute le ministre dispose de deux moyens d'information : 1° les rapports des inspecteurs généraux ; 2° les rapports annuels des administrateurs de chacune des bibliothèques. Mais les inspections n'ont pas une périodicité régulière, elles ne touchent pas indistinctement tous les établissements, elles ne visent que le fonctionnement général de ceux qu'elles atteignent et laissent complètement de côté l'examen des questions techniques. Quant aux rapports des administrateurs, ils servent surtout à fournir des renseignements statistiques. Les observations et desiderata qui s'y trouvent joints ne donnent lieu, le plus souvent, à aucune vérification et les constatations des administrateurs des diverses bibliothèques ne sont point coordonnées de façon à permettre l'amélioration des règlements généraux.

Quant aux bureaux, privés de conseils techniques, ils ne peuvent élaborer ces règlements avec une connaissance suffisante de leur répercussion sur les services des établissements (2).

L'Association des bibliothécaires n'a pas qualité pour exposer au

(1) Les membres du Bureau de l'A. B. F., auxquels avait été prié de se joindre M. Vidier, ont été reçus par M. le Ministre le 26 juin.

(2) L'insertion des décrets et arrêtés au *Bulletin officiel* du Ministère n'est pas régulièrement effectuée.

ministre toutes les conséquences d'un tel régime ; elle doit, pour ne pas s'ingérer dans le contrôle des gestions administratives qu'elle n'a pas à connaître, limiter ses remarques à l'exposé de la situation du personnel. Le ministre pourra du moins juger à ce point de vue spécial si l'organisation actuelle est satisfaisante ou si la réglementation en vigueur est susceptible, en ce qui concerne le personnel, de modifications plus ou moins profondes, modifications dont l'étude devrait être confiée à des hommes compétents.

Si les représentants de l'Association ne se croient pas autorisés à examiner de la même manière l'organisation des services auxquels ils appartiennent, ils pensent du moins pouvoir se permettre de dire qu'un statut régulier et stable du personnel, est l'une des principales conditions dont dépend le fonctionnement de ces services.

§ 2.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Recrutement du personnel.

D'après le décret du 17 juin 1885 on devient stagiaire commissionné après examen, et sous-bibliothécaire après un an de stage et un concours ; un stagiaire peut être congédié pour insuffisance.

En fait, le stage, apprentissage pratique, n'est pas accompli une année durant avec la qualité de stagiaire commissionné, mais pendant environ quatre années avec la qualité non officielle d'attaché payé à la journée (1) ou même d'attaché non rétribué (2). Il en résulte que l'examen d'entrée est subi quatre années après l'entrée réelle et que la réserve de congédiement pour inaptitude ne peut plus moralement être appliquée en temps utile.

Le concours qui précède la nomination au grade de sous-bibliothécaire est illusoire, les conditions à remplir pour être admis à s'y présenter n'étant pas fixées d'une manière constante.

La composition des jurys d'examen, pour les stagiaires, et de concours, pour les sous-bibliothécaires, n'est déterminée par aucune prescription régulièrement appliquée assurant à la fois le contrôle de l'administration supérieure et la compétence des juges.

Avancement.

Les cadres, d'après le décret du 30 juillet 1902, comportent 64 fonctionnaires, qui, si l'on fait abstraction de l'administrateur général, des 4 conservateurs et des 6 conservateurs-adjoints prévus dans ce décret ou dans les décrets antérieurs, se trouvent réduits en droit à 54 fonctionnaires, savoir :

- 1° Des stagiaires à 1.800 francs ;
- 2° Des sous-bibliothécaires, 4 classes, 2.400 à 3.300 francs ;
- 3° Des bibliothécaires, 6 classes, 3.600 à 6.000 francs.

Soit, en tout, 11 grades auxquels on en doit ajouter un douzième correspondant à la qualité d'attaché, qui, pour n'être pas de droit,

(1) Au département des imprimés.

(2) Au département des estampes.

existe cependant de fait. Cette subdivision de la hiérarchie en 12 degrés est manifestement hors de proportion avec le temps moyen passé dans chaque grade ; ce temps moyen étant actuellement d'environ quatre années, il faudra pour atteindre le grade de bibliothécaire de 1^{re} classe accomplir une carrière de 44 années, et pour bénéficier d'une retraite de 3.000 francs, compter 50 années de présence.

Dans ces cadres mêmes, les mouvements ne sont point assurés d'une manière normale ; une seule condition de promotion est prévue par le décret de 1885, celle de sous-bibliothécaire ; à savoir : début par la 4^e classe après stage et concours. Du silence du décret en ce qui concerne tous les grades et fonctions au-dessus de sous-bibliothécaire on peut conclure que la hiérarchisation est, en droit, limitée aux emplois de 3.300 francs et au-dessous, et qu'on peut devenir bibliothécaire sans avoir été ni stagiaire, ni sous-bibliothécaire, qu'on peut même être nommé aux fonctions les plus élevées y compris celles de conservateur et de conservateur-adjoint sans appartenir à la carrière et sans avoir subi la moindre épreuve de capacité (1).

Ce n'est pas là, pourtant, ce qu'avait voulu l'administration en rédigeant le décret de 1885, puisque, moins de trois ans après, M. Faye, en soumettant à la signature du Président de la République un décret touchant les conditions de mise à la retraite, disait dans un rapport préliminaire : « *Les bibliothèques et les archives ont été organisées en véritables administrations hiérarchisées et des règlements récents ont réservé TOUS les postes à des candidats justifiant d'études professionnelles.* » (Décret du 23 janvier 1888.)

Si les nominations, à partir du grade de bibliothécaire, ne sont, en droit, soumises à aucune condition, les promotions de classe ne sont pas davantage réglementées ; il n'existe aucun tour d'ancienneté ni de choix, il n'y a même aucune prescription fixant un minimum de temps, si court soit-il, à passer dans une classe pour être élevée à un degré supérieur. Il en peut résulter, et il en est résulté à plusieurs reprises, en un seul mouvement, des promotions de plusieurs classes au profit d'une seule et même personne.

Cet avancement qu'aucun règlement ne garantit contre l'arbitraire n'est même pas, dans un cadre unique de fonctionnaires, attribué nécessairement après une consultation collective et contradictoire des chefs de service. Le décret de 1885, en effet, et le règlement de 1894, qui déterminent la compétence du Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale, ne donnent pas impérativement qualité à

(1) Cette interprétation littérale du décret de 1885 se retrouve sous la plume doublement autorisée d'un ancien conseiller d'Etat, actuellement administrateur général de la Bibliothèque nationale, elle ne saurait donc être taxée d'exagération : « On ne peut recevoir, dit cet auteur, le grade de *sous-bibliothécaire* sans avoir été au moins un an stagiaire et avoir passé un concours... aucune disposition n'édicte de conditions pour les grades suivants ni n'astreint le choix du ministre à des tours d'ancienneté et de choix (*La Bibliothèque Nationale*, Paris, 1907, p. 26).

ce Conseil pour émettre des avis touchant les nominations et promotions.

Budget.

Dans la plupart des services hiérarchisés du ministère de l'Instruction publique, les appointements du personnel sont assurés par un budget égal ou supérieur au chiffre de la moyenne des appointements réglementaires des fonctionnaires du cadre, multipliée par le nombre de ces fonctionnaires (1). S'il est quelques services dont le personnel ne jouit pas d'une dotation annuelle aussi rationnellement établie, il n'en est pas un seul pour qui la différence en moins atteigne une aussi forte proportion que celle supportée par les fonctionnaires de la Bibliothèque nationale : il manque, en effet, chaque année, au budget, une somme de 31.600 francs, non pas pour procurer au personnel une augmentation du taux des appointements, mais simplement pour assurer aux bibliothécaires et sous-bibliothécaires une rétribution moyenne conforme aux dispositions d'un décret en vigueur depuis 22 ans (2).

L'Association ne saurait entrer dans le détail de l'emploi qui est fait de ce budget insuffisant, elle doit cependant faire remarquer : 1° que des réductions de crédit en prévision de vacances d'emploi ont été imposées à deux reprises et ont déterminé la première fois une réduction budgétaire définitive, fait dont le renouvellement aboutirait à la suppression totale ; 2° que ce sont les disponibilités provenant des cadres qui ont servi à constituer le traitement d'un haut fonctionnaire prévu, il est vrai, par le décret de 1885, mais prévu hors cadre ; 3° que les avancements doubles signalés plus haut, en absorbant au profit d'un seul la part de deux, font tort à autant de fonctionnaires qu'ils en avantagent.

(1) C'est le cas des 52 rédacteurs et des 103 expéditionnaires du Ministère, des 10 commis d'Académie à Paris et des 40 commis d'Académie en province, des 20 archivistes aux Archives Nationales, des 8 bibliothécaires et des 10 sous-bibliothécaires des bibliothèques publiques (Sainte-Geneviève, Arsenal et Mazarine), des 16 sous-bibliothécaires universitaires de province, etc...

(2) Il manque 4.500 francs aux 15 bibliothécaires universitaires de province, 10.000 francs au 86 secrétaires d'inspection académique, 19.000 francs aux 179 commis d'inspection académique, 4.500 francs aux 10 astronomes de l'Observatoire de Paris.

Pour la Bibliothèque nationale, le budget porte :

22 bibliothécaires de 3.600 à 6.000.....	93.500
22 sous-bibliothécaires de 2.400 à 3.300.....	61.200
7 stagiaires à 1.800.....	12.600

167.300

Le décret du 30 juillet 1902 ayant fondu les bibliothécaires, sous-bibliothécaires et stagiaires en un seul cadre sans répartition numérique dans chaque catégorie, les appointements moyens doivent être calculés entre 1.800 francs et 6.000 francs, soit 3.900 francs, qui devraient donner au budget pour 51 personnes 198.900 fr. et non pas 167.300. Si même l'on ne tient aucun compte du décret de 1902 et qu'on calcule la moyenne par catégorie, l'on constate encore une insuffisance budgétaire de 15.600 francs.

§ 3.

BIBLIOTHÈQUES DE L'ARSENAL, MAZARINE ET SAINT-GENEVIÈVE.

Recrutement du personnel.

Les conditions sont les mêmes qu'à la Bibliothèque nationale (art. 9 du décret du 7 avril 1887), mais l'application qui en est faite est encore plus fâcheuse. En fait, l'attaché reste pendant une période de temps indéterminée, et qui dépasse parfois dix années, dans l'incertitude de savoir, d'abord, quand il subira l'épreuve du concours institué par cet article 9, puis, le concours subi avec succès, au bout de combien de temps il sera commissionné ; et pendant toute cette période de temps, il doit, pour conserver son titre, faire, *sans aucune rétribution*, un service généralement fixé à trois séances par semaine. Il va de soi que ce système a pour résultat de décourager les meilleures volontés et d'écarter trop souvent des trois bibliothèques des collaborateurs capables et laborieux mais qui demandent à vivre de leur travail. En bonne logique et pour le bien du service, dès qu'un attaché a terminé l'année de stage qui lui est imposée pour son apprentissage, sa situation devrait être nettement réglée : Exclusion en cas d'insuffisance ; en cas d'aptitude constatée par concours, admission à titre provisoire, avec une indemnité proportionnée au service effectif qu'on lui demande jusqu'au jour où la vacance d'un emploi de sous-bibliothécaire permet son incorporation définitive dans le cadre de la bibliothèque où il fait son stage, ou dans une autre.

Il serait également nécessaire de fixer par un règlement administratif le programme du concours, qui, suivant l'appréciation arbitraire du jury, tantôt ne porte que sur les connaissances techniques générales, tantôt exige, en outre, la connaissance particulière du dépôt auquel le candidat est attaché.

Avancement et traitements.

Le décret du 7 avril 1887, pour la préparation duquel le ministre avait *pris l'avis des administrateurs*, organisait les cadres de leur personnel d'une façon à la fois équitable pour les fonctionnaires et conforme aux besoins du service : 7 fonctionnaires étaient attribués à la bibliothèque de l'Arsenal, 7 à la Mazarine, 14 à Sainte-Geneviève ; ces traitements variaient de 2.100 à 6.000 (non compris les administrateurs), le passage par les grades inférieurs était exigé pour arriver aux grades supérieurs, et l'avancement pouvait cependant être assez rapide pour les fonctionnaires méritants, le minimum de service dans chaque grade étant d'une année.

Malheureusement, l'administration ayant, malgré des promesses répétées, négligé de s'assurer les ressources budgétaires qui étaient nécessaires pour l'application intégrale de ce décret, pendant de longues années les cadres sont restés incomplets, les traitements réels inférieurs aux chiffres réglementaires. Pour mettre un terme à cette situation irrégulière, un décret récent, du 25 septembre 1905 est venu modifier en plusieurs points celui de 1887. Mais ce décret, qui a été rédigé *sans que les administrateurs des bibliothèques ni les inspecteurs*

généraux aient été consultés porte aux véritables intérêts du service et à ceux des fonctionnaires de chaque bibliothèque de graves atteintes sur lesquelles l'Association demande la permission d'insister, car nul exemple ne peut montrer de façon plus décisive la nécessité du Comité consultatif dont la création est demandée :

1° Le nombre total des fonctionnaires des trois bibliothèques ayant été réduit de 28 à 24, et le personnel de l'une d'elles (Sainte-Geneviève), comprenant comme précédemment 14 fonctionnaires — chiffre que les inspecteurs généraux dans leur rapport le plus récent ont déclaré irréductible étant donné les besoins du service dans un dépôt fréquenté annuellement par 200.000 lecteurs, — il en résulte d'abord que les deux autres bibliothèques ont un nombre insuffisant de fonctionnaires eu égard aux travaux de catalogue qui sont indispensables pour faire connaître au public les richesses de leurs collections, et que la bibliothèque de l'Arsenal n'a actuellement ni conservateur, ni conservateur-adjoint ;

2° Les traitements des conservateurs et conservateurs-adjoints qui étaient cependant de beaucoup inférieurs à ceux de la Bibliothèque nationale (10.000 et 7.000 fr.), ont été réduits de 6.000 à 5.500 et de 5.500 à 5.000 ; et cette réduction a été opérée sans que l'on ait réservé les droits des fonctionnaires qui avaient été nommés à ces grades antérieurement au décret de 1905 et dont le traitement était resté incomplet pendant plusieurs années, par suite de l'insuffisance du budget des trois bibliothèques.

3° L'avancement des fonctionnaires a été ralenti de façon à décourager les plus laborieux et les plus capables, par l'art. 3 § 2, portant que « nul ne peut être promu à une classe supérieure s'il n'a passé trois ans au moins dans la classe immédiatement inférieure. Ce terme minimum de *trois années*, substitué à celui d'un an porte à un minimum de 27 années révolues la carrière à parcourir pour passer, en admettant les circonstances *les plus favorables*, de sous-bibliothécaire de 4^e classe à conservateur au traitement de 5.500 francs ; ce qui, avec 5 années d'attaché en moyenne et 6 années dans le dernier grade, porte à 38 années la présence minimum nécessaire pour l'obtention d'une retraite de 2.250 francs.

Ce n'est pas encore tout : ce même terme *minimum* de trois années, qui, là où il y a avancement automatique constitue parfois un *maximum* et très généralement une moyenne, a pour conséquence d'empêcher des promotions dans les trois bibliothèques visées, lorsque, le budget offrant des disponibilités, le personnel se trouve ne pas présenter de fonctionnaires ayant 3 ans d'ancienneté dans leur dernier grade, quel que soit, du reste, le nombre des années passées dans les grades antérieurs. C'est ainsi qu'après avoir rétabli par la réduction du taux des appointements un budget dont le montant est théoriquement suffisant (produit du chiffre moyen par le nombre des titulaires), l'on arrive à ne pas employer intégralement ce budget à la rétribution du personnel pour qui il est voté ;

4° En décidant, par l'art. 3 § 1, que les promotions ont lieu au choix

sur l'ensemble des trois bibliothèques, et en faisant ainsi passer les fonctionnaires d'une bibliothèque à l'autre pour leur donner de l'avancement, le décret de 1905 commet une erreur préjudiciable au bien du service, car l'Arsenal, la Mazarine et Sainte-Geneviève sont trois dépôts très différents l'un de l'autre par la composition de leur fonds de livres, par le nombre et la qualité des lecteurs qui les fréquentent, par la nature des services qu'ils sont appelés à rendre (1).

Chacune de ces grandes bibliothèques publiques a, comme la Bibliothèque nationale, sa vie propre, et, dans chacune d'elles, le personnel ne peut rendre les services qu'en attend le public qu'à la condition d'être initié par un long séjour dans la maison, à la connaissance de ses fonds anciens, aux traditions et aux méthodes de travail qui lui sont particulières. Or, comme un bibliothécaire s'intéresse et s'attache à une bibliothèque en proportion des chances qu'il a d'y avancer régulièrement et d'y faire œuvre utile et durable, il est clair que, pour le bien du service, il est infiniment préférable que les promotions aient lieu *séparément dans chaque bibliothèque*. Le décret de 1887 (art. 9 § 6) avait sagement restreint le passage des fonctionnaires d'une bibliothèque à l'autre au cas exceptionnel où il était approuvé par l'avis conforme des administrateurs des deux bibliothèques intéressées.

Une seule objection pourrait être faite, c'est que, si l'avancement normal des fonctionnaires est subordonné aux vacances qui se produisent dans la Bibliothèque à laquelle ils appartiennent, il aura lieu trop rarement quand la bibliothèque ne comptera pas plus de 6 ou 7 fonctionnaires (2). Mais cette objection perdrait toute sa force si, suivant la règle déjà appliquée dans beaucoup d'administrations publiques, les *classes*, pour chaque grade, étaient *personnelles* et si tout fonctionnaire méritant avait le droit, au bout de deux ans passés dans la classe inférieure, d'être promu sur place à la classe immédiatement supérieure.

De toutes les observations qui précèdent, il est permis de conclure que si, au moment de la préparation du décret de 1905, l'administration centrale avait pris l'avis des administrateurs des trois bibliothèques, ou même seulement d'un bibliothécaire ayant quelque expérience des choses de sa profession, les articles du décret dont les conséquences regrettables viennent d'être signalées auraient été conçus dans un autre esprit.

(1) Il est vrai que dans les Bibliothèques universitaires les promotions peuvent se faire d'une bibliothèque à l'autre; mais il n'y a pas d'assimilation possible entre les vieilles bibliothèques parisiennes et ces dépôts récemment créés pour l'usage d'une même catégorie de lecteurs (professeurs et étudiants des Universités) où le fonds de livres est partout composé et entretenu à peu près de même, classé et catalogué suivant les mêmes règles techniques.

(2) Situation actuelle du personnel des bibliothèques universitaires parisiennes.

§ 4.

BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES.

Si, dans les bibliothèques universitaires, l'accès aux fonctions de bibliothécaire et de sous-bibliothécaire est mieux défendu par les règlements que dans les autres bibliothèques, le développement normal de la carrière n'y est pas mieux garanti qu'ailleurs, et les conditions d'avancement des bibliothécaires universitaires sont l'une des questions qui pourraient le plus utilement être mises à l'étude en vue de la réforme des cadres.

Les bibliothécaires universitaires sont affectés à Paris ou à la province et l'accès des emplois parisiens est presque complètement fermé aux bibliothécaires de province. En outre la répartition en sous-bibliothécaires et bibliothécaires, subdivisés encore en classes, d'un corps de 49 fonctionnaires, ainsi que l'absence de tout avancement régulier condamnent beaucoup des intéressés à une carrière uniquement de sous-bibliothécaires. Actuellement, plusieurs de ces sous-bibliothécaires sont depuis un certain nombre d'années (*à Paris depuis 8 et 10 ans*), immobilisés dans la dernière classe de leur emploi.

Le régime des attachés non rétribués a pris dans les bibliothèques universitaires un développement extraordinaire. D'un stage régulier de six mois, l'on est passé à un stage réel de plusieurs années. Des stagiaires diplômés au concours ne sont pas pourvus d'emploi après quatre et même six années d'attente et continuent de remplir, la plupart sans rétribution, les fonctions d'attaché. Il serait équitable d'aviser aux moyens de titulariser les attachés dont les services réguliers contribuent à assurer le fonctionnement normal des bibliothèques universitaires.

Enfin, dans ces bibliothèques, un fonctionnement meilleur résulterait de l'accès des bibliothécaires avec voix délibérative dans les Conseils des Universités et des Facultés pour toutes les questions concernant la bibliothèque.

§ 5.

BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES

Les bibliothèques des villes dépendent des municipalités et fonctionnent sous le contrôle de commissions administratives locales.

Aucune impulsion commune n'est donnée à ces établissements par un service central compétent. Les règlements appropriés à chaque bibliothèque n'ont pas un fonds commun inspiré par des règles générales ; les bibliothécaires n'ont, pour l'accomplissement de leurs devoirs professionnels et l'exécution de leur travaux bibliographiques, aucun guide régulier.

Les collections complètement isolées les unes des autres ne trouvent pas, dans une commission supérieure centrale, le lien qui permettrait de négocier des échanges, de préparer des catalogues collectifs moins coûteux que des entreprises individuelles, d'harmoniser les projets d'acquisition avec les concessions ministérielles, de puiser dans des listes de souscriptions publiées d'utiles informations.

A l'inorganisation générale des services, correspond l'inorganisation des cadres et l'incohérence des situations.

Une seule obligation incombe aux municipalités, en ce qui concerne le personnel : les bibliothécaires préposés aux bibliothèques dites classées doivent avoir subi un examen de capacité. Mais la liste des bibliothèques dites classées est, depuis son établissement, toujours restée confidentielle et, par suite, sujette à des fluctuations sans aucun rapport avec la nature et l'importance des établissements. Si cette liste était dressée *ne varietur* par une commission compétente n'obéissant qu'à des considérations techniques et scientifiques, elle pourrait être publiée, et cette publication entraînerait pour les villes à qui la richesse de leurs collections vaudrait d'être ainsi désignées l'obligation de se conformer strictement aux prescriptions les plus propres à assurer la conservation de ces collections, et cela sous peine de voir, le cas échéant, se lever des intéressés légalement lésés et légalement en mesure de se pourvoir devant les autorités compétentes.

L'incohérence de la situation des bibliothèques des différentes villes ne peut être constatée en ses détails que par un examen comparé de l'importance des collections, du nombre des lecteurs qui fréquentent chaque établissement, du chiffre de la population de la ville, du montant global de son budget, etc. Les résultats de cet examen discutés et commentés par les membres d'une commission consultative permettraient au ministre de faire traiter par des inspecteurs généraux, en parfaite connaissance de cause, avec les municipalités les questions touchant le personnel de leurs bibliothèques. Ce n'est plus au gré des influences, au hasard des renseignements irrégulièrement transmis que seraient conseillées des nominations, encouragées des dispositions bienveillantes, déconseillées des injustices, ménagées des compensations.

Il n'est pas jusqu'à la question de l'échange des retraites en cas de mutation de ville qui ne pourrait, par l'influence et les avis du Comité consultatif, trouver peut-être sa solution.

§ 6.

BIBLIOTHÈQUES DIVERSES.

Dans les bibliothèques des divers établissements publics, il n'y a aucune règle générale et, dans beaucoup même, aucune règle particulière présidant à leur fonctionnement régulier, au recrutement et à l'avancement du personnel.

Les règlements particuliers quand il en existe sont élaborés ou modifiés sans qu'on tienne aucun compte des besoins spéciaux des services et des intérêts légitimes du personnel.

Un Comité consultatif central des bibliothèques fournirait au ministre le moyen de régulariser le fonctionnement des bibliothèques publiques ou autres relevant de son autorité : il lui permettrait de mettre à la disposition des chefs des autres départements ministériels des conseillers techniques pour l'élaboration des règlements et la sur-

veillance de leurs bibliothèques respectives. Les deux Chambres même pourraient trouver dans ce même Comité un organe qualifié pour fournir officiellement des avis sur les questions touchant la conservation, le fonctionnement et l'enrichissement de leurs importantes bibliothèques.

CONCLUSION.

Il résulte de l'exposé ci-dessus que la situation du personnel des bibliothèques publiques est la suivante :

- 1° Peu ou pas de garantie de recrutement ;
- 2° Abus du stage, qui d'apprentissage à temps limité est devenu une fonction régulière insuffisamment ou pas du tout rétribuée, et d'une durée obligatoire prolongée ;
- 3° Organisation instable des cadres ;
- 4° Avancement livré à l'arbitraire d'une part, et arrêté de l'autre par des barrières injustifiées.
- 5° Budget dont la quotité n'est pas déterminée par le rapport entre les émoluments moyens et le nombre des fonctionnaires ainsi que cela est dans les autres services du ministère ;
- 6° Affectations budgétaires improvisées en dehors de toute considération des répercussions qui en peuvent résulter sur le fonctionnement des services ;
- 7° Au point de vue technique, aucune orientation générale.

Un remède à cet état de choses ne peut être apporté que sous l'impulsion du ministre de l'Instruction publique.

Le service des bibliothèques n'est pas tellement important qu'il nécessite la création d'une direction particulière et de bureaux spéciaux, il suffirait qu'à la direction de l'enseignement supérieur fût adjoint un Comité consultatif fournissant au ministre des avis autorisés sur toutes les questions touchant l'organisation, la réglementation et le fonctionnement des bibliothèques et la situation de leur personnel.

Ce Comité consultatif, au sentiment de l'Association des bibliothécaires, devrait, pour pouvoir remplir son rôle de conseil technique, être composé de professionnels, les uns nommés par le ministre, les autres élus par leurs collègues et (dans la mesure où leur présence serait nécessaire pour renseigner le comité sur l'état administratif des questions et sur les *desiderata* du public), de représentants de l'administration et du monde savant.

La Question du stage dans les Bibliothèques

Il semblerait qu'elle dût être bien vite et facilement tranchée. L'Administration à qui il appartient de l'examiner et de préparer une solution s'accorde à dire que le régime actuel n'a pas ses préférences. Circonstance heureuse, mais qui ne rend point superflu un exposé détaillé du sujet ; les intéressés, mieux que personne, ont eu le loisir de s'en pénétrer ; à tout le moins leurs doléances, pour le passé et le présent, auront cette utilité de rendre manifeste l'urgence d'un règlement nouveau. En adoptant la forme d'un vœu, ils ne sauraient passer pour révolutionnaires ; on reconnaîtra même dans cette requête l'esprit actuel des pouvoirs publics : ignore-t-on qu'en d'autres départements — Intérieur, Affaires étrangères — les emplois gratuits ou ridiculement rétribués ne tarderont pas à disparaître ? La nécessité d'une pareille mesure à l'égard des bibliothèques s'impose avec une égale force.

N'insistons pas sur le droit de tout homme à une juste rétribution de son travail. Qui conteste aujourd'hui que tel est l'intérêt et de l'employeur et de l'employé ? Mieux vaut que cette discussion garde son caractère spécial et se restreigne au service dont il s'agit. Nous ne mettrons en cause que les bibliothèques entretenues par l'Etat ; quant aux autres, une vue d'ensemble est impossible. Même la Bibliothèque Nationale constitue un cas particulier, puisqu'elle ne connaît que les stages avec émoluments — d'ailleurs d'une inconcevable modicité. Le mal à enrayer sévit principalement dans les bibliothèques universitaires et les trois bibliothèques publiques de Paris.

Dans le premier groupe, à la suite d'un apprentissage variable suivant le hasard, l'attaché se présente à un concours et, admis, sollicite un emploi. Vainement d'ordinaire ; ce concours est en réalité un examen ; la valeur des épreuves a un intérêt surtout pour le classement des candidats ; une moyenne de notes, élevée d'ailleurs, suffit pour être reçu et le nombre des admis n'est pas limité par celui des places disponibles. L'aspirant reçu ne se voit pas seulement condamné à attendre une vacance ; il doit continuer ses services bénévoles, sinon il court les plus grands risques de n'être jamais titularisé.

Ailleurs (Sainte-Geneviève, Mazarine, Arsenal), n'entrent *de plano* comme attachés, sur proposition de l'administrateur, que les archivistes-paléographes ; les autres doivent passer un examen général de bibliographie et de bibliothéconomie. Alors commencent les fonctions gratuites, mais, pour devenir sous-bibliothécaire, un deuxième examen est encore exigé, qui porte soi-disant sur les ressources et le fonctionnement particuliers de l'établissement où il est subi. Il n'a jamais lieu qu'à l'occasion d'une vacance dans ledit établissement ; tous les attachés dont la préparation apparaît suffisante s'y présentent, avec un succès presque assuré. En vertu d'un usage qu'on peut tenir pour invariable, le plus ancien profite du poste laissé libre, et les autres attendent une pareille aubaine, en continuant leur service, sans aucune indemnité ; une simple absence prolongée équivaut à une renonciation.

pliés, et de l'un à l'autre les délais nécessaires ont été encore allongés, d'une manière un peu féroce, quant aux bibliothèques publiques de Paris, par le funeste décret de 1905. Dans ces établissements, du bas de l'échelle au sommet — nous voulons dire du grade de *conservateur*, l'*administrateur* pouvant être un « homme du dehors » — il y a un délai minimum de 27 ans (*stage non compris*), délai purement théorique, qui sera toujours dépassé, car il n'y a pas de maximum et cinq ans d'attente dans une classe ne dispensent pas de rester trois ans dans la suivante. Qu'on songe à tel fonctionnaire que ses études préalables ont retardé, et qu'un stage long, mais nullement anormal, achemine au titre de sous-bibliothécaire de 4^e classe vers l'âge de 35 ans — on voit même 40. *S'il a de la chance*, le jeu de l'ancienneté en fera un conservateur vers 65 ou 70 ans, à 5.500 francs !

Et malgré tout, comme la profession l'intéresse, que l'activité lui est une habitude, comme ses propres travaux l'ont entraîné à faire vite et bien, il remplit son office sans s'arrêter aux déceptions. Certes, il peut être aigri et découragé ; sa condition dans l'âge mûr n'est ni lucrative ni flatteuse ; durant le stage surtout, le découragement s'explique ; il est possible qu'il le laisse voir. Patience, résignation, sobriété, ce qu'un vaudevilliste appelait « les qualités de l'âne », voilà ce qu'on demande aux bibliothécaires ! Et que parmi eux il y ait tant d'hommes de science et de zèle, honorant leur maison, c'est une garantie décisive de ce qu'on obtiendrait d'eux s'ils étaient autrement traités.

Le stage, en l'espèce, supporte une lourde responsabilité. L'énigme de sa durée empêche nombre de jeunes gens de prendre un parti en temps opportun, avant la fatale trentaine. D'autre part, il entrouvre la porte aux non-valeurs — ou, si l'on préfère, aux valeurs inactives ; il y aurait lieu de la leur fermer absolument. On peut concevoir deux systèmes : suppression, transformation. Au fond, ils diffèrent peu.

La suppression pure et simple du stage n'est pas difficile à défendre. La profession a un double aspect et il y a deux hommes dans le bibliothécaire : le bibliographe et le scribe. Le second sera vite dressé, ou il ne le sera jamais ; la valeur du premier dépendra bien plutôt de sa culture générale, de la variété de ses connaissances, que d'une longue pratique de la fiche et de l'inventaire. La plupart des carrières sont-elles donc précédées d'un stage (1) ? Et auxquelles accède-t-on par un concours plus strictement professionnel ? Au besoin, qu'on renforce encore, s'il se peut, ce caractère de l'examen. La plupart d'entre nous en ont fait l'expérience, l'attaché, sitôt introduit, se voit atteler à quelque arriéré, auquel le personnel ordinaire n'a pu pourvoir ; et, passé le premier tâtonnement, qui absorbe au plus quelques heures, son ouvrage est adopté tel quel et n'a pas plus besoin de retouches que celui des vieux employés (2). Tranchons le mot ; c'est bel et bien un fonctionnaire de plus, mais qui ne coûte rien à l'Etat. Le surnumérariat ne sert pas à révéler au candidat les divers rouages d'une bibliothèque. Sans l'aide de l'attaché, les titulaires auraient grand-peine à

(1) Entendez : d'un stage gratuit. Pour l'enseignement secondaire, depuis 1904, il est de trois semaines, *en cours d'études*.

(2) Chacun sait du reste que, dans diverses bibliothèques, des adjoints au catalogue travaillent à la tâche ; puisqu'on leur paie leurs fiches ; c'est donc qu'il n'y a pas nécessité de les refaire ; or aucun stage n'est exigé de ceux-là.

assurer le service ; les circonstances font de lui un collaborateur — pour ne pas dire un bouché-trou — et non un apprenti (1).

C'est pourtant sous ce dernier aspect qu'il est juste de considérer le stage, si l'on tient absolument à le maintenir ; on le voudrait établi en faveur, non de la bibliothèque, mais du futur bibliothécaire. En fixer la durée serait du ressort de ce Comité consultatif dont la création est si désirée ; mais de toute évidence cet apprentissage ne se conçoit qu'*avant* le concours (2) ; sinon, que s'apprend-il durant le stage ? ou sur quoi portent les épreuves et interrogations ?

Souhaitons enfin un concours au sens strict : que l'admission garantisse une place immédiate au candidat ; s'il n'y en a point à lui donner, mieux vaut cent fois le refuser ; il lui sera possible encore de prendre une autre voie et il ne perdra plus sa jeunesse à escompter une vacance de hasard, rêve déçu chez plus d'un, tout récemment, par une soudaine réduction de personnel.

C'est encore au Comité consultatif qu'il appartiendrait de spécifier quels diplômes non professionnels sont exigés des candidats et de dresser la liste des équivalences. A défaut de rigueur sur ce point, ne serait-il pas équitable de conférer à certains titres une avance de points au concours ? A quoi bon entretenir des Universités et de grandes Ecoles, si l'on ne doit pas concéder, dans des limites raisonnables, à ceux qui en sortent, une situation privilégiée ?

A l'égard de la Bibliothèque Nationale, il n'y a pas d'objection absolue à élever contre le stage, puisqu'il est rétribué ; mais on peut sans témérité demander pour lui des honoraires moins dérisoires et qui s'accroissent plus rapidement.

Il va sans dire que le personnel des bibliothèques, en sollicitant une réforme, ne l'envisage que faisant suite à un régime de transition qui respecterait les droits acquis jusqu'à ce jour. Nul n'oserait traiter comme n'existant pas les stagiaires dont le sort n'a pas encore consolidé la situation. Mais, provisoirement, prions Messieurs les administrateurs de repousser désormais, par principe, toute candidature nouvelle aux fonctions d'attaché.

Quelques membres de notre association ont enfin soulevé un problème plus épineux : Le stage ne rapporte rien, ont-ils dit, qu'au moins il compte pour la retraite ! — On leur a répondu : Impossible, puisque le stagiaire n'opère aucun versement à cet effet. — La difficulté la plus grande n'est peut-être pas là ; au régiment, les soldats non plus ne versent rien, ni les élèves à l'Ecole normale supérieure ; et dans les deux cas les droits à la retraite commencent à courir. Observons plutôt qu'il y a stages et stages : les uns sont plus longs, les autres plus assujettissants : la balance des services en devient malaisée.

VICTOR CHAPOT,

Sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

(1) Fait bien caractéristique : la Bibliothèque de la Sorbonne compte en permanence plusieurs « attachés » qui sont censés s'y préparer aux bibliothèques universitaires. Or, parmi elles, celle de Paris a un régime intérieur, un mode de classement — fort ancien, qu'il fallait respecter — entièrement différent de celui qui est porté au programme d'examen et appliqué dans les autres universités, où l'on parlait à peu près de la « table rase ».

(2) On voit qu'il n'est plus question du deuxième examen en usage dans les trois bibliothèques publiques de Paris. Quelqu'un en plaiderait-il le maintien ?

La Société des Amis de la Bibliothèque d'Amiens

*Communication faite à l'Assemblée trimestrielle du 11 juillet 1907
par M. H. Michel, conservateur de la Bibliothèque d'Amiens.*

Un des objets les plus intéressants et les plus utiles que puisse se proposer notre Association, est, à mon sens, de déterminer, s'il est possible en faveur des Bibliothèques, un courant d'active sympathie, parmi tous ceux du moins, qui sont susceptibles de s'intéresser à leur progrès. Les bibliothèques, en France, se sont trouvées jusqu'ici un peu isolées, sans contact avec le public, avec la vie extérieure. Or, dans une société démocratique surtout, c'est le sentiment public qui attribue, en fin de compte, aux diverses fonctions sociales leur importance relative et la sollicitude de l'Etat a pour mesure assez exacte la faveur de l'opinion.

Notre Association s'est préoccupée beaucoup jusqu'à présent — et à très juste titre — d'obtenir des pouvoirs officiels une organisation meilleure et le statut professionnel qui nous fait défaut. Ce n'est pas abandonner le moins du monde la poursuite de ces réformes légales ou administratives, mais c'est au contraire aider très efficacement à leur réalisation, que d'essayer une sorte d'action parallèle qui s'exercerait sur l'opinion publique. Plus nombreux seront les amis dévoués des Bibliothèques, plus nous pourrons compter sur l'attention bienveillante de l'Etat, de l'administration supérieure et des municipalités.

La surprenante extension qu'ont prise depuis un demi-siècle les Bibliothèques des Etats-Unis est l'exemple le plus encourageant qu'on puisse donner de l'importance de l'initiative privée et de son heureuse influence sur l'action complémentaire des pouvoirs publics. Il est tout à fait inutile de rappeler les libéralités fameuses qui ont assuré à telle bibliothèque américaine des revenus princiers. On sait moins que dans certaines villes un résultat presque pareil s'obtient par voie de souscription publique. Mais ce qui est surtout instructif c'est que presque toujours les Etats ou les villes se montrent d'autant plus libéraux que les particuliers ont témoigné eux-mêmes du grand intérêt qu'ils prennent à la prospérité de la Bibliothèque.

De pareilles mœurs sont-elles susceptibles de s'acclimater en France à quelque degré ? Pourquoi non ? Si l'opinion publique s'est montrée assez indifférente jusqu'à présent aux progrès des bibliothèques, c'est sans doute qu'on ne s'est point suffisamment préoccupé de l'éclairer sur les services que les bibliothèques peuvent rendre à condition d'être organisées vraiment selon les besoins de la vie moderne. Et si nous avons à constater si rarement d'importantes libéralités privées, ce n'est pas que les donateurs généreux fassent défaut en France plus qu'ailleurs. La preuve en est dans les fondations, d'une utilité souvent douteuse, dont quelques sociétés savantes voient leur budget s'accroître sans cesse et parfois jusqu'à l'encombrement. Mais c'est plutôt qu'on a négligé d'intéresser de quelque façon aux bibliothèques bien des hommes de bonne volonté qui pourraient aider très efficacement à leur prospérité et qui n'y songent pas.

Quels sont les moyens les meilleurs et les plus pratiques de favoriser

à la fois ces initiatives individuelles et le mouvement d'opinion et de sympathie dont elles sont le résultat exceptionnel et brillant ? Ces moyens sont nombreux et divers. L'attribution de la personnalité civile aux bibliothèques pourrait avoir, par exemple, les effets les meilleurs. M. Gautier a présenté à ce sujet un rapport des plus documentés ; c'est une question importante qu'il ne faut pas perdre de vue. Mais la personnalité civile paraît convenir surtout aux grandes bibliothèques de l'Etat. Il ne saurait être question de l'étendre aux bibliothèques universitaires et je pense qu'il y aurait bien des difficultés à en faire bénéficier les bibliothèques municipales.

Pour celles-ci — dans un ordre d'idées tout différent — on pourrait examiner s'il ne serait pas avantageux d'y rattacher de quelque façon les bibliothèques populaires, nombreuses et prospères dans bien des villes. Les bibliothèques municipales bénéficieraient ainsi de l'intérêt qui s'attache très justement à l'enseignement populaire et aux œuvres de post-scolarité et en même temps — par un bienfait réciproque — plus de compétence, plus d'ordre et plus d'unité seraient apportés à l'administration des bibliothèques populaires.

Mais le moyen le plus propre d'atteindre le but général que j'indiquais est, à mon avis, la création de sociétés d'amis des bibliothèques. C'est là une façon très simple et immédiatement réalisable de grouper autour des grands dépôts de Paris ou de la province tous ceux qui par leurs études, leurs goûts ou leur situation personnelle sont susceptibles de s'intéresser à la bonne gestion, au progrès et à l'enrichissement des bibliothèques. On sait quels services ont rendu et rendent encore à l'art français des sociétés comme celles des Amis du Louvre ou de l'Union des arts décoratifs. Pourquoi des sociétés analogues, ayant comme celles-ci un but précis et un champ d'action bien limité et localisé, ne rendraient-elles pas de pareils services aux bibliothèques ? Persuadé pour ma part de l'excellence en toute chose de l'action et de l'initiative privées, — d'une initiative privée respectueuse bien entendu des droits de l'Etat et des municipalités et qui s'est assurée prudemment leur bienveillance préalable — j'ai tenté de déterminer à Amiens la création d'une société de ce genre. Grâce à d'amicaux concours j'y ai réussi sans trop de peine. Qu'advient-il de cette tentative, je ne puis le dire encore. Mais sans vouloir aucunement en amplifier l'importance, il m'a paru intéressant de vous la signaler à titre d'indication et d'exemple. C'est une première application des idées un peu générales que je viens d'exposer rapidement.

Voici les articles principaux des statuts, ceux qui précisent l'objet et les moyens d'action de la Société :

Art. 1. — *La Société des Amis de la Bibliothèque d'Amiens a pour objet d'étendre l'utilité de cet établissement, d'en faire connaître mieux les ressources et d'y créer un centre actif d'études et d'enseignement bibliographique.*

Art. 2. — *Elle se propose : 1° de donner des conférences sur l'histoire du livre, sur la bibliographie, sur l'usage des bibliothèques en général et de la Bibliothèque d'Amiens en particulier ; — 2° d'organiser des expo-*

sitions temporaires de manuscrits, d'autographes, de livres, d'estampes, etc ; — 3° de réimprimer des ouvrages ou pièces rares, d'entreprendre ou de faciliter la rédaction et la publication de catalogues et de bibliographies spéciales.

Art. 3. — *La Société se propose en particulier d'aider dans la mesure de ses ressources à l'enrichissement de la Bibliothèque, soit par des dons d'ouvrages spécialement acquis à cet effet, soit par tous autres moyens qui paraîtront convenables.*

Art. 4. — *La Société déclare expressément ne vouloir s'immiscer en rien dans l'administration ni dans la direction de la Bibliothèque, qui appartiennent à M. le maire d'Amiens, à la Commission administrative et au Conservateur. Aucune conférence ne sera donnée dans la Bibliothèque, aucune exposition n'y sera organisée sans l'autorisation préalable de M. le maire d'Amiens.*

Art. 5. — *La Société a son siège social à la Bibliothèque (1).*

La Société des Amis de la Bibliothèque d'Amiens se propose donc d'organiser des conférences et des expositions, d'entreprendre éventuellement certaines publications bibliographiques et enfin d'offrir des ouvrages à la Bibliothèque. Chacun de ces objets a sans doute son intérêt, mais ce qui est beaucoup plus important c'est l'existence même du groupement. Quelle que soit la façon plus ou moins heureuse dont il emploie ses ressources et dont il manifeste son activité, il aura toujours pour effet d'intéresser tous ceux qui en font partie à la prospérité d'un établissement où ils se sentiront un peu chez eux et le terrain le plus favorable peut être ainsi préparé à des manifestations plus décisives de l'initiative privée. Supposez que des groupements analogues viennent à se créer en nombre suffisant à Paris et en province, il ne serait sans doute pas impossible de les mettre en rapport les uns avec les autres et l'A. B. F. pourrait être assez naturellement l'organe central de cette sorte de fédération. On imagine sans peine combien son influence y gagnerait en étendue et en efficacité. C'est quelque chose d'assez analogue qu'a réalisé, paraît-il, aux Etats-Unis l'*American Library Association* à laquelle sont dus pour une si large part l'extension et le progrès des bibliothèques américaines.

(1) Art. 6. — *La Société comprend trois sortes de membres : 1° Les membres bienfaiteurs qui versent une somme minimum de 150 francs et sont libérés par ce versement de toute cotisation ultérieure. 2° Les membres actifs qui payent une cotisation annuelle de 10 francs. 3° Les membres souscripteurs qui payent une cotisation annuelle de 3 francs.*

Art. 7. — *Les membres bienfaiteurs et actifs sont présentés par deux parrains. Le bureau statue sur l'admission. — L'admission des membres souscripteurs n'est soumise à aucune formalité.*

Art. 8. — *Tous les membres de la Société sont admis aux conférences. Ils reçoivent des cartes d'entrée aux expositions et il leur est distribué un fascicule publié annuellement par la Société.*

Art. 9. — *La Société est administrée par un Bureau composé d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Secrétaire et d'un Trésorier élus par l'Assemblée générale au scrutin secret. Le Conservateur de la Bibliothèque et le Bibliothécaire adjoint font en outre partie de droit du Bureau, sans y occuper aucune des fonctions énumérées ci-dessus.*

Art. 10. — *Les membres du Bureau sont rééligibles. Toutefois, le Président ne peut rester en exercice plus de deux années consécutives.*

Compte-rendu de l'assemblée trimestrielle

du 11 juillet 1907

La séance est ouverte à 5 heures, à l'Hôtel des Sociétés savantes, sous la présidence de M. DENIKER, assisté de M. MICHEL, vice-président.

Sont présents : MM. AUVRAY, CAPET, CHAPOT, CORNILLOT, COYECQUE, DENIKER, DESLANDRES, FOSSEYUX, GAUTIER, GODIN, HAHN (Lucien), LEGRAND, MARAIS, MICHEL, MORTET (Charles), de NUSSAC, POIRÉE, ROUCHÈS, SEPET, de STRZEMBOSZ, SUSTRAC, TIERSOT, VIOLLET, VITRAC, WICKERSHEIMER.

Excusés : MM. BELLANGER, DENÉE, DUJARDIN, LANGLOIS, LAUDE, MARQUE, OURSEL, ROUSSELLE.

Le procès-verbal de la précédente assemblée (Assemblée générale du 7 avril) dont les membres de l'Association ont déjà pris connaissance dans le *Bulletin* est adopté. Une rectification est cependant présentée par M. Cornillot qui fait observer que le texte du vœu relatif au stage voté en fin de séance, et inséré dans le procès-verbal n'est pas celui qu'il avait proposé. Cette rectification est acceptée et M. Cornillot est invité à présenter, en fin de séance, un texte écrit du vœu qu'il désire soumettre à l'approbation de l'assemblée. Il est toutefois entendu, sur l'observation de M. Sepet, que le fond de la question, trop délicat pour être utilement débattu sans préparation, viendra à l'ordre du jour de la prochaine assemblée trimestrielle.

M. DENIKER rend compte des études et démarches faites par le Comité depuis la dernière assemblée trimestrielle. Conformément au vœu de l'Assemblée, on a étudié la question de la création d'un Conseil supérieur des bibliothèques. Un mémoire, longuement motivé, fut rédigé à cet effet par plusieurs membres du Comité et mûrement discuté en réunions, a été remis par le bureau de l'Association à M. le ministre de l'Association le 26 juin (1).

M. DENIKER a également vu MM. Bayet, directeur de l'enseignement supérieur, Jules Gautier, directeur du Cabinet du Ministre, et Steeg, rapporteur du budget de l'Instruction publique. Tous se sont déclarés favorables à l'institution d'un Conseil supérieur des bibliothèques.

M. le Président, ayant été informé de l'institution d'une commission sénatoriale de l'enseignement supérieur, a écrit à M. Charles Dupuy, président de cette commission, pour lui signaler la place qui revient aux bibliothèques dans l'enseignement supérieur et demander à ce que leurs

Art. 11. — Le Trésorier tient un compte des recettes et des dépenses. Il présente chaque année un compte de sa gestion à l'Assemblée générale.

Art. 12. — L'Assemblée générale est composée des membres bienfaiteurs et des membres actifs de la Société. Elle se réunit chaque année au mois de novembre.

Art. 13. — En cas de dissolution de la Société, l'Assemblée générale convoquée extraordinairement statue sur le mode de liquidation.

(1) V. le texte dans le présent numéro du *Bulletin*.

chefs soient touchés par l'enquête. Il mettait également à la disposition de la commission les informations dont pourrait disposer notre association. M. Dupuy a répondu que la commission convoquerait certainement le Président de l'Association lorsque ses séances seraient commencées, c'est-à-dire vraisemblablement en décembre prochain.

Sur la proposition de M. Marais, l'Assemblée vote des remerciements à M. DENIKER pour le zèle actif dont il a fait preuve. M. le Président y associe les membres du bureau et M. Vidier, principal auteur du mémorandum au Ministre.

M. COYECQUE fait remarquer qu'un point important est d'obtenir que des bibliothécaires, même de grade inférieur, mais compétents, puissent figurer dans le futur Comité des bibliothèques. MM. Ch. MORTET et GAUTIER répondent qu'on s'inspirera vraisemblablement du précédent constitué par le Conseil supérieur de l'Instruction publique, qui compte dans son sein de nombreux professionnels. Il faudra, en tout cas, par des moyens officieux, faire son possible pour qu'il en soit ainsi.

M. MICHEL donne lecture de sa communication sur les Sociétés des amis des bibliothèques. L'exemple de la société fondée à Amiens mérite d'être suivi ; il est décidé, sur la proposition de M. Ch. MORTET que la communication de M. Michel, sera insérée dans le *Bulletin*.

M. SUSTRAC fait une communication sur l'adaptation des bibliothèques aux besoins modernes. Ces besoins, très variés, exigent pour être pleinement satisfaits que chaque bibliothèque prenne exactement conscience de son but propre et qu'elle s'en inspire étroitement dans le choix méthodique de ses nouvelles acquisitions, dans l'organisation de ses services, enfin dans le travail de son personnel destiné, par dessus tout, à former des collections choisies et à en ménager la meilleure utilisation possible. Le bibliothécaire, en tant que bibliothécaire, n'est donc pas un pionnier de la science, mais simplement son auxiliaire.

M. CORNILLON observe qu'il est pourtant bon que dans les bibliothèques spéciales, le bibliothécaire soit un savant. M. SUSTRAC le reconnaît mais en insistant sur cette considération que le bibliothécaire a à réaliser une tâche technique, non une œuvre scientifique.

M. SEPET ne voudrait pas qu'on mît la technique au-dessus de la science. M. MORTET remarque qu'on ne peut généraliser de façon absolue. Il y a une grande variété de bibliothèques, qui réclament une égale variété de compétences. Plus une bibliothèque est scientifique, plus il lui faudra un personnel savant.

M. GAUTIER est d'avis que le bibliothécaire pourrait mieux remplir sa fonction, s'il n'était absorbé, comme cela a lieu trop fréquemment, par de multiples travaux de copiste, travaux qui pourraient être faits d'aussi bonne façon — et à meilleur compte — par un personnel de commis, (expéditionnaires ou employés — le nom importe peu). Ce personnel, intermédiaire entre le personnel technique des bibliothécaires et le personnel des garçons, qui n'existe pas actuellement, rendrait les plus grands services dans les grandes bibliothèques. Diverses observations sont présentées, dans le même sens, par MM. SEPET, SUSTRAC et LEGRAND. M. VIOLET fait remarquer que ce personnel d'employés pour-

rait très fréquemment, se recruter parmi les plus instruits des garçons. Il y aurait là pour ces derniers un légitime avancement, qui contribuerait de très heureuse façon à la bonne marche du service.

M. CORNILLON présente ensuite le vœu suivant, qu'il avait désiré faire voter lors de la dernière assemblée générale :

« 1° Les fonctions de bibliothécaire universitaire (ou municipal) ne sont accessibles qu'aux personnes pourvues d'un certificat d'aptitude. En accordant ce certificat d'aptitude d'ordre purement professionnel, l'Etat s'engage à fournir aussi au stagiaire un poste dans l'administration correspondante au fur et à mesure des vacances, bien entendu par ordre de promotion en suivant son rang dans la promotion.

« 2° Dès l'obtention du certificat d'aptitude, le stagiaire est considéré comme un fonctionnaire, s'il reste attaché à une bibliothèque universitaire pour un service effectif et régulier : il versera pour réserver ses droits à la retraite pendant tout le temps passé dans cette situation d'attente une somme qu'il reste à déterminer mais qu'il semble équitable de baser sur l'indemnité annuelle accordée. Les années de stage comptées à partir de la date de l'examen serviront pour l'avancement durant toute la carrière du fonctionnaire et si leur nombre en est assez élevé, la classe de début pourra être supérieure à la dernière.

« 3° Les fonctionnaires actuels qui ont autrefois effectué un certain nombre d'années de stage dans les conditions énoncées ci-dessus seront autorisés à verser la somme nécessaire pour réserver leurs droits à la retraite durant cette période qui leur sera comptée également pour leur avancement. »

Ce vœu fait l'objet d'un échange d'observations entre plusieurs des assistants et notamment entre MM. LEGRAND, GAUTIER et COYEQUE. La discussion approfondie est remise à la prochaine assemblée trimestrielle. La réunion est levée à 7 heures.

Le soir un dîner au café Soufflet, réunissait MM. CHAPOT, COYEQUE, DENIKER, GAUTIER, GODIN, LORSTEIN, MAZEROLLE, MICHEL, POIRÉE, STRZEMBOZ, SUSTRAC et VITRAC.

Comptes rendus des Séances du Comité

Séance du vendredi 17 mai.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Martin, vice-président.

Sont présents : MM. Auvray, Gautier, Hildenfinger, Marais, Martin, Mortet, Poirée, Sustrac, Vidier et Vitrac.

Excusés : MM. Deniker, Michel, Oursel, Viollet. M. Schalck de la Faverie, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, est admis membre de l'Association. Lecture est donnée d'une lettre de M. H. Michel contenant de bonnes nouvelles sur la Société des Amis de la Bibliothèque récemment créée à Amiens.

Le texte de l'exposé qui doit être remis à M. le Ministre est ensuite mis en discussion.

Séance du jeudi 23 mai.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Deniker, président.

Sont présents : MM. Deniker, Gautier, Hildenfinger, Marais, Michel, Mortet, Poirée, Sustrac, Vidier, Viollet.

Excusés : MM. Auvray, Martin, Vitrac.

M. Marcel Aubert, attaché à la Bibliothèque Nationale, est admis membre de l'Association. Lecture est donnée de deux lettres : l'une de M. Godard, bibliothécaire adjoint de la Bibliothèque du Puy, tendant à obtenir pour les bibliothèques municipales l'autorisation d'aliéner leurs doubles ; l'autre de M. Dupraz, bibliothécaire de la bibliothèque de Lausanne qui fait don à l'Association d'une monographie de la bibliothèque qu'il dirige. La prochaine réunion trimestrielle est fixée au jeudi 11 juillet à 4 h. et demie à l'Hôtel des Sociétés savantes.

La lecture de l'exposé à remettre à M. le Ministre est ensuite continuée et l'ensemble est définitivement adopté.

M. Deniker est prié de demander au Ministre une audience le plus tôt possible et le bureau, auquel se joindra M. Vidier, est chargé de la démarche. Le Comité est informé que M. Port, nommé récemment inspecteur général des Economats, donne sa démission de membre du Comité.

Séance du jeudi 13 juin.

La séance est ouverte à 5 heures et demie sous la présidence de M. Deniker président.

Sont présents : MM. Auvray, Deniker, Hildenfinger, Marais, Mortet, Poirée, Sustrac, Vidier, Vitrac.

Excusés : MM. Gautier, Jadart, Martin, Masson, Michel, Oursel et Viollet.

M. Eug. Jaubert, bibliothécaire de la ville de Nice, est admis membre de l'Association. Communication est donnée d'une lettre de M. Masson relative aux démarches qu'il a faites auprès des députés et sénateurs du Tarn dans le but de les entretenir de la personnalité civile à obtenir pour les bibliothèques. MM. Jaurès, Andrieu et Vien ont assuré M. Masson qu'ils étudieraient le projet avec une bienveillante attention. Le Comité est d'avis d'entretenir aussi de ce projet M. Steeg, rapporteur du budget de l'Instruction publique pour 1907. L'étude approfondie de la question pourrait être l'objet des premiers travaux du Comité consultatif des bibliothèques.

La personnalité civile des bibliothèques soulève quelques difficultés de comptabilité ; M. Jadart fait remarquer dans une lettre dont lecture est donnée au Comité qu'elle peut entraîner aussi à un résultat fâcheux : engager les municipalités à diminuer leurs allocations, c'est ce qui est arrivé au Musée de Reims.

M. Deniker rend compte des démarches faites par lui auprès du Ministre ; une audience sera prochainement accordée.

M. Vidier appelle l'attention du Comité sur l'opportunité des mesures à prendre par les autorités compétentes pour assurer la conservation des collections de livres mises sous séquestre en application de la loi

de séparation des Eglises et de l'Etat et sur une intervention possible de l'Association à ce sujet.

M. Deniker fait savoir que M. Martin a reçu une lettre de M. Prusik, bibliothécaire de l'Université de Prague, demandant si un congrès international de bibliothécaires ne pourrait avoir lieu bientôt. Le Comité estime que ce Congrès est chose souhaitable, mais que, vu les difficultés financières de l'entreprise et les affaires urgentes qui retiennent l'activité de l'Association, il ne serait pas opportun pour elle de prendre à présent l'initiative d'une telle réunion.

Chronique

Notre questionnaire.

Nous avons reçu en mai la réponse à notre questionnaire du bibliothécaire de Laval, notre collègue M. Cahour.

Pour Paris, nous avons reçu des réponses des bibliothèques suivantes : de l'Académie de Médecine, de l'Assistance publique, du Conservatoire des Arts et Métiers, de l'Ecole spéciale d'architecture, de la Faculté de Droit, de la Faculté de Médecine, de la Mazarine, de la Nationale, de Sainte-Geneviève, de la Société nationale d'horticulture, de la Société de législation comparée, de la Société asiatique, de la Bibliothèque Tridon.

Nous serons heureux d'en recevoir d'autres afin de permettre au Comité de dresser pour Paris, comme il l'a fait pour la province, un tableau d'ensemble.

Dans les Bibliothèques.

Par arrêté ministériel du 19 avril 1907, ont été nommés à la Bibliothèque Nationale :

MM. L. BATIFFOL et P. LE BRETHON bibliothécaires (précédemment sous-bibliothécaires) ; MM. H. LEMAITRE et PREVOST stagiaires au département des imprimés (précédemment attachés) et M. Fr. BRUEL stagiaire au département des estampes.

M. ENGERAND a été nommé stagiaire au département des imprimés, par arrêté ministériel du 1^{er} mai 1907.

Notre collègue M. Paul LORBER, attaché à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, vient d'être nommé archiviste des Basses-Pyrénées.

L'utilisation des doubles dans les Bibliothèques.

Les villes trouveraient souvent un supplément appréciable de ressources dans la vente ou dans l'échange de leurs doubles. Or actuellement un décret du 1^{er} juillet 1897 interdit toute aliénation des collections des bibliothèques municipales et soumet à une autorisation ministérielle préalable tout échange de ces collections. Nos collègues MM. LASCOMBES

et GODARD, bibliothécaire et bibliothécaire-adjoint de la ville du Puy, appellent notre attention sur l'opportunité qu'il y aurait à reviser le susdit décret dans un sens plus libéral. Nous nous associons bien volontiers à leur vœu et nous exprimons le désir que l'autorité compétente, sans exposer le domaine public à des pertes regrettables, prenne les mesures nécessaires pour qu'au contraire les richesses des bibliothèques puissent trouver un notable accroissement dans un plus judicieux emploi de leurs doubles. Nous recevrons volontiers sur ce sujet les informations et vœux que nos collègues auraient à nous communiquer.

Office de renseignements.

Nous rappelons à nos collègues que le bureau de l'Association est à leur disposition pour leur fournir tous les renseignements techniques qu'ils seraient désireux d'avoir (indications de bibliographies, de systèmes de classement de volumes ou de fiches, etc., etc.). Il accueillera également les communications intéressantes qu'on aurait à faire connaître à ce sujet.

Sous le titre de *Kléber en Vendée*, notre collègue M. H. BAGUENIER-DESORMEAUX vient de faire paraître chez Picard (1 vol. in-8°, 1907) les curieux mémoires militaires écrits par Kléber lui-même pour les années 1793-1794.

Plusieurs de nos collègues se sont plaints de ne pas recevoir soit notre Bulletin, soit nos circulaires. Nous les prions de vouloir bien réclamer à notre éditeur M. Le Soudier pour ce qui concerne le Bulletin et à l'un des secrétaires pour ce qui concerne les autres communications.

Le Gérant : J. GAUTIER.

De l'Orientation des Bibliothèques modernes

Que les bibliothèques soient faites pour le public, c'est là une conception banale à coup sûr. Mais que cette conception banale soit entrée dans les faits, tant s'en faut assurément. C'est pourquoi nous voudrions aujourd'hui l'examiner pour en déduire les conséquences au triple point de vue du rôle des bibliothèques en général, de leur adaptation aux besoins de la société moderne et enfin de l'orientation de notre action privée et publique. Nous prions instamment les collègues qui nous feront l'honneur de nous lire, de considérer comme un devoir de bonne solidarité professionnelle de nous communiquer, pour la profit de tous, leurs observations, compléments ou critiques. Ils travailleront certainement ainsi au progrès des bibliothèques, car nous avons besoin des idées les uns des autres pour avancer avec sécurité.

I

Destination générale des bibliothèques.

Les bibliothèques sont faites pour le public. Cela veut dire, nous semble-t-il, qu'organiser une bibliothèque, l'administrer, en former, accroître, conserver et mettre en service les collections, tout le travail en somme du personnel auquel est confié la bibliothèque, a pour but de répondre aux désirs d'instruction, d'éducation, de travail intellectuel du public auquel elle est destinée. C'est dire encore que la bibliothèque doit être un organisme vivant procédant de la vie intellectuelle de son milieu et destiné à accroître cette vie. C'est dire encore que comme tout organisme vivant, elle doit éliminer les choses mortes, les livres périmés ou du moins les mettre à part et s'assimiler au contraire tout ce qui a une valeur d'usage.

Des collections qui ne serviraient à rien, ni à personne, seraient par définition même des collections inutiles et vain serait le travail de leurs conservateurs. Par conséquent, si on conserve des livres si rares, si précieux soient-ils, c'est en définitive pour que, d'une manière ou d'une autre ils servent : toute mesure de conservation est logiquement destinée à rendre possible un usage prolongé. Or, il arrive souvent chez nous que la crainte du vandalisme ou simplement du manque de soins de quelques lecteurs, développe de façon excessive le point de vue de la conservation et en vient à ralentir l'activité des services. Sans doute, il doit y avoir des bibliothèques qui se proposent surtout de conserver en vue des générations futures, mais il ne semble guère admissible qu'elles se limitent à ce but, si noble soit-il, et qu'elles poussent ainsi le désintéressement jusqu'à sacrifier entièrement les besoins du présent à ceux de l'avenir, et, si évidemment personne ne

se propose un but si peu pratique, il en est pourtant qui agissent inconsciemment, comme si tel était leur idéal. Or, en fait, toute collection de livres ne vaut que par l'usage proche ou lointain qu'on en peut tirer.

II

Autonomie de la profession de bibliothécaire.

De ce point de vue, fondamental selon nous, résultent de très importantes conséquences qui se peuvent exprimer en une seule formule : le rôle propre du bibliothécaire est d'orienter tout son travail professionnel vers la satisfaction des besoins de son public. Il a à faire pour ses lecteurs dans la mesure de ses moyens tout ce que, lecteur lui-même, il souhaiterait qu'on fit pour lui. Le bibliothécaire n'est donc pas un savant : comme bibliothécaire, il n'a pas de travaux originaux à réaliser; il n'a pas même à faire progresser les études sur l'histoire du livre, des bibliothèques ou du papier par exemple, bien que cette occupation soit tout à fait recommandable pour ses heures de travail personnel. Il a seulement à mettre le savoir à la disposition du lecteur en lui évitant le plus possible de tâtonnements et de pertes de temps. Sans doute, il est nécessaire qu'il ait l'esprit scientifique, qu'il ait fait de solides études, qu'il sache beaucoup de choses, mais tandis que, pour le savant, savoir est un but désintéressé suffisant par lui-même, pour le bibliothécaire, au contraire en tant que tel, la science n'est qu'un moyen. Nous disons, en tant que tel, parce que rien n'empêche le bibliothécaire d'être en même temps un savant, pourvu qu'il sache faire le départ entre son travail personnel et son travail professionnel, que dans l'un il étudie pour la science elle-même, et dans l'autre seulement dans la mesure où c'est nécessaire ou utile à la gestion de ses collections. Le bibliothécaire n'est donc pas davantage un homme de lettres, pas davantage un éducateur, ni un historien, ni un philosophe, ni un sociologue, ni un penseur, ni un polémiste, ni un archéologue, ni un apôtre, il est simplement l'auxiliaire de la science, de l'histoire, de l'art, en un mot de toute forme d'activité humaine en tant qu'elle a besoin du livre à son service. Qu'il soit ensuite, dans son temps libre, naturaliste, archéologue, historien ou tout ce qu'il voudra, même sportsman si bon lui semble, tout sera pour le mieux, pourvu qu'il respecte absolument l'autonomie de sa profession.

D'autres conséquences multiples suivent, que nous ne ferons qu'indiquer ici, parce qu'elles ne sont en somme que des cas particuliers du principe général que nous avons posé en commençant, et que plusieurs d'entre elles méritent des études spéciales que nous espérons leur consacrer, ou voir leur consacrer par nos collègues. D'abord, puisque c'est pour le public que le bibliothécaire doit travailler, il s'appliquera à acheter tous les livres et rien que les livres dont son public a besoin, et par conséquent, préalablement, il se rendra exac-

tement compte du genre de public auquel est destiné son établissement. Ensuite, il fera tout son possible pour que l'acquisition, la mise en service et la communication des livres se fassent avec tout le soin et la promptitude possibles, sans sacrifier la perfection technique de son travail ; il n'oubliera jamais qu'un élément essentiel de cette perfection est d'aboutir en temps utile, et, s'il le faut, il saura sacrifier tel perfectionnement secondaire à la nécessité primordiale de la promptitude. Dans ses catalogues, il visera avant tout à la clarté et à la simplicité aussi bien qu'à l'exactitude. Dans toutes ces questions, il y a quantité de problèmes minutieux qu'il serait très utile, à l'exemple des américains, d'aborder décidément un à un, les tournant et retournant jusqu'à la mise en lumière de solutions pratiques : tels la valeur pratique respective des diverses espèces de catalogues, le traitement des fiches d'anonymes, l'art d'établir les rubriques d'un catalogue, l'examen des difficultés que soulève l'intercalation des fiches dans un catalogue alphabétique d'auteurs, etc., etc. Ces études achèveraient de démontrer qu'être bibliothécaire est bien exercer une profession caractérisée et que nous devons travailler à réaliser plus complètement dans les faits l'indépendance que nous montre la théorie.

III

Bibliothèques et démocratie.

Parmi les conséquences à tirer de cette proposition : les bibliothèques sont faites pour le public, nous croyons qu'il est nécessaire, bien que cela ait déjà été fait, de mettre à part celles qui apparaissent lorsqu'on considère les bibliothèques dans leurs rapports avec les besoins de la société moderne. Elles peuvent se ramener à une. Dans une société à tendances démocratiques, il faut que la bibliothèque soit à la disposition de tous. L'instruction obligatoire a développé partout le savoir au xix^e siècle. D'un autre côté, les organisations sociales et politiques tendent dans tout l'univers civilisé à réclamer de tout homme un travail social, et par conséquent à lui imposer de se mettre à la hauteur de sa tâche nouvelle et, si le citoyen d'une république démocratique veut remplir ses nouveaux devoirs, il faut qu'il ait sous la main les moyens de s'instruire. Le bibliothécaire, comme tel, n'a pas à s'occuper de politique ni de questions sociales ou religieuses. Dans les conflits d'idées, il est neutre, mais d'une neutralité positive qui permet aux gens consciencieux de tous les partis, de toutes les opinions, de toutes les croyances, de se documenter avec exactitude. Par conséquent, démocrate ou non, le bibliothécaire d'aujourd'hui est obligé, pour rester à la hauteur de sa tâche, de tenir compte de ce double fait indéniable du progrès de l'instruction de tous et de l'ascension politique et sociale des masses. Donc, il faut que toute commune de France ait sa bibliothèque publique où l'on puisse non seulement se livrer aux études scientifiques et littéraires, mais encore

aborder les questions actuelles, voire même se procurer les renseignements de toute nature dont on peut avoir besoin. Dans toute localité, on devrait pouvoir passer aussi facilement à la bibliothèque se renseigner qu'on va au marché acheter de la viande ou des légumes.

Nous ne nions point pour cela la nécessité de bibliothèques bien diverses, les unes strictement scientifiques, d'autres techniques, d'autres à l'usage des bibliophiles, d'autres destinées à être surtout les musées de la pensée humaine où l'on rassemble avec respect toutes les reliques intellectuelles du passé pour les mettre à la disposition des érudits qui tireront de ces restes vénérables toutes les forces et toutes les lumières qu'ils sont encore capables de procurer aux générations nouvelles ?

Faut-il ou non maintenir des cloisons étanches entre ces diverses fonctions des bibliothèques. Nous n'avons pas l'intention d'élucider ici cette question, nous contentant de faire remarquer que c'est là surtout affaire d'espèces ; qu'en général dans les grandes villes, les fins diverses que peut poursuivre une bibliothèque se trouveront bien d'une spécialisation pas trop exclusive d'ailleurs, tandis qu'au contraire dans les petits centres, c'est un établissement unique à fins multiples qu'il faudra et que, dans les villages, les fins toutes actuelles devront primer le caractère scientifique. Les instruments d'études sont coûteux, et il vaut mieux renvoyer les travailleurs locaux aux chef lieu plutôt que de former partout des collections qui seraient par trop pauvres et incomplètes.

IV

Orientation pratique.

Si la profession de bibliothécaire a son autonomie, si les bibliothèques sont faites pour le public, il doit en résulter pour nous tous une vision plus claire du sens dans lequel nous devons orienter nos efforts, et il nous semble que ce sens est bien exprimé dans cette formule générale mais féconde sans doute en multiples applications : adaptons les bibliothèques aux besoins actuels des lecteurs. Donc, distinguer le livre vieilli et périmé du livre vivant, distinguer aussi le livre, document du passé, du livre, instrument actuel d'éducation et d'instruction ; organiser tous les services en vue de mettre l'ouvrier, le laboureur, l'employé à même aussi bien que le bibliophile, l'érudit et le savant de trouver et d'utiliser exactement les livres différents qu'il faut à chacun, telle nous semble la voie à suivre. Mais, et c'est là que le lecteur nous attend, sans doute, est-il possible de la suivre ? Ignorez-vous, nous dira-t-on, que les bibliothèques sont méprisées, que souvent elles sont sans argent, sans lecteurs, sans livres modernes, sans notoriété, sans influence et que les bibliothèques de villes sont souvent considérées par des municipalités toujours à court d'argent, comme un poids mort, comme un luxe encombrant, comme un service



qui ne « paye » pas ? Ne savez-vous pas qu'une bibliothèque doit s'estimer heureuse de trouver asile dans un coin de mairie, de musée, voire même de marché, que le bibliothécaire est sur le pied d'un employé de bureau qu'on remercie quand on a assez de ses services ? Intéresser le public, le parlement ou le gouvernement aux bibliothèques, y songez-vous ? Avez-vous l'attrait de la curiosité ou le piment du scandale pour le public ? Offrez-vous des perspectives d'influence aux parlementaires ? Des armées d'électeurs marchent-elles derrière vous, prêtes à favoriser un gouvernement ami des bibliothèques ? Que peut-on faire ?

Eh bien si ! Il y a au contraire, pour nous bibliothécaires, une tâche magnifique à réaliser. Oui, les bibliothèques et les bibliothécaires n'ont pas les crédits nécessaires, en général du moins, pour relever la situation de leurs établissements ; oui, les collectivités ne s'intéressent pas aux bibliothèques parce que cela ne « paye » pas ; oui, la grande majorité du public n'a pas conscience d'avoir dans les bibliothèques un instrument de progrès de premier ordre. Mais à qui compare superficiellement les bibliothèques d'aujourd'hui à celles d'il y a cinquante ou vingt-cinq ans seulement, un progrès immense saute aux yeux. Pour nous borner à un seul exemple, qu'étaient il y a un demi-siècle la plupart des bibliothèques d'universités ? Ce qui a été possible le demeure, car la cause des progrès accomplis subsiste toujours : c'est le désir du progrès intellectuel. Le sens de la vie publique présente est manifestement tourné vers l'extension croissante de l'instruction dans toutes les classes de la société, comme le montre à l'évidence le développement des œuvres post-scolaires par exemple. Il semble, à la vérité, qu'un cercle vicieux paralyse l'activité et le progrès des bibliothèques : elles ne rendent pas de services parce qu'elles ne sont pas dotées, et elles ne sont pas dotées parce qu'elles ne rendent pas de services estimés suffisants. Par conséquent, un triple travail simultané est tout indiqué pour chacun de nous : 1° Dans l'état actuel de nos ressources et de nos moyens d'action, nous efforcer de tirer un parti toujours meilleur de nos collections ; 2° Eclairer le public sur ses vrais besoins et au fur à mesure des progrès que nous réalisons dans nos bibliothèques, lui en apprendre le chemin ; 3° Corrélativement à ses efforts et en s'appuyant sur les premiers résultats obtenus, chercher partout où cela se peut les indispensables ressources. Seulement, ne nous décourageons pas aux premiers insuccès ; procédons scientifiquement, lentement, avec une patience, une ténacité et une confiance qui soient invincibles. Donnons à chacun de nos efforts le maximum de chances de succès qu'il nous soit possible de lui procurer. Et par dessus tout, ayons confiance. Croyons fermement que les bibliothèques sont un merveilleux instrument de progrès, faisons notre possible pour qu'elles le deviennent et, selon toute vraisemblance, le succès suivra à son heure, car dans le système de l'univers, nulle force, n'est perdue.

CII. SUSTRAC,
Le Vésinet, 3 octobre 1907.

La Bibliothèque de la Ville de Besançon

Une réponse au Questionnaire

I. Local.

1. *La bibliothèque est-elle isolée?* — La bibliothèque n'est pas complètement isolée. Elle est adossée d'un côté à une maison particulière et des trois autres côtés éloignée de quelques mètres seulement des maisons voisines.

2. *Quelles précautions sont prises contre l'incendie?* — La bibliothèque est reliée par une sonnerie électrique avec le poste des pompiers. Des tuyaux ont été achetés et de temps à autre des essais d'arrosage sont faits avec la prise d'eau voisine. L'employé de la bibliothèque, lieutenant de pompiers, a organisé les précautions contre l'incendie avec le plus grand soin.

La bibliothèque est assurée pour 1.600.000 francs, somme du reste bien inférieure à sa valeur réelle, les richesses d'art étant évaluées à elles seules à une somme supérieure à ce total.

3. *Dates de construction et d'installation?* — La bibliothèque a été installée à la fin du XVIII^e siècle dans l'ancien couvent des Oratoriens, qui a été complètement reconstruit au commencement du XIX^e siècle. Une salle nouvelle a été aménagée au milieu de ce siècle.

4. *Y a-t-il des salles spéciales pour les périodiques, la réserve, le prêt?* — Les périodiques sont installés au fur et à mesure de leur apparition dans la salle du public. Déposés ensuite dans une salle spéciale, ils sont incorporés dans le fonds général dès qu'une série un peu importante est constituée.

Le prêt a lieu dans la salle du public. La réserve est placée dans une armoire spéciale près d'une ouverture de cave que l'on pourrait rapidement utiliser en cas d'accident.

5. *Chauffage, éclairage, aération?* — Chauffage au bois dans des poêles, seulement dans la salle publique et dans le cabinet du bibliothécaire.

Pas d'éclairage, le service n'ayant lieu que de jour, sauf dans la loge du concierge qui s'éclaire au pétrole. — Pas de système spécial d'aération.

6. *Mesures hygiéniques, lavabos, closets?* — Un lavabo existe près de la salle du public.

Des closets existent dans un coin isolé assez éloigné de la salle du public, et les lecteurs ne peuvent s'y rendre qu'accompagnés d'un employé de la bibliothèque.

7. *Vestiaire, garage pour cycles?* — Des portes-manteaux se trouvent dans la salle du public. Le concierge garde les bicyclettes des personnes qui lui en font la demande.

8. *Le bibliothécaire est-il logé?* — Non.

9. *Y a-t-il un concierge?* — Oui.

10. *Y a-t-il quelques indications extérieures mentionnant les jours et heures d'ouverture?* — Non, mais la bibliothèque étant publique tous les jours et la porte d'entrée n'étant ouverte qu'aux heures d'ouverture, le public est aisément renseigné. Des affiches placées jadis au dehors étaient constamment arrachées par les passants.

II. Collections.

11. *Quelle est la nature de la bibliothèque?* — Bibliothèque encyclopédique.

12-13. *Quel genre d'ouvrages domine?* — La bibliothèque remontant au xvii^e siècle, formée de l'ancienne bibliothèque de Granvelle, et de celle des anciens Bénédictins de Besançon, considérablement accrue à la Révolution, les livres anciens dominent. Aujourd'hui, la bibliothèque universitaire achetant surtout les livres de haute érudition, la Bibliothèque de la Ville cherche surtout à réunir des ouvrages de vulgarisation et ceux parmi les ouvrages de distraction ayant une réelle valeur littéraire.

Les livres concernant l'histoire régionale sont mêlés au fond général, le local ne permettant pas l'existence d'un fonds spécial. Un catalogue spécial pour l'histoire locale est en préparation et sera sans doute imprimé par les soins des sociétés savantes de la province.

14. *Nombre de volumes?* Environ 100.000 volumes (93.000 sans les doubles).

2.200 manuscrits.

1.100 incunables:

1 millier de cartes.

7 à 8.000 estampes, dessins, etc.

15. *Y a-t-il d'autres collections que les collections de livres?* — Il y avait des collections d'histoire naturelle, notamment une importante série de minéraux. Elles viennent d'être déposées au Musée d'histoire naturelle de la ville, la Bibliothèque ayant réservé son droit de propriété et de surveillance.

Très riche médailler, surtout abondant en monnaies romaines et en médailles et monnaies franc-comtoises.

Quelques tableaux intéressants, portraits pour la plupart de personnalités illustres du pays.

Statues et bustes non sans valeur (statue du philosophe Jouffroy par Pradier, buste de Victor Hugo et statue de Cuvier par David d'Angers, nombreux médaillons, terres cuites, etc., etc., d'artistes du pays).

Collections de dessins du xviii^e siècle d'une valeur considérable 50 Fragonard, 300 Hubert Robert, des Van Loo, Boucher, Saint-Aubin, Vincent, etc., etc.), legs de l'architecte bisontin Paris, ancien

directeur de l'Ecole française de Rome. Des pourparlers sont engagés pour les faire exposer par séries successives et renouvelées dans une salle du Musée, la bibliothèque conservant son droit de propriété et de surveillance.

16. *Importance des accroissements actuels ?* — Environ 1 millier de volumes par an, quelques manuscrits, cartes, estampes, cartes postales, etc.

17. *Comment se font les acquisitions.* — Par achats, dons et legs. Les achats entrent pour plus de la moitié dans l'accroissement annuel. L'Etat a malheureusement diminué depuis quelques années l'importance de ses envois. Sauf quelques exceptions, les particuliers n'offrent que leurs brochures et encore il n'y a guère que ceux qui sont en relations personnelles avec le bibliothécaire qui agissent ainsi. Depuis 3 ans, il y a eu environ 1 legs après décès par an comprenant en moyenne de 2 à 300 volumes ou plaquettes.

18. *Les libraires font-ils des communications à titre conditionnel ?* — On peut consulter les ouvrages nouvellement parus chez les libraires de la ville, malheureusement ces libraires sont fort peu pourvus, en dehors des ouvrages de vulgarisation ou de romans.

19. *La bibliothèque se sert-elle d'un libraire attitré et dans quelles conditions ?* — Il y a un libraire de la ville qui a été choisi par la municipalité pour les achats de la bibliothèque : il offre 15 % de réduction sur les achats. Un libraire correspondant à Paris, pour les livres anciens ou plus difficiles à trouver accorde 20 % port à la charge du destinataire.

III. — Personnel

20-21-22. *Nombre et répartition des fonctionnaires et employés ? Emoluments. Budget du personnel.*

1° Un conservateur.

2° Un bibliothécaire adjoint.

3° Un employé.

4° Un concierge qui est chargé de l'entretien des salles et du nettoyage.

Conservateur (en même temps archiviste de la ville) : 3.600 francs, traitement de début, mais les augmentations ne sont réglées d'après aucune règle fixe et dépendent du bon vouloir du conseil municipal.

Bibliothécaire adjoint : 2.200 francs, plus 200 francs d'indemnité comme archiviste-adjoint.

Employé : 1.800 francs après 9 ans de services (a débuté à 1.600 francs).

Concierge : 600 francs d'indemnité.

Budget total du personnel : 8.200 francs.

23. *Provenance du budget ?* — Fonds municipaux exclusivement.

24. *Le bibliothécaire exerce-t-il habituellement d'autres fonctions ?* — Depuis 5 ans il est chargé d'un cours complémentaire de bibliographie et sources de l'histoire de la Franche-Comté à l'Université de Besançon (indemnité annuelle de 300 francs).

25. *Conditions de nomination et de mutation ?* — Bibliothèque classée. Nomination par le maire. L'usage s'est établi depuis un demi-siècle de nommer comme conservateur un archiviste paléographe, ancien élève de l'Ecole des Chartes. Le bibliothécaire adjoint, ancien élève diplômé de l'Ecole des Chartes, est pourvu du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire.

Le bibliothécaire et les autres employés de la bibliothèque sont nommés par le maire et révocables par lui. Il n'y a aucune garantie contre l'arbitraire et les influences politiques.

26. *Retraites ?* — Il existe une caisse de retraites municipales avec versements mensuels de 5 %. Les retraites ne peuvent être supérieures à 2.000 francs avec 25 ans de services et 55 ans d'âge. En cas de départ du fonctionnaire, il perd le bénéfice de tous ses versements.

IV. Fonctionnement

1° Ressources

27. *Quelles sont les ressources financières pour le matériel de la Bibliothèque ?* — 3.550 francs.

28. *D'où proviennent-elles ?* — Fonds municipaux.

29. *Sont-elles en rapport avec l'importance de la Bibliothèque ?* — Somme très insuffisante dont le relèvement est demandé mais difficile à obtenir vu l'état précaire des finances de la ville de Besançon.

30. *Comment est réparti le budget ?* — Budget réparti en deux portions :

1° Achat de livres, 2.000 francs.

2° Entretien, reliures, matériel, etc., 1.550 francs

2° Service intérieur.

31. *Y a-t-il une commission d'achat de livres ?* — Il y a une commission d'inspection et d'achats composée de 7 membres dont 2 doyens des Facultés des lettres et des sciences, 1 professeur de la Faculté des Sciences représentant le maire comme adjoint, 1 professeur de la Faculté des Lettres, 1 conservateur de Musée, 1 avocat. Choisis par le ministère, après avis du maire et du préfet. La commission se réunit régulièrement 4 fois par an, décide des achats à effectuer, généralement adopte les demandes présentées par le conservateur, à qui elle donne en outre son appui moral dans les circonstances importantes. Les sciences sont autant représentées que les lettres et l'accord est en général parfait sur toutes les questions sou-

levées. Le Comité est très utile par les avis qu'il donne et le conservateur peut, grâce à lui, obtenir de la municipalité des crédits supplémentaires que seul il aurait plus de peine à faire voter.

32. *Y a-t-il une fraction du budget dont le bibliothécaire ait la libre disposition sans le contrôle de la commission ?* — Le conservateur est libre de choisir en dehors des séances de la commission les ouvrages dont l'achat lui semble urgent et les livres d'occasion qu'il juge opportun d'acquérir.

33. *Est-il tenu compte des demandes des lecteurs ?* — Il est tenu le plus grand compte des demandes des lecteurs quand leurs propositions ne présentent pas un intérêt trop restreint ou trop personnel. On constate du reste que, malgré les plus vives sollicitations des bibliothécaires, il est assez difficile d'obtenir des lecteurs qu'ils prennent l'initiative des propositions d'achats de livres.

34. *Particularités intéressantes relatives au traitement des volumes ?* — Les volumes sont inscrits dès le jour de leur arrivée sur un registre d'entrée portant numéro d'inventaire. Ils sont placés sur les rayons d'après le format (4 séries : in-plano, in-folio, in-4°, in-8° et plus petit — format apparent non réel).

35-36. *Catalogues.* — Catalogues imprimés :

Belles lettres (1843).

Histoire (1845).

Sciences et arts (1875).

Théologie et Collection Paris.

Catalogue des incunables (1894).

Catalogues manuscrits des brochures.

Catalogues manuscrits de tous les livres postérieurs aux catalogues imprimés, par noms d'auteurs.

Catalogue par matières et noms d'auteurs de tous les ouvrages entrés à la Bibliothèque depuis 1897.

On a dû continuer le système de catalogues sur registres, plus maniable sans doute pour le public mais qui ne peut être tenu au courant aussi aisément que le catalogue par fiches.

37. *Y a-t-il des catalogues à la disposition des lecteurs ?* — Les catalogues imprimés, complétés par des catalogues manuscrits sont à la disposition des lecteurs.

38. *Emploi des doubles ?* — Les doubles sont classés et catalogués. On met de côté ceux qui peuvent être particulièrement utiles au public (livres relatifs à la province, livres souvent demandés utilisés pour le prêt, etc.) Il serait à souhaiter qu'un bulletin des doubles des bibliothèques fut créé permettant des échanges. Les ventes en province donnent des résultats inférieurs à la valeur des ouvrages et le profit de ces ventes entre dans la caisse municipale sans affectation au budget de la bibliothèque.

A défaut d'un bulletin, on pourrait demander aux bibliothèques une liste de leurs doubles que l'on se communiquerait de dépôt à dépôt.

39. *Fait-on un récolement ?* — Oui, sous la surveillance de la commission de la Bibliothèque.

3° *Service public. Usage de la Bibliothèque.*

40. *Jours et heures d'ouverture ?* — Ouverte tous les jours de midi à 4 heures en hiver, de 1 h. à 5 heures en été. Ces heures vont être modifiées sur la proposition du conservateur de la façon suivante : ouverture de 9 h. 1/2 à 11 h. 1/2, de 1 h. 1/2 à 4 et 5 heures, cela à la demande du public.

41. *Vacances ?* — Vacances du 1^{er} août au 15 octobre. Mais le service est assuré pendant les vacances par un fonctionnaire qui se trouve en permanence 2 heures le matin et 2 heures le soir pour recevoir les étrangers et les personnes de la ville, ayant des recherches urgentes à faire.

42. *Nombre moyen de lecteurs par jour ?* — 40 à 50 lecteurs.

43. *Conditions d'admission à la Bibliothèque ?* — Tout le monde y est admis sans condition.

44. *Y a-t-il des ouvrages de référence à la disposition du public ?* — Les principaux répertoires bibliographiques, les dictionnaires, les principaux manuels sont à la disposition du public dans la salle de lecture.

45. *Publicité des nouvelles acquisitions ?* — On affiche dans la salle du public les principales acquisitions nouvelles.

46. *Mode de communication des volumes ?* — Les volumes sont demandés sur un bulletin remis aux lecteurs, indiquant le nom, l'adresse et la profession du lecteur. Le lecteur n'attend jamais plus de quelques minutes.

47. *Catégorie de volumes le plus lus ?* — Les ouvrages de vulgarisation scientifique, les auteurs qui figurent aux programmes d'examens, les ouvrages d'art. Les romans ne viennent qu'ensuite, une bibliothèque populaire prêtant surtout les volumes de ce genre.

48-49. *Le prêt est-il pratiqué ? Sous quelles conditions ?* — Le prêt est accordé aux professeurs, aux étudiants, et aux personnes honorablement connues de la ville autorisées par le maire sur avis préalable du conservateur. On ne prête pas plus de 4 volumes à la fois et pour une durée d'un mois. Au bout du mois, le lecteur est averti par une circulaire qu'il doit rapporter les volumes. Il peut faire renouveler son droit au prêt, si les volumes qu'il emprunte ne sont pas de ceux que l'on demande souvent. Des registres de prêt existent conformément aux réglemens. Le prêt a plus que doublé depuis trois ans.

50. *Le prêt entre bibliothèques fonctionne-t-il ?* — Oui. Il est regrettable que l'on soit obligé de commencer par envoyer au ministère à Paris les livres destinés à une bibliothèque voisine, ce qui amène parfois de longs retards. Il devrait suffire, au moins dans le même département, de faire expédier les volumes en franchise par l'intermédiaire de la préfecture.

51. *Existe-t-il dans la ville une bibliothèque populaire ?* — Il y a une bibliothèque populaire assez bien fournie et quelques cabinets de lecture.

52. *Procède-t-on à la désinfection des volumes prêtés ?* — Le prêt étant assez restreint et ne s'adressant en général qu'à des personnes soigneuses, on n'a pas éprouvé le besoin jusqu'à ce jour de procéder à des désinfections. Les médecins sont du reste loin d'être d'accord sur les dangers de la contagion par le livre.

Observations complémentaires

Les bibliothécaires ne peuvent plus aujourd'hui se laisser guider par les mêmes principes que dans le passé. Jadis c'était surtout des bibliophiles et des savants, jaloux conservateurs des richesses dont ils avaient la garde, et pour qui le public était l'ennemi. Leur joie était d'acquérir un livre rare et précieux et de le mettre à l'abri sous triple serrure, loin des yeux des profanes. Sans doute, ils doivent toujours chercher à enrichir leur dépôt d'ouvrages de ce genre, notamment de ceux intéressant particulièrement l'histoire de leur province et veiller avec le plus grand soin à empêcher la perte ou la dégradation des livres qui leur sont confiés. Mais ils doivent aussi se proposer un objectif d'une plus haute importance. Leur premier soin doit être d'apprendre à connaître les goûts, les études et les besoins des lecteurs de la ville et de la province qu'ils habitent et de chercher à les satisfaire dans la mesure des moyens qu'ils ont à leur disposition. La bibliothèque d'une ville de province n'atteint son véritable but que quand elle attire tous ceux qui désirent s'instruire. Or, il ne faut pas se dissimuler que ce ne sont pas les livres de haute érudition et les ouvrages techniques que le public demande. Il est heureux de pouvoir se servir des instruments de travail et des manuels savants indispensables, mais, à Besançon, en dehors des étudiants et de quatre ou cinq savants, les travaux de pure science ne sont lus par personne. Au contraire, les livres de vulgarisation scientifique (par exemple la collection scientifique internationale), les études de critique littéraire et historique, les ouvrages d'art et les œuvres littéraires modernes sont sans cesse demandés.

C'est au bibliothécaire qu'il appartient de savoir répartir les crédits dont il dispose par l'achat d'ouvrages susceptibles d'intéresser et d'instruire le public. Pour cela il est nécessaire qu'il possède une instruction d'un caractère général et se tienne perpétuellement au courant de tout ce qui paraît, en littérature, histoire, science et art.

D'autre part l'expérience démontre que le public n'a en général aucune connaissance bibliographique — ce qu'on ne saurait lui reprocher étant donné qu'il n'a jamais reçu la moindre notion de cette science. Il s'adresse alors au bibliothécaire pour lui demander la valeur et l'intérêt des livres dont il a besoin, renseignement que les indications du catalogue ne peuvent lui fournir. Sans cesse, les jeu-

nes gens surtout, ont besoin d'être guidés dans ce sens et le bibliothécaire peut rendre les plus grands services dans une ville en étant ainsi le collaborateur des maîtres de l'enseignement et le guide des intelligences.

Il résulte de toutes ces considérations, que la tâche du bibliothécaire, surtout quand il n'a pas de collaborateur d'une haute culture, est souvent très lourde. Les rapports avec le public, rapports nécessaires pour qu'une bibliothèque soit vraiment utile, absorbent la plus grande partie de son temps et il ne lui en reste que fort peu pour les travaux de classement et de catalogues.

Il faudrait donc faire en sorte de lui éviter toute besogne inutile et lui laisser, sous le contrôle aussi sévère que l'on voudra des inspecteurs généraux et de la commission, une assez grande initiative, jointe à une certaine indépendance.

Ne serait-il pas possible, par exemple, d'arriver à la suppression de certaines formalités administratives dont l'usage n'est peut-être pas indispensable. Ainsi la liste des ouvrages donnés ou achetés dans l'année, que réclame le ministère, absorbe dans les grandes bibliothèques, un ou deux mois du travail d'un employé. Le ministère de l'Instruction publique recevant un accusé de réception des ouvrages qu'il envoie et les inspecteurs et membres du Comité examinant les registres où sont consignés les livres au fur et à mesure de leur entrée, cette liste est-elle bien nécessaire aux bureaux ministériels ?

D'autre part il importe par dessus tout de mettre le bibliothécaire à l'abri des vicissitudes et des compétitions locales. Pourvu qu'il ait le tact de se renfermer dans ses devoirs professionnels et de ne pas prendre publiquement parti dans les discussions politiques, le bibliothécaire doit être assuré d'une certaine stabilité dans ses fonctions. Il est inadmissible qu'un fonctionnaire de ce genre puisse dans certains cas être considéré comme un simple agent municipal et être révoqué à la volonté d'un maire. Son traitement est également soumis à l'arbitraire de conseillers municipaux plus ou moins éclairés. Il serait nécessaire de donner à ce sujet aux bibliothécaires quelques garanties de stabilité et d'augmentation normale de leur traitement. Ce serait le meilleur moyen de les attacher aux dépôts qu'ils administrent; or, une bibliothèque ne peut être bien dirigée que par des hommes qui ont eu le temps de la connaître dans tous ses détails et de pénétrer le caractère et les goûts des habitants de la région.

GEORGES GAZIER,
Conservateur de la Bibliothèque de Besançon

Chronique

Nous prions ceux de nos collègues qui n'ont pas encore acquitté leur cotisation pour 1907 de vouloir bien en adresser le montant le plus tôt possible à M. Poirée, trésorier, 5, place du Panthéon.

La prochaine assemblée trimestrielle aura lieu le 14 décembre. Des convocations seront ultérieurement envoyées. Nous prions ceux de nos collègues qui auront des communications à présenter, de vouloir bien en informer à l'avance M. le Président.

*
**

Nous avons le regret d'apprendre la mort de notre collègue M. Joseph VAESSEN, archiviste-paléographe, bibliothécaire de Compiègne. M. Vaessen, qui n'était âgé que de 55 ans, laisse divers ouvrages, notamment des études d'histoire lyonnaise et une édition des *Lettres de Louis XI*, publiée en collaboration avec M. Etienne Charavay pour la Société de l'Histoire de France.

*
**

Par arrêté en date du 1^{er} octobre, notre collègue M. MACAIGNE, attaché à la Bibliothèque de la Sorbonne, vient d'être nommé sous-bibliothécaire à l'Université de Lille, en remplacement de M. Mis, agrégé des lettres, nommé professeur au lycée de Lille.

*
**

Encore un de casé ! Nous avons ouï dire que la place de bibliothécaire d'une de nos plus importantes bibliothèques de ministères, prochainement vacante, serait d'ores et déjà réservée à un jeune publiciste, secrétaire de rédaction d'un journal très ministériel du matin. La gestion des bibliothèques de ministères exige, comme celle des autres bibliothèques, des connaissances spéciales, et il y a, à la bibliothèque dont nous parlons, des sous-bibliothécaires auxquels on pourrait songer...

*
**

De M. Ch.-V. LANGLOIS, dans la *Revue Bleue* du mois d'août, deux articles sur *Les Bibliothèques des Ecoles publiques*, dont voici les conclusions :

« Ne pas toucher aux bibliothèques d'école qui existent. Leur superposer des bibliothèques intercommunales, installées dans des écoles qui disposent de locaux convenables. Cours élémentaires de bibliothéconomie dans les Ecoles normales primaires, pour former « dans le futur instituteur, le futur directeur de lectures » et, en outre, quelques sujets au courant de tout ce qui concerne la profession de bibliothécaire, lesquels, après avoir été dûment brevetés, seront appelés un jour à gérer

les bibliothèques centrales. Les bibliothèques centrales ou intercommunales reçoivent seules, désormais, les libéralités de l'Etat et des départements, sous forme de subventions en argent, plutôt que de concessions en nature. Elles sont aussi aidées par les communes... Liberté des acquisitions, sous certaines conditions, destinées plus encore à éclairer le choix de acquéreurs qu'à empêcher les choix absurdes. Liquidation volontaire des rossignols... circulation réglée comme cela se pratique dans les pays qui ont déjà une longue expérience de la bibliothèque circulante. »

★★

De M. James D. Young, dans le *Library World* de septembre, un intéressant article sur *Le choix des livres*. Où trouver la place, pour les nouvelles acquisitions nécessaires dans une bibliothèque déjà pleine ? L'auteur pense résoudre ce problème par l'élimination des livres devenus inutiles et il examine la valeur de cette solution pour chaque branche des connaissances. Des références à d'autres études sur la même question terminent l'article.

★★

Sur l'initiative de notre confrère M. Louis DE Nussac, sous-bibliothécaire au Muséum, un monument sous forme de haut relief, a été érigé à Brive à la mémoire du naturaliste Latreille dont M. de Nussac s'est fait l'historien. L'inauguration a eu lieu le 6 octobre sous la présidence de M. le professeur Bouvier, délégué du ministre de l'Instruction publique et de l'Académie des sciences.

★

★★

On est souvent embarrassé à l'heure actuelle pour savoir où trouver la bibliographie au courant de telle ou telle question. Le *Manuel de bibliographie générale*, de M. STEIN remonte déjà à dix ans. Pour le compléter, on est obligé de dépouiller la série des années du *Bibliographie moderne*, ou du *Centralblatt für Bibliothekswesen*, ou du *Library journal*. Pour obvier en partie à cet inconvénient, M. Stein vient de publier des *Notions sommaires sur la littérature bibliographique courante*, qui rendront de précieux services en attendant une seconde édition, qu'il faut souhaiter prochaine, du *Manuel de bibliographie générale*. On trouve l'article de M. Stein dans l'*Annuaire de la Société française de bibliographie*, t. I, année 1906, pages 31-54.

★

★★

On sait l'inconvénient que présentent tous les dictionnaires, encyclopédies, manuels : quand ils paraissent ils ne sont déjà plus au courant ; on ne peut les rajeunir qu'au moyen de suppléments qui forment bientôt une masse encombrante, lente à consulter. On avait déjà appliqué à quelques répertoires bibliographiques (*Bibliotheca Belgica*, *Répertoire bibliographique des sciences mathématiques*, etc.), l'ingénieuse idée d'imprimer les notices sur feuillets isolés indéfiniment intercalables et

remplaçables. Un nouvel essai vient d'être fait non plus cette fois pour une bibliographie, mais pour un répertoire en volumes. MM. Ricard et Labic ont commencé à Toulouse la publication de *Juris-classeurs*. Chacun d'eux comprend sur feuillets mobiles, classés dans l'ordre, des fiches de fond avec les textes législatifs, les commentaires, le résumé des décisions de jurisprudence et les références bibliographiques. Toutes les modifications survenues sont portées sur des fiches courantes, qui sont servies chaque trimestre aux souscripteurs. En fin d'année, toutes les fiches de fond modifiées par les fiches courantes sont refaites et peuvent être substituées aux premières. On a ainsi des répertoires donnant constamment et d'une façon automatique l'état présent de la législation et de la jurisprudence sur chaque question juridique. Cette innovation correspond trop à un besoin réel de tous les hommes d'études pour ne pas être promptement suivie.

★★

Notre collègue M. Maurice VITRAC fait paraître, sous le titre des *Enigmes de l'Histoire*, une série de 12 volumes. Le tome I^{er}, *Philippe-Egalité et Monsieur Chiapini, Histoire d'une substitution*, vient de paraître.

A la Librairie mondiale, en collaboration avec notre confrère M. ARNOULD-GALOPIN, *Madame Du Barry*, d'après les mémoires contemporains. 1 vol. in-12, 2 francs.

★★

De M. LÉON DESHAIRS : *Le Château de Maisons (Maisons-Laffitte)*. Notice historique et descriptive. 1 vol. in-8°, chez Calavas, 40 pl. 40 francs.

Le Petit Trianon ; Architecture, Décoration, Ameublement. Notice historique et descriptive, 1 vol. in-8°, chez Calavas, 100 pl. 80 francs.

★★

De M. V. HINGLAIS, bibliothécaire de Constantine : *Les Collège et Lycée de Constantine. Histoire de l'enseignement secondaire en cette ville*.

★★

Nous avons reçu le *Classified Catalogue of the Carnegie library of Pittsburgh*, 1895-1902. 3 vol. in-8°.

Le Gérant : J. GAUTIER.

La Bibliothèque de l'Université de Grenoble

Une réponse au Questionnaire

I. -- Local.

1. *La bibliothèque est-elle isolée ?* — Non ; elle est installée au centre du bâtiment universitaire où elle occupe la plus grande partie du 1^{er} étage.

2. *Quelles précautions sont prises contre l'incendie ?* — Rien de prévu contre l'incendie, ni bouches d'eau, ni tuyaux. Un couple de grenades Labbé est simplement placé à l'entrée des 3 portes d'entrée. Il y a chez le concierge un appareil téléphonique qui peut être mis en rapport avec le poste central des pompiers.

La bibliothèque est assurée pour 225.000 francs.

3. *Dates de construction et d'installation ?* — 1879, comme le bâtiment tout entier, et il y a sept ans déjà que les locaux affectés à la bibliothèque sont insuffisants. Les livres sont disposés sur rayons avec ou sans vitrines (avec galerie d'accès à 3 mètres du plancher pour les rayons supérieurs) contre les parois des salles. Cette installation prend beaucoup de place pour loger une quantité de livres relativement peu considérable.

4. *Y a-t-il des salles spéciales pour les périodiques, la réserve, le prêt ?* — Aucune salle spéciale pour le cabinet du bibliothécaire, les périodiques ni pour le prêt bien que l'importance de la bibliothèque en ferait désirer une pour chacun de ces services. Il n'est pas besoin de salle de réserve.

5. *Chauffage, éclairage, aération ?* — Chauffage par calorifère à air chaud commun à tout le bâtiment universitaire ; éclairage au gaz (bec Auer) : un projet d'installation d'éclairage électrique est à l'étude.

Pour l'aération, rien de spécial. La hauteur des 5 salles (toutes de 6 m. 50 de hauteur et communiquant entre elles par de larges baies) et la précaution de l'aérage avant les séances en hiver, pendant les séances en été, font que l'air respiré est suffisamment sain.

6. *Mesures hygiéniques, lavabos, closets ?* — Lavage de la salle de lecture fréquent, balayage à sec journalier des salles latérales, qui ont un parquet ciré. Epoussetage de tous les rayons et de tous les livres par roulement tous les deux ans au minimum.

Ni lavabos ni closets pour le personnel de la bibliothèque non plus que pour le public qui usent des lavabos et des closets des Facultés.

7. *Vestiaire, garage pour cycles ?* — Pas de vestiaire pour le public. pas de garage pour bicyclettes. Le public se sert des vestiaires des Facultés : il y a un garage pour bicyclettes à la Faculté de Droit.

IV. — Fonctionnement.

1° Ressources.

27-28. *Quelles sont les ressources financières pour le matériel de la bibliothèque ?* — Les ressources financières proviennent : 1° de la subvention de l'Etat, invariable depuis 15 ans; 2° du droit de bibliothèque (10 fr.) versé par les étudiants immatriculés et qui doit être affecté par l'Université à la Bibliothèque; 3° d'une subvention versée par le comité de patronage des étudiants étrangers pour fréquentation de la Bibliothèque (lecture seulement) pendant la période des vacances. Cette subvention est de 0 fr. 50 par étudiant inscrit à ces cours, quelle que soit la durée de son séjour et qu'il fréquente ou non la bibliothèque.

A ces 3 titres, le budget du matériel de la B. U. de Grenoble pour 1906 est : 1° subvention de l'Etat : 12.370 fr. ; 2° droit de bibliothèque 7.580 fr. ; 3° subvention du comité de patronage (1907) : 250 fr. Total : 20.200 fr.

29. *Sont-elles en rapport avec l'importance de la bibliothèque ?* — Ces ressources, bien qu'elles aient augmenté depuis la constitution des Universités en 1896, sont insuffisantes à satisfaire les besoins du service et les demandes. L'Etat ne veut pas augmenter sa subvention. L'Université hésite à prendre sur ses ressources propres pour augmenter, en dehors du droit de bibliothèque, le budget de cet établissement.

Chaque année une partie des demandes inscrites au registre des demandes d'acquisition ne peut aboutir. Il faut constater cependant que le nombre des demandes ajournées a diminué dans les 3 dernières années, que l'on satisfait peu à peu les inscriptions en souffrance et que les demandes vraiment urgentes reçoivent toujours satisfaction.

30. *Comment est réparti le budget ?* — Budget du matériel pour 1907 (ordinaire et extraordinaire réunis) :

Art. 1 et 3 Livres (suites comprises).....	10.970
Art. 2 Périodiques p. abonnement.....	4.500
Art. 4 Reliure.....	2.450
Art. 5 Chauffage.....	550
Art. 6 Eclairage.....	290
Art. 7 Mobilier et accessoires.....	1.050
Art. 8 Frais de bureau, papeterie.....	230
Art. 9 Correspond. et dépenses diverses.....	160
Total.....	20.200

En fait, la part des périodiques (y compris ceux paraissant irrégulièrement ou acquis par volume) est de 6.500 fr.

On peut constater de la sorte que le budget du matériel est bien équilibré dans toutes ses parties. Il est dressé chaque année par le bibliothécaire en novembre pour le budget ordinaire, en mai pour le budget extraordinaire ou supplémentaire, et soumis par le Recteur au Conseil de l'Université pour avis avant son adoption par le Ministre.

2° *Service intérieur.*

31. *Y a-t-il une commission d'achat de livres ?* — Il y a une commission d'achat de livres, qui est composée du recteur de l'Académie président, d'un professeur par faculté et du bibliothécaire.

Le représentant de chaque Faculté est nommé par ses collègues pour trois ans, et rééligible pour autant de période de trois ans qu'il plaît à ses collègues. Il y a une tendance à ne pas renommer le délégué pour que chaque ordre de science soit représenté à tour de rôle dans les commissions. Dans une commission à cinq membres comme celle de la B. U. de Grenoble le bibliothécaire peut assez aisément faire prévaloir son avis et amener les commissaires à voter avant tout les ouvrages importants et chers au lieu de laisser disséminer les crédits en achats de petits ouvrages d'actualité, d'intérêt purement temporaire. Dès que chaque Faculté est représentée par deux membres l'opinion des six membres tend à prédominer et si les travaux particuliers de chaque professeur trouvent plus de satisfaction à l'acquisition d'ouvrages très spéciaux, par contre les intérêts généraux de la bibliothèque, insuffisamment défendus par le bibliothécaire, souffrent de cette situation.

D'autre part les suites d'ouvrages, les abonnements en cours, et la somme dont le bibliothécaire peut seul disposer représentent les $\frac{3}{4}$ du budget, ce n'est plus que sur une faible somme que la commission est appelée à délibérer. Aussi n'y a-t-il lieu de la réunir que cinq fois par an au maximum. Le rôle de la commission diminue donc de jour en jour au profit du rôle du bibliothécaire et le temps n'est pas éloigné où, pour le plus grand bien des bibliothèques, les commissions disparaîtront comme elles ont fait en Allemagne.

32. *Y a-t-il une fraction du budget dont le bibliothécaire ait la libre disposition sans le contrôle de la commission ?* — Depuis 1898, le bibliothécaire a la libre disposition d'une somme égale aux $\frac{2}{5}$ du crédit alloué par l'Etat : pour Grenoble 3.750 fr. environ. Cet état de choses a soulevé pendant les 5 premières années les protestations infructueuses des commissions de bibliothèque et des Facultés. A l'usage toutes ont fini par reconnaître qu'un bibliothécaire avisé et soucieux de donner satisfaction aux désirs légitimes des professeurs en même temps qu'aux intérêts généraux de la Bibliothèque pouvait employer son crédit à acheter de gros ouvrages, des collections chères et de périodiques : toutes acquisitions que les besoins divers de chaque profes-

seur n'auraient pas permis sans doute de tenter. Partout cela a donné d'excellents résultats.

33. *Est-il tenu compte des demandes des lecteurs ?* — Il est tenu compte des demandes des lecteurs — dans l'espèce, des étudiants — quand elles sont fondées et répondent à des besoins sérieux.

34. *Particularités intéressantes relatives au traitement des volumes ?* — La mise en service des volumes (registre d'entrée-inventaire, placement sur les rayons, etc.), se fait d'après les instructions du règlement de 1878. Rien de particulier à la Bibliothèque Universitaire de Grenoble.

34-36. *Catalogues ?* — La Bibliothèque universitaire ne possède pas de catalogues imprimés ni même autographiés.

Le catalogue par fiches mobiles étant constamment tenu à jour, le besoin d'un catalogue imprimé, qui ne serait plus complet aussitôt que terminé, ne se fait pas sentir. Du reste le catalogue des acquisitions des bibliothèques universitaires publié par la Bibliothèque Universitaire de Montpellier depuis 1891 et qui est vraiment commun à toutes les bibliothèques universitaires depuis 1898, dispense chaque Bibliothèque Universitaire de faire l'impression des listes des acquisitions annuelles.

37. *Y a-t-il des catalogues à la disposition des lecteurs ?* — Tous les catalogues sur fiches (alphab. et méthod.), sont à la disposition des lecteurs qui relèvent eux-mêmes sur bulletins de demande la cote des livres qu'ils désirent consulter et emprunter.

38. *Emploi des doubles ?* — Les doubles consultés sont catalogués et traités comme le premier exemplaire. Il n'est pas fait de catalogues des doubles des ouvrages peu importants, des périodiques en volumes ou en livraisons, ni des brochures. La Bibliothèque n'en a du reste qu'un très petit nombre. Il serait désirable que chaque bibliothèque puisse dresser un catalogue de ses doubles, le communiquer aux bibliothèques de même nature, et procéder sans formalité à des échanges et à des aliénations.

39. *Fait-on un récolement ?* — Un récolement est fait avec soin chaque année en juillet. En deux ans, toute la bibliothèque est récolée. Le récolement de 1907, qui a porté sur 25.000 volumes a occupé 24 heures réparties en 3 jours.

3° Service public. --- Usage de la Bibliothèque.

40. *Jours et heures d'ouverture ?* — Tous les jours sauf le dimanche : En hiver, de 9 heures à 11 h. 1/2 le matin ; de 2 heures à 5 h. 1/2 le soir. En été, de 8 heures à 11 h. 1/2 le matin ; de 3 heures à 5 h. 1/2 le soir.

41. *Vacances ?* — Mêmes congés et vacances que les Facultés : au 1^{er} de l'an (8 jours) ; à Pâques (15 jours), aux grandes vacances, fermeture du 15 août au 15 octobre. Il est organisé pendant ces 2 mois un service de lecture pour les étudiants étrangers des cours de va-



cances le mardi, mercredi, vendredi de chaque semaine, de 2 h. à 4 h. le 1^{er} mois de 1 h. à 3 h. le 2^e mois. Les professeurs et les étudiants français ayant des examens à la rentrée peuvent profiter de ces heures d'ouverture pour lire et emprunter des volumes. Une indemnité est accordée aux gérants de bibliothèque pour ce service exceptionnel.

42. *Nombres moyens de lecteurs par jour ?* — 45 lecteurs.

43. *Conditions d'admission à la Bibliothèque ?* — Bibliothèque ouverte aux professeurs des Facultés, aux étudiants immatriculés, aux professeurs de l'enseignement secondaire des lycées de garçons et de filles, au personnel du service administratif de l'Académie et des Facultés, aux personnes pourvues d'une autorisation spéciale du recteur (une trentaine de personnes de cette dernière catégorie).

44. *Y a-t-il des ouvrages de référence à la disposition du public ?* — Autour de la salle de lecture sont rangés des répertoires et ouvrages de référence de droit, sciences, lettres, à la libre disposition du public, qui doit les remettre en place après consultation. Il y a environ 800 volumes. Malgré la surveillance, 5 à 10 volumes de cette catégorie disparaissent chaque année, des manuels d'études presque exclusivement. Néanmoins, les avantages de cette organisation sont plus importants que les inconvénients résultant de la disparition des volumes.

45. *Publicité des nouvelles acquisitions ?* — La liste des nouveaux ouvrages reçus est affichée chaque mois dans la salle de lecture.

46. *Mode de communication des volumes ?* — Les volumes sont communiqués sur bulletin remplis en entier par le lecteur. 19.000 volumes (sans compter les ouvrages à la disposition), ont été communiqués en 1906.

47. *Catégorie des volumes les plus lus ?* — Aucun genre de volumes n'est lu au détriment des autres catégories.

48-49. *Le prêt est-il pratiqué ? Sous quelles conditions ?* — Le prêt est fait à toutes les personnes ayant droit d'usage à la bibliothèque. Comme garantie, les étudiants laissent leurs diplômes en dépôt au secrétariat des Facultés.

Il y a eu 8.000 volumes prêtés en 1906. Le prêt a doublé depuis cinq ans.

50. *Le prêt entre bibliothèques fonctionne-t-il ?* — Le prêt entre bibliothèques universitaires fonctionne régulièrement et rend de grands services.

51. *Procède-t-on à la désinfection des volumes prêtés ?* — Pas de désinfection des livres prêtés. Les volumes sont rendus en bon état, sauf de rares exceptions. Les pertes de volumes sont de 3 ou 4 par an.

OCTAVE NICAUD.

Bibliothécaire de l'Université de Grenoble.

A propos d'un récent concours

En vertu du décret du 7 avril 1887, qui a réorganisé les Bibliothèques de l'Arsenal, Mazarine et Sainte-Geneviève, la condition réglementaire, pour être nommé *attaché non rétribué*, est d'avoir « subi avec succès un examen d'admission dont le programme est fixé par le ministre » et dont sont seuls exemptés les archivistes paléographes et les élèves de l'Ecole des langues orientales vivantes (art. 8) ; pour être nommé sous-bibliothécaire, c'est, après avoir été pendant un an au moins attaché non rétribué, de justifier d'une aptitude spéciale dans un concours dont le programme est déterminé également par le ministre. » (art. 9).

En fait, depuis 20 ans que ces dispositions ont reçu leur application dans les trois bibliothèques, le ministre n'a jamais déterminé par un arrêté spécial le programme de l'examen d'attaché ni celui du concours pour l'emploi de sous-bibliothécaire, et chaque fois qu'il y a lieu de réunir une commission pour examiner des candidats à l'un ou à l'autre titre, elle s'est référée (1) aux programmes institués pour l'admission des stagiaires et des sous-bibliothécaires au département des imprimés de la Bibliothèque Nationale, programmes dont le texte est reproduit dans le *Traité de l'administration des Bibliothèques publiques*, de M. G. Richou (p. 134-136).

On demandait donc aux candidats au titre d'attaché de justifier de *connaissances bibliographiques générales* par le catalogue d'un certain nombre d'ouvrages, l'analyse d'une préface, des réponses écrites ou orales sur les principales bibliographies françaises et étrangères. Aux candidats au titre de sous-bibliothécaire, on demandait principalement de justifier de la *connaissance particulière de la Bibliothèque* à laquelle ils étaient attachés (fonds divers, systèmes de classement en usage, catalogues usuels, questions de service, etc.). Comme ces programmes avaient été appliqués, avec l'approbation du ministère, pendant une assez longue période de temps, ils étaient considérés comme consacrés par l'usage et servaient de guide aux candidats dans leur préparation.

Lorsque intervint le décret du 25 septembre 1905, concernant le cadre et les traitements du personnel des trois bibliothèques, les articles 8 et 9 du décret de 1887 ne furent ni abrogés ni modifiés. Cependant il résultait implicitement des dispositions de ce nouveau décret que le programme du concours pour l'obtention du titre de sous-bibliothécaire devait être transformé. Du moment que les nominations et promotions devaient avoir lieu, non plus séparément dans chaque établissement, mais « sur l'ensemble des trois bibliothèques » (art. 3), le concours pour l'obtention d'un poste vacant dans l'une d'elles était ouvert non seulement aux attachés de cette bibliothèque, mais aussi à ceux des deux autres, et par conséquent le programme ne devait plus rien contenir de spécial au service de cet établisse-

(1) C'est du moins ce qui a toujours eu lieu à la Bibliothèque Ste-Geneviève.

ment, mais exiger seulement des connaissances générales, qui pouvaient s'acquérir dans toute Bibliothèque publique.

C'est pourquoi, à la date du 13 novembre 1907, le programme suivant a été fixé par le ministre :

Épreuves écrites (réparties en 2 séances de 3 heures chacune) :

1° Rédiger les notices de quelques manuscrits ;

2° Cataloguer quelques volumes imprimés, dont certains en langues anciennes ou en langues étrangères ; faire les fiches pour les catalogues alphabétique et méthodique (tous les mots à mettre en rubrique seront ramenés aux formes françaises) :

3° Analyser une préface écrite en latin ou dans une langue étrangère vivante ;

4° Traiter brièvement trois questions : a) de bibliographie générale, b) d'histoire du livre, c) de législation des bibliothèques.

Épreuves orales : Connaissances générales bibliographiques : Bibliographies littéraire, historique, artistique, juridique, économique, notamment des ouvrages et collections des *xvii^e, xviii^e et xix^e siècles*. Histoire de l'imprimerie et du livre.

Sans discuter ce programme sommaire, qui pourrait, à cause de certaines lacunes et de l'imprécision de quelques termes, prêter le flanc à la critique, je voudrais seulement appeler l'attention sur les conditions dans lesquelles il a été porté à la connaissance des intéressés. Il n'a été officiellement arrêté et notifié aux administrateurs des trois bibliothèques que *15 jours avant la date fixée pour le concours* qui a eu lieu le 28 novembre dernier.

Or, comme on a pu le voir, ce programme modifiait notablement celui que la pratique antérieure avait consacré. Non seulement il ne faisait plus entrer en ligne de compte la connaissance spéciale des fonds de livres et du service propre à l'établissement auquel chaque candidat avait été attaché, mais il introduisait (à juste titre d'ailleurs) dans les connaissances d'ordre général quelques matières qui ne figuraient pas dans les concours antérieurs : le catalogue de manuscrits et la législation des bibliothèques.

Il fallait donc, en toute justice, laisser aux candidats le temps matériel et moral nécessaire pour s'y préparer convenablement. Le programme aurait dû être fixé et publié au moins 6 mois d'avance.

Par suite de ce brusque changement de programme, plusieurs attachés, pris au dépourvu, ne se sont pas présentés au concours ; deux seulement ont subi les épreuves, mais dans des conditions telles qu'il ne semble pas qu'ils aient donné leur mesure.

Il est extrêmement regrettable que des pratiques aussi fâcheuses s'introduisent dans le recrutement des Bibliothèques publiques de l'Etat. Ces pratiques auraient été vraisemblablement évitées, s'il avait existé, au ministère, un Conseil des Bibliothèques, recruté parmi les bibliothécaires les plus compétents, qui n'aurait pas manqué de provoquer en temps opportun la rédaction d'un programme convenablement adapté au régime nouveau des trois Bibliothèques.

CH. MORTET.

La situation des Bibliothèques d'après le rapport de M. Steeg

Pour la première fois, les différentes questions de personnel et d'organisation des bibliothèques publiques ont été sérieusement examinées et discutées dans un rapport du budget du ministère de l'Instruction publique.

Son auteur, M. Steeg, député, a abordé presque tous les problèmes (avancement du personnel, question du stage, spécialisation des bibliothèques, création d'une Caisse des bibliothèques publiques et d'un Conseil supérieur) et les a accompagnés de justes commentaires. Nous sommes heureux de reproduire ici les passages les plus importants de ce rapport et de remercier son auteur, dont l'avis autorisé aidera, nous l'espérons, à la réalisation des vœux de l'Association.

Bibliothèque Nationale

« On ne peut se le dissimuler : la situation des fonctionnaires et agents de la Bibliothèque Nationale n'est, en général, pas enviable. Pour douze hauts fonctionnaires touchant un traitement supérieur ou égal à 7.000 francs, 22 bibliothécaires reçoivent des appointements variant de 3.600 à 6.000 francs ; 22 sous-bibliothécaires sont réduits aux maigres émoluments de 2.400 à 3.300 francs ; 7 stagiaires sont appointés à 1.800 francs et, si le traitement maximum, rarement atteint, des agents s'élève à 3.000 francs, il arrive qu'on débute à 600 francs. Si l'on songe d'une part à la science des fonctionnaires, à l'âge auquel ils arrivent au poste de bibliothécaire, aux longues années de stage à peine rétribué, et, d'autre part, au métier fatigant des gardiens obligés, faute d'un machinisme convenable, de faire de longues courses à travers les rayons en portant de lourds fardeaux par des températures extrêmes, de chercher les livres dans une obscurité presque complète, on se rendra compte du bien fondé de la plupart des doléances du personnel.

Il lui est facile et douloureux de comparer sa situation avec celle qui est faite au personnel des bibliothèques de l'étranger. En regard des 454.000 francs qui rémunèrent 171 fonctionnaires ou agents de notre première bibliothèque française, il constate que le *British Museum* consacre une somme de 941.675 francs à rétribuer les 174 fonctionnaires et agents correspondant aux nôtres, sans parler d'une autre somme de 275.000 francs destinée à la police et à un certain nombre de gens de service qui soulagent d'une partie de sa tâche le personnel proprement dit. Le *British Museum* est cependant un dépôt moins riche que la Bibliothèque Nationale. A Berlin, le budget du personnel dépasse le nôtre de 30.475 francs et cependant, ni les cartes, ni les médailles, ni les

estampes ne dépendent de la *Bibliothèque royale*. Avec l'Amérique, la comparaison devient écrasante

La première chose qu'il importe de lui donner (au personnel) et qu'il n'a pas plus à la Bibliothèque Nationale que dans les autres bibliothèques et que dans beaucoup d'administrations, c'est un statut régulier fixant les droits et les devoirs, conférant des garanties contre l'arbitraire, permettant l'espoir d'une carrière convenable et assurant la bonne marche des services. Les augmentations de traitement les plus avantageuses n'obtiennent leur plein effet que si le fonctionnaire a une réelle sécurité pour son avancement, pour ses droits, pour sa légitime liberté. Or, ni les conditions de stage, ni celles de l'examen d'entrée, ni celles du concours qui précède la nomination au grade de sous-bibliothécaire ne sont fixées avec la précision et la régularité sans lesquelles il n'y a pas de garantie suffisante pour le bon recrutement du personnel, ni pour la justice apparente et réelle des concours.

Si du moins on prévoit pour l'obtention du grade de sous-bibliothécaire un stage et un concours, les règlements sont muets sur le recrutement des bibliothécaires, et l'administrateur général lui-même a pu admettre qu'au-dessus du grade de sous-bibliothécaire le ministre n'est astreint à aucune règle pour le recrutement du personnel (1). Comment pourrait-on croire qu'un relèvement de traitements produirait dans le personnel autre chose qu'une satisfaction passagère tant qu'il se croira menacé de voir tout avancement arrêté par la nomination aux grades supérieurs, de personnes étrangères aux cadres des bibliothécaires ? Les promotions de classe ne sont pas réglementées et donnent lieu aux injustices les plus choquantes, non du fait de l'Administration, mais du fait des circonstances. Deux ou trois vacances se produisent-elles en six mois, l'avancement sera très rapide, puisqu'il ne se réalise qu'au fur et à mesure des disponibilités budgétaires ; que, dans ce personnel restreint, il n'y ait pas de mutations pendant plusieurs années, le mouvement se trouve complètement arrêté ; le personnel se décourage. Il faut à la Bibliothèque Nationale un statut qui assure au personnel un avancement à l'ancienneté et au choix, non soumis au hasard des vacances d'emploi. Il faut que le personnel ait des garanties contre l'arbitraire et que la présentation pour les promotions soit discutée au Comité consultatif de la Bibliothèque.

Il est vrai que, contrairement au règlement du 31 janvier 1894, ce Comité consultatif, au lieu de se réunir une fois par mois, n'est plus convoqué. Ses attributions sont pourtant très importantes puisqu'il doit « donner son avis sur la répartition des crédits portés au budget entre chacun des départements », puisque, d'après l'article 69, c'est lui qui statue sur « les demandes d'admission dans les salles de travail ». Or cette seconde question est aussi importante que la première. L'admission dans les salles de travail de personnes que la salle publique devrait recevoir est une cause d'encombrement et explique en partie

(1) H. Marcel. *La Bibliothèque nationale*, p. 26.

l'extrême lenteur des communications ; elle impose au personnel, parfois sans utilité réelle, un surcroît de travail. Cependant l'Administration saisie du vœu exprimé par la *Société d'Histoire moderne* que les cartes d'admission fussent distribuées avec plus de garanties a exprimé le désir de rester, comme par le passé, seule juge de l'opportunité d'accorder ou de refuser les cartes d'admission. On ne peut que lui rappeler la lettre et l'esprit du règlement, ainsi que l'exemple du *British Museum*. Dans les dix dernières années, le nombre des lecteurs de la salle publique a diminué pendant que croissait celui des personnes admises à la salle de travail du département des imprimés : en 1896 la salle publique accueille 60.364 lecteurs et une progression décroissante à peu près continue fait tomber en 1906 ce nombre à 40.537. Faut-il croire que le goût de la lecture a diminué dans une certaine catégorie de personnes, ou que le bruit s'y est répandu que l'accès aux salles de travail était presque ouvert à tout venant ? Nous inclinons à croire que si la salle publique reçoit un tiers de visiteurs de moins qu'il y a dix ans, la salle de travail du département des imprimés a recueilli bon nombre de ces transfuges. Or ceci n'est pas sans inconvénients : le personnel du service le plus chargé et en somme le plus important de la bibliothèque est le premier à en souffrir. Nous n'hésitons pas à conclure que la réunion du Comité consultatif aux dates prévues par le règlement s'impose dans l'intérêt même du personnel, et nous souhaitons que les pouvoirs de ce Comité soient encore étendus. C'est en lui que les fonctionnaires et agents de la Bibliothèque doivent trouver des juges compétents de leurs mérites, des défenseurs attitrés de leurs droits respectifs à l'avancement.

.

L'Association des bibliothécaires français a exposé au Ministre de l'Instruction publique, le 26 juin dernier, que les crédits proposés par le ministère pour les traitements des bibliothécaires, sous-bibliothécaires et stagiaires, étaient inférieurs soit de 31.600 francs, soit de 15.000 francs, selon la méthode de calcul employée, à la somme nécessaire pour assurer à ces fonctionnaires le traitement moyen dont jouissent presque tous les services du ministère. On s'explique donc le malaise qui règne dans le personnel, le découragement qui parfois semble percer et dont certains lecteurs se plaignent jusque dans la presse. Il importe de remédier à cet état de choses, d'étudier la question du personnel avec le désir d'aboutir, et en ne procédant, si on croit devoir y recourir, à des réformes budgétaires qu'après avoir assuré aux fonctionnaires et agents un statut auquel leur adhésion et leur collaboration même paraissent indispensables. Tout effort financier, autre que l'incorporation au traitement fixe des indemnités éventuelles, risquerait de ne donner aucun résultat satisfaisant, s'il n'était accompagné des garanties nécessaires au recrutement, à l'avancement et aux droits du personnel astreint à des devoirs nettement spécifiés.



Bibliothèques de la Mazarine, de l'Arsenal et de Sainte-Genève

« Un décret du 25 septembre 1905, modifiant celui du 7 avril 1887, a réorganisé les traitements et les conditions d'avancement du personnel. Jamais l'habitude de légiférer sans consulter les services compétents et sans entendre les vœux des fonctionnaires intéressés n'a eu de plus regrettables conséquences : les avantages accordés au personnel par le premier décret, ont été purement et simplement annulés par le second ; les traitements de certains emplois ont été réduits sans que les droits des fonctionnaires qui y avaient été nommés antérieurement au décret de 1905 aient été réservés. L'avancement a été ralenti au point qu'il faut un minimum de 27 années pour passer du grade de sous-bibliothécaire de 4^e classe à celui de conservateur (5.500 francs). Quant au grade de sous-bibliothécaire, on ne l'obtient qu'après de longues années — parfois plus de dix — de stage gratuit. Si le règlement de 1905 n'est pas responsable de ce dernier inconvénient, il n'en est pas de même de ceux qui précèdent. De telles mesures ôtent au personnel la confiance qu'ils devraient avoir à l'égard de l'Administration centrale et les poussent à se grouper en associations qui se montrent naturellement plus soucieuses de défendre leurs droits qu'elles croient menacés que de collaborer cordialement avec les chefs à une œuvre d'intérêt général. L'abrogation du décret du 25 septembre 1905 nous semblerait de nature à rassurer des fonctionnaires qu'il serait juste et habile de consulter sur le statut qui doit les régir.

Bibliothèques universitaires

« *Bibliothèques de Paris.* — La Bibliothèque de la Sorbonne, commune aux Facultés des Lettres et des Sciences, les bibliothèques de la Faculté de Droit, de la Faculté de Médecine, de l'Ecole de Pharmacie sont les auxiliaires précieux de l'enseignement. Les fonctionnaires qui les administrent ne méritent pas moins de la science et de l'Université que les professeurs et les maîtres de conférences. Ils apportent, dans l'accomplissement d'une tâche utile et délicate, un dévouement d'autant plus louable qu'ils ne connaissent pour la plupart ni les traitements élevés ni les avancements rapides. Il faut une démission, une mise à la retraite ou un décès pour qu'un sous-bibliothécaire soit nommé bibliothécaire ou un bibliothécaire, conservateur. Il y a quelques-uns de ces fonctionnaires qui, depuis huit ou dix ans, végètent dans la dernière classe de leur grade. Les attachés non rétribués dont le stage ne devrait pas dépasser six mois restent souvent plusieurs années... au même traitement. Ils pourraient donner leur démission, mais plus ils ont attendu, plus ils hésitent à renoncer à la perspective de la récompense médiocre que pourra leur valoir ce long désintéressement. L'Etat ne devrait pas

recourir à ce procédé d'exploitation qu'il condamnerait chez d'autres patrons.

La situation des bibliothécaires de l'Université s'aggrave des conditions défectueuses où ils se trouvent pour effectuer leur travail. Les locaux où ils se trouvent sont étroits et obscurs. Le moment approche où l'on ne saura plus où placer dans ces locaux, cependant récents, les nouveaux livres. La salle de lecture elle-même est encombrée. « Il y a là, lit-on dans le rapport adressé au Ministre par le Conseil de l'Université de Paris, un inconvénient sérieux qui a déjà attiré l'attention du Ministre et dont le remède est à trouver. » Ces derniers mots sont inquiétants. Ils prouvent en tout cas l'utilité qu'il y aurait à ce que les plans de bibliothèques dressés par les architectes soient soumis à l'approbation des bibliothécaires.

Ajoutons que les bibliothèques et les collections ont une telle importance dans l'enseignement supérieur que nous voudrions voir et les conservateurs des bibliothèques et les conservateurs de collections entrer avec voix délibérative dans les Conseils des Universités et des Facultés pour toutes les questions concernant leurs services.

Bibliothèques de province. — La situation des bibliothèques n'est guère meilleure en province qu'à Paris. Aussi renvoyons-nous à ce que nous avons dit dans le chapitre précédent. Dans presque tous les rapports des Conseils des Universités nous avons relevé des doléances très vives sur l'insuffisance des locaux. On commence à souffrir des « palais universitaires » où l'aménagement est sacrifié à la façade et conçu sans préoccupation des besoins scientifiques. Les ressources sont très limitées, les crédits insuffisants, les dons et legs qui viendraient combler de véritables lacunes extrêmement rares. Quant aux ressources des Universités, elles sont si médiocres dans certaines villes que le conservateur n'attend rien que de l'Etat forcément économe.

Le Ministre de l'Instruction publique souscrit à de nombreux livres français. Les professeurs des Universités de province se plaignent que ces volumes ne soient pas adressés avec assez de régularité et de promptitude à leurs bibliothèques. Quelques-uns leur arrivent l'année de l'apparition, d'autres deux ou trois ou quatre ans après. Il en est qui ont mis dix ans à effectuer le voyage de Paris à Bordeaux ou de Paris à Marseille ; or, pour ménager un budget assez pauvre et pour éviter des doubles emplois, les Universités n'achètent pas les livres que l'Etat doit leur envoyer. Ainsi élèves et professeurs se voient privés d'ouvrages que leur actualité même rendrait plus utiles et plus faciles à consulter. Le remède général ne consisterait-il pas dans une décentralisation qui permettrait aux Facultés de disposer, pour l'achat de livres français, des crédits qui leur seraient accordés proportionnellement à leur importance ou à celle de leur bibliothèque.

Quelques réformes

« Envois plus rapides dans les bibliothèques des ouvrages souscrits par l'Etat. » — En ce qui concerne les envois aux bibliothèques universitaires, peut-être gagnerait-on du temps à faire les envois d'office ; les bibliothécaires feraient connaître s'ils ont ou non besoin de l'ouvrage envoyé et renverraient une ou deux fois par an tous ceux qui ne conviendraient pas à la bibliothèque. C'est surtout dans les bibliothèques universitaires que l'envoi rapide des livres nouveaux est nécessaire.

L'envoi dans les bibliothèques municipales est subordonné à une série de mesures administratives compliquées et n'a lieu qu'une fois par an. Sans attendre les rapports annuels des maires et des inspecteurs généraux des bibliothèques, peut-être y aurait-il lieu d'adresser les livres disponibles, quitte à supprimer les envois l'année suivante si des abus avaient été reconnus. La somme engagée par l'envoi annuel n'est jamais assez considérable pour que son mauvais emploi ait autant d'inconvénients que des retards de plusieurs années dans l'envoi des « nouveautés » défraîchies quand elles arrivent à destination.

Aux bibliothèques populaires, au contraire, il est fait des concessions sur leur demande et au fur et à mesure. En tenant compte autant qu'il est possible du caractère particulier de la clientèle de chaque établissement, on constitue un lot où les romans, selon le vœu ordinairement exprimé, entrent pour une large part, mais où figurent toujours, sous une forme ou sous une autre, l'enseignement civique et celui de l'hygiène élémentaire. Malheureusement l'importance des concessions a souffert à la fois de la diminution répétée des crédits d'achat et de l'accroissement continu du nombre des demandes. On donnait il y a quelques années des lots de 75 à 100 volumes. Il a fallu progressivement les réduire à 40, 30, quelquefois 25...

Dans deux articles récents sur les bibliothèques des écoles publiques, M. Ch.-V. Langlois, dont la compétence incontestée embrasse à la fois la bibliographie, la bibliothéconomie et la pédagogie, a signalé le triste état des bibliothèques populaires, encombrées de vieilleries, administrées avec bonne volonté mais sans aptitudes, subissant les envois souvent fâcheux du Ministère et s'étiolant misérablement faute de fonds, faute de véritables bibliothécaires, faute d'administration...

Accorder la personnalité civile aux grandes bibliothèques publiques. — Au risque de commettre une apparente hérésie financière, nous n'hésitons pas à réclamer pour la Bibliothèque Nationale un budget autonome qui lui permette de ne pas acheter de manuscrits et de médailles en 1908 s'il ne se présente rien d'intéressant sur le marché cette année-là, et de disposer des reliquats pour 1909, s'il faut disputer aux enchères des pièces importantes ou négocier à l'amiable l'acquisition de collections précieuses. Si ce budget autonome, qui procurerait des avantages énormes lors de la solution des questions d'agrandissement et de trans-

formations qui se poseront à bref délai suscite de trop grosses objections, il serait urgent d'instituer une *Caisse des Bibliothèques* analogue à la Caisse des Musées, et d'accorder aux bibliothèques la personnalité civile, si utile en matière de dons et de legs.

Il ne faut pas oublier en effet que les dons contribuent pour une large part au développement des collections... mais les formalités nécessaires pour l'acceptation des legs ou des dons en espèces, découragent beaucoup de bonnes volontés ; on a parfois usé de subterfuges innocents, et accusé réception de dons en nature alors qu'on avait reçu des espèces destinées à l'acquisition de telles ou telles pièces ; la reconnaissance de la personnalité civile simplifierait les choses ; on a constaté que dès qu'un établissement en obtenait le bénéfice les legs ou fondations augmentaient ; il y a donc urgence à ne pas retarder ce qui ne devrait être qu'une vulgaire formalité à remplir.

D'autres questions, ajoute M. Steeg, se posent et doivent être mises à l'étude, telles que la *spécialisation des bibliothèques* et la *réforme du dépôt légal*. Seule, une réunion d'hommes compétents et de délégués des bibliothécaires peut étudier comme il convient, toutes ces questions. « Cette réunion, qui aura également dans ses attributions l'orientation générale à donner aux diverses bibliothèques, constituera le *Conseil supérieur des bibliothèques*. Il semble qu'on puisse déjà en parler comme d'une chose existante, puisque le Ministère de l'Instruction publique est favorable à sa création. Les questions techniques relatives aux bibliothèques sont en effet très nombreuses et très délicates ; il faut y apporter autre chose que de la bonne volonté et seul le futur Conseil supérieur pourra proposer des solutions étudiées en pleine connaissance de cause. »

Compte rendu de l'Assemblée trimestrielle

du 14 décembre 1907

La séance a eu lieu à 5 heures, à l'Hôtel des Sociétés savantes, sous la présidence de M. DENIKER.

Etaient présents: MM. AUVRAY, BONNEAU, GAGNIEUL, CHAPOT, COYECQUE, J. DENIKER, DESLANDRES, GAUTIER, GRAND, GRIVEAU, Lucien HAHN, HARRACA, abbé LANGLOIS, LEDOS, LEGRAND, LELONG, MARAIS, MARTIN, Henry MICHEL, Charles MORTET, de NUSSAC, POIRÉE, ROUSSELLE, RUELLE, SEPET, de STRZEMBOSZ, SUSTRAC, TARBOURIECH, TISSIER et WICKERSHEIMER. S'étaient excusés : Mlle BERTHET, MM. BAGUENIER-DESORMEAUX, BERTHET, CAUDEL, Charles CORNILLON, DAUZE, DAVANNE, DENÉE, Louis HAHN, HILDENFINGER, OURSEL, SIMOND et TALON.

Lecture est donnée d'une lettre de M. CHEVREUX, inspecteur général, qui renouvelle à l'Association (particulièrement aux bibliothécaires de province), l'expression de son dévouement à leurs intérêts et qui leur donne l'assurance qu'il ne négligera aucune occasion de soutenir auprès des administrations locales leurs légitimes revendications.

La dernière assemblée trimestrielle avait renvoyé l'examen de la question du stage dans les bibliothèques à la présente réunion. Elle dut être ajournée de nouveau pour plus ample étude.

M. DENIKER fit connaître que les travaux de notre association en vue d'obtenir de M. le Ministre de l'Instruction publique la création d'un Conseil supérieur des bibliothèques avaient déjà porté des fruits appréciables, et que plusieurs de nos desiderata avaient été enregistrés dans le rapport du budget de l'Instruction publique, présenté par M. Steeg. Diverses personnalités du Parlement et du Ministère sont acquises à nos vœux et tout disposées à les seconder. Le comité de l'Association a même cru opportun de rédiger un **projet d'organisation d'un Conseil supérieur des bibliothèques**, à proposer au ministre pour l'éclairer sur les vœux des bibliothécaires.

M. Charles MORTET, auteur de ce projet, en exposa l'économie générale et en donna ensuite lecture. Après discussion sur quelques points de détail, le texte suivant fut voté à l'unanimité :

ARTICLE PREMIER. — *Il est institué, au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un Conseil supérieur des Bibliothèques, dont feront partie :*

1° De droit, le Directeur de l'enseignement supérieur, les Inspec-

teurs généraux des Bibliothèques, l'Administrateur de la Bibliothèque nationale, le Directeur de l'Ecole des Chartes ;

2° Huit délégués élus pour cinq ans par les fonctionnaires commissionnés dans les bibliothèques publiques de l'Etat (Bibliothèque nationale, de l'Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève), dans celles des Universités et des autres Etablissements publics qui relèvent du Ministère (Muséum d'histoire naturelle, Institut, Académie de médecine, Ecole nationale des Beaux-arts, Conservatoire de Musique, Musée pédagogique) et dans les Bibliothèques municipales classées ;

3° Huit membres désignés par le Ministre, dont quatre choisis parmi les hauts fonctionnaires des bibliothèques, et quatre parmi les membres du Parlement et des Corps savants.

Le Conseil élit parmi ses membres, son président, son vice-président et son secrétaire.

ARTICLE 2. — Le Conseil supérieur des Bibliothèques devra être convoqué par le ministre, soit d'office, soit sur la demande formulée par six au moins de ses membres, pour donner son avis : 1° sur les projets de loi, décret ou règlement qui peuvent intéresser en quelque mesure l'accroissement des bibliothèques désignées dans l'article premier, la conservation et l'usage des livres, manuscrits et objets d'art qui y sont déposés, la publication de leurs inventaires et catalogues ; 2° sur les projets de loi, décret ou règlement relatifs au recrutement, à l'avancement et à la retraite des fonctionnaires et agents de ces bibliothèques ; 3° sur toute autre question d'ordre général relative aux bibliothèques nationales et municipales.

En outre il pourra émettre des vœux se rapportant aux questions énumérées dans le présent article.

ARTICLE 3. — Le Conseil supérieur des Bibliothèques tiendra au moins deux sessions par an, aux dates fixées par le ministre, sans préjudice des sessions extraordinaires qui pourraient être demandées, conformément à l'article 2.

Dans l'intervalle des sessions, une Section permanente du Conseil se tiendra à la disposition du ministre pour donner son avis, dans le cas d'urgence, sur les questions qui sont de nature à être soumises au Conseil. Cette section, nommée chaque année par le ministre, sera composée de huit membres, dont quatre choisis parmi les membres de droit, deux parmi les délégués élus et deux parmi les membres que désigne le ministre.

ARTICLE 4. — Le Conseil supérieur des Bibliothèques sera constitué dans le délai de deux mois à partir du présent décret.

Voici le résumé de la discussion : Quelques-uns de nos collègues furent d'avis de comprendre parmi les membres de droit tous les administrateurs des bibliothèques publiques de l'Etat (Nationale, Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève) et non pas seulement celui de la Bibliothèque nationale. Cette adjonction fut repoussée : on craignit d'augmenter notablement le nombre des membres et de ne pouvoir tra-

cer de démarcation nette entre les bibliothèques dont les chefs seraient membres de droit du Conseil et celles qui n'auraient point ce privilège. Cette adjonction admise, n'eût-on pas, en effet, été entraîné à admettre aussi celle du conservateur de la Bibliothèque de la Sorbonne et des bibliothécaires des Facultés de droit et de médecine, du Muséum, etc.? On a fait remarquer, d'ailleurs, que les administrateurs des trois bibliothèques publiques étaient au premier rang parmi les fonctionnaires que pourraient désigner le ministre ou les bibliothécaires. Pour le nombre des membres élus par les bibliothécaires, on proposa et l'assemblée accepta le chiffre de huit au lieu de quatre, afin que les membres fussent partagés à peu près également, suivant leur provenance : sept membres de droit, huit membres délégués par les bibliothécaires, huit membres désignés par le ministre.

M. GRIVEAU, de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, fit ensuite une communication sur la classification des arts et métiers. On peut grouper les arts et métiers suivant la causalité, la modalité ou la finalité, autrement dit, suivant l'origine des matériaux mis en œuvre (règnes minéral, végétal, animal), ou suivant le mode de travail (industries manuelles ou mécaniques), ou suivant la destination (alimentation, vêtement, etc.). Les deux premiers principes de classement ne sauraient avoir la première place, car ils démembreront souvent une même industrie ou ils la supposent invariable dans ses procédés : la soie, produit d'une chenille, a place dans le règne animal et la toile et le coton, au contraire, dans le règne végétal ; une industrie d'abord manuelle devient souvent mécanique. Le dernier principe de classement peut d'ailleurs admettre les autres pour les subdivisions.

M. SUSTRAC donna, en quelques mots, un résumé de la communication qu'il devait faire sur le rôle de la science dans les bibliothèques et qu'il ne put développer, vu l'heure avancée. Il expliqua que les bibliothèques peuvent avoir une destination soit scientifique, soit technique, soit littéraire et artistique, soit morale et religieuse, soit plusieurs de ces destinations. La formation du bibliothécaire doit être naturellement adaptée à la destination de sa bibliothèque. Dans tous les cas, il doit avoir une compétence professionnelle et une certaine culture générale. Il lui faut, en outre, une formation scientifique originale dans une bibliothèque scientifique, une formation technique dans une bibliothèque de métiers, etc. En règle générale, sa tâche propre n'est pas d'ordre scientifique, mais d'ordre pratique et les études scientifiques, littéraires, artistiques, etc., auxquelles il peut se livrer, ne sauraient nullement se confondre avec l'exercice de sa profession.

La réunion, qui se termina à 7 heures, fut suivie d'un banquet.

Comptes Rendus des Séances du Comité

Séance du jeudi 24 octobre 1907

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Deniker. Sont présents : MM. Auvray, Dehétrain, Deniker, Hildenfinger, Marais, Martin, Michel, Mortet, Poirée, Sustrac et Vitrac. M. Mazerolle, spécialement convoqué, assiste à la séance. Sont excusés MM. Jadart, Oursel et Vidier.

M. Martine, sous-bibliothécaire à l'Ecole des Beaux-Arts, et M. A. Simond, bibliothécaire de la Ville de Roanne, sont admis membres de l'Association.

M. le Président fait une communication au sujet de l'Association des archivistes et bibliothécaires belges, dont il a été nommé membre d'honneur. Cette association donne l'exemple d'une activité considérable. Dans le programme de la conférence tenue récemment à Liège, on remarque entre autres des communications relatives à un projet de congrès international des bibliothécaires pour 1910 et à de petites bibliographies pratiques pour les lecteurs. M. le Président pense que l'Association pourrait prendre utilement l'initiative de bibliographies semblables sans toutefois en assumer la charge financière. M. Michel rappelle qu'il avait été précédemment question de publier des séries de monographies dont l'ensemble formerait un manuel des bibliothèques françaises. M. Marais fait observer que le congrès des bibliothécaires de 1900 avait pris semblable initiative sans aboutir. M. Mortet estime que chaque bibliothèque pourrait utilement avoir une sorte de petit guide pour lecteurs, mis en vente à la porte. L'A. B. F. pourrait fournir un type de ces guides. M. le Président songerait plutôt à des guides bibliographiques spéciaux à chaque science. Des combinaisons de ces types divers sont d'ailleurs possibles. Sur la proposition de M. Deniker, la question sera mise à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

La prochaine assemblée trimestrielle est fixée au samedi 14 décembre ; le programme en sera réglé ultérieurement.

Le Comité aborde ensuite la question des démarches relatives à l'institution d'un Conseil supérieur des bibliothèques. M. le Président a vu avant les vacances M. Steeg, rapporteur du budget de l'Instruction publique, qui est favorable au projet et disposé à l'appuyer.

M. Mazerolle fait une communication sur l'utilité et l'opportunité qu'il y aurait à accroître les heures d'ouverture des bibliothèques. Cette réforme entraînerait certaines dépenses ; MM. Marais et Mortet donnent à ce sujet les chiffres concernant respectivement les bibliothèques Mazarine et Sainte-Geneviève.

Divers membres, notamment M. Vitrac, exprimant la crainte qu'une telle réforme n'amène pour les bibliothécaires un surcroît de peine sans

compensation, il est décidé, après discussion, qu'il n'y a pas lieu de donner suite, pour le moment, à l'étude de cette question.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Séance du jeudi 14 novembre 1907.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Poirée, trésorier. Sont présents : MM. Auvray, Deniker, Gautier, Hildenfinger, Marais, Poirée, Sustrac, Vidier et Vitrac. Excusés : MM. Dehéraïn, Jadart, Martin, Mortet et Oursel.

M. E. Wickersheimer, attaché à la Bibliothèque de la Faculté de Médecine de Paris, présenté par MM. Lucien Hahn et Legrand, est admis membre de l'Association.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Dehaene, de Douai, qui demande si le Comité de l'Association ne pourrait pas établir un tableau du personnel des bibliothèques universitaires et le publier dans le *Bulletin*. Aucun des bibliothécaires, écrit M. Dehaene, ne refuserait de répondre au questionnaire que lui enverrait à ce sujet l'A. B. F. Après examen, il est reconnu qu'un tel questionnaire (date de naissance, nomination, promotion, etc.) pourrait paraître à certains de nos collègues indiscret et éveiller quelques susceptibilités. Il ne sera pas, en conséquence, donné suite au vœu de M. Dehaene.

M. Deniker, président, qui vient d'arriver, donne lecture d'une lettre de M. Van den Gheyn, conservateur à la Bibliothèque royale de Belgique et président de l'Association des bibliothécaires de Belgique. Cette Association a pris l'initiative d'un Congrès de bibliothécaires qui se réunira à Bruxelles en 1910. M. Van den Gheyn souhaiterait de voir se constituer à Paris un Comité français pour ce prochain Congrès et demande à l'Association de vouloir bien l'aider dans cette tâche.

M. Vidier présente quelques observations au sujet de l'ordre du jour mentionné sur la convocation du précédent Comité. La communication faite par M. Mazerolle sur l'accroissement des heures d'ouverture n'était pas portée à l'ordre du jour, et par suite d'un examen insuffisant de la question, le Comité pouvait être amené à un vote fâcheux. M. Vidier exprime le vœu qu'à l'avenir l'ordre du jour soit plus explicite ; il sera donné satisfaction à ce vœu.

Après le récit des démarches de M. le Président auprès de MM. Steeg et Bayet, au sujet de la création d'un *Conseil supérieur des bibliothèques*, on discute le programme de la prochaine assemblée trimestrielle. M. Sustrac est prié et accepte de faire une communication sur le rôle de la science dans les bibliothèques.

La séance est levée à 7 heures.

Séance du lundi 25 novembre 1907.

La séance est ouverte à 5 heures sous la présidence de M. Deniker. Sont présents : MM. Auvray, Dehéraïn, Deniker, Gautier, Hildenfinger, Marais, Martin, Mortet, Poirée, Sustrac et Viollet.

Cette séance est entièrement consacrée à la discussion et à la rédaction d'un projet d'organisation du *Conseil supérieur des Bibliothèques*.

Chronique

Congrès international des archivistes et des bibliothécaires en 1910. —

Dans sa réunion du 22 septembre dernier, sur la proposition de M. L. Stainier, conservateur-adjoint à la Bibliothèque royale et directeur de la *Revue des Bibliothèques et Archives de Belgique*, l'ASSOCIATION DES ARCHIVISTES ET BIBLIOTHÉCAIRES BELGES a décidé de provoquer la réunion d'un Congrès international des Archivistes et des Bibliothécaires, qui se tiendra à Bruxelles, en 1910, lors de l'Exposition internationale.

Une Commission d'organisation, à la tête de laquelle se trouvent MM. GAILLARD, archiviste-général du royaume, et le R. P. VAN DEN GHEYN, conservateur des Manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique, a été chargée par l'Association de se mettre d'accord, pour la préparation de ce Congrès, avec le Bureau du *Congrès international des bibliothécaires*, tenu à Paris en 1900, ainsi qu'avec les Associations d'Archivistes et de Bibliothécaires de tous les pays.

Les membres de l'Association consultés sur l'opportunité de réunir de la sorte, en un même congrès, archivistes et bibliothécaires, ont été unanimes à déclarer qu'en dehors de questions particulières à étudier entre spécialistes, en sections séparées, l'archivéconomie et la bibliothéconomie ont de nombreux points d'intérêt commun, pour l'examen desquels il est utile de grouper les avis simultanés des archivistes et des bibliothécaires.

*
**

Le prochain examen de bibliothécaire universitaire. — Un arrêté du 21 octobre vient de fixer au 11 février 1908 la date de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire dans les bibliothèques d'Universités. L'examen aura lieu à la Sorbonne.

Les candidats pourront s'inscrire jusqu'au 31 décembre au Secrétariat des diverses académies. Ils devront déposer, en s'inscrivant :

1° Leur acte de naissance et les diplômes dont ils sont pourvus ;

2° Une note présentant le résumé de leurs travaux antérieurs, le relevé des services rendus et l'indication des langues qu'ils connaissent.

L'examen comprend deux épreuves : l'une écrite, l'autre orale.

L'épreuve écrite comprend : 1° une composition sur une question de bibliographie générale ou sur une question d'administration appliquée au service d'une bibliothèque d'université, tirée du programme annexé à l'arrêté du 20 décembre 1893 (1) ; 2° le classement de quinze ouvrages

(1) On trouvera ce programme dans le *Journal officiel* du 30 décembre 1893 et dans le *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique* du même jour.

traitant de matières diverses et appartenant aux différentes époques de l'imprimerie ; le travail implique les opérations déterminées par l'instruction générale du 4 mai 1878, savoir : le numérotage, l'inscription au registre d'entrée-inventaire, l'inscription au catalogue méthodique, l'inscription au catalogue alphabétique. Le candidat devra justifier dans ce travail d'une écriture serrée et parfaitement lisible.

L'épreuve orale se compose : 1° de questions sur la bibliographie et le service d'une bibliothèque d'Université ; 2° d'interrogations sur les langues vivantes inscrites à la note indicative mentionnée ci-dessus. Le candidat devra justifier, en tout cas, de la connaissance de la langue allemande par l'explication, à livre ouvert, d'un passage tiré d'un ouvrage sur la bibliographie.

Les candidats seront informés de leur admissibilité aux épreuves quinze jours au moins avant l'ouverture de la session.

*
**

D'un article, très documenté, sur *Nos Bibliothèques* paru dans *Le Censeur* du 16 novembre, sous la signature d'André Fontaine, nous extrayons les passages suivants, particulièrement intéressants.

« Dans son rapport sur le budget de l'Instruction publique, M. Steeg n'a pas cédé à la tentation d'apporter une solution immédiate, un remède infaillible aux difficultés de tout genre que rencontre l'administration de nos principales bibliothèques. Un rapporteur n'est pas nécessairement un bibliothécaire, et la sagesse lui commande de remettre aux techniciens l'étude des questions techniques. Aussi a-t-il réclamé avec insistance la création, trop longtemps différée, du Conseil supérieur des Bibliothèques. L'encombrement de la Nationale, la spécialisation des divers dépôts parisiens, l'orientation à donner aux acquisitions dans chaque établissement, l'élaboration du statut définitif du personnel, autant de problèmes compliqués, pour lesquels seul le futur Conseil supérieur, faisant appel à toutes les compétences, comprenant à côté d'hommes du métier des travailleurs intellectuels, des membres du Parlement, des juristes, pourrait proposer au ministre les mesures indispensables. Mais ce Conseil supérieur, nous ne l'attendons pas encore cette année, ni même l'année prochaine, ni peut-être la suivante ; car les bibliothèques comptent pour trop peu dans les préoccupations administratives et surtout cela dérangerait trop d'habitudes si doucement prises, si doucement conservées !

« Sans doute un des premiers soins de ce Conseil serait de réclamer une distribution nouvelle des crédits : quel ennui ! Peut-être même voudrait-il supprimer complètement les achats du Ministère, et réserver aux bibliothèques les 164.000 francs du chapitre 61, que le Parlement consent chaque année pour souscriptions scientifiques et littéraires.

« Sans la générosité de quelques particuliers, la Nationale périliterait ; de bons esprits — ou de mauvais — prétendent même qu'elle périlcite. Toujours est-il que des dons ou des legs comblent de temps en temps

des lacunes ; mais on a négligé jusqu'ici de conférer aux bibliothèques la personnalité civile, d'où des formalités, des retards, des ennuis même pour les donateurs qui s'ingénient à faire du bien en dépit de la loi et sont censés avoir offert des manuscrits ou des livres lorsqu'ils ont donné à la Bibliothèque la somme nécessaire pour faire bonne figure dans une vente. Voit-on où on en est réduit, faute d'une formalité qu'il suffirait d'un peu de volonté et d'esprit de suite pour mener à bonne fin ?

« Non seulement la personnalité civile devrait être reconnue aux bibliothèques, mais encore elles devraient jouir d'un budget autonome, comme les Universités, ou même comme les lycées. L'Etat n'a pas, j'imagine, la prétention de réaliser des bénéfices avec ces collections ; alors que risque-t-il à les laisser s'administrer elles-mêmes, faire des économies une année pour les dépenser à propos l'année suivante, hâter des constructions sans attendre le vote des crédits annuels trop maigres qui font traîner les choses en longueur et augmentent les frais généraux ? Il faut la manie centralisatrice et bureaucratique de notre régime napoléonien, pour que les solutions naturelles des problèmes les plus simples soient indéfiniment ajournées et passent pour téméraires. Nous verrons achever le catalogue des imprimés avant que la Nationale soit reconnue apte à gérer ses fonds elle-même ; et pourtant quelle meilleure occupation pourrait être réservée au grand préfet que doit être l'administrateur général ? Témoignerait-on moins de confiance à ce haut fonctionnaire qu'au proviseur du lycée de Bar-le-Duc ? Celui qui occupe actuellement cette situation a suffisamment prouvé, rue de Valois, qu'il est capable d'administrer.

Si la situation matérielle et le bon fonctionnement de nos grands dépôts ne semblent pas préoccuper outre mesure les bureaux de la rue de Grenelle, que dire des libertés prises avec le personnel ? On est arrivé à ce résultat vraiment incroyable : c'est que des hommes, ennemis nés du bruit et des affaires, vivant d'ordinaire isolés au milieu des livres, quelquefois mal disposés les uns pour les autres, se sont associés comme des répétiteurs de lycée, et ont porté leurs doléances aux ministres comme de véritables syndiqués, j'entends comme des syndiqués qui auraient des lettres et de la tenue. Oui, il existe une *Association des bibliothécaires français*, publiant son *Bulletin*, et vieille, je crois, de quelques mois. Comment est-elle née, je l'ignore ; mais pourquoi ? Il suffit de lire le dernier numéro du Bulletin pour être fixé.

.....

« Il est fâcheux que ces questions (concernant le personnel) n'aient pas été, la semaine dernière, portées à la tribune ; du moins le rapporteur du budget s'est élevé contre de telles pratiques ; il l'a fait avec la modération que les bibliothécaires eux-mêmes ont apporté dans le ton de leurs doléances, mais avec netteté ; car il lui a semblé que toute cette catégorie de fonctionnaires doit avoir son statut, non pas imposé arbitrairement par le pouvoir central, mais discuté sérieusement et loya-

lement entre les parties intéressées, accepté par chacune d'elles et pouvant toujours être révisé dans des conditions déterminées. Il y a entre l'Etat et ses fonctionnaires une équivoque : on ne la dissipera que par la libre discussion d'où sortira l'accord. Si certains fonctionnaires se sont montrés tapageurs, imprudents, insupportables, combien se sont unis pour la défense de leurs intérêts sans le moindre désir de réclame personnelle ou même corporative ? et aussi combien y ont été amenés par le sans-gêne de tel ou tel bureau soumettant à la signature rapide des chefs un arrêté autoritaire jusqu'à la provocation, désorganisant les services pour en avoir ignoré le fonctionnement réel, lésant des intérêts parce que les intéressés semblaient peu nombreux ou peu remuants ? Ce qui s'est passé pour les bibliothécaires est symptomatique : par un simple décret on a arrêté le travail des catalogues, en privant par exemple l'Arsenal de son conservateur et de son conservateur-adjoint, on a ralenti démesurément l'avancement d'une catégorie de fonctionnaires qui ne peuvent mettre désormais moins de vingt-sept ans pour passer du grade de sous-bibliothécaire de quatrième classe, à celui de conservateur, lequel comporte un traitement de 5.500 francs ! Enfin on a déclaré nuls et non avenue des droits antérieurement consentis et consacrés par un décret.

« Il est certain que le ton respectueux des bibliothécaires impressionnera favorablement le ministre et leur vaudra gain de cause, mais il est certain aussi que la fermeté de leur attitude aura été leur meilleure sauvegarde. Il est grand temps de rendre les bibliothécaires à la paix traditionnelle des bibliothèques, en leur assurant le statut qu'ils demandent, et en leur accordant par l'autonomie financière plus encore que par de nouveaux sacrifices pécuniaires, le moyen d'entretenir ou d'enrichir les dépôts qui leur sont confiés. »

*
*
*

Nous apprenons, avec le plus vif regret, la mort de notre collègue, M. BARBOU, bibliothécaire à la Bibliothèque de Sainte-Geneviève. M. Barbou avait été admis, le 1^{er} novembre dernier, à faire valoir ses droits à la retraite et nommé conservateur honoraire.

*
*
*

Nous avons aussi le regret d'apprendre le décès de notre collègue M. MANOURY, bibliothécaire universitaire. M. Manoury s'était consacré aux questions économiques et sociales ; il était secrétaire de la Chambre consultative des Sociétés coopératives et membre du Conseil supérieur du travail.

*
*
*

M. FUNCK-BRENTANO, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Arsenal, vient d'être promu bibliothécaire à la même bibliothèque.

M. DESLANDRES, attaché à la Bibliothèque de l'Arsenal, vient d'être nommé sous-bibliothécaire à la même bibliothèque.

M. CHABRIER, attaché à la Bibliothèque Mazarine, vient de passer en la même qualité, à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

M. A. LEDIEU, conservateur de la Bibliothèque et des Archives de la ville d'Abbeville, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite. C'est M. H. DE FLORIVAL, archiviste-paléographe, qui a été appelé aux fonctions qu'a si longtemps et si brillamment occupées M. A. Ledieu. M. H. de Florival a été nommé, en outre, conservateur des musées d'Abbeville.

*
**

Vient de paraître : *La Cité de Dieu de la Bibliothèque de Mâcon*, par M. L. LEX, bibliothécaire de la ville de Mâcon. C'est l'histoire très détaillée d'une longue instance judiciaire, terminée par un important arrêt de la Cour de cassation. Sur les neuf miniatures volées en 1886 au beau manuscrit de la Bibliothèque de Mâcon, huit ont été retrouvées.

Trois ont été recouvrées à la suite d'un procès qui n'a pas duré moins de sept ans et qui a donné lieu à deux jugements de première instance, deux arrêts d'appel et une décision de la Cour de Cassation.

Deux autres feuillets enluminés ont été restitués amiablement ; trois autres enfin ont été rachetés à Londres avec le produit de souscriptions qui s'est élevé à plus de 14.000 francs.

*
**

Vient de paraître dans la collection des *Villes d'art célèbres* (chez H. Laurens) : *Gênes*, par G. de FOVILLE, sous-bibliothécaire au département des médailles de la Bibliothèque Nationale.

*
**

Notre collègue, M. A. MAIRE, bibliothécaire à l'Université, vient de faire paraître chez H. Paulin, *La Technique du livre*, (typographie, illustrations, reliure, hygiène). Nous recommandons particulièrement à nos collègues la lecture des chapitres concernant la reliure.

*
**

Nous avons le plaisir d'annoncer l'apparition de *Poèmes* de notre collègue M. Nicolas DENIKER. C'est un coquet volume de vers édité par l'Abbaye, 37, rue du Moulin, Créteil (Seine) et que l'on peut aussi se procurer chez l'auteur, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Le tirage a été limité à 250 exemplaires dont quelques-uns sur-japon et hollandais.

*
**

Nous avons reçu le fascicule 2 du *Bulletin de la Bibliothèque et des Travaux historiques de Paris*.

M. HENRIOT, stagiaire à la Bibliothèque, y publie le catalogue des manuscrits entrés de 1903 à 1905, et M. Marcel POËTE, inspecteur de Travaux historiques et conservateur de la Bibliothèque, examine, dans un rapport présenté à la Commission des Travaux historiques, quelle fut l'œuvre historique de la Ville.

*
**

Nous nous faisons un devoir de recommander de nouveau à nos collègues le *Bulletin des Bibliothèques populaires*. Son prix modique (3 francs par an chez Cornély) le met à la portée de toutes les bibliothèques, même des bibliothèques populaires les plus pauvres. En vérité, ce Bulletin, véritable guide des acquisitions pour les bibliothécaires, devrait se trouver dans toutes les bibliothèques, municipales, populaires et scolaires.

*
**

Notre collègue M. Rivière, bibliothécaire de Douai, nous a envoyé sur la désinfection des livres la note suivante. Nous espérons qu'elle provoquera quelques communications sur la question de la contagion par le livre encore si mal connue. En attendant, elle fournira à nos collègues, un moyen pratique pour obvier aux dangers que peuvent présenter des livres contaminés. M. Rivière nous avertit toutefois que l'appareil qu'il décrit ne s'applique qu'à des opérations peu fréquentes. S'il s'agissait de désinfecter tous les volumes prêtés, il serait insuffisant.

L'appareil se compose d'une caisse de sapin blanc ou de bois blanc (celui qui est exposé à se fendre le moins), d'une lampe à alcool avec support, d'une casserole de fer-blanc à manche court, de quelques sous et de formol de commerce à 40°.

La caisse est munie de deux poignées de fer, pour permettre un déplacement facile. Elle mesure à l'intérieur : Hauteur 0 m. 54. Largeur 0 m. 56.5. Elle est fermée dans le haut par un couvercle entièrement mobile, dont le cadre repose en partie sur une battée; ce couvercle est muni sur les côtés de deux vis à tête ronde sur lesquelles viennent se fixer avec un léger frottement deux crochets vissés sur les parois de la caisse.

Dans le sens de la hauteur, elle est divisée en deux parties par un cadre mobile à claire-voie, composé de tringles plates de 0 m. 03 x 0 m. 02, disposées dans le sens de la largeur de la caisse, avec un écartement de

0 m. 03 entre elles ; elles sont encastrés dans deux tringles de 0 m. 03 chacune. Il repose sur deux autres trigles clouées sur les parois intérieures de la caisse.

La partie haute, qui mesure 0 m. 28 de hauteur du plafond de la caisse au cadre, est réservée aux livres qui doivent être désinfectés.

La partie basse, qui va du plancher au cadre, a 0 m. 25,5 de hauteur. On y accède par une porte pratiquée dans la paroi antérieure ; elle est retenue dans le bas par deux charnières qui permettent de la rabattre en dehors, et elle est maintenue dans le haut par deux verrous plats à ressort. Elle vient battre contre une battée prise dans l'épaisseur du bois.

Pour opérer il faut :

Enlever le couvercle. Placer les livres à désinfecter sur le cadre, dans le sens opposé à la direction des tringles. Avoir soin de les mettre de champ et de façon à ce qu'ils soient suffisamment entr'ouverts. Remettre le couvercle, et le fixer au moyen des deux crochets

Introduire, dans la partie basse, la lampe à alcool, placer au-dessus d'elle la casserole qui contient la quantité suffisante de formol 1 décilitre tout au plus ; allumer la lampe, puis fermer la porte en l'assujettissant au moyen des deux verrous.

Le Gérant : J. GAUTIER.

Table des Matières de 1907

(1^{re} ANNÉE)

	N° 1.	Pages.
LE COMITÉ. —	Notre programme.	1
X***	La première année de l'Association	2
CH. SUTRAC. --	La Situation des Bibliothèques de province.	9
H. MICHEL. —	La Bibliothèque de la Ville d'Amiens	15
X***	La réforme légale des Bibliothèques.	23
J. GAUTIER —	De l'attribution de la personnalité civile aux Bibliothèques publiques	32
	Chronique, Mutations, Livres, Revues.	36
	N° 2.	
CH. MORTET. --	Unité et diversité.	41
J. GAUTIER. —	La Situation des bibliothécaires d'Universités	47
O. NICAUD. —	A propos des bibliothécaires universitaires.	53
	Comptes rendus des Séances du Comité	57
	Chronique, Livres, Revues.	61
	N° 3.	
C. OURSEL. —	La Situation des bibliothécaires municipaux	65
FÉCAMP. —	Un nouveau classement des bibliothécaires universitaires	63
	Compte rendu de l'Assemblée générale du 7 avril 1907	71
	Comptes rendus des Séances du Comité	76
	Chronique, Livres, Revues.	79
	N° 4.	
	La Situation des bibliothécaires. Mémoire au Ministre	81
V. CHAPOT. —	La question du stage dans les Bibliothèques.	91
H. MICHEL. —	La Société des Amis de la Bibliothèque d'Amiens.	96
	Compte rendu de l'Assemblée trimestrielle du 11 juillet 1907.	99
	Comptes rendus des Séances du Comité.	102
	Chronique, Livres, Revues.	103
	N° 5.	
CH. SUTRAC. —	De l'orientation des Bibliothèques modernes	105
G. GAZIER. —	La Bibliothèque de la Ville de Besançon	110
	Chronique, Livres, Revues.	118
	N° 6.	
O. NICAUD. —	La Bibliothèque de l'Université de Grenoble.	121
CH. MORTET. —	A propos d'un récent concours.	123
J. GAUTIER. —	Pour les bibliothécaires universitaires.	130
	La Situation des Bibliothèques d'après le Rapport de M. Steeg.	132
	Compte rendu de l'Assemblée trimestrielle du 14 décembre.	139
	Comptes rendus des Séances du Comité	142
	Chronique, Mutations, Livres, Revues.	144

BULLETIN
de l'Association
des
Bibliothécaires Français



BULLETIN
de l'Association
des
Bibliothécaires Français

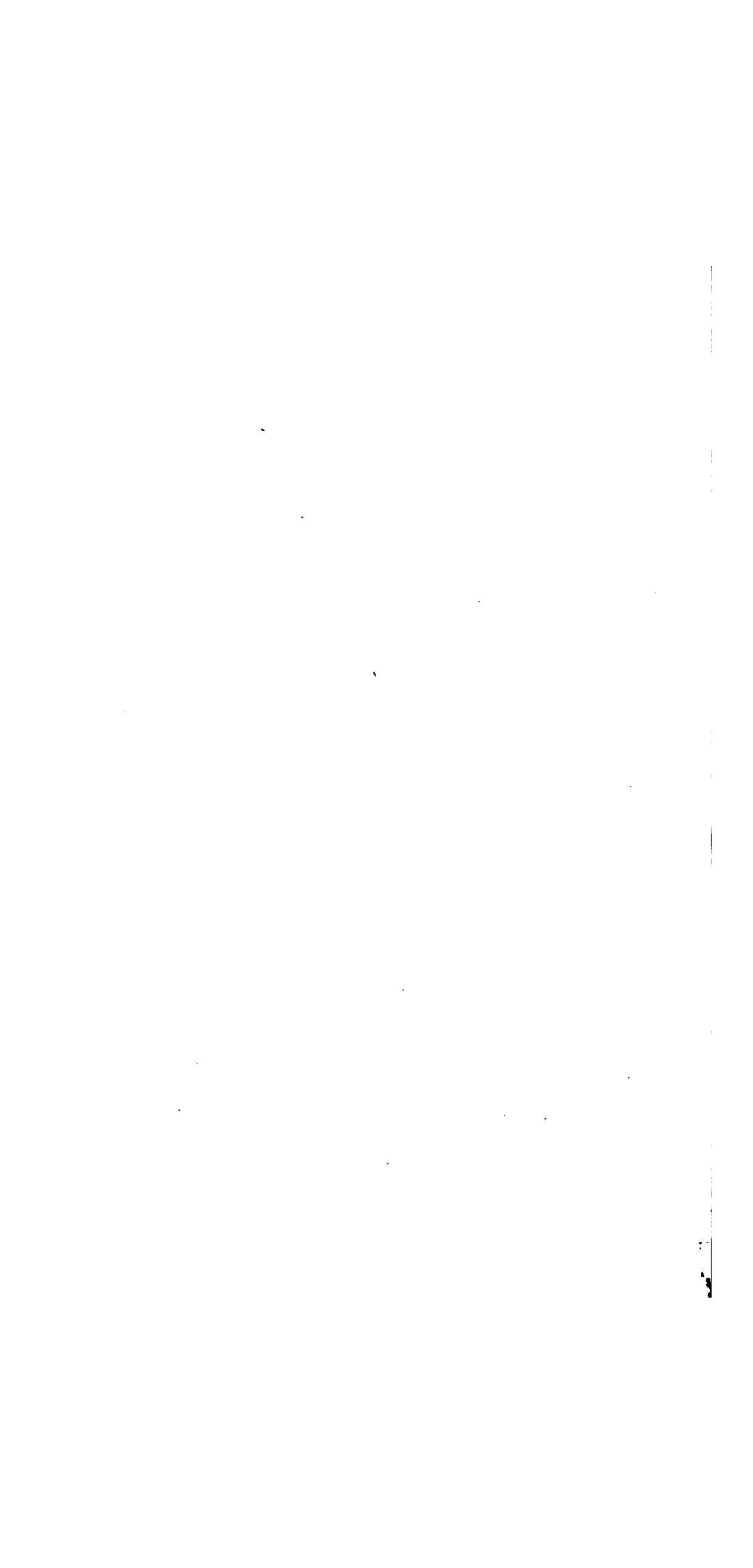
2^e Année — 1908



PARIS √ √ √ √ √ √



Librairie H. LE SOUDIER
174, Boulevard St-Germain



Le Bibliothécaire doit-il être un savant?

L'article qui a paru ici-même, il y a quelques mois, sur l'orientation des bibliothèques modernes, ayant donné lieu à des interprétations erronées, je demande la permission de revenir sur quelques points particulièrement importants pour bien préciser ma pensée à leur sujet.

Comme j'insistais sur ce fait qu'il doit y avoir des bibliothèques pour tous et que dans toute bibliothèque le service du public est la raison proche ou lointaine de tout effort, de tout travail, quelques-uns ont pensé que je confondais bibliothèques populaires et bibliothèques scientifiques. De ce qu'en outre j'affirmais que le rôle du bibliothécaire n'est pas un rôle scientifique, on a conclu que je méprisais la science et la culture supérieure. Telle n'était nullement ma pensée et sans m'attarder à une justification personnelle oiseuse je vais m'efforcer de montrer quelle est, à mon avis, l'attitude du bibliothécaire vis-à-vis de la science et pour cela j'examinerai successivement quelle est la formation qui convient à tout bibliothécaire, quelle est celle qui varie suivant la nature de l'établissement et quelle est la part de la science dans l'exercice des fonctions de bibliothécaire.

I. Très variés sont déjà et plus variés pourraient être encore le degré, la nature et le caractère des bibliothèques. Elles peuvent renfermer des livres d'enseignement élémentaire ou des livres d'enseignement secondaire, ou des livres de première main. Elles peuvent aussi contenir des collections d'une nature exclusivement ou scientifique ou technique, ou littéraire, ou artistique, ou morale ou religieuse. Elles peuvent encore s'efforcer de réunir tous les livres possibles ou se circonscrire à une matière déterminée, tout accueillir ou faire un choix suivant divers critères ; elles peuvent enfin se proposer soit simplement de diffuser la science acquise, soit fournir des matériaux pour l'élaboration de la science. Mais qu'elles soient supérieures, secondaires ou populaires, scientifiques ou littéraires, universelles ou spéciales, elles exigent pour être administrées un certain nombre de connaissances et de qualités communes ; il faut toujours savoir chercher, acheter, cataloguer les livres, être au courant des divers systèmes de mise en place et de catalogage, être familiers avec les mille petites difficultés de la pratique. Il faut encore aimer à donner des renseignements, avoir une curiosité assez large et un esprit assez ouvert pour sympathiser à toute recherche, être à même d'accueillir et de satisfaire les demandes les plus diverses. La profession de bibliothécaire réclame donc toujours et partout de celui qui veut l'exercer convenablement un certain minimum de compétence technique et de culture générale.

II. Puisque le caractère des bibliothèques est déjà très varié et qu'il devra se diversifier davantage encore pour répondre à tous les besoins, il est clair que le bibliothécaire devra posséder en outre de sa compétence technique et de sa culture générale une formation par-

ticulière en rapport avec la nature de l'établissement auquel il est préposé. Il faut donc un bibliothécaire ayant une formation scientifique dans une bibliothèque scientifique, un bibliothécaire ayant une formation littéraire dans une bibliothèque littéraire, un géographe dans une bibliothèque de géographie, un juriste dans une faculté de droit, etc. L'idée est tellement simple qu'il est inutile d'insister. Qu'on nous permette seulement quelques remarques, fort importantes : si on veut que les bibliothèques entrent pleinement dans la vie moderne, il faut qu'elles soient aussi variées que les besoins auxquels elles s'adressent. Or pourquoi lit-on ? Tantôt pour se documenter sur quelque sujet et préparer une œuvre originale, tantôt pour s'instruire, qu'on soit étudiant ou homme du monde, tantôt pour s'édifier, se consoler ou se fortifier, tantôt simplement pour se distraire. Et on va à la bibliothèque lorsqu'on n'est pas fixé sur la lecture qui vous conviendrait ou qu'on ne sait pas dans quels livres trouver ce dont on a besoin ou encore lorsque sachant quels livres on veut on ne peut se les procurer. Il faut donc que la gamme des bibliothèques soit très étendue et qu'elle passe du sévère au plaisant, de la science à l'art, des sommets de la pensée à la réalité quotidienne de l'existence. Que ce soit une seule bibliothèque qui assume ces diverses tâches, et ce sera le cas des villages et des petites villes, ou que le travail soit spécialisé, ce qui vaut mieux, un fait demeure : la nécessité rigoureuse de s'adapter à la souple et vivante diversité des besoins des lecteurs si on veut faire œuvre utile et vivante. Nous ne réclamons pas d'ailleurs que ce soit toujours l'Etat ou les communes qui se chargent de ces fonctions diverses. Sociétés coopératives, syndicats professionnels, sociétés scientifiques, artistiques, sportives, bref l'association sous toutes ses formes peut utilement intervenir dans ce domaine pour compléter et vivifier l'effort des collectivités officielles. Ici il faudra élargir les institutions existantes, là il en faudra de nouvelles, mais partout il faudra que la bibliothèque devienne un des moyens de rejoindre le lecteur et le livre si malheureusement séparés au détriment de toute culture supérieure.

III. Donc le bibliothécaire d'une bibliothèque scientifique doit être un savant, c'est-à-dire avoir une formation scientifique. Et par science ici nous entendons toute connaissance complète, raisonnée, certaine, aussi bien des domaines philosophiques, historiques, artistiques, etc., que des domaines mathématiques, physiques ou biologiques. Ailleurs que dans les bibliothèques scientifiques le bibliothécaire peut avoir une culture scientifique supérieure, si bon lui semble, mais elle ne saurait être exigée de lui. On ne peut réclamer de lui outre la compétence technique et la culture générale élémentaire que le genre de compétence propre à la bibliothèque dont il doit s'occuper. Mais le bibliothécaire en tant que tel, dans quelque établissement que ce soit, n'est pas chargé d'une fonction scientifique : il n'a à faire faire de nouveaux progrès à quelque science que ce soit, ni à enseigner quelque science que ce soit ; il n'est pas davantage poète, artiste, ou historien, il est bibliothécaire tout uniment, c'est-à-dire qu'il a à mettre à la disposition d'autrui les richesses intellectuelles dont il a

la garde et qu'il doit développer selon le caractère propre de sa bibliothèque. Pour cette tâche, certes, il a besoin très souvent de connaissances scientifiques ; il a besoin plus encore de cet esprit scientifique qui consiste essentiellement dans le sens de la vérité, de l'exactitude, de l'ordre, de la méthode. Il pourra arriver, par exemple, s'il a à rédiger un catalogue de manuscrits anciens, qu'il apporte des contributions à la science, mais même en ce cas sa tâche demeure distincte de celle du savant. Le bibliothécaire recensera les manuscrits des œuvres d'Abélard et signalera même ce qu'ils présentent d'inédit, le savant seul mettra ces indications en œuvre. De même dans une bibliothèque littéraire, le bibliothécaire devra connaître les mérites respectifs de tels écrivains célèbres, mais comme bibliothécaire, il n'a ni à les lire intégralement, ni à augmenter leur nombre par ses propres écrits.

Cela veut-il dire que par un abus contraire à celui qui s'est produit maintes fois et qui n'a d'ailleurs pas encore disparu, il faille interdire au bibliothécaire la culture des lettres, des sciences et des arts ? Non, certes, et il est au contraire grandement digne d'encouragements le bibliothécaire qui sait unir l'exercice consciencieux de sa profession à des travaux personnels : il garde ainsi l'ouverture et la souplesse d'esprit nécessaires au bibliothécaire ; il se préserve de la routine professionnelle ; il sait dominer les exigences de son métier au lieu de s'y asservir. Il faut seulement que les deux tâches soient nettement distinguées, et qu'il y ait temps pour chacune.

Les considérations théoriques que nous venons d'esquisser posent bien des problèmes pratiques. Nature de la formation professionnelle ? Conditions de capacité à exiger des futurs bibliothécaires ? Détermination concrète du devoir professionnel ? Nous ne voulons pas les examiner aujourd'hui, espérant que d'autres apporteront ici leur conception propre du rôle du bibliothécaire et iront plus avant dans l'examen des conséquences pratiques possibles des diverses conceptions professionnelles. Il nous suffit d'avoir indiqué ici ce que nous entendions en disant que le bibliothécaire n'est pas un savant.

CHARLES SUSTRAC.

Comptes Rendus des Séances du Comité

Séance du jeudi 23 janvier 1908.

La séance est ouverte vers 5 heures, sous la présidence de M. Michel, vice-président et continuée sous la présidence de M. Deniker, président.

Sont présents : MM. Gautier, Hildenfinger, Marais, Michel, Mortet, Poirée, Sustrac, Viollet. Sont excusés : MM. Auvray et Oursel.

Sont admis membres de l'Association : MM. Pierre Dubois, bibliothécaire de la Société industrielle d'Amiens, présenté par M. Michel, Paul Escard, bibliothécaire-archiviste de la Ville de Compiègne, présenté par

M. Deniker, et Richard, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, présenté par M. Poirée.

La prochaine assemblée trimestrielle de l'Association aura lieu le samedi 22 février, à 4 h. 1/2. M. le Président fera les démarches nécessaires pour qu'elle puisse avoir lieu à la mairie du V^e arrondissement.

La date de l'assemblée générale de 1908 est fixée au dimanche après Pâques, 26 avril. On propose de la tenir à la Mairie du VI^e arrondissement si le maire accorde son consentement. Il est expressément entendu que pour cette réunion le vote par correspondance est pleinement admis ainsi que la délégation. Les membres absents pourront donc se faire représenter dans les délibérations et dans les votes par tels collègues qu'ils voudront, à condition de leur donner des pouvoirs écrits.

M. Viollet appelle l'attention du Comité sur l'intérêt qu'il y aurait à étudier la question de commis d'ordre dans les bibliothèques. Bien des travaux trop difficiles pour des personnes sans instruction, mais qui n'exigent pas les connaissances du bibliothécaire pourraient être exécutés par un personnel intermédiaire ayant une instruction moyenne. On pourrait d'ailleurs récompenser par des emplois de ce genre les surveillants les plus zélés. Ce serait un moyen démocratique d'entr'ouvrir les barrières qui existent actuellement entre les diverses catégories du personnel des bibliothèques. Ces idées sont approuvées par les membres présents et feront l'objet d'une communication à l'une de nos réunions.

La question du slage dans les bibliothèques sera également mise bientôt à l'ordre du jour.

La séance est levée vers 6 h. 1/2.

Chronique

Afin d'éviter des frais de recouvrement, nos collègues sont instamment priés d'adresser dès maintenant le montant de leur cotisation à M. Poirée, trésorier, 6, place du Panthéon,

Le Statut des fonctionnaires. — Le gouvernement a introduit dans le projet de loi relatif aux associations de fonctionnaires un règlement-type définissant les garanties à accorder aux fonctionnaires.

Ce règlement-type élaboré au Conseil d'Etat a été remanié par le Conseil des ministres. Voici le texte définitif de ce document que nous croyons utile de faire connaître à nos collègues :

Article premier. — Nul ne peut être admis à un poste de début dans une administration publique, s'il n'a satisfait soit à un concours, soit à un examen, ou s'il ne remplit les conditions d'aptitude qui seront déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 8 de la présente loi.

Art. 2. — Nul ne peut être nommé à un emploi, autre qu'un emploi de début, s'il ne remplit les conditions d'avancement prévues à l'article 4 de la loi ou s'il ne justifie de services ou de titres dont la nature et la durée sont déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 8.

Art. 3. — Tout titulaire d'un emploi reçoit un traitement.

Art. 4. — L'avancement a lieu soit à l'ancienneté, soit au choix, selon les emplois.

Dans chaque service, des tableaux d'avancement pour les promotions de classe ou de grade sont dressés annuellement.

Les tableaux d'avancement sont arrêtés par le ministre ou pour les régies financières par le directeur général après avis de conseils composés de membres désignés à raison de leurs fonctions conformément aux règlements d'administration publique prévus à l'article 8.

Ils sont publiés au *Journal officiel*.

Nul ne peut être l'objet d'une promotion au choix de classe ou de grade, s'il n'est inscrit au tableau d'avancement.

Toute promotion est publiée au *Journal officiel* dans le délai d'un mois.

Art. 5. — Les règlements faits en exécution de l'article 8 énumèrent limitativement les peines qui peuvent être infligées au personnel et parmi lesquelles ne doit pas figurer la suppression totale, ni partielle, même temporaire, de traitement, sauf dans le cas de suppression de fonctions.

Art. 6. — Aucun fonctionnaire ne peut être l'objet d'une mesure disciplinaire qu'après qu'il aura été invité à prendre communication de son dossier conformément à l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 et à fournir ses justifications écrites.

Art. 7. — La révocation, la rétrogradation, la mise d'office en disponibilité ou en non-activité, la radiation du tableau d'avancement, l'ajournement d'une promotion à l'ancienneté ne peuvent être prononcées que par une décision motivée et après avis des conseils prévus à l'article 4, auxquels il est adjoint deux fonctionnaires du même grade ou de la même catégorie que l'intéressé périodiquement élus par leurs collègues. Les fonctionnaires élus ne peuvent se réunir que sur la convocation du président du conseil auquel ils sont adjoints.

Devant le conseil, l'intéressé est entendu dans ses moyens de défense et peut se faire représenter dans des conditions qui seront fixées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 8.

Art. 8. — Des règlements d'administration publique, rendus dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, en conformité des dispositions ci-dessus, détermineront pour chaque service les conditions d'âge et les règles de recrutement, d'avancement et de discipline.

Art. 9. — Un règlement d'administration publique rendu sur le rapport de tous les ministres déterminera l'organisation générale des administrations centrales de tous les ministères.

Les fonctionnaires appartenant aux services extérieurs du ministère ne seront pas considérés comme faisant partie de l'administration à laquelle ils sont détachés.

Art. 10. — Il n'est pas dérogé aux lois spéciales qui ont fixé le statut de certains fonctionnaires, non plus qu'à celle du 21 mars 1905 sur les emplois réservés aux sous-officiers.

Art. 11. — Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux fonctionnaires et agents de l'Etat exerçant leurs fonctions en France, en Algérie et aux colonies.

Elles ne sont pas applicables aux ambassadeurs, aux ministres plénipotentiaires, aux directeurs généraux, aux directeurs des ministères, aux préfets, aux secrétaires généraux de préfecture, aux sous-préfets, aux gouverneurs généraux, gouverneurs et secrétaires généraux des colonies.

La discussion du budget au Sénat et la Bibliothèque Nationale. — A la séance du 25 décembre, M. Lintilhac a bien voulu présenter au Sénat les observations suivantes que nous sommes heureux de reproduire. L'Association prie leur auteur d'agréer ses bien vifs remerciements pour cette heureuse intervention :

Messieurs, je viens attirer la bienveillance de M. le ministre, sur la situation du personnel de la Bibliothèque Nationale. Je voudrais le faire avec brièveté, mais avec précision et je sollicite du Sénat l'attention qu'il a accordée l'an dernier à cette question, avec l'espoir que ses sympathies manifestes seront suivies de plus d'effet dans les bureaux.

Notre Bibliothèque Nationale est le plus riche dépôt des trésors de l'esprit humain qui soit au monde. Mais l'exploitation de cette richesse n'est pas aussi facile pour les travailleurs que le commande l'intérêt supérieur des lettres françaises.

L'usine intellectuelle qui est installée là a un fonctionnement médiocre ; et s'il n'est pas pire, ce n'est que par le véritable surmenage que s'imposent les 150 fonctionnaires et agents du service qui réussissent pourtant à fournir en moyenne 2.000 volumes à 900 lecteurs.

La faute en est sans doute à l'insuffisance du personnel, pour une part, mais pour la plus grande à ces encombrements des dépôts que je viens de voir indiqués avec précision dans le rapport de M. Maurice Faure. Je signalerai seulement celui de ces vices d'aménagement qui donne le plus de mal au personnel.

Il s'agit de la distance trop grande qui sépare de la salle de lecture la plupart des dépôts de livres.

De là des pas perdus et de longs transports dont le temps est pris sur celui des travailleurs.

On y est obligé, par un système de rayonnage suranné et primitif, qui oblige les agents à gravir autant d'échelons pour atteindre le livre voulu qu'il s'en dresse devant eux, comme vous allez voir, pour atteindre un traitement à peu près alimentaire.

On y est loin de cette concentration des volumes obtenue au British Museum, par exemple, avec ces casiers de fer, accessibles sur toutes leurs faces, où pas un pouce de surface n'est perdu, aménagés comme ces bibliothèques tournantes dont chacun meuble aujourd'hui son cabinet, camarades inséparables de la table de travail et si promptes à l'approvisionnement.

A cette défectuosité, entre autres, d'un matériel suranné, le personnel supplée de son mieux, qui ne réussit pas à faire bien ni même assez, mais qui exige de lui, je le répète et j'en appelle à tous ceux qui en ont eu le spectacle sous les yeux, un véritable surmenage.

Or comment est rétribué ce personnel qui a tant de mal à mettre dans les mains des travailleurs les précieux outils dont notre Bibliothèque nationale est pleine ? Il l'est au-dessous de ses services et de ses titres.

Les traitements, surtout ceux de début, sont d'une insuffisance cruelle. La cruauté de cette insuffisance est accrue par le fait suivant sur lequel j'appelle toute l'attention du Sénat et de M. le ministre : ces traitements eux-mêmes, pris tels qu'ils sont, n'ayant pas un budget conforme à la règle administrative, l'avancement normal est rendu impossible.

Je précise d'abord le premier point, celui de l'insuffisance des traitements des fonctionnaires et des agents.

Les fonctionnaires : des archivistes paléographes, d'anciens membres de l'école française de Rome, voire des docteurs ès lettres, après quatre ou cinq ans d'attente, sont nommés stagiaires à 1.800 francs. Théoriquement, ils peuvent atteindre le traitement de 6.000 francs. En fait, sur 52 qu'ils sont, 27 ne peuvent pas dépasser 3.000 francs ; 7 seulement dépassent 4.000 francs.

Je rappelle cette règle : pour avoir le budget d'un personnel, celui qui

permettra le jeu normal des avancements, on prend la moyenne des traitements dans chaque espèce ; on multiplie cette moyenne par le nombre des fonctionnaires de l'espèce et on totalise ces produits de chaque espèce. Ce total donne le chiffre que doit égaler le budget du personnel, pour qu'il soit doté normalement.

Le traitement des agents va théoriquement de 600 francs à 3.000 francs. En fait, ils touchent 1.400 francs, soit 3 fr. 64 par jour, après onze ans de présence ; 1.600 francs après dix-sept ans, soit 4 fr. 16 par jour.

D'où vient, outre la misère de ces traitements de famine du début, la lenteur de l'arrivée à des traitements à peu près alimentaires ? De ce que la règle de comptabilité fondamentale, en matière de traitement du personnel, n'est pas observée pour la Bibliothèque nationale.

Or, si on applique cette règle au budget du personnel de la Bibliothèque nationale — défalcation faite de l'état-major qui a son quantum — on trouve qu'il devrait monter à 505.800 francs, alors qu'il chiffre 454.000 francs, d'où une insuffisance de dotation de 51.800 francs.

Voilà d'où vient le plus grand mal. A la maigreur des traitements s'ajoute la paralysie des avancements. C'est lamentable. Tel de ces stagiaires à 1.800 francs — et je vous ai dit leur attente préalable et leurs titres scientifiques — attend depuis huit ans son avancement. Pour que les agents atteignent 3.000 francs de services, il leur faudrait soixante-douze ans de présence, au train actuel des promotions.

Que M. le ministre veuille bien faire vérifier ces chiffres et ces faits, dont je lui garantis déjà l'authenticité, et il sera ému, comme l'est en ce moment le Sénat et comme il l'a été l'an dernier. Je dois vous rappeler en effet que, sur ma demande, vous avez voté alors pour ce même personnel, un relèvement de crédit de 5.000 francs que supprima d'ailleurs la Chambre, sous prétexte que nous n'avions pas le droit de relever un crédit diminué par elle. Contre cette prétention formulée par son rapporteur général je protestai d'ailleurs aussitôt à cette tribune, de par la lettre et l'esprit de l'article 8 de la Constitution, vigoureusement approuvé en cela par le Sénat, qui a toujours dit oui là-dessus, alors que la Chambre se fait un point d'honneur de dire non. Mais cette fois encore et pour un si mince objet, nous cédâmes, car c'était le 29 janvier et un second douzième provisoire nous menaçait et ce fut le personnel de la Nationale qui en pâtit. Il est vrai que cette année il n'a pas été fait état à son chapitre de ces cinq mille francs, produit de ce qu'on appelle, dans le langage spécial des bureaux « les rompus de solde ».

Mais vous voyez, messieurs, combien ce manque à diminuer est loin de suppléer ici au manque à gagner.

Quel est le vrai remède ? Le voici, je crois. Sans rétablir pour l'an prochain tout le déficit de la dotation normale, lequel est de 51.800 fr., inscrire une majoration de crédit de 35.700 francs, pour préciser, qui permettra les améliorations suivantes : 1° Porter de 1.600 à 1.800 fr. la moyenne du traitement des agents ; 2° Faire avancer les fonctionnaires par fractions de 500 francs au lieu de 300 francs, et réduire le nombre de leurs classes de 10 à 8, 4 de sous-bibliothécaire, 4 de bibliothécaire, comme aux Archives, de manière à diminuer pour les uns et pour les autres le nombre des échelons à gravir pour sortir des traitements de famine.

Je sais et je constate par son rapport que je viens de recevoir que la bienveillance du diligent rapporteur, mon ami M. Maurice Faure, est acquise à cette cause. Je constate que celle du Sénat persiste. Je prie monsieur le ministre d'y ajouter efficacement la sienne, de ne pas rester muet là-dessus, comme à la Chambre, mais de prendre simplement l'engagement d'accueillir et d'examiner avec une bienveillance désireuse d'en arriver à l'effet, les propositions dans ce sens que ne manquera sans doute pas de lui faire le très distingué et très vigilant directeur de notre Bibliothèque nationale.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, si j'ai gardé le silence à la Chambre, après les observations qu'avait fait valoir l'honorable M. Théodore Reinach, ce n'est pas, je prie l'honorable M. Lintilhac de le croire, que je n'en eusse reconnu la justesse, mais c'est par une raison de prudence que le Sénat comprendra. Sur chacun des chapitres de mon département on peut faire valoir des observations aussi justifiées.

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Et aussi fortes, monsieur le ministre ?

M. LE MINISTRE. — C'est une question de proportion. On peut appeler mon attention sur le sort intéressant de toutes les catégories du personnel, et je serais porté, par mes sentiments personnels, à donner raison et satisfaction à tous ceux qui formulent ces observations. Je ferai même remarquer que lorsque j'établis mon budget, je suis tout naturellement porté à l'établir très largement, et sur chacun des chapitres, après la connaissance que j'ai prise moi-même de la situation du personnel qu'il concerne, je suis entraîné à inscrire de gros chiffres. Mais lorsqu'on fait l'addition de toutes ces augmentations, on arrive à des sommes considérables et lorsque le budget passe entre les mains de mon terrible collègue des finances, bien qu'il soit animé de très bons sentiments, comme moi-même, il présente des observations qui sont loin d'être négligeables et je suis obligé de faire un travail de compression qui ramène le budget aux proportions que vous savez.

Je serais très disposé à donner satisfaction, sur le point particulier signalé par l'honorable M. Lintilhac, au personnel admirable de la Bibliothèque nationale. Nous avons rétabli le crédit primitif qui avait été diminué l'année dernière : c'est vous dire que je partage, en ce qui concerne ce personnel, les sentiments de l'honorable M. Lintilhac.

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Il faudrait au moins rétablir la dotation normale.

M. LE MINISTRE. — Nous aurions voulu aller plus loin ; nous ne l'avons pas pu. Je promets à M. Lintilhac de prendre en considération les observations qu'il a fait valoir et de faire mes efforts, dans le prochain budget, pour donner satisfaction au personnel si intéressant, sur le sort misérable duquel il a appelé mon attention.

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Il me suffit de prendre acte des paroles de M. le ministre. Je n'en demandais pas davantage, comptant sur sa bienveillance désireuse d'arriver à un résultat.

Assemblée générale de 1908. — L'assemblée générale de l'A. B. F. pour 1908 aurait lieu le premier dimanche après Pâques, 26 avril. Elle aura notamment à renouveler un quart du Comité. Les membres sortants cette année sont : MM. Jadart, Marais, Martin, Masson, Michel. Ils sont tous rééligibles. En outre, M. Port, qui a donné sa démission, devra être remplacé. Conformément au vœu qui avait été émis à la dernière assemblée générale, le bureau invite ceux qui auraient des candidatures à poser ou à proposer, à vouloir bien se mettre en relations avec lui à ce sujet avant l'assemblée.

Nous rappelons à cette occasion que l'an passé on est convenu, sans vouloir toutefois s'y astreindre réglementairement, d'égaliser peu à peu le chiffre réel des représentants de chaque catégorie au chiffre théorique lui revenant.

Pour permettre à nos collègues de se rendre compte de ce qu'il en est, nous avons dressé le tableau ci-dessous de la composition actuelle de l'Association, du nombre de représentants qui devrait revenir théoriquement à chaque catégorie et du nombre effectif de ses représentants :

	Nombre d'adhérents.	Nombre théorique de représentants.	Nombre effectif de représentants.
Universitaires . .	33	3	3
Nationale	52	4	4
Arsenal, Mazarine, Ste-Geneviève .	19	2	5
Municipaux . . .	83	6	6
Divers (bibliothé- caires ou non) .	71	5	2
	<u>258</u>		

D'autre part, les membres sortants appartiennent 2 aux bibliothèques nationales secondaires de Paris et 4 aux bibliothèques municipales.

Nous rappelons que, d'ailleurs, chaque membre du Comité représente d'abord tous les membres de l'Association et leurs intérêts généraux, et ensuite les intérêts propres à son groupe.

Ceux de nos collègues qui auraient des candidatures à proposer sont priés d'en aviser le bureau.

La prochaine **Assemblée trimestrielle** aura lieu le samedi 22 février à 4 h. 1/2. Le lieu et le programme définitifs en seront ultérieurement indiqués dans les convocations.

Bibliothèque Nationale. — M. Henri GUÉRIN a été nommé sous-bibliothécaire au département des imprimés (1^{er} janvier 1908).

M. Jean LARAN a été nommé stagiaire au département des estampes (1^{er} janvier 1908).

Bibliothèques universitaires. — M. Lucien HAHN, sous-bibliothécaire à la Faculté de Médecine de Paris a été nommé bibliothécaire-adjoint à la même bibliothèque.

M. CORNILLOT, sous-bibliothécaire à l'Université de Bordeaux, a été nommé à Paris (Faculté de Médecine).

M. LEGRAND, attaché à la Bibliothèque de la Faculté de Médecine de Paris, a été nommé sous-bibliothécaire.

M. GIEULES, sous-bibliothécaire à Clermont, a été nommé sous-bibliothécaire à l'Université de Bordeaux.

M. DEHAENE, stagiaire diplômé, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque municipale de Douai, a été nommé sous-bibliothécaire à la Bibliothèque universitaire de Clermont.

Parmi les décorations du 1^{er} janvier, nous avons le plaisir de signaler la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de M. SAMUEL, bibliothécaire en chef du Sénat.

Par arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique, en date du 2 janvier 1908, ont été nommés *Officiers de l'Instruction publique* : MM. BILLET, bibliothécaire de la Bibliothèque populaire des amis de l'Instruction publique du 7^e arrondissement.

BONHOMME, bibliothécaire-archiviste au Ministère de la Marine.

BONNAUD, archiviste-bibliothécaire de l'Académie du Var, à Toulon.
CHAGNAUD, bibliothécaire adjoint de la ville d'Angoulême.
CHARENTREUIL, administrateur de la Bibliothèque populaire du 15^e arrondissement.
CHARLES, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.
CHEVOLOT, administrateur de la Bibliothèque populaire du 14^e arrondissement.
DUJARDIN, bibliothécaire de la ville d'Alger.
GROUCY, bibliothécaire-archiviste au Ministère de la Marine.
GUIBERT, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.
HOUBRON, bibliothécaire de la Société de géographie de Lille.
LAVALLÉE, conservateur-adjoint à la bibliothèque de l'Ecole des Beaux-Arts.
LEDOS, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.
MARCAGGI, bibliothécaire de la ville d'Ajaccio.
MARLET, sous-chef à la Bibliothèque du Sénat.
POËTE, conservateur de la Bibliothèque de la ville de Paris.
RAIBAUD, bibliothécaire adjoint de la Bibliothèque municipale de Toulon.
TRUDON DES ORMES, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.

Officiers d'Académie : MM.

BÉROT, bibliothécaire-archiviste municipal à Bagnères-de-Bigorre.
CHABRIER, attaché à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.
DACIER, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.
DANDRIEUX, archiviste-bibliothécaire à Villeneuve-Saint-Georges.
FAUGIER, conservateur adjoint du Musée et de la Bibliothèque à Carpentras.
FOLLIOT, bibliothécaire de la Bibliothèque et conservateur du Musée de la ville de Valognes.
FORMONT, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine.
MADROUX, président de la Bibliothèque populaire du 7^e arrondissement.
MASSON, bibliothécaire de la ville d'Albi.
MILLIER (le Dr), président de la Bibliothèque populaire de Huisseau-sur-Cosson (Loir-et-Cher).
PERNOT, bibliothécaire de la Bibliothèque philomathique à Bayonne.
RASTOUL, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.
RAYNOLT, conservateur du Musée et de la Bibliothèque de Carpentras.

★★

Nous avons le regret d'apprendre la mort de notre collègue, M. MAILLARD, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, décédé le 26 janvier 1908. Le défunt laisse de nombreux ouvrages sur l'histoire littéraire du xix^e siècle et sur l'histoire anecdotique de Paris.

★★

Notre collègue M. BERTHET, a commencé dans le *Bulletin du Bibliophile* (n^o du 15 décembre), la publication d'une description sommaire des ouvrages de la Bibliothèque de Grenoble, imprimés postérieurement à l'an 1500. L'un des plus intéressants est une édition des œuvres de Hroswitha, avec gravures d'A. Dürer (Nuremberg 1501).

Liste des Membres de l'Association des Bibliothécaires français arrêtée au 1^{er} Février 1908

Le nom de chaque bibliothécaire est suivi entre parenthèses du nom de l'établissement auquel il appartient ou a appartenu sans désignation de grade. La ville n'est pas indiquée lorsque c'est Paris.

Nous prions nos collègues de vouloir bien nous envoyer leurs compléments et rectifications à cette liste et de les adresser à M. Sustrac, secrétaire, 6, place du Panthéon, Paris (V^e).

ADENIS (Musée pédagogique), 144 *bis*, boulevard Montparnasse.
ALLEMAGNE (d') (Arsenal), 30, rue des Mathurins.
ANCHIER, (Nationale), 92, rue Laugier.
ARNOULD-GALOPIN, 39, rue des Vignes.
ARTOIS (d') (Mazarine), 23, quai Conti.
AUBERT (Marcel), (Nationale), 95, boulevard Magenta.
AUDE, (Méjanès), Aix-en-Provence.
AURIAC (d'), (Nationale), 15, rue de Berne.
AUVRAY, (Nationale), 15, rue de l'Arsenal.
BAGUENIER-DESORMEAUX, (Société de législation comparée et Ville de Paris), 3, rue Crevaux.
BAMBERGER (Dr), (Muséum), 36, rue Geoffroy-St-Hilaire.
BARRÉ, (Ville), Marseille.
BELLANGER, (Ville), Bourgneuf à Provins (Seine-et-Marne).
BÉNÉTRIX, (Ville), Auch.
BERNARD, (Université de Paris), aux écoles, Antony (Seine).
BÉROT, (Ville), villa Théas, boulevard du Casino, Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées).
BERTHET, (Ville de Grenoble), Eybens (Isère).
BERTHET (Mlle), Ecole normale d'institutrices, Nevers.
BLANCHET, (Nationale), 60, rue Madame.
BLOCH, 3, rue Donizetti.
BOINET, (Ste-Geneviève), 40, quai d'Orléans.
BONHOURE, Vendôme (Loir-et-Cher).
BONNEAU, (Ville), Hôtel de Ville de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
BONNEROT, (Université), 31, rue d'Alésia.
BOUCHER, (Ordre des avocats), 28, rue Monsieur-le-Prince.
BOUDAUD, (Ville), La Roche-sur-Yon.
BOUTERON, (Institut), 15, quai Conti.
BRISAC, (Palais des arts), Lyon.
BUISSON, 15, rue des Lisses, Chartres.
BULTINGAIRE, (Université), 140, boulevard Saint-Germain.
BUTET-HAMEL, (Ville), Vire (Calvados).
CAGNIEUL, (Ville), 2, rue Guillaume-Prousteau, Orléans.
CAHOUR, (Ville), Laval.

- CANTINELLI, (Ville), 27, rue Gentil, Lyon.
CAPET, (Ste-Geneviève), 138, rue de Houdan, Sceaux (Seine).
CHAPOT, (Ste-Geneviève), 66, rue de Rennes.
CAUDEL, (Ecole des sciences politiques), 9, rue de Grenelle.
CHABRIER, (Ste-Geneviève), 16, rue du Colisée.
CHAMPORIN (de), (Nationale), 21, rue Dombasle.
CHAPOT, (Ste-Geneviève), 66, rue de Rennes.
CHARDON, (Nationale), 58, rue de Richelieu.
CHARLES, (Ste-Geneviève), 19, quai Saint-Michel.
CHATELAIN, (Université), 17, rue de la Sorbonne.
CHEVALIER, (le chanoine Ulysse), Romans (Drôme).
CHEVREUX, 20, quai de Béthune.
CHOPPY, (Nationale), 11, rue de Verneuil.
COLLON, (Ville), 88, rue Nationale, Tours.
CORDEY, (Nationale), 35, rue Brochant.
CORNILLOT (D^r), (Faculté de Médecine), 39, rue Gazan.
COSTE, (Ville), Salins (Jura).
COTTIN (Arsenal), 1, rue de Sully.
COUDERC, (Nationale), 20, rue de Harlay.
COYECQUE, 3, rue Morère.
CROUZEL, (Université), Toulouse.
DACIER, (Nationale), 15, rue des Tournelles.
DANGIBEAUD, (Ville), 24, rue des Ballets, Saintes (Charente-Inférieure).
DAUZE, 9, faubourg Poissonnière.
DAVANNE, (Ste-Geneviève), 82, rue des Petits-Champs.
DAYROLLES, (Ecole des Beaux-arts), 39, Chaussée-d'Antin.
DEGRÉ, (Ville), Langres (Hte-Marne).
DEHAENE, (Ville et Université), Clermont-Ferrand.
DEHÉRAIN, (Institut), 22, rue de Tocqueville.
DELMAS, (Nationale), 4, rue de la Trémoille.
DELOURMEL, (Ville), 7, rue du Merle-Blanc, Brest.
DENANS, (Ville), Marseille.
DENÉE, (Ville), Commercy (Meuse).
DENIKER (Joseph), Muséum, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire.
DENIKER (Nicolas), (Nationale), 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire.
DENISE, (Nationale), 3, avenue de Beauval, Garches (Seine-et-Oise).
DESHAIRS, (Union des arts décoratifs), 107, rue de Rivoli.
DESLANDRES, (Arsenal), 81, rue des Saints-Pères.
DESPLANQUE, (Ville), Lille.
DIEUDONNÉ, (Nationale), 41, boulevard de Clichy.
DOREZ, (Nationale), 10, rue Littré.
DORVEAUX, (Ecole de pharmacie), 46, avenue de l'Observatoire.
DOULIOT, (Ville), 7, rue Gambetta, Epinal.
DUBOIS (Pierre), 22, rue Pierre-l'Ermite, Amiens.
DUCOS, (Université de Toulouse), 21, rue Riquet, Toulouse.
DUPAY, (Ville), 69, avenue de Saint-Gervais, Blois.
DUFOUR, (Ville), Corbeil (Seine-et-Oise).
DUJARDIN, (Ville), rue Saint-Louis, Alger.
DUMONT, (Université), 11, place Carnot, Nancy.

DUPRAZ, (Université et canton), Lausanne (Suisse).
ENGERAND, (Nationale), 86, boulevard des Batignolles.
ESCARD, (B^{que} du prince Roland Bonaparte), 10, avenue d'Iéna.
ESCARD (Paul), (Ville), 4, rue Sainte-Marie, Compiègne (Oise).
ESNAULT (Ville), 3, rue Prémion, Nantes.
EXPERT, (Ste-Geneviève), 26, rue des Fossés-Saint-Jacques.
FÉVRET, (Nationale), 8, rue Renault.
FIGAROLA-CANEDA, (B^{que} nationale de Cuba), 49, Compostela, La Havane.
FLEURY, (Université), Aix-en-Provence.
FORMONT, (Mazarine), 48, rue Richelieu.
FOSSEYEUX, (Assistance publique), 3, avenue Victoria.
FOVILLE (de), (Nationale), 6, rue Montalivet.
FROIDEVAUX, (Société de géographie de Paris), 47, rue d'Angiviller, Versailles.
GARDÈRE, (Ste-Geneviève), 49, rue de Sèvres, Clamart (Seine).
GAUDEFROY-DEMOMBYNES, (Ecole des langues orientales), 2, rue de Lille.
GAUTIER, (Faculté de droit), 34, rue Gay-Lussac.
GAZIER, (Ville), 10, rue de la Préfecture, Besançon.
GIEULES, (Ville et Université), Clermont-Ferrand.
GILLOT, (Ecole de pharmacie), 46, avenue de l'Observatoire.
GINOT, (Ville), 16, rue de la Tranchée, Poitiers.
GIRARD, (Ville), Avignon.
GIRAUD-MANGIN, (Ville), 3, rue Prémion, Nantes.
GODEFROY, (Faculté des sciences), Marseille.
GODIN, (Nationale), 19, rue J.-J. Rousseau.
GRAND, 7, rue Littré.
GRIVEAU, (Ste-Geneviève), Villa Croux, Val d'Aulnay par Châtenay (Seine).
GROSJEAN, (Ville), Tours.
GRUNY, (Nationale), 126, rue de Paris, Montgeron (Seine-et-Oise).
GUÉRIN, (Nationale), 99, rue du Cherche-Midi.
GUIBERT, (Nationale), 45, rue Ampère.
GUYOT, (Ville), Arbois (Jura).
HAHN (le D^r Louis), (Faculté de médecine), 12, rue de l'Ecole-de-Médecine.
HAHN (le D^r Lucien), (Faculté de médecine), 12, rue de l'Ecole-de-Médecine.
HARRACA, (Chambre des députés), place du Palais-Bourbon.
HENRY, (Ecole militaire), Saint-Cyr, (Seine-et-Oise).
HILDENFINGER, (Nationale), 69 bis, rue Charles-Laffitte, Neuilly-sur-Seine.
HOVIN, (Ecole d'électricité), 3 bis rue Rosa-Bonheur.
HUET, (Nationale), 13, rue Spontini.
ISNARD, (Nationale), 98, rue du Cherche-Midi.
JADART, (Ville), 15, rue du Couchant, Reims (Marne).
JAUBERT, (Ville), Nice.
JEAN, (Union des arts décoratifs), 20, rue Galvani.
JEANNIN, (Ville), 2, rue Amiral-Courbet, Nîmes.
JEANTET, (Institut Pasteur), 25, rue Dutot.
JOUBIN, (Ville), Angers.
LABANDE, 10, rue du Tribunal, Monaco.

LAMBERT, (Ville), Evreux.
LANGLADE, (Faculté de théologie), 21, rue de la République, Montauban.
LANGLOIS, (C.-V.), 2, rue de Tournon.
LANGLOIS, (Abbé), (Institut catholique), 150, boulevard Montparnasse.
LAPOUGE (de), (Université), Poitiers.
LA RONCIÈRE (de), (Nationale), 30, rue du Bac.
LASSERRE, (Ville), Toulon (Var).
LAUDE, (Ville et Université), (Clermont-Ferrand).
LAUER, (Nationale), 15, rue Arsène-Houssaye.
LAVALLÉE, (Ecole des Beaux-Arts), 10, rue Vézelay.
LE BOYER, (Ville et Université), Clermont-Ferrand.
LE BRETHON, (Nationale), 58, rue de Richelieu.
LEDIEU, 12, rue Saint-Gilles, Abbeville (Somme).
LEDOS, (Nationale), 60, rue de Babylone.
LEGRAND, (Faculté de médecine), 10, rue des Feuillantines.
LELONG, 58, rue Monge.
LEMAITRE, (Nationale), 9, rue Le Verrier.
LEMOINE, (Ministère de la Guerre), 11, rue de la Boétie.
LEMOISNE, (Nationale), 45, rue de Prony.
LÉONARDON, (Ville), 47, boulevard de la Reine, Versailles.
LE ROUX, (Ville), Annecy.
LEROY, (Ville), Angers.
LEVALLOIS, (Nationale), 7, rue des Arènes.
LÉVÊQUE, (Ville), 60, cours Fauriel, Saint-Etienne.
LÉVY, (Université), 9, rue de la Montagne-Sainte-Genève.
LEX, (Ville), Mâcon.
LOBSTEIN, 4, impasse Bon-Secours, 174, boulevard Voltaire.
LORBER, 17, rue d'Orléans, Pau.
LORQUET, (Ville), Rouen.
MACLER, 3, rue Cunin-Gridaine.
MAIRE, (Université), 15, rue de Jussieu.
MAQUET, (Ville), 16, avenue Meunier, Moulins.
MARAI, (Mazarine), 23, quai Conti.
MARCHAL, (Nationale), 101, avenue de Villiers.
MARQUE, (Ville), 52, rue Justice, Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées).
MARTIN, (Arsenal), 1, rue de Sully.
MARTIN-SAINT-LÉON, (Musée social), 5, rue Las-Cases.
MARTINE, (Ecole des Beaux-Arts), 138, boulevard Saint-Germain.
MASSIP, (Ville), 1, rue Lakanal, Toulouse.
MASSON, (Ville), 16, rue de l'Ecole-Mage, Albi.
MASSON (Jean), 46, rue Victor-Hugo, Amiens.
MAZEROLLE, (Monnaie), 91, avenue Niel.
MÉMIN, (Société géologique, Paris), rue Alexandre-Néreau, Palaiseau (Seine-et-Oise).
MESUREUR, (André), (Assistance publique), 3, avenue Victoria.
MICHEL, (Henry), (Ville), 20, rue Dhavernas, Amiens.
MICHEL (Joseph), (Ville), 5, place d'Arnaud, Gap.
MORTET (Charles), (Ste-Genève), 6, rue Labordère, Neuilly-sur-Seine.

MORTET (Victor), (Université), 71, avenue d'Orléans.
MOUSSERON, (Ville), Menton (Alpes-Maritimes).
MOUTON, (Nationale), 23, rue Jacob.
MÜLLER, (Arsenal), 15, rue de l'Estrapade.
MULLER, (Ecole de médecine), Grenoble.
MUSSET, (Ville), La Rochelle.
NEVEUX, (Pol), 40, Cours-la-Reine.
NICAUD, (Université), 9, cours Saint-André, Grenoble.
NOTTIN, 23, rue d'Anjou.
NUSSAC (de Clarix de), (Muséum), 15, rue Linné.
OURSEL, (Ville), 27, rue de Buffon, Dijon.
PALAME, (Ville), Cahors.
PAOLI, (Université), rue Michelet, Alger.
PASSERIEU, (Ville), 16, boulevard de Strasbourg, Toulouse.
PELLETIER, (Nationale), 12, rue de Beaune.
PETIT, (Mazarine), Villefagnan (Charente).
PICOT, (Emile), 135, avenue de Wagram.
PIERROT, (Ville), Saint-Dié.
PINET (commandant), (Ecole polytechnique), 1, rue Descartes.
PLAISANT, (Conservatoire des arts et métiers), 292, rue Saint-Martin.
PLATON, (Université), place Pey-Berland, Bordeaux.
POÈTE, (Ville de Paris), 4, rue Honoré-Chevalier.
POIRÉE, (Ste-Geneviève), 6, place du Panthéon.
PORÉE, (Ville), Auxerre.
PORT, ancien bibliothécaire de la ville de Saint-Nazaire.
POUPARDIN, (Nationale), 18, rue Soufflot.
POUPÉ, (Ville), Draguignan.
PRADELLE, (Ecole des Ponts-et-Chaussées), 28, rue des Saints-Pères.
PRÉVOST, (Nationale), 7, rue Edmond-Guillout.
PRIEUR, (Université), 59, rue des Granges, Besançon.
PROU, 51, rue des Martyrs.
RASTOUL, (Nationale), 37, avenue de Saxe.
RAVAISSON-MOLLIEN, (Mazarine), 11, quai Voltaire.
RAYON, (Ville), Melun.
RÉBELLIAU, (Institut), 1, rue de Seine.
RÉGNIER, (Institut), 1, rue de Seine.
RICHARD (Louis), (Ste-Geneviève), Romagnieu par Pont-de-Beauvoisin (Isère).
RIDDER (de), 4, rue Perrault.
RINGOT, (Ville), Armentières (Nord).
RIVIÈRE (Ville), 77, boulevard Pasteur, Douai (Nord).
ROMAIN, (Ville), Amiens.
ROUCHÉS, (Ecole des Beaux-Arts), 11, place Denfert-Rochereau.
ROUSSELLE, (Faculté de droit), 5, rue Cujas.
ROUX (de), (Nationale), 37, rue Vineuse.
RUELLE, (Ste-Geneviève), 5, rue Soufflot.
SALINGARDES, (Université), Dijon.
SALMON, (Ville), rue Sous-Grancheix, Guéret.
SAMUEL, (Sénat), 15, rue de Vaugirard.

U. N. N.

Les classifications méthodiques en bibliographie

On ne peut, en bibliographie, utiliser les classifications des sciences d'après les méthodes purement théoriques et philosophiques que les savants ont proposées jusqu'ici. Ces systèmes, plus ou moins ingénieux, expriment, en effet, l'ensemble des connaissances vues par un homme à tendances particulières, pour lequel certaines spécialités scientifiques dominent de bien haut toutes les autres parties de la science, parce qu'il en a fait son étude favorite (1).

Le théoricien ou le philosophe ne voient effectivement que le côté abstrait de la science, le discernent avec une netteté qui tient du génie souvent, pour en répartir les branches diverses dans des séries théoriques. Le livre, en tant que forme, que partie détachée ou complète, ne joue aucun rôle, le résultat plutôt de ce contenu est classé et étiqueté.

Pour le bibliothécaire, au contraire, qui doit savoir grouper les ouvrages dans les diverses séries scientifiques, la difficulté est grande s'il doit rechercher l'exactitude, la précision.

Le livre porte sur la couverture un titre qui ne répond pas toujours à son contenu, qui souvent comprend une série de sujets assez dissimilaires. Comment parvenir à trouver, non seulement son exact classement dans les innombrables subdivisions des sciences pour le cataloguer mais encore sa place sur les rayons d'une bibliothèque ?

Les multiples systèmes bibliographiques créés jusqu'à ce jour ont toujours soulevé de nombreuses critiques, soit des savants qui s'en

(1) Pour l'antiquité, on connaît les systèmes de Platon, d'Aristote, de Zénon, de Speusippe, de Xénocrate, de Plotin, de Cléathe, de Varron, de Philon, de Plin l'Ancien, de Quintilien, de Porphyre, de saint Augustin; puis pour le moyen âge on a les systèmes de Martianus Capella, de Cassiodore, d'Isidore de Séville, de Bède, d'Alcuin, de Raban Maru, de Psellus, d'Hugues, de Saint-Victor, de saint Bonaventure, de Vincent de Beauvais, de Brunetto Latini, de Roger Bacon, de Dante, de Barthélemy de Glanville, de Pierre Berchorius, d'Ange Polltien. Parmi les systèmes contemporains et modernes, on peut citer ceux de : Grégoire Valla, Alexis Vanegas, Conrad Gesner, Mario Nizolio, Taschäprisdade, Christophe de Savigny, F. Bacon, J.-H. Alsted, Thomas Campanella, René Descartes, Alexandre Fichet, Thomas Hobbes, J. Comenius, John Locke, J.-B. Vico, Christian Wolff, E. Chambers, abbé Gabriel Girard. J.-G. Sizer, d'Alembert, Leclerc de Montlinot, Herm. Reimarus, Ch.-H. Schmid, Em. Kant, G.-S. Klügel, J.-H. Meinelcke, J.-G. Buhle, J.-J. Eschenburg, W. Tranggott Krug, Regnault-Warin, J.-C. Meuse, Ars, Thiébauld, Fried.-W. Schelling, K.-Ch. Heftter, H.-A. Töpfer, Destutt de Tracy, Dugald Stewart, J. Bentham, G.-B. Jaesche, F.-Ch.-A. Hasse, Sam. Taylor Coleridge, G.-W.-F. Hegel, Grüber, Schopenhauer, Auguste Comte, L. Ferrarese, A.-M. Ampère, Sir W. Hamilton, J.-W. Lubbock, P.-J. Proudhon, B. Voigt, A.-W.-C. Lindsay, M.-J.-F. Albert, Sir George Ramsay, Ant.-A. Cournot, Ch. Renouvier, Herbert Spencer, L. Zeller, Alex. Bain, H.-M. Stanley, D.-G. Thompson, W. Wundt, Alf. Cave, Edm. Goblot, Adrien Naville, Karl Pearson.

servent, soit des bibliothécaires et fonctionnaires chargés de les appliquer. Cependant les auteurs de ces systèmes ont eu en vue un arrangement déterminé des livres, leur bonne foi ne peut être mise en doute, ni les connaissances nécessaires pour l'application du système créé. Mais là doit s'arrêter l'approbation des systèmes de classifications qui ne répondaient souvent qu'à un besoin momentané, sans prévoir la possibilité de la transformation de ces classifications. Or, aucun schéma de classement, aucun tableau des divisions et subdivisions scientifiques n'est immuable ; il faut de toute nécessité que l'enveloppe, s'il est permis de s'exprimer ainsi, soit extensible normalement, sans amener de troubles dans les divisions et subdivisions à remanier.

Cet obstacle a été entrevu par quelques bibliographes remarquables qui, en prévision de ces modifications, ont laissé une certaine élasticité à leur système ; parmi eux on peut citer Brunet, Lebas, Melvil Dewey, Cutter, Hartwig, etc...

Autre chose est de dresser un catalogue méthodique des travaux scientifiques et littéraires qui doit être imprimé ou rester sur fiches, et de classer les ouvrages sur les rayons d'après un ordre méthodique. En un mot, le bibliographe de cabinet a toute latitude pour subdiviser indéfiniment un système dans lequel tous les titres d'ouvrages peuvent cadrer plus ou moins bien, parce qu'il se préoccupe non de la matière même du livre, ni de sa grandeur, mais seulement de son contenu, tandis que le bibliothécaire est tenu de loger, dans un ordre donné, un corps déterminé, occupant une place définie et extensible selon que l'ouvrage est plus développé ou possède un format plus ou moins grand, d'où, pour le classement sur les rayons, l'obligation de tenir compte de la taille et de la dimension des volumes, abstraction faite du contenu.

C'est partant de ce principe que Soboltschikoff a créé son système de classification : 1° par hauteur des volumes ; 2° par ordre d'entrée. Le système numérique proportionnel était créé. Avec un semblable système on obtient le logement d'un nombre maximum de volumes dans le moindre espace possible, mais avec une apparente confusion qui déroutait totalement le chercheur sur les rayons. Il ne s'agit pas ici d'étudier les procédés de classement sur les rayons des volumes eux-mêmes, on s'écarterait trop du sujet principal ; on ne doit avoir en vue que les rapports existants entre cette disposition des livres et le système de classement employé à cet effet. On doit concilier ces deux principes essentiels : loger tous les ouvrages possédés en les disposant sur les rayons dans un ordre méthodique aussi précis que possible sans surcharges de cotes sur les étiquettes et la concordance du catalogue méthodique avec ce classement sur les rayons.

Tout catalogue méthodique comprend deux termes : la détermination de l'ordre scientifique adopté et la notation de cet ordre dans les formules définies : voyons successivement ces deux termes.

LA DÉTERMINATION DE L'ORDRE SCIENTIFIQUE. — Le système méthodique, en un mot, paraît très simple à créer à première vue, mais combien, dans la pratique, s'aperçoit-on des difficultés lorsqu'il s'agit de loger un livre dans les divisions créées. La préoccupation de tout bibliothécaire consciencieux se porte donc sur le système méthodique du catalogue et l'énorme quantité de systèmes créés démontre l'inanité de leur perfection (1).

En partant des divisions les plus générales, on s'aperçoit déjà des concessions qu'on est tenu de faire pour y intercaler certains ouvrages. L'intelligence humaine peut traiter des sujets les plus étranges et sans rapports avec une science bien déterminée tandis que la rubrique scientifique, logique dans sa concision, ne permet d'intercaler que les ouvrages qui traitent absolument de cette science.

Une autre difficulté bien plus importante encore et à peine entrevue par certains savants ou certains bibliographes, c'est l'élasticité relative, le peu de cohésion d'une rubrique qui pourrait aussi bien s'appliquer à un ordre de science plutôt qu'à un autre.

Où s'arrête, en effet, le terme *histoire* ? Et le terme *littérature* ? L'archéologie, comme elle est comprise, peut embrasser une partie de l'histoire dite ancienne. Ce qui se rapporte au *Déisme* s'applique à la *Théologie* et à la *Philosophie*.

Le terme de Sciences sociales — *Sociologie* — est impropre en bibliographie, à moins de n'y faire figurer que les parties théoriques et synthétiques puisqu'il comprendrait non seulement l'étude des races humaines prise dans leur *Société*, dans leur groupement, mais aussi tous les résultats psychologiques, physiologiques et physiques qui pour la plupart constituent le critérium des sciences ; les sciences appliquées techniques et industrielles ne sont que la synthèse des efforts communs de la Société vers son amélioration matérielle, d'où nécessité de leur faire place dans la *Sociologie*. Les arts d'agrément, les exercices du corps ou sports dérivent aussi de cette Société et devraient encore être compris sous la même dénomination. L'*Histoire*, la *Jurisprudence*, ce qu'on appelle les *Sciences économiques* entreraient dans le même groupe pour la même raison. Il ne resterait que quatre divisions qui ne paraissent pas se rattacher immédiatement à la *Sociologie*, mais seulement dans certaines de leurs parties élémentaires : Les *Sciences naturelles* en dehors de l'homme, la *Philosophie* avec la *Théologie* prises l'une et l'autre dans leur acception la plus vague et enfin, certaines généralités de la médecine.

Quel serait le résultat d'un point de départ pareil ? C'est qu'il n'existerait plus rien en dehors de la *Sociologie* et de la *non-sociologie*, seules divisions à établir ; on aboutirait ainsi à peu près à ces deux grands groupes (Voir ci-contre page 21).

(1) En 1885, on comptait 130 systèmes bibliographiques ; depuis cette époque nous estimons qu'on a créé une cinquantaine de nouveaux systèmes.

Sciences non sociologiques	PHILOSOPHIE PRIMITIVE ET MÉTAPHYSIQUE	Inconnu — Dieu — Esprit — Ame. Connu et palpable — Matière brute et animée.	
	SCIENCES NATURELLES (Éléments primor- diaux et généraux)	Conceptions extra-terrestres : Cosmographie — As- tronomie et phénomènes astronomiques. Conceptions terrestres : Géographie descriptive — Géographie profonde. Biologie : Plantes — Animaux divers — Homme.	
	SCIENCES MATHÉMATIQUES NON ANALYTIQUES	Détermination du temps et chronométrie : Éléments des nombres et de leurs phénomènes — Phéno- mènes géométriques, etc.	
	SCIENCES MÉDICALES	Pathologie et thérapeutique non théorique — Causes et effets premiers.	
	HUMANITÉ	Primitive — Isolée — Groupée.	
Sciences sociologiques	ACTION DES MILIEUX	Races — Langues. Habitat — Coutumes — Mœurs. Législation — Lois — Economie des Sociétés. Fluctuations des Sociétés — Développement — Abaissement. Résistance.. } Résistance. — Scissions. — Guerres. Combativité. } Intensité vi- } Développement génésique — Longé- tale. } vité — Résistance — Constitution.	
	RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	Intensité in- tellectuelle	Théorique Sciences exactes Mathématiques. Géométrie. Algèbre. Musique — Autres sciences. Sciences actives Littérature — Poé- sie — Beaux-Arts. Histoire et Sciences accessoires. Appliquée Commerce. Industrie et Agriculture. Technologie. Sciences expéri- mentales. Physiques. Chimiques. Biologiques et naturelles.
	ÉCONOMIE SOCIALE	Solidarité — Associations — Syndicats — Sociétés. Echanges so- ciaux Moyens na- turels En nature — Objets façonnés — Ma- tières. Moyens con- ventionnels Monnaies — Or — Argent — Papiers fiduciaires — Con- fiance réciproque.	
		Législation sociale	Primitive : Sans code, sans lois. Secondaire : Lois orales des peuples primitifs — Coutumes — Code élémentaire. Complexe : Codes écrits des divers peuples civilisés — Ensemble des lois particulières et générales.
	PROBLÈMES SOCIAUX	Etat social passé : Prédominance du sexe — Besoins. Etat social actuel : Prédominance de l'homme — de la femme — Féminisme — Besoins et nécessités de tout ordre. Etat social de l'avenir : Aspirations nouvelles — Idéologues et utopistes.	
	CONCLUSIONS SOCIALES	Résultat de l'activité et du développement des Sociétés. Définition de ces résultats et synthèse.	

Il résulte de ce rapide aperçu qu'il est impossible à un individu d'embrasser la science sous cette forme pour le classement de livres dont il ne connaît souvent pas le contenu absolu. Ce n'est en somme qu'un schéma idéal en se plaçant à un point de vue spécial et il en est ainsi de presque tous les systèmes bibliographiques partant d'un à-priori scientifique qui ne tient pas compte de l'élément du livre. Jamais deux bibliothécaires ne seront absolument d'accord sur l'identité de rapport d'un ouvrage à une science, jamais ils ne partiront du même principe. A plus forte raison donc pour les nations différentes de nous, dont l'esprit plus abstrait ou plus concret, se représente les classes scientifiques dans un ordre différent. Concilier les parties est impossible, il ne faut l'espérer; aussi le principe doit être posé sérieusement pour le bibliothécaire : IL NE PEUT Y AVOIR DE CLASSIFICATION BIBLIOGRAPHIQUE ABSOLUE. Aucune ne répond à ce qu'on lui demande et celles que l'on croyait les meilleures entre toutes ont déjà subi de nombreuses modifications.

— Admettons cependant que l'ensemble des connaissances humaines, chez toutes les nations, soit défini nettement par une terminologie précise et bien arrêtée qui puisse s'appliquer absolument au classement du livre. Il faudrait alors que ces diverses sciences fussent immuables dans leur forme d'ensemble, qu'elles ne pussent plus varier pour que les ouvrages qui en traitaient jusqu'à ce jour soient rubriqués dans un cadre précis. On pourrait peut-être tenter alors la condensation des parties scientifiques sous des étiquettes qui ne changeraient plus. Les travaux traitant de ces sciences seraient classés avec facilité dans leurs catégories respectives et cela par les bibliographes intelligents de tous les pays. Mais là encore, un obstacle se présente. Les découvertes scientifiques de chaque jour élargissent le cadre des sciences en créant des subdivisions assez importantes pour former des branches scientifiques réelles.

Quels exemples plus frappants peut-on citer que ceux de la microbiologie ou plutôt de la bactériologie et de l'application de l'électricité. Avant les travaux de Pasteur et de ses disciples, cette partie des sciences naturelles et médicales était à peu près ignorée, à peine entrevue par Raspail, tandis qu'aujourd'hui elle embrasse un domaine d'une étendue extrême qui a ses ramifications dans la *Biologie*, la *Médecine*, la *Chimie* et la *Physique* même. Les bactéries n'étant visibles qu'au microscope, se traitent en elles-mêmes dans leur développement et aussi dans la manière d'atténuer ou de combattre ce développement.

L'application de l'électricité a amené une série d'industries scientifiques d'un ordre nouveau, et leur application s'étend à l'infini.

Les travaux de Berthelot et autres savants ont créé la thermo-chimie qui s'occupe de phénomènes particuliers se rattachant aussi bien à la *Physique* qu'à la *Chimie*.

Où s'arrêtent la physique et la chimie ? La *Physico-chimie* paraît les lier ensemble, alors que la *Physique* se rattache aux *Mathéma-*

tiques, sous le terme de *Physico-mathématique*, par la théorie des lois de proportionnalité et de relativité? Et l'énergétique, la radiographie, comment les définir, où les rattacher?

On peut juger par cet aperçu combien est délicate la création d'un système scientifique qui doit servir à la bibliographie pure, ou plutôt au classement des livres d'une bibliothèque.

NOTATION OU INDEXATION DU SYSTÈME SCIENTIFIQUE ADOPTÉ POUR CLASSEMENT DE BIBLIOTHÈQUE. — L'indexation est indispensable; on ne peut mettre sur les étiquettes posées au dos des volumes le ou les mots en entier de la série scientifique. Pour obvier à cet inconvénient, les lettres de l'alphabet, les chiffres, quelquefois les deux combinés ensemble ont été adoptés, indépendamment des indices de sous-divisions et d'un numéro de placement, et cela dans la plupart des bibliothèques existantes.

Soboltschikoff, ainsi qu'il a été dit, a créé un système simplifié, — adopté avec quelques transformations par la Commission des Bibliothèques Universitaires françaises, — qui est représenté par un numéro d'ordre désignant tout à la fois le format du livre et la place qu'il doit occuper; ce système consiste à classer les ouvrages en trois ou quatre catégories selon leur hauteur et à laisser pour chaque série une réserve suffisante de numéros destinés à être utilisés au fur et à mesure de l'entrée des nouveaux ouvrages. Les grands formats (de 35 cent. à 50 cent. de hauteur) sont inscrits sous les numéros les plus bas, de 1 à 9999 par exemple, les in-4° de 25 cent. à 35 cent. de hauteur), de 10.000 à 29.999, les in-8° (de 0 à 25 cent. de hauteur), 30.000 et indéfiniment, à moins que la série in-12° (de 0 à 20 cent. de hauteur) existe: alors on lui réserverait les numéros 100.000 et au delà.

Si par ce procédé on simplifie la mise en place des volumes, on a exposé antérieurement les inconvénients que présentait la disposition à la suite des ouvrages au fur et à mesure de leur entrée sans tenir compte de leur ordre scientifique.

Il existe encore d'autres systèmes de notations avec chiffres et l'un des plus curieux est celui créé par M. Rowell. Il est basé un peu sur celui de Melvil Dewey dont il sera question plus loin, mais avec des modifications très importantes. Mettant hors cadre les séries: Bibliographie (A), Dictionnaires (B), Périodiques (C), la Philosophie vient en tête sous les numéros 1 à 15, puis la Religion: 16-51, la Biographie: 52, la Géographie: 53, la Géographie et l'Histoire: 54-255, la Politique et l'Administration: 256-287, les Lois: 289-296, la Science sociale: 300, les Sciences économiques: 315-332, et ainsi de suite, jusqu'à la dernière division: Langue et Littérature: 999.

L'une des meilleures notations avec chiffres est celle de Melvil Dewey (1876). Elle consiste en un système de dix grandes divisions qui se subdivisent entre elles de dix en dix et cela jusqu'à former dix mille divisions. Il arrive donc que chaque ouvrage porte une numération

très longue, puisqu'elle comprend non seulement le cadre de classement, premier chiffre, mais la principale subdivision, deuxième chiffre, enfin une série de sous-divisions qui peuvent aller à 12 et même 16 chiffres. On peut, il est vrai abréger les notations en faisant abstraction de la première division et quelquefois même de la seconde, mais cela ne devrait se faire que pour les répertoires et les périodiques de même science. Il faut encore tenir compte des renvois possibles dans d'autres sciences et établir aussi une concordance numérique.

L'application du système aux livres eux-mêmes présente de sérieuses difficultés à cause de la confusion, sur les rayons, des formats et du mélange des livres séparés, des collections et des brochures. A moins de disposer de très grands espaces et d'apporter une grande minutie dans le classement des livres, ce qui exige un nombreux personnel, ce système paraît peu pratique dans le logement des livres.

L'adoption des lettres pour désigner une catégorie scientifique est la plus fréquente, mais par l'usage arbitraire qu'on en fait, sans corrélation avec la science désignée, on en rend le cadre confus, tel est le cas pour quelques bibliothèques parisiennes, dont la notation de lettres surchargée de chiffres et de lettres minuscules est très difficile pour les lecteurs et même les bibliothécaires. Pour les divisions dont le nombre excède vingt-six, on a recours soit à des numéros ou lettres placés en exposants des premières, soit au doublement des mêmes lettres. Les sous-divisions enfin sont toujours exprimées par des chiffres ou des lettres de l'alphabet latin ou grec, et souvent surchargent l'étiquette.

On ne doit pas négliger de citer le cadre adopté, après seulement de bien nombreuses délibérations, par le Comité International nommé par la Société Royale de Londres pour la création et la confection du catalogue international de la Littérature Scientifique. Cette œuvre, remarquable à tous les égards, fondée par la Société Royale de Londres qui a fait appel à la collaboration de tous les savants du monde, a commencé à être publiée à partir de 1901 et continue annuellement. On y a adopté 17 divisions scientifiques qui sont : (A) Mathématiques, — (B) Mécanique, — (C) Physique, — (D) Chimie, — (E) Économie. (F) Météorologie, — (G) Minéralogie, — (H) Géologie, — (J) Géographie, — (K) Paléontologie, — (L) Biologie générale, — (M) Botanique, — (N) Zoologie, — (O) Anatomie humaine, — (P) Anthropologie physique, — (Q) Physiologie, — (R) Bactériologie.

Comme on le voit, les divisions générales portent l'indice de lettres, mais choisies arbitrairement et simplement dans leur ordre.

Cependant pour concilier les partisans du système décimal qui paraît avoir eu la plus grande faveur, il a été admis que les divisions dans chaque science seraient encadrées décimalement. Pour en citer un exemple, nous donnons le détail abrégé des divisions et sous-divisions adoptées pour la physique.

Ce système combiné présente de réels avantages pour le classement, dans le répertoire, de tous les travaux traitant d'une science quelconque, mais ne pourrait être admis, pour la disposition des ouvrages sur les rayons, que dans ses grandes divisions générales.

DIVISIONS DE (C) Physique

- 0000 — Philosophie.
- 0010 — Histoire — Biographie.
- 0020 — Périodiques, Rapports d'Institutions, de Sociétés, de Congrès, etc.
- 0030 — Traités généraux, Manuels, Dictionnaires, Bibliographies, Tables.
- 0040 — Discours, Cours et Conférences.
- 0050 — Pédagogie.
- 0060 — Institutions, Musées, Collections, Economie.
- 0070 — Nomenclature (1).

La constitution de l'éther et de la matière..... (2) 0100 à 0700

Chaleur	{	Sources de chaleur et de froid.....	1000 à 1010
		Thermométrie.....	1200 à 1260
		Relations entre la pression, la température, et le volume.....	1400 à 1450
		Calorimétrie et chaleur spécifique.....	1600 à 1660
		Changements d'état.....	1800 à 1920
		Conductibilité et convection thermiques....	2000 à 2050
		Lois fondamentales de la thermodynamique.	2400 à 2490

Lumière comprenant les radiations invisibles {

Optique géométrique et photométrique....	3000 à 3100
Optique météorologique	3200 à 3260

Optique physique {

Vitesse, longueur d'onde, etc., des radiations	3400 à 3430
Interférence et diffraction.....	3600 à 3650
Réflexion, réfraction et absorption.....	3800 à 3860
Polarisation.....	4000 à 4040
L'émission des radiations, la phosphorescence	4200 à 4240

Optique physiologique..... 4400 à 4470

(1) Les divisions 0000 à 0070 constituent pour ainsi dire ce qu'on est convenu d'appeler les prolegomènes de la science. Chacune des dix-sept séries est précédée de cette classification introductive. Au sujet de l'état de publication de ce Catalogue international, on peut lire avec fruit l'article de M. Denker dans le *Journal des Savants*, juin 1906, intitulé : *Le Catalogue international de littérature scientifique*, p. 321.

(2) Ces indices décimaux sont placés en tête des subdivisions de troisième ordre que nous n reproduisons pas ici.

Electricité et magnétisme	Unités électriques et magnétiques.....	5000
	Electrostatique.....	5200 à 5270
	Magnétisme.....	5400 à 5480
	Le courant électrique.....	5600 à 5710
	Instruments et machines électriques.....	6000 à 6070
	Electrolyse.....	6200 à 6250
	Electrodynamique.....	6400 à 6420
	Ondes électromagnétiques. Théorie générale de la lumière ; ses relations avec l'électricité.....	6600 à 6670
	Décharges électriques.....	6800 à 6850
	Cinématique des vibrations et des mouvements ondulatoires.....	9000 à 9050
Acoustique	Vibrations.....	9100 à 9140
	Propagation du son.....	9200 à 9250
	Méthodes d'analyse et mesures.....	9300 à 9340
	La base physique de la musique et la sensation du son.....	9400 à 9470
	Acoustique physiologique.....	9500 à 9520

Malgré la précision apparente qui règne dans le choix de la détermination des divisions scientifiques, on n'a pu éviter les renvois à des divisions autres, soit de la même science, soit d'une science voisine. C'est ainsi que pour la *Physique* on constate les renvois suivants :

- 0.300. — Capillarité... (*Voy. aussi* D [Chimie] 7150).
- 0.400. — Théorie moléculaire des solides, etc... (*Voy. aussi* Elasticité B [Mécanique] 3.210 ; G [Minéralogie] 140).
- 0.500. — Théorie des atomes tourbillons de la matière (*Voy. aussi* B [Mécanique] et Chimie-Physique).
- 1.250. — Thermomètres à destination spéciale, etc... (*Voy. aussi* Météorologie F 0.250).
- 1.260. — Echelles thermodynamiques, etc. (*Voy. aussi* Thermodynamique C 2.400, etc...)

Il ne paraît pas utile de relever tous les renvois faits dans les divisions de cette science, ces quelques exemples suffisent pour montrer la connexion intime des Sciences entre elles et l'extrême difficulté qui se présenterait pour un bibliothécaire, non spécialiste dans la partie scientifique, pour développer autant le classement méthodique de cette science. A plus forte raison est-il prudent, lors du placement des livres sur les rayons, et pour leur donner l'indexation nécessaire, de rester dans un groupement plus simple et plus général dont l'élasticité permettrait de placer, dans les notations déterminées, des ouvrages présentant un caractère d'indécision au point de vue scientifique.

Passons à un autre ordre de système où les indexations par des lettres dominant, mais où ces lettres sont prises au sens réel de leur valeur par rapport à la catégorie scientifique. Il s'agit du système Lebas utilisé à la Bibliothèque de l'Université (faculté des sciences et

des lettres) et à l'Ecole normale supérieure. Créé vers 1840, son squelette d'indexation repose sur les cinq lettres suivantes : B. T. S. L. H. Il représente une modification bien améliorée du système Brunet en prenant pour notation indicative la première lettre de l'expression scientifique. En effet les lettres ci-dessus désignent : B = Bibliographie ; T = Théologie ; S = Science ; L = Littérature ; H = Histoire. En ajoutant, pour les grandes divisions, une autre lettre capitale, on obtient : B. G. = Bibliographie Générale ; B. S. = Bibliographie Spéciale ; dans la lettre T. on a : T. E. = Théologie-Ecriture ; T. L. = Théologie-Liturgie ; T. C. = Théologie-Conciles ; etc.

Dans l'ordre des Sciences, ou la lettre S, on a : S. D. = Sciences Dictionnaires ; S. P. = Sciences Philosophiques ; S. N. = Sciences Naturelles, etc...

La littérature est tout aussi précise : L. P. = Littérature Philologie ; L. H. = Littérature Histoire [Histoire littéraire] ; L. M. = Littérature Moyen Age ; L. Gr. = Littérature Grecque ; L. L. = Littérature Latine ; L. F. = Littérature Française ; L. E. = Littérature étrangère.

Pour la section historique : H, on a : H. U. = Histoire Universelle ; H. A. = Histoire Ancienne ; H. M. = Histoire Moderne ; H. F. = Histoire de France ; H. AR. = Histoire archéologique, etc...

Il existe quelques notations particulières qui n'entrent pas dans ce cadre, telles sont : M. = Musique ; M. S. Manuscrits ; Eg. = Egyptologie ; Ass. = Assyriologie ; U. = Universités françaises ; R. = Réserve.

La désignation d'un ouvrage déterminé est effectuée par une, deux ou trois petites lettres au maximum, qui toujours sont les premières du terme de classement ; ainsi un ouvrage sur Louis XIV et son temps sera désigné sur l'étiquette par : H. F. b. = Histoire de France ; Bourbons. — Un recueil de poésies allemandes d'un même auteur : L. E. g. p. = Littérature étrangère ; germanique ; poètes, etc...

Ce cadre est un des plus maniables que nous connaissions ; avec les indices en lettres minuscules et les numéros d'ordre placés sur l'étiquette, un livre est très rapidement classé matériellement et l'indexation, au lieu d'être arbitraire, est un procédé mnémonique pour rechercher facilement dans les diverses séries.

L'usage constant fait reconnaître certaines déficiences, comme à tous les systèmes existants, mais les avantages les compensent si amplement, que ce procédé d'indexation a une réelle valeur.

On ne peut s'arrêter ici aux systèmes dont la base est l'ordre alphabétique par mots souches, car l'indexation en est par trop difficile et exigerait une immense subdivision de termes.

Ce qui fait défaut dans les indexations bibliographiques, au point de vue pratique surtout, c'est un système unifié qui puisse servir d'une manière internationale ; il serait éminemment propre à la constitution d'un catalogue collectif soit des bibliothèques d'une nation, soit de celles de toute l'Europe. Ce serait l'idéal de la systématisation. Il est

surprenant que, dans les divers congrès internationaux, cette question n'ait pas été franchement abordée. Il n'y aurait nulle impossibilité d'aboutir avec de la persévérance et une entente générale.

Cette courte note, hâtivement écrite, met en contradiction les éléments divers des systèmes sans qu'il soit possible, en l'état de la question, de poser nettement et clairement des principes qui aboutiraient à la solution de la question. L'avenir démontrera ce qu'il faut penser de la nécessité d'unifier les divers classements et de les réduire en un seul.

Paris, mars 1908.

ALBERT MAIRE.

Projet de Manuel des Bibliothèques

Les lecteurs auraient besoin d'être renseignés pour chaque bibliothèque. Ils ignorent, en général, les détails qu'il leur serait utile de connaître, ou, ce qui est plus fâcheux, ils n'en ont qu'une notion inexacte. Les touristes possèdent des guides pour les villes et les musées ; il faudrait aux lecteurs quelque chose d'analogue et de meilleur, car ils viennent, non seulement pour se distraire, mais pour appliquer leur activité au travail personnel, à travers ces cités et ces collections immenses que sont les Bibliothèques.

Les répertoires des salles de travail de la Bibliothèque Nationale ont rendu des services considérables ; partout des livrets de ce genre seraient utiles. La nature et la composition des dépôts varient dans des proportions déconcertantes ; cette diversité a souvent été imposée par les circonstances, mais il convient de le reconnaître, la fantaisie l'a accrue singulièrement. Comment les lecteurs ne seraient-ils pas désorientés ? De là, conversations inutiles, explications oiseuses, malentendus continuels, pertes de temps, mécomptes pénibles pour tous ; ce que l'on sait d'une Bibliothèque ne sert guère dans une autre. Ne serait-il pas plus simple d'obvier à ces inconvénients, par la rédaction de *renseignements préliminaires* sur chaque Bibliothèque, et de rendre service à un public qui ne cesse de se renouveler plus ou moins rapidement.

Il suffirait de mettre au point quelques notes, de les coordonner, de les revêtir d'une forme claire et concise. On pourrait les intituler : *Manuel de la Bibliothèque de*, et les faire autographier, ou, mieux encore imprimer, afin de les mettre dans toutes les mains.

Puisqu'il n'existe pas de cours de Bibliothèques à l'usage du public, il y a là un rôle d'initiateurs qui conviendrait parfaitement aux Bibliothécaires. Mieux placés que personne pour le remplir avec tact et intelligence, ils montreraient qu'ils accomplissent toute leur tâche : conserver et communiquer. En des temps très éloignés de nous, quelques-uns, qui avaient des lettres, évoquaient, dit-on, le mot du poète :

*Odi profanum vulgus.
Et arceo.*

Cette mentalité, exceptionnelle, n'existe plus ; volontiers aujourd'hui, on inscrirait, au fronton des Bibliothèques, la dédicace que les bons vieux auteurs plaçaient au premier feuillet de leur ouvrage : *Amico Lectori* ; on se rend compte que le public n'est pas seulement un élève, un ami, mais qu'il est notre maître aussi. Il a le droit d'être renseigné ; l'intérêt général exige qu'il le soit, le plus exactement possible.

Que seront ces renseignements ? Il y a ceux que le lecteur doit connaître avant que d'entrer, et ceux qu'il doit posséder une fois à la Bibliothèque : règlement, moyen de trouver un ouvrage et de l'obtenir, *ressources* du laboratoire qu'est la salle de travail (et ce dernier point est de la plus haute importance). Voilà ce qu'il semble utile de lui mettre dans la main.

Les avantages du procédé sont évidents. Les inconvénients (car il y en a toujours) consistent en ceci : il faudra du temps et de l'expérience pour la rédaction, le Manuel signalera à l'attention les points faibles de la Bibliothèque, il vieillira très rapidement, et sera à reprendre à fond avant cinq ans. Mais faudra-t-il appeler inconvénients, des résultats qui en feront promptement un instrument fécond de sélection de travail et de progrès !

En 1904, j'ai tenté un essai de ce genre pour deux Bibliothèques de Chartres : la satisfaction du public et l'utilité qu'il en a tiré, ne font plus de doute : les communications sur place ont augmenté, avec une intensité nouvelle, en qualité et en quantité ; dans un de ces dépôts, les prêts ont tendance à diminuer. Je me proposais de le reprendre prochainement, en le complétant, et aussi en modifiant sensiblement la disposition du texte, quand les circonstances m'ont appelé à d'autres soins.

L'idée de Manuels de Bibliothèques est à l'ordre du jour depuis quelque temps. A la suite d'entretiens avec plusieurs de nos collègues, la pensée m'est venue d'esquisser le plan de ce que pourrait être un manuel-type. Je le présente, tel qu'il est encore. La clairvoyance de chacun saura, en le conservant dans ces limites naturelles, le préciser, et le porter à un degré de perfection plus achevée.

Avertissement.

Sujet.

Motif.

Méthode.

Signature d'auteur.

Renseignements préliminaires.

HORAIRE.

Rue , n° .. ; (nom de l'édifice :) ; étage ... ,
côté ;

Ouverte : jours , du au , et du
..... au inclusivement, — de .. à .. heures ;

Carte d'admission : pour telle catégorie de lecteurs, à demander
où , à qui , jour , heure .. ; conditions d'obten-
tion ; durée de validité : jusqu'au ;

Fermée : jours , du au

SALLE DE TRAVAIL.

Plan (dans le sens de la hauteur de la page, sans renvois), indiquant
les places des : lecteurs, bibliothécaires, employés, catalogues, ou-
vrages de références (par catégories).

Description sommaire.

Devoirs des lecteurs. — Ils doivent s'abstenir de , de

COMMUNICATIONS SUR PLACE.

Savoir ce que l'on désire (précisions).

Chercher soi-même (comment).

Demander : comment rédiger la demande (fac-simile) ;

la remettre où, à qui ?

attendre environ

Consulter : précautions, discrétion (ne pas oublier les droits des
autres lecteurs).

Rendre : quand, comment, où, à qui ?

PRÊTS A DOMICILE.

Imprimés — à l'exception de , prêtés à telle catégorie de
personnes ; — conditions : *avant* (autorisation, demande) ; *pendant*
(signature, simultanéité des emprunts) ; *après* (délais, responsabilité,
mode de restitution : où, quand, par qui ; décharge).

Manuscrits

DESIDERATA.

Existence, ou non existence, des objets nécessaires pour écrire, des porte-manteaux, vestiaire, lavabos, closets, garages, appareils d'éclairage ;

Il y a, ou il n'y a pas, un registre destiné à consigner les demandes des lecteurs et les réponses de l'administration, relatives aux ouvrages à acquérir, aménagements, service.

RÈGLEMENT.

Texte de règlement (analysé ci-dessus).
Sanctions qu'il comporte.

Collections.

NATURE.

Encyclopédiques, ou spéciales.

Nombre d'ouvrages et de volumes, par matières, à telle date.

Ouvrages

	Théologie	Jurisprudence	Belles-Lettres	Histoire	Sciences et Arts	TOTAUX
Imprimées ordinaires						
Incunables.						
Périodiques						
Manuscrits.						
TOTAUX.	—	—	—	—	—	—

Volumes

_____	—	—	—	—	—	—

Collections spéciales.

Listes des Périodiques, par matières (année, tomai-
son, cote).
— , par ordre alphabétique.

Liste des Recueils par matières (année, tomai-
son, cote).
— , par ordre alphabétique.

ORIGINE.

Fonds ancien : évaluation, par ordre de matières, des dons et acquisitions ;

Fonds nouveau : évaluation, par ordre de matières, des dons et acquisitions (disponibilités du budget, par matières).

Possesseurs illustres.

Locaux successifs.

Administrateurs.

UTILISATION.

Statistique de l'année précédente : nombre de séances, d'heures d'ouverture, de lecteurs inscrits, de lecteurs entrés, de volumes consultés sur place (magasins, salle de travail), de volumes prêtés à domicile (imprimés, manuscrits).

Catalogues.

NATURE.

Généraux, à la disposition des lecteurs (alphabétique, méthodique).

Spéciaux.

Entrées récentes.

Forme (registres, fiches).

ORIGINE.

But de chaque catalogue.

Date, auteur ; limites extrêmes.

Méthode suivie (avantages, inconvénients).

CLASSEMENT.

Cadre de classement (intégral).

Explication des cotes et renvois.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCES DE LA SALLE DE TRAVAIL.

Liste méthodique par matières (ordre de matières chronologiquement [titres complétés], renvois aux cotes de la salle).

Index alphabétique par auteurs et matières (renvois aux cotes de la salle).

MARCEL LANGLOIS.

A propos de l'orientation moderne des Bibliothèques

Monsieur le Secrétaire et cher collègue,

J'ai promis de causer avec vous sur le sujet dont vous avez si nettement tracé les lignes principales : de l'orientation des bibliothèques modernes. Je me permettrai d'attirer votre attention sur quelques points où certains esprits trop... modernes pourraient être tentés d'exagérer votre pensée.

Vous savez que je suis d'avis, autant que vous, de démocratiser les bibliothèques, c'est-à-dire de les rendre vraiment accessibles et utiles à tous. Le temps n'est plus assurément du conservateur enfermé dans sa tour d'ivoire, gardant jalousement ses trésors. Quiconque veut s'instruire doit avoir le droit d'y puiser, c'est là une des conditions du progrès social, et c'en est aussi la conséquence : le travail social est, en effet, très spécialisé, et chaque spécialité est une science ; bon gré, mal gré, pour ne pas être étouffé par la concurrence, il faut s'instruire et se documenter. Non seulement le bibliothécaire ne doit pas, mais, le voudrât-il, ne pourrait plus résister au flot de demandes pressantes qui l'assiègent.

Cependant peut-être devons-nous aujourd'hui nous défier d'un excès contraire : ne pas donner à l'actualité, aux besoins immédiats et quotidiens du public une importance exagérée au préjudice des intérêts — non pas à venir — mais permanents ; ne pas dédaigner ce que vous appelez quelque part « des restes vénérables », ni rejeter trop vite « le livre périmé ». Que nous ne dépensions pas notre argent et notre temps à acquérir des livres qui nous paraissent hors d'usage, soit. Mais que nous enfouissions sans la cataloguer une pièce qui ne répond plus aux intérêts actuels du public, ne risquons-nous pas de nous tromper parfois lourdement et de supprimer l'occasion de quelque œuvre originale, de quelque réflexion féconde ? Avant de juger qu'un ouvrage est « périmé » ne faut-il pas être très prudent ?

La plupart de nos grandes bibliothèques publiques sont, pour employer votre expression si vivante et si juste, « des musées de la pensée humaine ». Ce rôle est loin d'être secondaire ; c'est peut-être le principal. Sans doute, le bibliothécaire doit accroître le fonds technique, généralement insuffisant, mais il doit surtout conserver et améliorer le vieux dépôt : ouvrages dits précieux, documents du passé et spécimens de la production. Il le doit, non pas seulement pour étaler comme de vieux bibelots d'archéologie ces miniatures, ces écritures, ces gravures, ces caractères, ces reliures : cela seul suffirait à justifier ses soins : car enfin, n'est-ce pas un merveilleux moyen pour le développement de l'intelligence et du goût que de montrer à la foule comment nos ancêtres se sont exprimés, ce qu'ils ont laissé d'eux-mêmes,

afin qu'elle en remplisse ses yeux et son âme et tâche de faire un pas de plus vers un idéal plus pur, vers des formes de plus en plus perfectionnées. Mais les bibliothèques ont quelque chose de plus que les autres musées, et ce quelque chose est si précieux qu'il justifie toutes les précautions que l'on prend pour ne pas le perdre : c'est précisément la pensée de nos ancêtres, telle qu'ils l'ont exprimée et non pas déformée par les historiens et les commentateurs. La pensée des ancêtres, lorsqu'elle survit, mérite d'être respectée, car elle est la source, toujours féconde, de nos pensées. Etudier l'histoire dans les vieilles chroniques et les chartes, se pénétrer d'art à l'étude des antiques et des primitifs, et des maîtres de toutes les époques, apprendre les formes éternelles du beau dans les œuvres qui ont duré, est-il une meilleure instruction ? La science seule a progressé au point que les livres anciens nous font sourire ; là même il n'est pas mauvais de jeter un regard en arrière, il n'a pas manqué de ces hardis chercheurs dont les théories longtemps abandonnées comme ridicules apparaissent tout à coup rajeunies et fertiles en résultats pratiques.

Etre pratique, adapter l'éducation, les instruments de travail, les établissements publics à la vie pratique, tel est le cri du jour, telle est la mode. Cette réaction était nécessaire, et elle a été certainement salutaire. Sans doute, nous devons suivre l'élan des réformes, organiser nos services pour la société actuelle, lui permettre de s'instruire vite et bien, afin qu'évitant les tâtonnements, abandonnant les méthodes surannées, elle puisse aller droit au but, sans les lenteurs d'un apprentissage théorique et vain. C'est de ce côté, mon cher collègue, que vous voulez orienter les bibliothèques, j'applaudis des deux mains, mais je ne voudrais pas pourtant que l'on pût oublier que nous sommes, *avant tout*, conservateur du beau et du bien, de tout ce qui dure, de tout ce qui est non pas mort, périmé, vieilli, mais toujours vivant, ce qui doit servir non pas aux générations futures, mais à l'élite de la génération actuelle, dût l'élite devenir majorité, ce qui est le rêve du vrai démocrate.

Quand tout *travailleur* aura la fameuse journée de huit heures, que fera-t-il des huit heures de liberté entre le métier et le sommeil ? Je voudrais qu'alors il vécût. Travailler pour vivre a été jusqu'ici toute sa vie. Mon Dieu, le métier librement consenti peut être une partie importante de la vie, mais ce n'est pas toute la vie : la vraie vie, c'est la vie intellectuelle et libre, c'est, en dehors de nos labeurs de plus en plus mécaniques, penser, vibrer, agir. Un jour tout citoyen aura conquis ce droit à la vie. Soyons pour ce jour-là les gardiens vigilants des trésors qui la procurent, et dès maintenant pour ceux qui peuvent en jouir.

Je voulais vous dire un mot aussi du bibliothécaire et de ses travaux, mais ma lettre est déjà bien longue, ce sera pour une autre fois.

Veuillez agréer, monsieur le secrétaire et cher collègue, l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

Eybens, 25 janvier 1908.

P. BERTHET.

Je demande la permission de faire quelques brèves observations au sujet des idées exposées par M. Berthet. Il soutient que le bibliothécaire n'a pas seulement à s'occuper du temps présent, mais qu'il doit précieusement conserver les ouvrages du temps passé et je suis d'accord avec lui. Mais en réalité une bibliothèque peut remplir deux ou même trois fonctions parfaitement distinctes : elle peut servir de musée à la pensée humaine où, comme le dit parfaitement notre collègue, on puisse « étudier l'histoire dans les vieilles chroniques et chartes, se pénétrer d'art à l'étude des antiques et des primitifs ». Elle peut également être le laboratoire du savant et contenir alors la documentation non plus des temps passés, mais du siècle présent : il faut à l'économiste les statistiques les plus récentes, au géographe les cartes revisées, les explorations nouvelles, les observations de toute nature recueillies suivant les méthodes les plus précises. Il faut enfin au grand public un lieu de rafraîchissement intellectuel autant que d'étude sérieuse où, à côté d'ouvrages originaux de premier ordre, se trouvent nombre d'ouvrages portant sur des ensembles plus ou moins vastes. Or, si j'ai souligné surtout cette dernière fonction, c'est parce qu'à l'heure présente dans notre pays c'est la moins développée : ou bien, comme dans toutes nos grandes bibliothèques, elle est confondue avec les deux premières au grand détriment de chaque fonction, ou bien, comme dans trop de bibliothèques populaires, elle est ravalée au rang de simple passe-temps ; la bibliothèque pour tous se recrute le plus souvent comme elle peut, au hasard des donateurs et des acquisitions faites au petit bonheur ; c'est la Cendrillon des services publics ; au fond de bien des consciences de conseillers municipaux ou de membres de commissions subsiste vaguement cette idée que c'est toujours bien assez bon pour le « peuple » ; que le « peuple » n'aime que le cabaret et tout au plus les lectures romanesques. Nous croyons que c'est là une erreur et que souvent il suffirait d'offrir une nourriture de meilleure qualité aux intelligences des travailleurs pour les voir en profiter.

Autre chose : si l'antiquité a produit des pensées éternellement vraies et des œuvres éternellement belles, il ne faut pas oublier cependant que l'instruction vraie et première se puise aux sources incessamment renouvelées de la conscience humaine et de la nature. Qu'il s'agisse de penser ou de goûter le beau, ou d'acquérir le sens des réalités rien ne vaut l'étude de l'heure présente, qui n'est d'ailleurs sans doute qu'une manifestation, fugitive il est vrai, mais la seule à portée de notre expérience immédiate, de la réalité substantielle et permanente. Et si nous recourons au passé, c'est parce qu'à nous seuls nous serions impuissants à repenser les trésors intellectuels accumulés par nos devanciers et qu'il ne faut pas faire le travail de Sisyphe. De même si nous consultons le livre moderne, c'est pour nous prolonger dans l'espace, comme le souvenir du passé nous prolonge dans le temps ; mais dans l'un et l'autre cas, le livre est le complément, indispensable certes, mais le complément, non la source

vit en décembre M. le ministre de l'Instruction publique, alors M. Briand, qui se montra favorable au projet ; le changement ministériel, survenu inopinément quelques jours plus tard, risque d'apporter quelque retard, mais plusieurs membres du bureau ont reçu néanmoins de M. le Directeur de l'enseignement supérieur l'assurance qu'il était tout acquis à ce projet et se proposait de le réaliser bientôt.

L'Assemblée examina ensuite, sur la proposition de M. le président, la question des commis d'ordre dans les bibliothèques. M. Viollet qui avait introduit précédemment cette question n'avait pu accepter de la traiter à cause de ses multiples occupations. M. Vidier fut d'avis qu'en ce qui concerne la Bibliothèque nationale, l'institution de cette catégorie d'agents serait peu utile. Elle a été supprimée par décret en 1895 et à deux reprises l'Association des agents de la Bibliothèque nationale s'est prononcée contre son rétablissement. En effet, c'est aux plus capables d'entre les gardiens qu'ont été attribués les anciens postes de commis et c'était là une amélioration de situation à laquelle ils ne pouvaient précédemment prétendre.

Pour M. Marais, au contraire, ces agents seraient utiles dans les bibliothèques secondaires. Il ne serait d'ailleurs pas nécessaire de créer de nouveaux emplois. Les gardiens les plus capables seraient admis aux postes de commis après un petit examen : ils allégeraient le travail du bibliothécaire en lui retirant la partie mécanique de ce travail.

Après quelques autres échanges de vues sur ce sujet, M. le président appela l'attention des assistants sur une question intéressant les bibliothécaires municipaux. Il arrive assez souvent que les municipalités reprochent à ceux-ci de ne pas faire de catalogues, alors qu'ils en sont empêchés par leur service courant. Ne pourrait-on pas établir par des moyennes le prix de revient de la confection d'un catalogue ? On fournirait ainsi aux bibliothécaires un moyen de répondre. M. Vidier fait remarquer que c'est là une question d'espèces : le temps et les frais d'exécution d'un catalogue varient suivant la nature des ouvrages à cataloguer, le mode de dépouillement et le taux de rémunération. C'est d'ailleurs au bibliothécaire qu'il appartient de faire le catalogue. M. Deniker observa que le prix de revient théorique est le même que ce soit ou non le bibliothécaire qui fasse le travail ; le service matériel rend d'ailleurs souvent pratiquement impossible cette tâche pour le bibliothécaire. Même d'ailleurs s'il en a le temps, il y a toujours dans ce travail une part mécanique dont il devrait pouvoir se décharger sur des auxiliaires. Après quelques autres observations, on décida sur la proposition de M. Vitrac d'ouvrir, par la voie du bulletin, une enquête sur les prix de revient des catalogues.

M. Sustrac fit remarquer à l'Assemblée l'opportunité qu'il y aurait à développer davantage le bulletin. Il serait nécessaire que chacun y apportât sa part : nouvelles intéressant le monde des bibliothèques, idées originales, expériences heureuses.

La réunion se termina à 6 h. 20. Elle fut suivie d'un dîner à la Taverne Saint-Michel où se retrouvèrent MM. Baguenier-Désormeaux, Bonneau, Deniker, abbé Langlois, Mazerolle, de Strzembósz, Sustrac.

Chronique

Bibliothèques des Universités.

Sont nommés membres de la Commission des bibliothèques des Universités :

MM. Ch.-V. Langlois, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris ; Prieur, bibliothécaire de l'Université de Besançon.

Ont été pourvus du diplôme de bibliothécaire universitaire à la suite d'un examen passé le 13 février dernier :

- 1 M. Wickersheimer, stagiaire à la Bibliothèque de la Faculté de Médecine de Paris.
- 2 M. Hüchel, employé à la Bibliothèque du Musée pédagogique.
- 3 M. Riquier, stagiaire à la Bibliothèque de la Sorbonne.
- 4 M. Gadave, stagiaire à la Bibliothèque de l'Université de Toulouse.
- 5 M. Bonnerot, stagiaire à la Bibliothèque de la Sorbonne.
- 6 M. Lefeuvre, stagiaire à la Bibliothèque de l'Université de Rennes.
- 7 M. Espagnac, stagiaire à la Bibliothèque de l'Université de Montpellier.
- 8 M. Crouzel, stagiaire à la Bibliothèque de l'Université de Toulouse.
- 9 M. Bultingaire, stagiaire à la Bibliothèque de la Sorbonne.
- 10 M. Pastor, stagiaire à la Bibliothèque de l'Université de Dijon.
- 11 M. Bott, délégué aux fonctions de professeur au Collège de Brive.
- 12 M. Chervet, employé à la Bibliothèque du Musée pédagogique.
- 13 M. Griveau, stagiaire à la Bibliothèque de la Sorbonne.

Le Livre d'Heures de la Bibliothèque de Saint-Germain-en-Laye

Sur la demande de notre collègue, M. Bonneau, bibliothécaire de la ville de Saint-Germain nous insérons une notice du livre d'heures volé l'été dernier à sa bibliothèque et qui n'a pas été retrouvé. Peut-être servira-t-elle à le retrouver chez quelque bouquiniste.

« Livre d'heures de la fin du XV^e siècle écrit en caractères gothiques ; 92 feuillets de parchemin ayant 180 mm. de hauteur sur 95 mm. de largeur avec une reliure moderne en maroquin bleu signée Durel 1849 ; bon état de conservation.

« Orné de 65 belles miniatures encadrées avec le texte dans une bordure jaune rehaussée d'or mesurant presque toutes 80 mm. sur 55 mm. que l'on peut attribuer à un artiste des écoles de Paris ou de Tours. A la première page, saint Nicolas un peu effacé (un trou de vers) ; aux dernières, le Christ et la Madeleine dans un jardin ; le Christ et sa mère, petit tableau digne d'un maître. »

M. Salomon Reinach a publié dans la « Revue archéologique (N° de janv.-fév. 1908) huit des miniatures de ce volume qu'il attribue à l'école de Bourdichon : elles représentent 1° Hérode et la mère d'un Saint Innocent; 2° Suzanne ; 3° Saint Georges; 4° Saint Martin ; 5° Un évêque libérateur ; 6° Jésus et Marie ; 7° Saint Martin ; 8° Saint Adrien.

La « Nature » du 1^{er} février 1908 publie un article de M. Daniel Bellet sur les bibliothèques américaines. Nous y remarquons notamment une description sommaire avec figures à l'appui des dispositifs mécaniques adoptés pour le transport des livres. A chaque étage, les volumes sont transportés dans des wagonnets actionnés mécaniquement sur des voies ferrées, ils sont montés ou descendus par des élévateurs automatiques ; le service des bulletins de demande se fait par tubes pneumatiques.

Sous le titre de « *Panthéon Polytechnicien* », M. le commandant Finet a entrepris de publier les biographies des Polytechniciens, dont la célébrité universelle, nationale, ou simplement locale a été consacrée par l'érection d'une statue ou d'un monument.

Ont paru déjà les biographies d'*Auguste Comte*, de *Lamorcière*, d'*Arago*.

Ces notices éditées chez l'auteur, à l'Ecole Polytechnique, forment de très élégantes plaquettes artistiquement illustrées de nombreux dessins. Prix 1 fr. 25.

M. Lepelletier, attaché à la Bibliothèque de l'Arsenal, vient d'être nommé sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

M. Paul Le Saunier, licencié ès lettres, ancien chef de maison à l'Ecole des Roches, a été nommé stagiaire attaché au catalogue à la Bibliothèque de Rouen par arrêté du maire en date du 1^{er} février 1908.

— M. Carpentier, licencié ès-lettres, diplômé d'études supérieures d'histoire et de géographie a été nommé sous-bibliothécaire à la Bibliothèque de Douai en remplacement de M. Dehaene nommé à Clermont-Ferrand.

Dans la liste des membres de l'Association des bibliothécaires française publiée dans le dernier numéro du *Bulletin*, lire :

M. Bellanger (Justin) et non Bellanger.

MM. Dorveaux et Gillot, 4 et non 46, avenue de l'Observatoire.

M. Formont, 28 et non 48, rue Richelieu.

Le Gérant : J. GAUTIER.

Discours de M. Deniker

Président sortant

(ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 AVRIL 1908).

Messieurs et chers Collègues,

A la veille de quitter mes fonctions présidentielles, conformément à nos statuts, permettez-moi de jeter un regard en arrière, et de résumer en quelques mots la vie et l'activité de notre association pendant les deux premières années de son existence. Appelée à la vie vers la fin de 1905 par l'initiative de MM. Poirée et Sustrac, notre association, dès sa constitution définitive, à l'assemblée générale du 22 avril 1906, s'est lancée en pleine activité, cherchant, d'une façon peut-être trop précipitée, mais qu'explique son extrême jeunesse, à réaliser certaines réformes devenues nécessaires dans l'organisation de nos Bibliothèques publiques et dans les statuts des fonctionnaires de ces Bibliothèques. Le 11 juillet 1906 elle a remis à M. le Ministre ses premiers vœux ayant trait à l'accès de la carrière, aux traitements et avancement, au personnel intermédiaire et à la création d'un Conseil supérieur des Bibliothèques. Elle croyait ainsi compléter l'œuvre de la grande commission des Bibliothèques et Archives, qui paraissait alors aboutir à un résultat pratique avec le rapport et le projet de M. Langlois. Voyant cependant que les choses s'étaient arrêtées de ce côté, et que la commission était entrée dans une période d'ajournement *sine die*, l'association crut devoir étudier par elle-même les réformes à proposer, et aboutit au mémoire, rédigé en grande partie par M. Vidier, que votre bureau a eu l'honneur de présenter à M. le Ministre le 22 juin 1907. Ce mémoire, comme vous le savez, concluait à la nécessité de créer au Ministère un Conseil supérieur des Bibliothèques, analogue aux divers comités et conseils qui existent pour les différents d'ordres d'enseignement. Notre démarche a été favorablement accueillie par le Ministre et l'on nous demanda de préciser le rôle de ce comité, ainsi que d'indiquer sa composition. Votre bureau s'est remis à l'œuvre et un projet de décret visant l'institution au Ministère de l'Instruction publique d'un conseil supérieur, élaboré par M. Ch. Mortet, membre très actif du comité d'administration, a été remis à M. le Ministre au mois de décembre de l'année dernière. En dehors de ces trois audiences auprès de notre suprême chef administratif, d'autres démarches

*

ont été faites pendant ces deux années auprès de M. le Directeur de l'enseignement supérieur, et de plusieurs membres du Parlement, notamment auprès des trois rapporteurs du budget de l'Instruction publique au Sénat et à la Chambre des députés. MM. Massé, Simyan, Couyba, Maurice Faure et Steeg, nous ont tous témoigné de leur sympathie et le dernier rapport sur le budget de l'Instruction publique, celui de M. Steeg, contient un grand nombre de propositions utiles, suggérées par l'idée de la création d'un Conseil supérieur des Bibliothèques.

Mais l'activité de l'Association ne s'est pas arrêtée là. Elle a mis à son ordre du jour plusieurs questions et donné solution à certaines d'entre elles sous forme de rapports ou même de projets de loi. Je n'aurai qu'à citer les rapports de notre zélé secrétaire-adjoint M. Gautier, sur l'attribution de la personnalité civile aux Bibliothèques publiques et sur le personnel des Bibliothèques universitaires ; celui de M. Oursel sur la situation des Bibliothèques municipales ; celui de M. Chapot sur la question du stage, etc. D'autres questions sont encore à l'étude : celle du stage, celle des retraites des bibliothécaires municipaux, etc.

Est-ce à dire que l'Association s'est renfermée dans le domaine des questions visant uniquement le personnel et les besoins professionnels ? Pas du tout. D'autres problèmes ont été agités. Une vaste enquête sur la situation des bibliothèques en province a été faite par le soin de votre comité et les résultats de cette enquête ont été résumés avec une précision et une clarté remarquable par notre actif et dévoué secrétaire général, M. Sustrac. Une enquête semblable se poursuit encore pour les bibliothèques de Paris. M. Sustrac a aussi eu le mérite de provoquer, par ses communications, au sein même de nos assemblées, des discussions sur différentes questions d'ordre général, intéressant le public aussi bien que les bibliothécaires. Dans ce domaine, M. Michel, notre distingué vice-président, nous a communiqué plus d'une idée juste ; il a pu même mettre à exécution un de ces projets, en créant une Société des amis de cette Bibliothèque d'Amiens qu'il dirige avec tant de soin et de succès. Enfin, nombre de questions purement théoriques de Bibliothéconomie et de Bibliographie ont été traitées devant vous ou dans le *Bulletin*. Tels les articles de M. Sustrac sur le rôle des bibliothécaires, de MM. Griveau et Maire sur la classification, de l'abbé Langlois sur le manuel du lecteur dans une bibliothèque, etc. Tout cela prouve que les Bibliothécaires Français, quand ils sont réunis en association, savent non seulement faire valoir leurs droits, mais encore sont soucieux d'accomplir leur devoir envers le public de savants et de travailleurs dont le nombre augmente sans cesse.

C'est donc plein de confiance que nous pouvons envisager l'avenir ; nous avons prouvé la maturité d'esprit de notre association, nous avons donné des marques non équivoques de notre désir d'agir. Il n'y a maintenant qu'à suivre méthodiquement le programme que nous nous sommes tracé.

Séance du Comité du Jeudi 9 Avril 1908

La séance est ouverte à 5 heures, sous la présidence de M. Deniker.

Membres présents : MM. Auvray, Deniker, Hildenfinger, Mortet, Poirée, Sustrac et Vitrac. Excusés : MM. Marais et Martin.

Est admis membre de l'Association, M. Griffa, bibliothécaire du gouvernement de Cochinchine à Saïgon, présenté par MM. Poirée et Mortet.

Il est décidé que M. Kreisberg, bibliothécaire de l'Université Impériale de Saint-Petersbourg, présenté par M. Gamber, libraire, sera admis dans l'Association après qu'il en aura exprimé lui-même le désir.

M. Sustrac expose comment l'Association pourrait favoriser la création de guides de bibliothèques. Elle pourrait ouvrir, dans le *Bulletin*, un concours pour la rédaction de ces guides. Il pourrait s'agir, soit de simples plans de guides, soit de guides complets ; dans ce dernier cas on pourrait, soit faire un manuel général des bibliothèques de France, ou de Paris seulement, et d'un caractère scientifique, soit se borner à une série de monographies pratiques, une par établissement.

On pourrait aussi réunir ces monographies en volume, dans chaque bibliothèque on vendrait la monographie de l'établissement, composée d'une partie commune à toutes les bibliothèques et d'une partie spéciale ; à Paris, un éditeur se chargerait de publier la collection des parties spéciales jointes à la partie commune.

Le Comité n'est pas favorable à un concours qui entraînerait des dépenses trop lourdes pour l'Association. M. Mortet fait remarquer qu'il vaut mieux commencer par réaliser un certain nombre de ces guides par établissement : on pourrait ensuite plus aisément en dégager un type général. En conséquence, le Comité émet le vœu qu'il soit publié des guides des bibliothèques et le *Bulletin* y engagera nos collègues. Quant à l'idée d'une publication d'ensemble, elle est réservée.

Le Comité échange ensuite des vues au sujet des prochaines élections du bureau.

La séance est levée vers 6 h. 1/2.

Le Secrétaire,

CH. SUSTRAC.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

de

l'Association des Bibliothécaires français

COMPTE-RENDU

Notre assemblée générale a eu lieu le dimanche 26 avril à l'Hôtel des Sociétés savantes. Y assistaient : Mlle Berthet, MM. Auvray, Cagnieul, Deniker, Dieudonné, Gazier, Giraud-Mangin, Godin, Gruny, Lucien Hahn, abbé Langlois, Legrand, Martin, Mazerolle, Henry Michel, Ch. Mortet, Eugène Müller, Oursel, Poirée, de Ridder, Rouselle, Ruelle, de Strzembosz, Sustrac et Vitrac.

S'étaient excusés : MM. Bamberger, Justin Bellanger, Bérôt, Berthet, Bonneau, Delourmel, Denée, Nicolas Deniker, Dubois, Dufour, Dujardin, Esnault, Fleury, Gardère, Hildenfinger, Jadart, Langlade, Lorber, Maire, Maquet, Marais, Marque, Mousseron, Nicaud, de Nussac, Petit, Rébelliau, Romain, Salingardes, Soulice, Tallon, Tremblay et Vié.

L'assemblée comportait l'ordre du jour suivant : 1° Allocution du président ; 2° Compte rendu du trésorier ; 3° Compte rendu du secrétaire ; 4° Renouvellement partiel du Comité ; 5° Communication de M. Oursel, sur la nécessité de publier la liste des bibliothèques municipales classées ; 6° Communication de M. Giraud-Mangin sur les commissions d'inspection et d'achat des bibliothèques municipales.

Allocution du Président.

Après lecture des lettres d'excuses, M. Deniker, président, retraça à grands traits les actes de notre association depuis ses débuts. Elle a remis aux pouvoirs compétents plusieurs mémoires relatifs à la réforme légale des bibliothèques, et elle a poursuivi activement l'institution d'un Conseil supérieur des bibliothèques. Pour les progrès techniques, nous avons à notre actif des études et enquêtes dont les résultats ont été consignés dans notre bulletin. Il n'y a donc qu'à marcher vers l'avenir avec confiance et méthode.

Compte rendu du Trésorier.

M. Poirée trésorier, rendit compte de notre situation financière. Elle est satisfaisante, puisqu'elle a permis, outre les frais courants, l'impression d'un bulletin six fois par an. Elle fait voir cependant la nécessité de créer de nouvelles ressources, notamment par de nouvelles adhésions.

Compte rendu du Secrétaire.

M. Sustrac, secrétaire, donna des détails sur les démarches de l'Association, en vue de l'obtention du Conseil supérieur des bibliothèques, et sur sa vie intérieure ; le nombre des membres est passé de 249 à 259, malgré des décès et quelques démissions ; le *Bulletin*, d'autre part, s'est consolidé et a bénéficié de concours plus variés. Beaucoup d'œuvres sollicitent nos efforts et nous avons de multiples moyens à notre disposition. Le secrétaire rappelle notamment l'utilité qu'il y aurait à avoir des réunions en province, pour créer des liens entre bibliothécaires provinciaux.

Elections.

On ouvrit alors le scrutin, en vue d'élire 6 membres du Comité, étaient sortants : MM. Jadart, Marais, Martin, Masson et Michel. M. Jadart ne se représentait pas. M. Port était, en outre, démissionnaire. Le scrutin, clos vers la fin de la réunion, donna les résultats suivants :

Electeurs inscrits : 53.

(25 présents ; 28 par procuration.)

Votants : 41.

Majorité absolue : 21.

MM. Cagnieul	38	voix	ELU
Giraud-Mangin	40	—	—
Marais	41	—	—
Martin	41	—	—
Masson	40	—	—
Michel	40	—	—
Cantinelli	1	—	
Cornillot	1	—	
Gazier	1	—	
Jadart	1	—	

Communication sur les Bibliothèques municipales classées.

M. Oursel appela l'attention sur les graves inconvénients que présente le défaut de publication de la liste des bibliothèques municipales classées. Faute de cette publication, on ne peut contrôler l'application du décret de 1897, qui oblige les villes dont les bibliothèques sont classées à choisir leurs bibliothécaires parmi les archivistes-paléographes ou les personnes pourvues du certificat d'aptitude à ces fonctions. Il n'y a pas de recours possible lorsque des nominations illégales sont faites dans ces bibliothèques, puisqu'on ne sait jamais officiellement si telle ou telle bibliothèque est ou non classée. M. Ch. Mortet fit remarquer que la commission chargée de préparer le classement des bibliothèques municipales, dont il fait partie, n'est jamais réunie. L'assemblée approuva le rapport de M. Oursel et en décida l'impression au *Bulletin*.

Communication sur les Commissions d'inspection et d'achat.

M. Giraud-Mangin émit l'avis que les pouvoirs des commissions d'inspection et d'achat des bibliothèques municipales devraient être restreints au contrôle de la gestion du bibliothécaire. Elles n'ont pas la compétence technique voulue pour exercer l'initiative qui leur est dévolue par la loi. M. Giraud-Mangin voudrait, en conséquence, qu'on accordât aux bibliothécaires des bibliothèques classées l'initiative de toutes les propositions d'achat soumises aux comités.

Une discussion s'ouvrit à ce sujet. Les uns, comme MM. Gazier, Michel et Oursel, se louèrent des commissions et firent remarquer qu'elles garantissaient le bibliothécaire auprès des autorités municipales ; d'autres se plaignirent que leurs listes d'acquisition fussent battues en brèche. Cependant, souvent le bibliothécaire obtient la libre disposition d'une partie de ses crédits pour les achats urgents ou pour certaines catégories, comme les suites d'ouvrages déjà achetés ou les collections d'histoire locale. Il parut, en tout cas, que si l'omnipotence des commissions était chose fâcheuse, il était impossible de les réduire à un droit de contrôle qui serait en partie illusoire, s'il survenait une fois les acquisitions faites. M. Ch. Mortet proposa un système mixte : que le bibliothécaire disposât seul d'une part du budget et que, pour le reste, il dût recourir à l'approbation préalable de la commission. C'est le système pratiqué dans les bibliothèques universitaires. M. l'abbé Langlois demanda que cette initiative partielle du bibliothécaire fût étendue aux dépenses d'aménagement.

Aussi l'assemblée adopta-t-elle le vœu suivant, présenté par M. Giraud-Mangin, qui modifiait ses premières conclusions :

« L'Association des bibliothécaires français formule le vœu que le décret du 1^{er} juillet 1897 soit modifié et donne au bibliothécaire municipal plus d'initiative pour l'emploi des fonds affectés aux acquisitions, soit en lui laissant la libre disposition d'une partie du budget, comme cela se passe dans les bibliothèques universitaires, soit en lui donnant le droit de faire seul les propositions au Comité, qui est chargé de les approuver. »

Discussion sur les réunions en province.

On examina aussi la question des réunions en province. M. Michel proposa une ville du centre ; M. Cagnieul préférerait une ville du midi, car les bibliothécaires du centre aiment autant aller à Paris. M. Oursel émit l'idée qu'on pourrait tenir ces réunions au lieu et à l'époque du Congrès des Sociétés savantes. M. Mortet fit remarquer, qu'en tous cas, l'assemblée générale serait mieux à Paris, où l'on peut réunir un plus grand nombre de collègues. La question fut ajournée comme n'étant pas assez mûre.

La réunion se termina vers 6 heures, et fut suivie, après la tenue du Comité, d'un dîner où se retrouvèrent un certain nombre de nos collègues.

Séance du Comité du 26 Avril 1908

L'assemblée générale fut immédiatement suivie, dans le même local, d'une réunion du Comité destinée à élire le bureau de l'Association pour l'année 1908-1909. Y assistaient : MM. Auvray, Cagnieul, Deniker, Giraud-Mangin, Martin, Michel, Ch. Mortet, Oursel, Poirée, Sustrac et Vitrac. M. Nicaud s'était fait représenter. Etaient excusés : MM. Hildenfinger et Marais.

Le bureau sortant était composé de MM. Deniker, président, Martin et Michel, vice-présidents, Poirée, trésorier, Sustrac, secrétaire général, Gautier, secrétaire-adjoint. M. Deniker, finissant sa deuxième année de présidence, n'était pas rééligible aux termes des statuts. M. Sustrac ne se représentait pas.

Le nombre des votants étant de douze, la majorité absolue était de sept. Aucun vote ne donna lieu à un deuxième tour de scrutin.

Présidence :

MM. Ch. Mortet	10 voix	ELU
H. Martin	1 voix	
H. Michel	1 voix	

Vice-présidence :

MM. H. Martin	10 voix	ELU
H. Michel	10 voix	ELU
Auvray ..	1 voix	
Ch. Mortet	1 voix	

Trésorier :

M. Poirée est réélu à l'unanimité.

Secrétariat :

MM. Gautier	12 voix	ELU
Vitrac	9 voix	ELU
Marais	2 voix	
Vidier	1 voix	

En conséquence, le Bureau est ainsi composé pour 1908-1909 :

Président : M. Charles Mortet.

Vice-présidents : MM. H. Martin et H. Michel.

Trésorier : M. Poirée.

Secrétaire général : M. Jean Gautier.

Secrétaire-adjoint : M. Maurice Vitrac.

La séance fut levée vers 6 h. 1/2.

Le Secrétaire,
Ch. SUSTRAC.

Compte-rendu du Secrétaire

(ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 AVRIL 1908).

Mes chers Collègues,

Où en sommes-nous dans nos efforts pour le progrès des Bibliothèques ? Quelles œuvres avons-nous réalisées ? Quelles œuvres plus grandes ambitionnons-nous de réaliser ? Telles sont les questions que vous vous posez naturellement et pour que vous puissiez tout à l'heure les poser plus explicitement encore et que cette réunion soit vraiment pour nous une occasion de causer cordialement des choses de notre profession, ce rapport sera bref et s'efforcera de dégager l'essentiel de la poussière de l'action quotidienne.

Notre but en nous groupant était triple, vous vous le rappelez, 1° nous permettre de nouer les uns avec les autres d'utiles relations et de ne pas rester comme par le passé des étrangers les uns pour les autres ; 2° travailler en commun à rendre nos bibliothèques plus riches, plus utiles, plus accessibles à tous ; 3° améliorer les situations souvent précaires et insuffisantes du personnel de nos bibliothèques publiques. Dans notre première année, nous avons, pour réaliser ce triple but, commencé à tenir nos réunions trimestrielles, créé notre bulletin et pris contact avec les pouvoirs publics, qui se montrèrent animés à notre égard des meilleures intentions. Cette année nous avons mis la main à de plus difficiles tâches et nous sommes entrés au cœur de notre travail, principalement vis-à-vis des pouvoirs publics, sans cependant négliger l'action privée.

Dès l'abord, il nous parut qu'une question primait pratiquement toute autre. Quels que fussent les desiderata des bibliothèques publiques, elles n'avaient pour les faire valoir auprès du Gouvernement aucun organisme consacré exclusivement à les examiner et à les soumettre à l'autorité compétente. Qu'il s'agit d'attribuer la personnalité civile aux bibliothèques, de réglementer le stage ou de pourvoir chaque catégorie de bibliothèques d'un statut légal, il fallait avant tout qu'un corps spécial eut expresse mission de s'occuper de ces questions et qu'une spécialisation dans le travail administratif intervint pour les bibliothèques comme pour l'enseignement par exemple. Nous résolûmes donc de demander à M. le Ministre de l'Instruction publique l'institution d'un Conseil supérieur des bibliothèques. Le Comité rassembla préalablement dans un mémoire détaillé les mille raisons qui, bibliothèque par bibliothèque, militaient pour la création de ce Conseil et ce ne sera que justice de rendre ici hommage à ceux de nos collègues, et tout spécialement à M. Vidier, dont le travail et la documentation précise surent étayer solidement nos demandes. Ce mémorandum fut remis le 26 juin au Ministre et pris en bonne considération.

Toutefois, nous crûmes qu'il était bon de n'en pas rester là. Tant de

soucis et de travaux assiégent les administrations publiques qu'avec la meilleure volonté du monde elles sont parfois un peu lentes à s'ébranler. Nous pensâmes qu'en outre il était à propos d'exprimer au Ministre nos désirs et nos vues au sujet de l'organisation du Conseil des bibliothèques, et spécialement de sa composition, de son recrutement et de ses attributions. Notre collègue, M. Ch. Mortet, rédigea donc un projet de décret, qui fut adopté à peu près sans modifications par le Comtié et dont voici les grandes lignes : le Conseil se composerait de 23 membres, dont 7 de droit, 8 désignés par le Ministre et 8 élus pour 5 ans par les fonctionnaires commissionnés dans les bibliothèques. Il se réunirait obligatoirement au moins deux fois par an et en outre, le cas échéant, sur demande de 6 membres ; il donnerait son avis sur toutes les questions intéressant les bibliothèques et les bibliothécaires et pourrait en outre émettre des vœux. Une section permanente désignée par le Ministre resterait à sa disposition pour donner son avis en cas d'urgence.

C'est en décembre dernier que nous remitmes ce projet au Ministre, M. Briand. Un changement inopiné dans le ministère amena un retard dans l'accomplissement de nos vœux ; mais nous sommes assurés que tous ceux qui peuvent favoriser la réalisation de nos désirs sont d'accord avec nous pour reconnaître la nécessité pour les bibliothèques d'avoir un Conseil où les compétences techniques aient leur place désignées et où les mille questions relatives à l'organisation des bibliothèques puissent enfin être traitées avec suite et succès. Je ne vous dirai point tout ce qu'il a fallu d'études, de lettres, de visites, d'efforts répétés pour arriver, non pas encore à tenir notre Conseil, mais simplement pour avoir une espérance fondée d'en obtenir la prochaine réalisation. Vous savez que le succès complet ne vient jamais en un jour.

Les autres questions principales que nous avons abordées dans nos réunions sans en faire l'objet d'une action extérieure, celle-ci étant concentrée sur l'obtention du Conseil des bibliothèques, ont été les suivantes.

Le stage. — Il y a encore dans nos bibliothèques un nombre considérable de jeunes gens dont la situation n'est pas nettement définie et qui, sous les noms divers d'auxiliaires bénévoles, de stagiaires, d'attachés, remplissent des fonctions non rémunérées et sans avenir positif. Dès la dernière assemblée générale, nos collègues MM. Cornillot et Legrand avaient appelé l'attention de l'A. B. F. sur cette situation et en juillet dernier, vous avez Messieurs, discuté un vœu tendant à mettre fin aux abus qui résultent de cette situation. Un article de notre collègue, M. Chapot, paru dans le numéro de juillet 1907, mit aussi en lumière ce que contenait d'instable, d'arbitraire et d'injuste cette situation des stagiaires (1) ; depuis lors, la question s'est trouvée plusieurs fois ajournée. Je vous la signale comme une de celles que nous ne pouvons abandonner, car elle prête trop à des incon-

(1) *Bulletin*, 1907, n° 4, p. 101.

vénients multiples et elle comporte une injustice que nous ne devons point accepter.

La situation des bibliothèques municipales. — Depuis la communication très étudiée de notre collègue M. Oursel, nous n'avons rien pu faire non plus à ce sujet ; cependant nous pourrions dès maintenant commencer à agir par vœux, conférences, lettres au Ministre, après, toutefois, nous être mis bien d'accord sur un programme minimum dont nous poursuivrions la réalisation par notre effort collectif. Notre collègue M. Oursel et tous nos collègues de province sont là, prêts à nous ouvrir les voies de cette action et à nous presser d'y entrer sans retard.

Bien d'autres questions s'imposent à notre attention : nous ne pourrions sans doute les résoudre toutes à la fois, ce qui serait de fort mauvaise méthode, nous pouvons cependant ici les rappeler brièvement et marquer le point où elles en sont. D'ailleurs, si, par notre action collective, nous ne pouvons guère faire qu'une chose à la fois, il n'en est pas de même du travail d'étude. Ce ne sont pas les mêmes personnes qui se chargent des travaux préparatoires pour toutes les questions. Pendant donc que l'un creuse un point, l'autre en aborde un autre, et le Comité peut ensuite utilement consacrer ses réunions, tantôt à une chose, tantôt à une autre ; souvent même, dans une seule réunion, on peut adopter tel vœu, décider telle démarche, et rendre ainsi collectif le travail individuel.

Nous avons donc à ne pas perdre de vue le statut légal de nos bibliothèques publiques. Quatre catégories peuvent préparer le leur dès à présent : Bibliothèque nationale, bibliothèques secondaires de Paris ; bibliothèques universitaires et bibliothèques municipales. Ces deux dernières catégories ont même déjà leurs projets tout prêts, et il ne s'agirait plus que de ramener à l'unité pour chacune d'elles les divers projets énumérés. D'autres questions concernant les bibliothèques municipales s'imposent également à notre attention : la publication de la liste des bibliothèques classées, dont va vous entretenir notre collègue M. Oursel ; la constitution et l'échange des retraites des bibliothécaires municipaux, actuellement chose infiniment variable, et dont la régularisation est demandée de divers côtés.

Au point de vue de l'initiative privée, l'action collective de l'A. B. F. a eu en vue de faciliter les initiatives de nos collègues. C'est ainsi que nous avons chaudement recommandé la création dans chaque ville d'une Société des amis de la bibliothèque, qui put travailler à la faire connaître, à l'enrichir et à lui donner une vie plus grande au sein de la cité. Notre collègue M. Michel a donné l'exemple à Amiens, et il a indiqué à nos collègues, dans un article du *Bulletin* (1), ce qu'il avait fait et ce qu'il voulait faire. Nous avons également proposé, et ici M. l'abbé Langlois avait devancé notre initiative, de composer partout de petits guides des bibliothèques destinés à en faciliter l'usage aux lecteurs.

(1) *Bulletin* 1907, n° 4, p. 96.

Ce ne sont là, nous l'espérons, que des avant-coureurs : il faut que sociétés et guides se multiplient, et que toute autre initiative heureuse puisse recevoir la consécration de l'encouragement de notre Association.

Quant à la vie intérieure de l'Association, condition indispensable de sa vie extérieure, elle s'est manifestée par de nouvelles adhésions et par l'extension du *Bulletin*.

Nous avons eu à déplorer les décès de MM. Manoury et Barbou, ainsi que quelques démissions ; nous avons enregistré, par contre, vingt-deux adhésions, ce qui porte le nombre de nos membres à 259. Si le nombre ne fait pas à lui seul la force, il en est une condition : il faut donc que nos collègues ne perdent aucune occasion d'amener à nous ceux qui n'ont pas encore adhéré et qui n'attendent peut-être qu'une invite un peu pressante pour le faire. Quant au *Bulletin*, il nous faut chercher les moyens de l'étendre doublement : lui ouvrir d'une part une clientèle plus étendue, d'autre part lui procurer les annonces des commerçants tels que libraires, fabricants de fournitures bibliographiques, qui ont intérêt à se faire connaître des bibliothécaires et des amateurs de livres ; à ce prix, nous pourrions le faire paraître plus souvent, y multiplier les articles de fonds, aussi bien que les informations, et étendre ainsi le rôle qu'il commence déjà à jouer.

Je ne vous ai indiqué là que quelques-uns des moyens d'action dont nous disposons ; il y en a trop d'autres pour que nous puissions tous les examiner ici : assemblées fréquentes, conférences au grand public, office de renseignements, catalogues collectifs, etc., etc. Il en est un cependant sur lequel j'aurai à cœur de dire un mot : nous avons souhaité qu'une partie de nos réunions eût lieu en province, pour nous faire voyager davantage. Nous n'avons encore rien réalisé de ce projet. Nos collègues de province ici présents pourraient nous dire sans doute s'ils ne pensent pas qu'on pourrait essayer de ces réunions : je les souhaite cordialement et, le désir rendant l'espérance facile, j'en espère bien la réalisation. Pourquoi, en toute hypothèse, ne ferions-nous pas du moins un essai ?

Quoi qu'il en soit, nous avons de multiples raisons d'agir et un champ d'action indéfini. Nos bibliothèques ne servent, en fait, qu'à quelques catégories de citoyens : elles doivent servir à tous. Que ce soit là le pivot de nos efforts et de nos espérances. Plus haut est le but et plus nous travaillons avec ardeur, plus nous aurons travaillé pour le bien de tous, plus nous aurons chance d'être écoutés pour des revendications plus humbles. La ferme volonté d'orienter nos bibliothèques vers de meilleures destinées nous fera trouver à chaque moment plus exactement la réforme qu'il faut pousser en avant, la voie qui la fera réussir, l'innovation à lancer, le progrès à réaliser. Ce faisant, nous pourrions vivre plus pleinement notre profession, parce qu'alors elle ne sera pas seulement un gagne-pain mieux rémunéré, mais qu'encore elle pourra être l'occupation intelligente et passionnée de notre vie professionnelle.

Ch. SUSTRAC.

Compte-rendu du Trésorier

(ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 AVRIL 1908).

Messieurs et chers collègues,

J'ai l'honneur de vous présenter l'exposé de la situation financière de notre Association pour l'année 1907, ainsi qu'un aperçu sommaire des recettes et des dépenses effectuées pendant les premiers mois de l'année courante.

A la dernière Assemblée générale, les comptes que je vous ai soumis, arrêtés à la date de cette Assemblée (7 avril 1907), comprenaient, outre 1906, les trois premiers mois de 1907 ; il en sera donc fait état dans ce rapport pour l'établissement du bilan définitif de l'année entière.

Recettes de l'exercice 1907.

Les cotisations perçues pour l'année 1907 ont produit la somme de	1.205 »
Somme produite par les annonces et les abonnements au <i>Bulletin</i>	213 50
Somme à laquelle il faut ajouter le reliquat laissé par 1906, soit.....	633 75

(Je ferai remarquer que dans le rapport financier de 1907 ce reliquat n'est mentionné que pour la somme de 563.75, soit une différence en moins de 70 francs, cette somme provenant des cotisations en retard récupérées postérieurement à l'assemblée générale.)

Total.....	2.052 25
------------	----------

Dépenses de l'exercice 1907.

Les dépenses pour 1907 se sont élevées à.....	1.451 85
Elles se répartissent de la façon suivante :	
a) <i>Bulletin</i> :	
Impression de 6 numéros, dont un numéro exceptionnel.	1.022 »
Compte Le Soudier : envoi du <i>Bulletin</i> et commission ...	275 20
b) Frais de correspondance et fournitures de bureau....	98 85
c) Impression de circulaires.....	9 80
d) Location de salles de réunion.....	46 »

Les recettes de 1907 ayant été de.....	2.052 25
Les dépenses de.....	1.451 85

Reste.....	600 40
------------	--------

Total égal.....	2.052 25
-----------------	----------

Il en résulte qu'il y a lieu de reporter au crédit de l'exercice 1908 l'excédent, soit.....	600 40
---	--------

Voici maintenant l'état sommaire des recettes et dépenses des premiers mois de l'année courante :

Report de l'exercice précédent.....	800 40
Cotisations perçues au 26 avril 1908.....	370 »
Dépenses effectuées à la même date.....	201 80

Soit un excédent au crédit de..... 768 60

somme représentant l'encaisse effective de 768 fr. 60 à la date de ce jour. J'ajoute que cette somme ne comprend que 71 cotisations (dont 1 à 20 fr.) de 1908 ; la Société ayant environ 260 membres, il reste près de 170 cotisations à récupérer, ce qui permet d'évaluer approximativement à 1.900 fr. le chiffre des disponibilités du présent exercice.

En prenant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association depuis sa fondation, nous trouvons les chiffres que voici :

Recettes de 1906	1.085 »
Recettes de 1907	1.418 50
Cotisations (jusqu'au 26 avril) 1908.....	370 »

Total..... 2.873 50

Dépenses de 1906.....	451 25
Dépenses de 1907	1.451 85
Dépenses (jusqu'au 26 avril) 1908.....	201 80

Total..... 2.104 90

En caisse au 26 avril 1908..... 768 60

Total égal..... 2.873 50

En résumé, mes chers collègues, les résultats obtenus jusqu'à présent, doivent être regardés comme satisfaisants. Avec de modiques ressources nous avons pu fonder, en 1907, un *Bulletin* qui paraît 6 fois par an, faire face aux menues dépenses indispensables qui, minimes en elles-mêmes, si elles sont prises isolément, finissent par former un total relativement important pour un petit budget comme le nôtre. La conclusion qui s'offre tout naturellement, c'est qu'il faut recruter le plus d'adhésions possibles. De nouveaux membres augmenteront nos disponibilités, mais ils accroîtront aussi notre force morale, la développeront : cette amélioration viendra peu à peu, j'en suis persuadé. En attendant, dès sa création, notre société s'est mise résolument à l'œuvre, comme vous le savez, n'épargnant ni ses démarches ni ses efforts. Et vous me permettrez d'ajouter en terminant — sûr de votre approbation unanime — que, si l'activité de l'A. B. F. s'est si largement affirmée, nous en sommes redevables, en bonne partie, au collègue profondément sympathique et dévoué qui a participé à nos débuts, et qui a si dignement présidé les deux premières années de notre association.

(Applaudissements.)

La liste des Bibliothèques municipales classées

Le décret du 1^{er} juillet 1897, par son article 6, limite et restreint le droit des maires dans le choix des conservateurs ou bibliothécaires des bibliothèques municipales classées. Voici ce texte, très précis :

« Pour les bibliothèques municipales classées, dont l'importance « aura été signalée au ministre par une délibération de la Commission « des bibliothèques nationales et municipales, les maires doivent « choisir les conservateurs ou bibliothécaires parmi les élèves diplômés de l'Ecole des Chartes ou les candidats dont l'aptitude à ces « fonctions aura été constatée après examen.

« Le classement des bibliothèques municipales est établi par arrêté « ministériel.

« Les dépenses de personnel et de matériel demeurent à la charge « des villes. »

Le rapport préliminaire au décret affirme que « l'article 6 ne peut soulever aucune difficulté. » C'est là une assurance que l'expérience a immédiatement démentie : à la Chambre des Députés, un débat très vif s'éleva au sujet de la restriction apportée au libre choix du personnel municipal par le maire de la ville, et, en plusieurs cas, il fallut fermer les yeux sur des infractions certaines aux stipulations de l'article 6. Aussi, pour éviter de rendre trop patentes de semblables et illégales dérogations, a-t-on cru sage de ne point publier la liste des bibliothèques municipales classées. C'est un simple expédient, que condamnent l'intérêt des collections et l'intérêt du personnel.

Le principe du classement est excellent en soi : il a pour but, ici de réprimer des abus constatés, là d'en prévenir la naissance. Mais, lorsque le décret du 1^{er} juillet 1897 fut rendu, il fallait s'assurer qu'il était intégralement applicable, et en assurer l'application. De fait, quelques municipalités reçurent notification de l'arrêté de classement de leurs bibliothèques, mais plusieurs n'en tinrent aucun compte. Il est d'ailleurs impossible d'échapper à cette alternative : ou le classement était considéré comme une nécessité immédiate et impérieuse, et il fallait être ou se mettre en état de l'imposer avec toutes ses conséquences ; ou le classement apparaissait seulement comme une mesure conservatoire utile à généraliser peu à peu, par voie de persuasion, sans qu'on voulût immédiatement le réaliser partout et le rendre obligatoire, sans délai. En ce dernier cas, il était facile d'en établir peu à peu l'usage, pour chaque cas particulier, et de ne légiférer ensuite que pour consacrer et sanctionner l'usage établi. Mais il est bien évident, par le fait même de la promulgation du décret, que le classement a semblé au contraire avoir un caractère d'urgence bien manifeste.

Est-il possible de publier aujourd'hui une liste de classement comprenant seulement les villes qui ont respecté le décret du 1^{er} juillet 1897 depuis sa promulgation ? Deux hypothèses se présentent : cette liste offrirait des lacunes attestant l'impuissance de l'Etat à faire

observer ses prescriptions, impuissance peut-être plus apparente que réelle, et, à coup sûr, nullement irrémédiable. Ou bien, au contraire, on ne pourrait relever dans la liste aucune omission fâcheuse, et le seul inconvénient serait d'engager l'avenir, de lier les parties, d'obliger l'Etat à réprimer toute infraction au décret du 1^{er} juillet 1897 : une telle éventualité est-elle regardée comme dangereuse ?

Nous ne pensons pas que l'Etat soit sans autorité et sans efficace moyen d'action sur les municipalités réfractaires, mais si l'expérience a démontré l'insuffisance du décret du 1^{er} juillet 1897, le texte en peut être corrigé : ne l'a-t-on pas amendé pour les Comités d'inspection et d'achat ? Sans doute le décret a bien prévu et spécifié que le classement serait décidé en suite d'une délibération de la Commission des bibliothèques nationales et municipales ; ce n'est peut-être pas suffisant. La création d'un Conseil supérieur des bibliothèques, demandée par notre Association, apporterait au pouvoir central un secours plus efficace, une autorité plus grande, et atténuerait sans aucun doute l'effet d'interventions étrangères, qui contrarient et entravent, ou qui pourraient contrarier et entraver l'application du décret. De ce que la mise en vigueur du décret a exigé des atténuations et du tact, pour ménager d'ombrageuses susceptibilités, il ne s'ensuit pas que ses prescriptions doivent toujours rester lettre morte.

Il est vrai que l'Etat lui-même, trop souvent depuis 1897, a montré peu de respect pour ses propres décisions par des désignations peu conformes à l'esprit du décret relatif aux bibliothèques municipales : on conçoit mal que les règles très sages, puisqu'elles exigent une garantie professionnelle, imposées aux villes pour le recrutement du personnel technique, ne soient pas observées pour les bibliothèques de l'Etat : c'est fournir une arme bien dangereuse aux résistances locales.

Il est d'autre part bien certain que la défense de l'autonomie communale n'est pas la seule raison invoquée par les municipalités réfractaires. Plusieurs allèguent que leurs ressources trop modiques ne leur permettent point d'attribuer au conservateur de leur bibliothèque un traitement en rapport avec les aptitudes professionnelles qu'on exige d'eux ; et si l'argument est discutable pour les villes importantes, il a, en d'autres cas, une singulière valeur. C'est ainsi qu'échappent au classement, ou qu'y échapperont à l'avenir, des collections qu'il faudrait sauvegarder. Voudra-t-on se résoudre alors à la centralisation des collections bibliographiques, et ne déchaînera-t-on point, par une telle mesure, de violentes polémiques et une résistance presque insurmontable ? L'arrêté consulaire du 8 pluviôse an XI a bien mis à la charge des villes le traitement du conservateur ; mais le décret de 1897, en ajoutant une condition nouvelle à la désignation du conservateur, justifie, nécessite même une dérogation au principe de l'arrêté de l'an XI. Nous avons exposé ailleurs cette opinion (1),

(1) Cf. C. Oursel, *A propos de la réorganisation des bibliothèques et des archives*, dans le *Bibliographe Moderne*, 1907, p. 363 sq. — *La situation des Bibliothécaires municipaux*, dans le *Bulletin de l'Association*, 1907, p. 65 sq.

nous n'y reviendrons pas, mais nous devons ici remarquer qu'elle est partagée par nombre de personnes. Nous en retiendrons seulement que le classement de certaines collections importantes deviendra plus aisé le jour où l'Etat se décidera, par une opportune contribution au traitement du personnel technique, à alléger, sans gravement obérer son propre budget, une charge trop lourde pour une ville pauvre.

Nous estimons donc qu'il y a intérêt public à faire connaître la liste des bibliothèques municipales classées. C'est la conclusion logique du décret du 1^{er} juillet 1897, en ce qui touche l'une de ses dispositions essentielles, dont le principe s'impose à tout esprit réfléchi.

Il y a aussi, à cette publication, l'intérêt particulier du personnel. Le décret de 1897 a conféré un droit exclusif aux candidats pourvus de certains diplômes, aux archivistes-paléographes, à quiconque sera muni, après examen, d'un certificat de capacité ; et l'Etat s'est effectivement préoccupé de définir et d'instituer l'examen prévu, et empressé de délivrer les brevets dont on venait de décider la création. La jurisprudence du Conseil d'Etat permet à tous ceux qui sont lésés dans leurs droits, même éventuels, de poursuivre et d'obtenir l'annulation des décisions illégalement prises. Le droit exclusif spécifié par le décret de 1897 devient illusoire, si ses bénéficiaires ne peuvent faire valoir de titre qui justifie leur intervention. Cette intervention des intéressés ne saurait déplaire à l'administration centrale, puisqu'elle obligerait, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, les villes récalcitrantes à rentrer dans la légalité. Nous jugeons, pour nous, que les droits du personnel technique doivent être défendus : c'est une garantie de bonne administration, et à quoi bon, d'ailleurs, les avoir établis et définis, si c'est pour les laisser violer et périmer. A ce point de vue encore, la publication officielle de la liste des bibliothèques municipales classées est une nécessité.

Nous espérons que l'Association des Bibliothécaires français fera siennes les observations très sommaires que nous présentons à son Assemblée et qu'elle transmettra à qui de droit le desideratum que nous exprimons ici.

C. OURSEL

* * *

La communication de M. Giraud-Mangin sur les *Commissions d'inspection et d'achat des Bibliothèques municipales* sera insérée dans le prochain numéro du *Bulletin*.

Chronique

La prochaine assemblée trimestrielle de l'A. B. F. aura lieu le jeudi 23 juillet prochain. Le lieu, l'heure et le programme seront ultérieurement indiqués par les convocations. Nous prions ceux de nos collègues qui auront des communications à présenter de vouloir bien en informer à l'avance M. le président.



Le Comité de l'A. B. F. s'occupe aussi activement que possible d'obtenir de M. le Ministre de l'instruction publique la création d'un *Conseil supérieur des Bibliothèques*, conformément au projet voté par l'assemblée générale du mois de novembre dernier.

A la suite de la démarche faite par le Bureau de l'A. B. F., au mois de janvier dernier, M. Briand, alors Ministre de l'instruction publique, avait accepté en principe le projet présenté par l'association ; certains détails, concernant la composition et les attributions du Conseil, pouvaient seuls faire difficulté et devaient être examinés par le Directeur de l'enseignement supérieur, M. Bayet, favorable, lui aussi, à la création du Conseil. Mais comme, malgré des promesses réitérées, aucune solution n'était encore intervenue, le Bureau a renouvelé, dans la dernière semaine de mai, auprès du Ministre actuel de l'instruction publique, M. Doumergue, la démarche précédemment faite, en insistant sur la nécessité de créer le plus tôt possible au ministère l'organe indispensable pour réaliser dans les Bibliothèques publiques des réformes depuis longtemps souhaitées. L'accueil très bienveillant fait par M. Doumergue aux membres du Bureau permet d'espérer l'organisation prochaine du Conseil supérieur demandé par l'A. B. F.



Dans sa séance du 15 mai, l'Académie des inscriptions et belles-lettres a décidé de présenter au choix du Ministre de l'instruction publique, pour la chaire de numismatique créée au Collège de France : en première ligne son président, M. Babelon, conservateur du département des monnaies et médailles de la Bibliothèque Nationale ; en seconde ligne, M. Fernand Mazerolle, bibliothécaire de la Monnaie.

Rappelons que ces candidats sont ceux qui avaient été déjà désignés par l'assemblée des professeurs du Collège de France.

Dans la même séance, l'Académie, réunie en Comité secret, a examiné les titres des candidats au fauteuil de M. de Boislisle. Sont définitivement candidats : M. Henri Cordier, professeur à l'Ecole des langues orientales ; M. Paul Fournier, doyen de la Faculté de Grenoble ; M. Théodore Reinach ; M. Albert Martin, professeur à l'Université de Nancy, et notre collègue M. Gaston Raynaud, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque Nationale.



Nominations. — Par arrêté du Préfet de la Seine en date du 1^{er} mai 1908, M. Maurice Wolff est nommé bibliothécaire en chef de la mairie du VIII^e arrondissement.



Nous apprenons, au moment de mettre sous presse, que par un arrêté municipal tout récent, notre collègue, M. Giraud-Maugin bibliothécaire de la ville de Nantes, est promu, à partir du 1^{er} juillet prochain, au grade de conservateur en chef de la Bibliothèque de cette ville. Nous lui adressons nos cordiales félicitations.



Bibliothèque du ministère de l'Instruction publique. — M. S..., docteur en droit, sous-chef du cabinet du Ministre à l'instruction publique, a été nommé, le 12 mars 1906, bibliothécaire au ministère.

Un pourvoi a été formé par un certain nombre de rédacteurs. Suivant eux, en effet, l'emploi de bibliothécaire a été créé en dehors des prévisions du décret réglant l'organisation de l'administration centrale et n'a, par conséquent, aucune existence légale. Mais en admettant, disaient-ils, qu'une nomination quelconque pût être faite à ce poste, elle ne pouvait concerner qu'un fonctionnaire de l'administration centrale, régulièrement entré dans cette administration par la voie du concours.

Le Conseil d'Etat, après avoir entendu M^e Raynal pour les demandeurs et M^e Bernier pour le Ministre de l'instruction publique, vient de donner raison au pourvoi.

La haute assemblée, en effet, a estimé que si la nomination d'un membre du cabinet du Ministre à cet emploi pouvait se concevoir avant l'époque où il n'existait aucun règlement organique à l'administration centrale du ministère, il n'en est plus de même aujourd'hui. Il est vrai que le règlement n'a pas prévu un poste spécial de bibliothécaire, Mais il n'en résulte pas que le Ministre puisse en disposer pour son cabinet, étant donné le caractère de permanence de la fonction, qui est rémunérée, du reste, non sur les fonds du cabinet, mais sur ceux de l'administration centrale. A raison de l'importance que présente cet arrêt pour toutes les administrations, nous en reproduisons les termes :

« Considérant que, si le décret du 26 novembre 1897, qui porte règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du ministère, n'a pas mentionné spécialement la bibliothèque ni les fonctions de bibliothécaire, ce service, par son caractère permanent, n'en doit pas moins, à défaut d'une disposition spéciale à ce décret, être rattaché aux services généraux de l'administration centrale et, par suite, doit être géré par un fonctionnaire faisant partie

des cadres réguliers de cette administration, rétribué par les crédits affectés à ces cadres et en dehors du personnel du cabinet ; que par suite, les requérants sont fondés à soutenir qu'en nommant bibliothécaire du ministère M. S..., attaché au cabinet, alors qu'il ne remplissait pas les conditions prévues, le ministère a méconnu les prescriptions de ce décret... »

En conséquence, l'arrêté de nomination a été annulé.



Bibliothèque de l'Institut. — La salle de lecture de la Bibliothèque de l'Institut est ornée depuis quelques semaines d'une œuvre d'art intéressante : une copie d'un portrait de Descartes, qui a été exécuté par le peintre hollandais Beck pendant les derniers mois de la vie de l'illustre philosophe et qui est conservé à l'Observatoire de Stockholm.

Cette copie a été offerte à l'Académie des Sciences de l'Institut de France par l'Académie royale des Sciences de Suède.



Annuaire des bibliothèques. — La mort de M. Ulysse Robert inspecteur général des Bibliothèques survenue en 1903 a entraîné la disparition de l'*Annuaire des bibliothèques et des archives* fondé en 1886. Depuis cinq ans l'administration et les bibliothécaires souhaitent la reprise de cette publication. M. Vidier sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale vient de donner satisfaction à ce vœu. Le nouvel *Annuaire des bibliothèques et des archives* portant la date de 1908 forme un volume in-16 de 353 pages mis en vente par la librairie E. Leroux, 28, rue Bonaparte au prix de 5 francs. D'heureuses innovations ont été apportées tant dans le plan général de l'*Annuaire* que dans la rédaction des notices particulières. Les établissements au lieu d'être classés par catégories administratives, et ensuite par villes dans chaque catégorie, sont indiqués en une seule série alphabétique des noms des localités. Les notices des bibliothèques comportent l'indication des jours et heures d'ouverture, dates de vacances, nom du bibliothécaire et accessoirement de son ou de ses adjoints, le chiffre global du budget, avec spécification de la part faite au personnel dans ce budget, le nombre de volumes imprimés, le nombre des incunables et des manuscrits, le titre des catalogues, inventaires et notices historiques concernant chaque établissement. Une nouvelle édition de l'*Annuaire* paraîtra en 1910. Les bibliothécaires qui auraient à signaler des additions et rectifications pourront les faire parvenir soit directement à M. Vidier, soit au bureau de l'A. B. F., qui ne manquera point de les communiquer à l'auteur de l'*Annuaire*. Enfin renseignement complémentaire, il a été fait un petit tirage d'une vingtaine de pages concernant la Bibliothèque nationale. Ce tirage à part qu'un prix très modique rendra accessible aux bourses les plus mo-

destes permettra à tous les travailleurs d'utiliser les très nombreux catalogues de la Bibliothèque nationale.



Bibliothèque nationale. — Département des imprimés. Le département des imprimés s'est enrichi d'une belle collection de reliures modernes léguée par M. Audéoud.

Le *Catalogue général* des imprimés est maintenant achevé pour les noms d'auteurs commençant par les lettres A. B. C. Le premier volume de la lettre D qui forme le 35^e volume de la publication a été mis sous presse.

Département des manuscrits. M. H. Omont conservateur du département des manuscrits, qui s'efforce, depuis longtemps, tant par des recherches préparatoires que par des négociations longues et laborieuses de faire rentrer les manuscrits concernant la France conservés dans des collections privées de l'étranger, vient de racheter à sir Thomas Philipps avec le concours financier de quelques généreux donateurs tels que Mme la baronne James de Rothschild, M. le baron Edmond de Rothschild, M. Maurice Fenaille, une collection de 272 manuscrits du plus haut intérêt, jusqu'alors conservés à Cheltenham. La célèbre bibliothèque Philipps contient encore un grand nombre de manuscrits qu'il serait désirable de fixer dans nos collections publiques. Nous souhaitons que M. Omont trouve à bref délai tant dans les caisses de l'Etat que dans celles de nos généreux mécènes de nouvelles ressources lui permettant de continuer une œuvre qu'il poursuit avec autant de science que de dévouement, en dépit des difficultés que fait naître l'exportation des manuscrits sur le marché américain.



Bibliothèque historique de la Ville de Paris. — Le premier volume du *Catalogue méthodique* vient de paraître sous la direction de M. Marcel Poëte ; il est consacré aux impressions du xvi^e siècle relatives à l'histoire de Paris et de la France. Le rédacteur des notices, M. E. Clouzot, a donné, ainsi qu'il convient pour un catalogue aussi spécial, des descriptions bibliographiques très détaillées. Une table alphabétique permet d'utiliser les très nombreux renseignements historiques et bibliographiques apportés par le catalogue. Au point de vue typographique le volume qui sort des presses de l'Imprimerie nationale a été établi sur le modèle du catalogue général des imprimés de la Bibliothèque nationale.

Le troisième fascicule du *Bulletin de la Bibliothèque historique de la ville de Paris* vient de paraître, il contient une notice sur l'office d'informations bibliographiques et de recherches sur Paris ; un article de M. H. Monin sur les travaux d'Edme Verniquet, et en particulier le Plan de Paris dit Plan des artistes ; une notice de M. Clouzot sur la

production étrangère relative à Paris de 1905 à 1907 ; un inventaire des papiers de Ledru-Rollin par M. G. Henriot ; la table analytique du tableau de Paris de Mercier, par M. de Bouard.



Conférence internationale de bibliographie et de documentation. — L'Institut international de bibliographie (1, rue du Musée, à Bruxelles), organise pour les 10-11 juillet prochains une Conférence internationale où seront étudiées les questions qui se rattachent à l'unification des méthodes bibliographiques et à l'organisation nationale et internationale des travaux de bibliographie et de documentation. Comme il a été décidé de donner à ces études « le caractère préparatoire au Congrès international, qui se réunira à Bruxelles en 1910, au même moment que le Congrès des bibliothèques », nous avons pensé que cette conférence ne laisserait pas que d'intéresser les membres de l'A. B. F., ceux surtout qui, par suite d'un oubli, n'auraient pas reçu de convocation. Les sujets que l'on se propose de traiter sont les suivants :

1. — ÉTAT DE L'ORGANISATION DE LA BIBLIOGRAPHIE ET DE LA DOCUMENTATION DANS UN PAYS DÉTERMINÉ.

1. Collections. — Indication sommaire des grandes bibliothèques du pays et de la fonction assignée à chacune d'elle dans la documentation générale. Existe-t-il un plan général d'organisation ?

2. Statistique des imprimés. — Données relatives à la production rétrospective (total à ce jour) et à l'année courante ; répartition d'après les matières.

3. — Bibliographie. — Indication sommaire des principaux travaux d'ordre général : Bibliographie et grands catalogues de Bibliothèques, catalogues collectifs des libraires, etc.

4. Coopération. — Travaux bibliographiques entrepris en coopération, catalogues collectifs de Bibliothèque, catalogue de la Bibliothèque nationale organisée de manière à servir à toutes les bibliothèques du pays, etc.

5. Méthodes et règles. — Règles généralement suivies pour la catalogographie et la bibliographie ; entente relative à ces règles et à leur unification. — Classification : système en vigueur, entente et unification.

6. Publications. — Règles ou recommandations formulées afin de conformer les publications aux desiderata d'une bonne documentation, notamment en ce qui concerne les points suivants : Répartition des matières, tables des matières, publication sur fiches, forme et disposition des ouvrages.

7. Iconographie et Photographie documentaire. — Collections existantes, importance, règles pour la formation des collections, classement.

8. Enregistrement bibliographique. Dépôt légal. — Quelles mesures

légales existent pour cet enregistrement ? — Quel est l'organisme chargé de cette fonction. Le système fonctionne-t-il à satisfaction ?

Institutions et Associations. — Bureaux, instituts, offices, sociétés existantes et ayant pour objet la bibliographie, les renseignements, la documentation en général. (Noms, adresse, organisation, travaux, subsides des pouvoirs publics.)

9. *Enseignement.* — Où et par qui il est donné, matières inscrites au programme, sanction des études (diplômes, examen).

10. *Mouvement général en faveur de l'organisation de la bibliographie et de la documentation.* — Principaux faits rétrospectifs, état général actuel et tendance de l'opinion, projets à l'étude.

II. — ÉTAT DE L'ORGANISATION BIBLIOGRAPHIQUE ET DOCUMENTAIRE DANS LES DIVERSES SCIENCES.

1. *Collections.* — Indication sommaire des grandes bibliothèques et collections d'ouvrages existantes dans les divers pays relativement à la science envisagée. Fonction assignée à chacune d'elle dans la documentation générale de la science. Existe-t-il un plan général d'organisation ?

2. *Statistique des imprimés.* — Données relatives à la production rétrospective (total à ce jour) et à l'année courante ; répartition d'après les pays, les années et les espèces d'ouvrages (livres, périodiques, articles de périodiques.)

3. *Bibliographie.* — Indication sommaire des principales bibliographies existantes en montrant comment elles se font suite les unes aux autres et de quelle manière elles couvrent le champ entier de la production.

4. *Coopération.* — Travaux bibliographiques entrepris en coopération ; indication de ces travaux et appréciation.

5. *Méthodes et règles.* — Règles généralement suivies pour la catalographie et la bibliographie de la science ; entente relative à ces règles et à leur unification. Classification : systèmes en vigueur, entente et unification.

6. *Publications.* — Règles ou recommandations qui ont été formulées afin de conformer les publications scientifiques aux desiderata d'une bonne documentation. Notamment en ce qui concerne les points suivants : Répartition des matières, table des matières, publication sur fiches, forme et disposition des ouvrages, etc.

7. *Iconographie et Photographie documentaire.* — Collections existantes, leur importance. Règles suivies pour la formation des collections, classement, communication. Etat de la question.

8. *Enregistrement bibliographique. Dépôt légal.* — Quelles mesures légales ou conventionnelles ont adopté les Congrès internationaux ? Quel est l'organisme chargé de cette fonction ? Quelles sont les sanctions ? Le système fonctionne-t-il à satisfaction ?

9. *Institutions et Associations.* — Bureaux, instituts, offices, sociétés, bibliographie, ayant pour objet les renseignements et la documentation sur les matières.

10. *Enseignement.* — Où et par qui il est donné, matières inscrites au programme, sanction des études (diplômes, examen).

11. *Mouvement général en faveur de l'organisation de la bibliographie et de la documentation dans la science envisagée.* — Principaux faits rétrospectifs, état général actuel et tendances de l'opinion ; projets à l'étude.

Remarques. — Afin de permettre leur parfaite comparabilité il est désirable que les rapports soient présentés dans l'ordre du schéma et en numérotant les paragraphes en concordance avec les numéros.

Les rapports peuvent être présentés avec plus ou moins de développements au gré des rapporteurs. Il importe avant tout de signaler l'existence des faits et des institutions ; pour les détails de leur exposé ou de leur organisation, on pourra, le cas échéant, s'en référer aux publications dans lesquelles sont consignées des données complémentaires. Il est toutefois désirable de voir traiter avec quelques développements les points qui peuvent présenter un intérêt international, soit par leur caractère de nouveauté, soit par l'apport qu'ils peuvent apporter à la coopération internationale.

Il est rappelé que l'usage des langues est facultatif pour les rapports.

Bibliographie

Nous signalons avec plaisir l'apparition du deuxième volume du grand ouvrage anthropologique *Les Races de l'Europe*, qu'avait entrepris depuis longtemps notre ancien président, M. J. Deniker. Ce volume, consacré à la « taille en Europe », fait suite à celui qui traite « de l'Indice céphalique en Europe », et qui a paru en 1897. Les deux volumes sont édités aux frais de l'Association Française pour l'avancement des sciences. On trouve dans ce second volume documentaire les données relatives à la stature dans tous les Etats européens, ainsi que le tableau de la distribution de ces statures par petites unités territoriales (par exemple l'arrondissement en France). La carte de l'Europe au 10.000.000^e, jointe à cet ouvrage, permet, d'un seul coup d'œil, de se rendre compte de cette distribution, tandis que le texte condense en 145 pages in-8° les données tirées des registres officiels du recrutement, et d'autres documents, en partie inédits, les chiffres des tailles moyennes qui ont pour base les mensurations de plusieurs millions d'individus. La bibliographie comprend 325 numéros d'articles éparpillés dans une foule de périodiques de toutes langues.

PAUL LACOMBE. *Livres d'Heures imprimés au xv^e et au xvi^e siècles conservés dans les bibliothèques publiques de Paris. Catalogue.* — Paris, Imprimerie Nationale, 1907, in-8°.

Le catalogue que vient de publier M. Lacombe est un modèle au point de vue bibliographique: La compétence de l'auteur est d'ailleurs depuis longtemps connue. Bien que les Livres d'Heures aient été déjà l'objet de plusieurs études, entre autres celle de Brunet, nous ne possédions pas encore un ouvrage d'ensemble. On sait que le commerce de ce genre de livres prit une très grande extension au xvi^e siècle. Paris avait une grande importance à ce point de vue et fournissait la province. Ce n'est qu'à la fin du xvi^e siècle que la fabrication se ralentit pour mourir au commencement du siècle suivant.

Le catalogue comprend 630 articles, dont 500 éditions différentes (une centaine d'articles ne comportant que des doubles). La Bibliothèque nationale tient facilement le premier rang avec ses 347 livres d'Heures. Malgré quelques lacunes regrettables, qu'il est bien difficile de combler aujourd'hui, à cause surtout du manque de ressources suffisantes, elle reste sans rivale, principalement par l'admirable série des vélins.

Le dépouillement de M. Lacombe a porté sur les dépôts suivants : Bibliothèque nationale, Bibliothèques de l'Arsenal, Mazarine et Sainte-Geneviève, Musée Condé, Collection Dutuit, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, Bibliothèque de l'Ecole des Beaux-Arts, Musée de Cluny, Bibliothèques de l'Université, de la Chambre des députés et de la Ville de Versailles. L'ordre est chronologique pour chaque atelier : Paris, Besançon, Douai, Goupillières, Limoges, Lyon, Marseille, Poitiers, Rouen, Rennes, Tours, Troyes ; Kirchheim et Metz ; Londres ; Cortemaggiore, Ferrare, Naples et Venise ; Anvers et Delft. Le catalogue est précédé d'une longue introduction qui sera plus d'une fois utile aux érudits et aux bibliophiles. Que de sujets d'études, en effet, dans les livres d'Heures : rapports avec les Heures manuscrites, comparaison des calendriers, origine et valeur des prières et des pièces de piété, en latin et en français, en prose et en vers, décoration (ornementation du calendrier avec scènes de l'Ecriture ou figures grotesques), procédés matériels d'exécution des ornements, emploi de la gravure sur bois et de la gravure sur métal, caractères typographiques, enluminure et reliure, etc... M. Lacombe n'a pas abordé tous ces sujets ; son but était de donner un instrument de travail à ceux qui traiteront tel ou tel point : il a pleinement réalisé son dessein.

A. BOINET.

Le Gérant : M. VITRAC.

JEAN et BERGER, Imp: de la *Gazette du Palais*, 20, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris.

Comptes rendus des séances du Comité

SÉANCE DU VENDREDI 14 MAI 1908

La séance est ouverte à 5 heures, sous la présidence de M. Charles Mortet.

Membres présents : MM. Deniker, Gautier, Hildenfanger, Martin, Mortet, Sustrac, Viollet et Vitrac.

Se sont excusés : MM. Auvray, Marais, Oursel, Poirée et Vidier.

Sont admis membres de l'Association : M. Le Pelletier, sous bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, présenté par MM. H. Martin et Ch. Mortet ; M. Jean Laran, stagiaire au département des estampes de la Bibliothèque Nationale, présenté par MM. Martin et Vitrac.

M. Ch. Mortet rend compte d'une démarche qu'il a faite, au nom du Comité, auprès du rapporteur général du budget, M. Steeg, pour lui rappeler le vœu exprimé par l'A. B. F., de voir créer, au plus tôt, au Ministère de l'Instruction publique, un Conseil supérieur des bibliothèques. M. Steeg a accepté d'entretenir le Ministre du vœu de l'Association, mais il croit qu'il serait opportun que le Bureau de l'A. B. F. mit le Ministre au courant de l'état de la question et lui rappela l'excellent accueil fait par M. Briand à l'idée de créer un Conseil supérieur des bibliothèques.

Le Comité décide que M. Mortet sollicitera, au nom du Bureau, une audience du ministre.

M. Mortet soumet au Comité un plan général de travail. Il conviendrait d'avoir, au lendemain du jour où un Conseil supérieur des bibliothèques serait constitué, un certain nombre de vœux formels à lui présenter. Il faut donc, dès à présent, étudier les réformes les plus urgentes. C'est le sentiment unanime du Comité. Mais, ce principe admis, quelle est la méthode de travail à adopter ? Faut-il étudier d'abord les seules réformes d'ordre général, susceptibles d'intéresser toutes les bibliothèques, s'efforcer de rédiger une sorte de statut unique des bibliothèques publiques ? Après une discussion à laquelle prennent part MM. Mortet, Martin, Viollet et Vitrac, on convient que les bibliothèques ont des origines, des besoins et des règlements si divers, qu'il est difficile de rédiger un statut général. Cependant les bibliothèques peuvent être rangées dans un certain nombre de catégories : 1° Bibliothèque Nationale ; 2° grandes Bibliothèques de Paris ; 3° Bibliothèques universitaires et Bibliothèques annexées à des établissements d'enseignement supérieur ou à des corps savants ; 4° Bibliothèques municipales, classées ou non classées. Le Comité invite chacun de ses membres à étudier un projet de règlement pour la catégorie à laquelle il appartient.

La séance est levée à 6 h. 3/4.

SÉANCE DU VENDREDI 12 JUIN 1908

La séance est ouverte à 5 heures, sous la présidence de M. Ch. Mortet.

Sont présents : MM. Auvray, Deniker, Hildenfinger, Gautier, Mortet, Poirée, Sustrac, Vidier et Viollet.

Se sont excusés : MM. Giraud-Mangin, Michel, Oursel et Vitrac.

M. Mortet rend compte des visites faites récemment au Ministre et au Directeur de l'enseignement supérieur. Une audience a été accordée par le nouveau ministre de l'instruction publique, M. Doumergue, au président de l'A. B. F. qui, accompagné de MM. Gautier et Vitrac, a été reçu le 27 mai. M. Doumergue, dont l'accueil fut très cordial, promit que le vœu de l'A. B. F. tendant à la création au Ministère d'un Conseil supérieur des Bibliothèques recevrait promptement satisfaction. La même promesse fut renouvelée quelques jours après (le 10 juin), par M. Bayet. Un projet de décret est actuellement en préparation, et la présence de l'élément professionnel (membres nommés et membres élus) a été jugée utile par l'administration.

M. Bott, pourvu du diplôme de bibliothécaire universitaire, présentement professeur au collège de Brives, est élu membre de l'Association.

Lecture est ensuite donnée de la correspondance.

M. Giraud-Mangin informe le Comité qu'il vient d'être nommé conservateur de la Bibliothèque municipale de Nantes.

M. Levêque, bibliothécaire à Saint-Etienne, demande des renseignements statistiques sur le budget des bibliothèques municipales. Un article paraîtra à ce sujet dans un des prochains numéros du *Bulletin*.

L'examen des questions dont devra s'occuper le futur conseil supérieur des Bibliothèques est ensuite discuté. Les questions relatives aux bibliothèques universitaires feront l'objet, pour une prochaine réunion du Comité, d'une communication de M. J. Gautier. Pour les bibliothèques municipales, les avis de MM. Cagnieul, Giraud-Mangin et Michel seront sollicités.

La prochaine réunion du Comité est fixée au jeudi 16 juillet. L'assemblée trimestrielle aura lieu le jeudi suivant 23 juillet.

La séance est levée à 7 heures.

COMPTE RENDU

de

l'Assemblée trimestrielle du 23 juillet

La séance est ouverte à 5 heures, à l'Hôtel des Sociétés Savantes, sous la présidence de M. Ch. Mortet.

Etaient présents : MM. Cornillot, Coyecque, Deniker, de Ridder, Dorveaux, J. Gautier, Giraud-Mangin, L. Hahn, abbé Langlois, Le-long, Legrand, Mazerolle, Mortet, de Nussac, Ruelle, Sepet, Strzembosz, Sustrac, Viollet et Vitrac. S'étaient excusés : MM. Bamberger, Bott, Cagnieul, Deslandres, Jadart, Marais, Michel, Oursel, Rousselle et Salingardes.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 26 avril, lu par M. Vitrac, secrétaire, est approuvé.

Le président informe l'assemblée que, dans la première quinzaine de juillet, M. le directeur de l'enseignement supérieur l'a officiellement avisé que M. le ministre de l'instruction publique s'occupait de préparer un décret instituant un *Comité consultatif des bibliothèques*, en prenant dans le projet préparé, en 1906, par la sous-commission extra-parlementaire des bibliothèques et dans le projet présenté, en décembre 1907, par le bureau de l'A. B. F. tout ce qui lui paraîtrait compatible avec l'exercice de l'autorité gouvernementale. Le texte ne sera arrêté qu'après avoir été examiné par les inspecteurs généraux des bibliothèques ; ce qui reporte jusqu'après les vacances la rédaction définitive et la signature du décret.

M. Mortet informe également l'assemblée que l'administration centrale du Ministère de l'instruction publique, loin de se refuser, comme on pourrait le croire d'après les observations présentées dans la dernière assemblée générale, à la publication de la liste des bibliothèques municipales classées, l'avait autorisé à insérer cette liste dans le prochain numéro du *Bulletin de l'A. B. F.* (V. ci-après, p. 61).

M. Deniker fait remarquer que l'on peut voir par ces deux faits, quelle action utile exerce l'Association. Les résultats obtenus par l'A. B. F. sont dus, pour une large part, à l'activité éclairée de son président. (*Applaudissements.*) M. Mortet remercie M. Deniker : il n'a fait que recueillir les fruits des démarches multipliées de son prédécesseur à la présidence.

Le programme de l'assemblée trimestrielle comprenait deux questions : la première avait trait au recrutement des bibliothécaires dans les bibliothèques, autres que les bibliothèques municipales, — la seconde concernait les mesures rendues nécessaires par une récente décision du Conseil d'Etat, déclarant de nul effet les dispositions du décret de 1897 qui, pour les bibliothèques municipales classées, res-

treignent le droit conféré par la loi de 1884 au maire de nommer le bibliothécaire.

L'assemblée consultée, décida qu'il y avait lieu d'aborder en premier lieu la seconde de ces questions sur laquelle un de nos collègues avait préparé une communication.

M. E. Coyecque ayant donné lecture d'un travail très complet sur l'arrêt précité du Conseil d'Etat (1), une discussion s'ouvrit à laquelle prirent part MM. Deniker, Giraud-Mangin, Lelong et Mortet, et l'assemblée fut unanimement d'avis que, puisque le décret de 1897 était inopérant, il convenait de demander aux pouvoirs publics de transformer ce décret en un texte de loi. Sans se faire illusion sur les difficultés qu'on devrait surmonter pour obtenir un tel vote des Chambres, l'assemblée émit le vœu *que les dispositions du décret de 1897 fussent transformées le plus tôt possible en dispositions législatives*, et chargea son bureau de faire les démarches nécessaires pour arriver à ce résultat.

L'heure avancée ne permit pas de discuter au fond la question du recrutement des bibliothécaires. M. Mortet fit l'exposé des différentes solutions qui avaient été proposées. Convient-il de maintenir, avec ou sans modifications, les conditions spéciales et les examens distincts qui existent actuellement ? Est-il préférable d'instituer un certificat d'aptitude unique, obtenu après concours, suivant les conditions indiquées par le projet de la sous-commission extra-parlementaire des bibliothèques ? Dans ce dernier cas, comment devrait être réglée la situation des candidats diplômés qui, ne pouvant être nommés immédiatement, faute d'emploi vacant, feraient un service provisoire dans l'une de ces bibliothèques ?

Un simple échange de vues eut lieu entre MM. Cornillot, Lelong, Mortet, Viollet et Vitrac, et il fut décidé que la question serait inscrite en tête du programme de l'assemblée trimestrielle d'octobre.

La séance fut levée à 7 heures.

La liste des Bibliothèques municipales classées

Note additionnelle.

Dans une intéressante communication, lue à l'assemblée générale du 26 avril dernier et insérée au numéro 3 de notre *Bulletin* (p. 46-48), notre confrère M. Oursel avait montré combien il était regrettable, à divers point de vue, que la liste des bibliothèques municipales classées, et par conséquent soumises aux conditions prévues par le décret du 1^{er} juillet 1897, n'eût jamais été publiée par le ministère de l'instruction publique et ne fût pas officiellement connue.

Il paraît que M. Oursel et tous ceux de ses confrères qui ont en-

(1) V. ci-après p 69.

tendu et approuvé sa lecture, étaient dans l'erreur en pensant que l'administration centrale de l'instruction publique, pour des raisons de prudence exagérée, se refusait systématiquement à publier cette liste. Il résulte, en effet, de renseignements obligeamment donnés par cette administration, que tout intéressé pouvait — du moins dans la pratique actuellement suivie par les bureaux, — savoir, en en faisant la demande, si une bibliothèque municipale était classée ou non. Comme preuve de ces dispositions libérales, auxquelles nous sommes heureux de rendre hommage, mais qui ont peut-être un peu tardé à se manifester, nous sommes autorisés à publier, dans la présente note rectificative, la liste officielle des trente-cinq bibliothèques qui sont actuellement classées. Ce sont celles des villes suivantes :

Aix (Bibliothèque Méjanès) ; Amiens ; Arras ; Auxerre ; Avignon (Bibliothèque et Musée Calvet) ; Besançon ; Bordeaux ; Caen ; Cambrai ; Carpentras ; Châlons-sur-Marne ; Chartres ; Clermont-Ferrand (Bibliothèque municipale et universitaire) ; Dijon ; Douai ; Grenoble ; Lille ; Limoges ; Lyon (Bibliothèques de la ville et du Palais des Arts) ; Marseille ; Montpellier ; Nancy ; Nantes ; Nice ; Nîmes ; Orléans ; Poitiers ; Reims ; Rennes ; Rouen ; Saint-Etienne ; Tours ; Toulouse ; Troyes ; Versailles.

On remarquera que le nombre actuel des bibliothèques classées est notablement inférieur à celui des bibliothèques municipales dans lesquelles il existe, aux termes du décret de 1897, un « fonds d'Etat » important. C'est que le ministère de l'instruction publique a dû, pour le classement, tenir compte, en fait, d'un second élément : le chiffre des crédits annuellement votés par la municipalité pour le personnel de la bibliothèque. Là où ces crédits sont trop faibles pour rémunérer convenablement le service d'un bibliothécaire de profession, et ne constituent qu'une indemnité correspondant au temps limité qu'un professeur du collège ou une personne lettrée de la ville consacre aux soins de la bibliothèque, il a paru impossible d'appliquer les dispositions du décret de 1897. Le classement, dans ces villes, ne pourra, croyons-nous, avoir lieu que le jour où l'Etat se résoudra à contribuer au traitement du bibliothécaire municipal pour une fraction proportionnelle à l'importance de la partie de la bibliothèque qui est restée « fonds d'Etat » (1). Les accords financiers qui pourraient intervenir dans un certain nombre de villes en vue du classement de la bibliothèque, auraient, en outre, l'avantage de faciliter l'acceptation *volontaire*, par la municipalité de chacune de ces villes, des conditions spéciales fixées pour la nomination des bibliothécaires par le décret de 1897, dont les dispositions ne semblent pas pouvoir leur être *imposées* par la législation actuelle, d'après la jurisprudence toute récente du Conseil d'Etat (2).

CH. MORTET.

(1) V. l'exposé de cette manière de voir dans l'article de M. Oursel inséré au tome I du *Bulletin*, p. 65-68.

(2) V. ci-après l'article de M. Coeyecque.

LES COMITÉS D'INSPECTION ET D'ACHATS

dans les

Bibliothèques municipales

La réglementation des bibliothèques municipales relève encore aujourd'hui de la fameuse Ordonnance royale du 22 février 1839, rédigée sous la direction de M. de Salvandy, Ministre de l'instruction publique. Il est curieux de constater que tous les articles concernant la Bibliothèque Nationale et les autres bibliothèques d'Etat ont été peu à peu modifiés et finalement abrogés, comme ne répondant pas aux nécessités nouvelles, tandis que le Titre III, relatif aux bibliothèques communales, se maintient encore intact, fortifié même par le décret du 1^{er} juillet 1897, qui lui emprunte tous ses éléments.

C'est l'Ordonnance de 1839 qui institua les Comités d'inspection et d'achats, auxquels sont dévolus la surveillance absolue des services et l'emploi de tous les fonds affectés aux acquisitions, c'est-à-dire que de leur compétence dépend l'enrichissement scientifique des Bibliothèques qu'ils gouvernent.

Cette question du développement de nos collections est assurément une des plus importantes qui puissent préoccuper les bibliothécaires et les savants. Dans les bibliothèques de l'Etat, elle a été résolue dans un sens favorable à l'autorité compétente des bibliothécaires ; dans les bibliothèques universitaires, une part d'initiative est également réservée aux fonctionnaires qui ont la responsabilité de leur gestion ; mais dans les bibliothèques municipales, régies par le décret de juillet 1897, qui renouvelle les prescriptions draconiennes de l'ordonnance de 1839, l'action des bibliothécaires peut être complètement annulée par le Comité d'inspection et d'achats.

Il m'a semblé qu'au moment où notre Association se préoccupait d'agir pour améliorer le fonctionnement de toutes les bibliothèques, il pouvait être intéressant de traiter la question de l'autorité des Comités d'inspection et d'achats dans les bibliothèques municipales.

I. LA FONDATION DES COMITÉS. — Lorsque fut rédigée l'Ordonnance du 22 février 1839, le besoin de mesures énergiques pour assurer la conservation et la mise en œuvre de nos richesses scientifiques était réel, indiscutable. Comme le déclarait le Ministre, les bibliothèques publiques des départements n'avaient pas de règlement commun. Pour les achats, l'entretien, le catalogage, rien n'était institué.

Depuis la Convention, en effet, bien peu de chose avait été tenté pour organiser les dépôts de livres, saisis sur les congrégations, le clergé, les émigrés. D'ailleurs, dans cette époque troublée, tout manquait : argent, locaux et spécialistes. Le gouvernement avait cru trouver une solution satisfaisante en annexant une bibliothèque à chaque école centrale de département. Le résultat était assez misérable, quand un arrêté consulaire du 28 janvier 1803 vint régler le sort de ces bibliothèques, en les mettant à la disposition des communes, à charge pour celles-ci de les entretenir et de payer le traitement des conservateurs.

Il n'est question nullement de faire des acquisitions nouvelles: mettre en ordre les collections existantes est la mesure la plus urgente, qui semble devoir suffire aux besoins présents.

Ces besoins alors étaient bornés. Jusqu'au règne de Louis-Philippe les circonstances générales furent peu favorables aux études. Pourtant, après 1820, la réorganisation de l'instruction secondaire opérée par Napoléon, commence à porter ses fruits. La paix aidant, le goût de la philosophie et de l'histoire se développe, et les efforts tenaces de Guizot, sous Louis-Philippe, contribuèrent à augmenter le nombre des lycées et des Facultés, en même temps que l'instruction primaire était régulièrement constituée (1833).

Les bibliothèques devinrent un objet d'attention soutenue de la part du gouvernement. Le dépôt légal, institué en 1810, modifié par une ordonnance du 9 janvier 1828, mettait un exemplaire des livres imprimés à la disposition du Ministère de l'intérieur. On songea à faire profiter de cette importante contribution les bibliothèques publiques du royaume, suivant leurs besoins et leur importance (*Ordonnance du 27 mars 1828*).

En 1835, le ministre Guizot, dans un rapport au roi, déclarait nécessaire d'améliorer l'état des bibliothèques existantes, tant à Paris que dans les départements : « Ces établissements, disait-il, sont, en général, dénués de ressources, et les crédits affectés à leurs dépenses matérielles, soit par le budget de l'Etat, soit par les administrations communales, sont trop faibles pour se prêter à des acquisitions nombreuses. » (*Rapport au roi et ordonnance royale qui règle la répartition des livres provenant du dépôt légal, 30 juillet 1835*.)

Déjà le même Ministre, dans une *Circulaire relative à la confection d'un catalogue des bibliothèques publiques* (22 novembre 1833), avait pu constater que depuis 40 ans « les bibliothèques publiques des départements étaient dans une situation provisoire » et qu'« elles n'étaient fréquentées que par un très petit nombre de lecteurs ».

Pour améliorer la situation présente, mettre au jour les richesses enfouies, faciliter les échanges, le Ministre demandait que chaque bibliothèque lui envoyât : 1° une copie de son catalogue méthodique ; — 2° la liste exacte de tous les ouvrages doubles ou triples ; — 3° la liste des ouvrages dépareillés ; — 4° la liste des ouvrages donnés depuis 25 ans par le gouvernement ; — 5° la liste des raretés typographiques ; — 6° le catalogue *raisonné* de tous les manuscrits !

La circulaire resta *naturellement* lettre morte. Le désordre qui n'avait cessé de régner dans les bibliothèques depuis la Révolution ne pouvait être enrayé, au pied-levé, du jour au lendemain, avec un personnel insuffisant et mal rétribué. Aussi la plupart des bibliothèques ne répondirent-elles pas, comme le constate, quatre ans plus tard, et non sans amertume, M. de Salvandy, dans son *Instruction relative à l'établissement de la situation des bibliothèques communales* (31 juillet 1837) : « Cet état de choses doit avoir un terme, déclare le ministre. Dans un temps où l'activité du génie national se tourne presque toute entière vers l'étude de la science, les dépôts de nos

richesses intellectuelles ne peuvent plus être abandonnés à l'incurie qui les néglige, et par suite, au désordre qui les dissipe. Le vœu de la loi doit être rempli ; les dispositions de la circulaire doivent être exécutées. »

Et c'est dans l'intention de mettre une fin à l'anarchie existant dans les bibliothèques de province que, quelque temps après, la circulaire de 1839, placera les bibliothécaires sous la surveillance étroite d'un Comité nommé par le ministre.

Si je me suis attardé sur l'organisation lente et difficile de nos dépôts publics pendant la Restauration et le règne de Louis-Philippe, c'est pour bien montrer à quel besoin répondait la création des Comités. pourquoi ils furent constitués.

A cette époque, pas de bibliothécaires professionnels. Les communes confiaient cette fonction délicate à des littérateurs ou à des savants locaux, qui ignoraient généralement tout de la bibliographie, et qui étaient incapables, par suite, de classer l'innombrable fonds du passé. Pas de catalogues ; à peine, de ci, de là, quelques inventaires fort incomplets. Comment le ministre pouvait-il s'étonner qu'on ne pût dresser la liste des doubles ? Reconnaître les livres rares ? Inventorier les manuscrits ? Vraiment, il semble bien que dans ce temps d'exactitude approximative, d'érudition *romantique*, on ait mis, une fois de plus, la charrue avant les bœufs. Il eût fallu faire des bibliothécaires avant de réorganiser les bibliothèques.

Le silence qui accueillait les circulaires impératives du gouvernement ne peut nous surprendre. Pensez combien d'années il a fallu pour que les richesses bibliographiques de la France fussent enfin connues et classées. Le *xix^e* siècle y a suffi à peine. Et encore bien des collections ne sont-elles pas inventoriées aujourd'hui, malgré de persévérants efforts !

Le gouvernement était dans son rôle en voulant remédier, à tout prix, à la situation déplorable des bibliothèques. Il crut qu'en mettant leur gestion sous la surveillance directe de Comités investis d'une autorité inquisitoriale, il hâterait la confection des catalogues, et empêcherait une incurie préjudiciable à la conservation intégrale de nos riches collections.

On comprend maintenant quelles justes préoccupations poussèrent l'autorité administrative à rédiger la fameuse circulaire du 22 février 1839, et à instituer dans toutes les bibliothèques *municipales* de France des Comités d'inspection. Voici le texte exact de l'article 38 du Titre III, qui jusqu'à nos jours a réglé le développement de ces établissements :

« Il sera établi par notre Ministre de l'instruction publique, dans toutes les villes qui possèdent une bibliothèque, sous la présidence du maire, un Comité d'inspection de la bibliothèque et d'achat des livres, qui déterminera l'emploi des fonds consacrés aux acquisitions, la confection des catalogues, les conditions des échanges proposés. Tous les ans, à l'époque des vacances, l'état des acquisitions sera adressé

à notre Ministre de l'instruction publique, pour être annexé au grand livre des bibliothèques de France. » (1).

Quant au bibliothécaire, à ses droits, à ses obligations, il n'en est autrement question dans la circulaire que pour en donner la nomination au Ministre de l'instruction publique ; ce qui, heureusement ou malheureusement, n'a pas été longtemps maintenu.

Dès lors, le premier fonctionnaire des bibliothèques municipales est mis par l'autorité supérieure dans un effacement dont il sort à grand'peine aujourd'hui. Il reste sous la tutelle plus ou moins effective des membres des Comités d'inspection et d'achats.

II. FONCTIONNEMENT DES COMITÉS. — A vrai dire, les Comités eurent un rôle utile dans les premiers temps de leur fondation. Grâce à eux, les bibliothécaires, plus ou moins occasionnels, furent obligés de sortir de leur torpeur ; ils ont été tenus de commencer la rédaction des catalogues, de mettre de l'ordre dans les collections. Souvent ils ont pu s'appuyer sur les Comités, puissance officielle, pour obtenir des améliorations dans l'aménagement des locaux, dans le service même des employés. Mais il ne paraît pas, en général, que l'activité des Comités se soit exercée d'une façon très heureuse dans les acquisitions nouvelles qu'ils effectuèrent.

A l'origine, le mal était sans grande importance, tant les crédits mis à leur disposition étaient restreints ; mais il s'est aggravé par sa longue durée, au fur et à mesure que la générosité des communes progressait, et que les besoins du public étaient plus exigeants.

En réalité il arrivait souvent, — et cela arrive encore, — que les Comités s'effaçaient volontiers devant la compétence d'un bibliothécaire savant et actif. Dans plusieurs villes même, ils ne se réunissaient jamais, ne voulant pas jouer un rôle qu'ils sentaient à la fois humiliant pour le bibliothécaire et au-dessus de leurs connaissances. Les instructions que les Comités pouvaient donner au fonctionnaire responsable du service, ou restaient lettres mortes, ou n'avaient qu'une autorité précaire. Ce que j'en dis du passé, peut également bien s'appliquer au présent.

Je le répète, l'utilité des Comités d'inspection a été plutôt morale que matérielle. Et malgré la ténacité méritoire du Ministère, le fonctionnement en fut toujours mal assuré. En 1874, M. de Fourtou, dans une circulaire aux préfets, constate que l'ordonnance de 1839 n'est plus exactement en vigueur, et il invite ses représentants « à désigner comme membres du Comité, soit d'anciens élèves de l'Ecole des Chartes, soit des membres de l'Université ou de Sociétés Savantes ; en un mot, des personnes qui, sous tous les rapports, présentent de sérieuses garanties aux autorités locales comme à son administration. »

Malheureusement, ces garanties sont illusoires ! Déjà, la fâcheuse

(1) Le grand livre des bibliothèques de France ! Encore une belle vessie qu'on n'essaie même plus de faire passer pour une lanterne, mais dont se sert encore la bureaucratie ministérielle pour imposer aux bibliothécaires municipaux un travail aussi fastidieux qu'inutile.

politique commence à se glisser dans la nomination des membres des Comités. On se préoccupe beaucoup moins de leur valeur intellectuelle et savante que de leurs opinions gouvernementales. Il les faut bien pensants, c'est-à-dire favorables au parti du jour. Et ces préoccupations écartent bien des compétences, font choisir bien des incapacités !

Pourtant, on continue d'afficher, en haut lieu, une grande considération pour les Comités. C'est à leurs présidents que l'on demande, en 1877, un rapport (analogue à celui de M. Léopold Delisle, administrateur de la Bibliothèque Nationale), sur le nombre des séances de lecture, leur fréquentation, la nature des prêts, les accroissements obtenus et les récentes améliorations apportées dans l'ensemble du service. Je gage que les communications qui purent être envoyées à la suite de cette circulaire furent presque toutes rédigées par les bibliothécaires eux-mêmes, et que les présidents des Comités auraient été bien embarrassés de s'en tirer tout seuls. C'est toujours le même procédé de paraître ignorer le principal acteur, de l'effacer complètement. Notez pourtant, que, par un illogisme administratif qui n'est plus fait pour nous surprendre, c'est à lui directement que s'adresse l'inspecteur des bibliothèques, non au Comité; c'est à lui que l'on demande toutes les explications !

Le document le plus important que nous ayons sur la constitution et les droits des Comités d'inspection et d'achats des bibliothèques municipales, est la *Circulaire de M. René Goblet, du 28 juin 1886*, donnant des éclaircissements sur celle de 1839.

Le Ministre, après avoir rappelé que, si ces Comités existent presque partout, bien peu fonctionnent avec régularité, ajoute :

« Tout ce qui touche à la sauvegarde des documents, à l'accroissement des collections, aux intérêts et aux besoins matériels eux-mêmes de la bibliothèque, tels que le choix et l'appropriation du local, son aménagement, son entretien, etc., sont du ressort des Comités. C'est à eux qu'il appartient de dresser les règlements, d'en assurer l'exécution, et d'établir toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement du service. »

Les Comités sont investis d'un véritable mandat d'inspection. A eux appartient la délicate mission d'assurer le développement scientifique des collections. « Chargés de la répartition des crédits alloués par les Conseils municipaux, les Comités, qui veillent à la conservation des collections des bibliothèques, doivent aussi surveiller leurs accroissements et discuter en séances les acquisitions. Laisser, en effet, au bibliothécaire, ou à l'un des membres du Comité, le soin exclusif de choisir les livres à acquérir aurait de graves inconvénients, trop faciles à prévoir pour qu'il me semble utile de les énumérer. Si l'on peut admettre que le bibliothécaire, ou tel des membres du Comité, qui se recommande par une compétence spéciale, dresse une liste de propositions, on ne saurait pousser plus loin leurs droits. Le bibliothécaire, constamment en rapport avec le public, et qui connaît par cela même

les goûts des travailleurs sérieux, *peut donner d'utiles indications*. Il est donc opportun qu'il soit entendu dans la discussion du choix des livres, qu'il y prenne part avec *voix consultative* ; mais ni lui, ni tout autre, n'a à décider seul ; et en aucun cas, je le répète, la liste des livres à acquérir ne doit être dressée sans l'avis du Comité.» On ne peut ici que souligner la sévérité avec laquelle l'autorité du bibliothécaire semble jugée !

Chose encore plus étrange ! Tandis que dans les autres bibliothèques, enfin libérées des restrictions de l'ordonnance de 1839, il est accordé aux bibliothécaires une autorité et une initiative plus ou moins grande, suivant les cas, le *décret du 1^{er} juillet 1897*, accentué dans son article 3, les pouvoirs dictatoriaux des Comités, dans les bibliothèques municipales. C'est ce décret qui nous régit ; et, si d'une part, il innove en imposant aux maires, pour la direction des bibliothèques *classées*, c'est-à-dire des plus importantes, le choix de *diplômés* fournissant toutes garanties d'aptitudes et d'instruction ; — d'autre part, il annihile le rôle de ces bibliothécaires, en les mettant absolument sous la coupe des Comités.

« Le Comité, — dit l'article 3 — exerce son contrôle sur l'état de la bibliothèque, *fixe l'emploi des fonds* affectés tant à la conservation et à l'entretien des collections qu'aux acquisitions, donne son avis sur les propositions d'échanges. Le bibliothécaire, *sous la surveillance* du Comité, procède à la confection des catalogues, exécute tous les travaux d'ordre et les prescriptions réglementaires. »

On semble oublier au Ministère que la période d'organisation est passée depuis longtemps ; que dans la plupart des villes le fonctionnement des bibliothèques est normalement assuré ; que la rédaction des catalogues, au moins dans les grands établissements, est poussée avec activité, et que, dans les autres, le Comité se trouvera toujours impuissant pour ordonner ces travaux à des bibliothécaires insuffisamment rémunérés. On semble oublier surtout, que ce qui importe maintenant, c'est le développement scientifique et méthodique des anciens fonds, dans un sens tout moderne.

Pour y réussir, ce n'est pas tant la collaboration impérative de conseillers plus ou moins qualifiés, qui est nécessaire, que l'activité incessante d'un bibliothécaire connaissant bien les lacunes de son établissement, très au courant de la bibliographie, et doué d'un sens critique assez sûr pour choisir dans chaque branche de la science les meilleurs ouvrages, et ceux qui répondent le mieux à la curiosité de ses lecteurs.

On peut admettre que dans les bibliothèques non classées, les bibliothèques moyennes, qui sont plutôt des bibliothèques de littérature courante et de vulgarisation que des établissements d'instruction supérieure, le Comité puisse garder ses prérogatives de fixer seul l'emploi des fonds, parce qu'il peut bien, vraiment, être l'exact reflet des aspirations générales des lecteurs.

Mais une grande bibliothèque, située dans une ville dépourvue d'université, n'est-elle pas le seul endroit où les travailleurs aient la pos-

sibilité de faire des études supérieures ; et n'est-ce pas son but le plus élevé de servir aux besoins scientifiques de tous, et non pas de n'être seulement qu'un musée d'histoire locale ? Hé bien ! si vous partagez cette opinion, ne croyez-vous pas que l'autorité absolue du Comité en matière d'acquisition est un véritable danger, en même temps qu'un injuste déni de compétence à l'égard du bibliothécaire ?

Lorsque l'on songe à la façon légère dont sont faites les nominations des membres des Comités, il est permis de s'inquiéter des conséquences que leurs décisions peuvent entraîner pour les bibliothèques. En mettant les choses au mieux, il est certain que ces commissaires, qu'ils soient professeurs, médecins, magistrats, avocats, industriels ou archéologues, ont une tendance générale à considérer la bibliothèque municipale comme une simple bibliothèque d'amateurs. Amateurs ! voilà le mot lâché ; il exprime bien ma pensée, avec tout ce qu'il contient de dilettantisme et d'anti-scientifique. Et ces amateurs, croyez-le, ne connaissent des collections qu'ils ont sous leur surveillance que les livres à gravures et à belle reliure, ou les ouvrages qui leur ont servi à préparer un cours ou une conférence ! Souvent même, avant d'être nommés du Comité, ils n'ont jamais mis les pieds à la bibliothèque, et ensuite, ils ne s'y rendent guère que les jours de réunion !

Puis, ce qui n'est pas moins regrettable, c'est qu'en fait ils demeurent inamovibles dans leurs fonctions, bien que le décret de 1897 rende renouvelables les Comités par moitié, tous les cinq ans. Une fois sur la liste, ils y restent, que leur action ait été bonne ou mauvaise !

Les bibliothécaires, me direz-vous, ont voix consultative pour défendre leurs demandes. Mais, pour combattre certaines propositions, qu'ils jugent fâcheuses, ils peuvent se trouver gênés. Je me souviens d'avoir entendu ajourner l'acquisition d'un des derniers volumes des *Acta Sanctorum*, sous prétexte que c'était une œuvre cléricale ! De telle bibliothèque, les poètes ont été bannis par la Commission ! De telle autre, ce sont les ouvrages de philosophie ou de sciences sociales !

Dans les bibliothèques universitaires, où les Comités sont composés de professeurs dont la compétence est indiscutable, car ils connaissent tous les besoins de leurs élèves, les bibliothécaires ont néanmoins obtenu une certaine initiative. Ils ont la libre disposition d'une partie des fonds d'acquisition. En principe, le bibliothécaire municipal n'a aucun droit de ce genre. S'il l'acquiert parfois, c'est une grâce d'amabilité de la part du Comité. Le bibliothécaire municipal, officiellement, est un fonctionnaire suspect, qu'il faut surveiller.

Pour conclure, nous constatons qu'il se trouve placé sous une tutelle peu compatible avec sa dignité, sans qu'il en résulte aucun avantage réel pour la bibliothèque.

Nous reconnaissons que le Comité est nécessaire pour le contrôle général du service, pour veiller à ce que les intérêts du public soient sauvegardés. Mais là s'arrête sa mission.

L'initiative des propositions d'achats devrait appartenir au biblio-

thécaire et au bibliothécaire seul, sous la réserve de l'approbation par le Comité. C'est l'opinion du savant Graesel, dans son *Manuel de bibliothéconomie* (1). En fait, cela se passe souvent ainsi. Il faut que cela devienne un droit. L'autorité du bibliothécaire s'en trouvera augmentée au profit des collections dont il assure le développement.

Je demande donc à l'Association des Bibliothécaires français de faire tous ses efforts auprès des pouvoirs publics, pour que le décret du 1^{er} juillet 1897 soit modifié et accorde au bibliothécaire municipal plus d'initiative pour l'emploi des fonds affectés aux acquisitions, soit en lui donnant le droit de faire seul les propositions au Comité, qui a la charge de les approuver, soit, au moins, en lui laissant la libre disposition d'une partie du budget, comme cela existe dans les bibliothèques universitaires.

M. GIRAUD-MANGIN.

Les Bibliothèques Communales classées et la décision du Conseil d'État du 26 juin 1908

Par un arrêté du 31 août 1905, le maire de Carpentras avait confié à une seule et même personne, qui n'était ni archiviste-paléographe ni titulaire du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire dans une bibliothèque communale classée, les fonctions de Conservateur du musée, d'archiviste et enfin, mais à titre provisoire, celle de conservateur de la bibliothèque. Voici le texte de l'arrêté :

Nous, Maire de la Ville de Carpentras,

Vu les articles 88, 90 et 136 de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 août 1857 ;

Vu l'article 6 du décret du 1^{er} juillet 1897 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Instruction publique du 26 mai 1898 ;

Arrêtons :

Article premier. — M. N., ancien greffier du tribunal civil d'Avignon, membre titulaire de l'Académie de Vaucluse, de la Société d'études provençales et du Comité départemental d'histoire économique de la Révolution, est nommé Conservateur du Musée et des Archives Municipales de la Ville de Carpentras. Il est, en outre chargé, à titre provisoire, de la conservation de la Bibliothèque de la même ville, en remplacement de M. N., décédé.

(1) Traduction Jules Laude. Paris, Welter, 1897, p. 324-326.

Art. 2. — Il recevra, à ce titre, un traitement de quinze cents francs par an ; il sera logé dans le local contigu à la bibliothèque.

La bibliothèque de Carpentras figure au nombre des trente-cinq bibliothèques communales que le ministère de l'instruction publique a « classées », par application du décret du 1^{er} juillet 1897 ; aussi, informé de la vacance prochaine du poste de Carpentras, le ministère avait ouvert une session d'examen pour le certificat d'aptitude et un candidat s'était présenté qui avait été reçu avec mention très honorable ; il s'agissait de l'honorable abbé Requin, dont le nom jouit, dans le monde de l'érudition, de la considération la plus flatteuse et la plus justifiée. Muni de son diplôme, l'abbé Requin avait posé sa candidature ; évincé, il introduisit un recours auprès du préfet de Vaucluse, qui le rejeta, aux termes de la lettre suivante :

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après examen de l'arrêté de M. le Maire de Carpentras, en date du 31 août dernier, dont vous m'avez demandé l'annulation, votre requête ne m'a pas paru devoir être admise.

Contrairement à ce qu'indiquait votre lettre du 29 septembre dernier, M. N... n'a pas été nommé bibliothécaire ; il a été simplement chargé, à titre provisoire, de la garde de la bibliothèque de la ville de Carpentras.

Les termes dont s'est servi l'auteur de l'arrêté indiquent clairement, à mon avis, son intention de ne faire une nomination, à titre définitif, que dans les conditions prescrites par le décret du 1^{er} juillet 1897, et de mettre fin à la mission temporaire de M. N. dès qu'il en aura le moyen.

L'arrêté attaqué ne viole, par conséquent, aucune disposition de la loi ou de règlement d'administration publique et je ne puis qu'approuver le Maire de Carpentras d'avoir pris une mesure d'un caractère purement transitoire, qui permet l'accès de la bibliothèque communale aux personnes désireuses de consulter les livres et documents qui la composent, dans des conditions de sûreté indispensables.

Recevez, etc.

Il est à remarquer, en passant, que dans son arrêté, le maire avait visé, sans le commenter d'aucun considérant, l'article 6 du décret de 1897, qui exige des conservateurs des bibliothèques classées, le diplôme ou le certificat ci-dessus rappelé, et qu'il en avait rédigé le dispositif avec la préoccupation manifeste de paraître ne pas violer les prescriptions de cet article. De même le préfet ne conteste pas la validité du décret ; il argue seulement du caractère temporaire de la mission confiée au conservateur des archives et du musée, pour rejeter le recours hiérarchique du requérant.

L'abbé Requin en appela au Conseil d'Etat, auprès duquel il introduisit un nouveau recours ; voici le texte des passages essentiels de la requête :

J'ai l'honneur de déférer au Conseil d'Etat pour annulation, comme entaché d'excès de pouvoir, l'arrêté de M. le Maire de Carpentras dont une expédition est ci-jointe :

Cet arrêté a été déjà déféré, dans le même but, à M. le Préfet de Vaucluse ; mais celui-ci a rejeté mon pouvoir, aux termes d'une lettre en date du 23 novembre 1905, dont j'ai reçu notification le 26 du même mois.

Néanmoins, l'arrêté sus énoncé paraît devoir être annulé par excès de pouvoir.

En effet, aux termes de l'article 6 du décret du 1^{er} juillet 1897, le conservateur d'une bibliothèque municipale classée — c'est le cas de la bibliothèque de Carpentras — doit être pourvu, soit du diplôme de l'Ecole nationale des Chartes, soit du certificat d'aptitude délivré par le ministère de l'Instruction publique ; or, M. N., le candidat choisi par M. le Maire de Carpentras, ne possède ni le diplôme, ni le certificat.

M. le Maire de Carpentras objectera, sans doute, qu'il n'a pas nommé un conservateur de la Bibliothèque, qu'il a simplement chargé M. N., à titre provisoire, des fonctions de conservateur.

Cette objection n'est fondée ni en droit ni en fait. Les termes de l'article 6 sont formels : « Pour les bibliothèques municipales classées... les maires doivent choisir les conservateurs ou bibliothécaires parmi les élèves diplômés de l'Ecole des Chartes ou les candidats dont l'aptitude à ces fonctions aura été constatée après examen » ; en d'autres termes, nul ne peut être appelé à gérer une bibliothèque municipale classée, s'il ne possède, antérieurement à sa nomination, le diplôme ou le certificat susmentionné ; c'est incontestablement le sens qu'il faut donner aux mots « les élèves diplômés de l'Ecole de Chartes ou les candidats dont l'aptitude à ces fonctions aura été constatée après examen ».

Si des raisons administratives particulières empêchaient M. le Maire de Carpentras de procéder à une nomination définitive, même pour une nomination faite à titre provisoire, il avait l'obligation de se conformer aux dispositions de l'article 6.

Quant aux termes mêmes de l'arrêté, ils importent peu ; sinon l'observation d'une prescription édictée par une loi ou par un décret pourrait être subordonnée au choix d'une formule administrative.

Sans valeur en droit, l'argumentation de M. le Maire de Carpentras en est également dépourvue en fait. Bien que M. N. fût chargé seulement à titre provisoire, des fonctions de conservateur, l'article 2 de l'arrêté sus-énoncé lui concède le logement même du conservateur ; cette attribution du logement ne montre-t-elle pas que, dans l'intention de M. le Maire cette situation provisoire est destinée à se prolonger et n'assimile-t-elle pas M. N. au conservateur proprement dit ?

D'ailleurs, ainsi qu'il résulte du même arrêté, M. N. a été nommé conservateur du Musée et archiviste de la Ville de Carpentras d'une manière définitive, en même temps que chargé, à titre provisoire, de la direction du service de la Bibliothèque ; or, à l'heure présente, et

pour longtemps encore, vu l'état des finances de la ville de Carpentras, ces fonctions seront exercées par une seule et même personne ; donc si le conservateur du musée et l'archiviste de la ville sont nommés à titre définitif, le bibliothécaire est également nommé à titre définitif, quelle que soit la formule employée pour essayer de tourner l'article 6 du décret du 1^{er} juillet 1897.

M. le Maire de Carpentras prétendra peut-être que si M. N. n'était pas pourvu, lors de sa nomination, du certificat d'aptitude exigé par l'article 6 du décret précité, toutefois il se préoccupe d'acquérir les connaissances nécessaires pour subir avec succès l'examen technique préalable à la délivrance du certificat.

Le Conseil d'Etat ne saurait admettre qu'on attribue une fonction publique à un titulaire dépourvu des connaissances professionnelles qu'elle comporte et qu'elle exige, et qu'on s'en remette à la conscience de ce fonctionnaire improvisé du soin d'acquérir la maîtrise du métier. Dans quel but alors l'Etat entretiendrait-il une école professionnelle précisément établie pour fournir aux archives et aux bibliothèques, un personnage compétent ? On ne saurait, d'autre part, prétendre que les élèves diplômés de l'Ecole des Chartes accaparent les fonctions de bibliothécaires ; le certificat d'aptitude ouvre libéralement l'accès de ces fonctions à toute personne qui « aura » justifié par un examen technique, posséder les connaissances nécessaires.

Quelque temps après la mort de l'ancien bibliothécaire de Carpentras, M. le Ministre de l'Instruction Publique convoqua, par affiche, les candidats qui désiraient prendre part à l'examen technique, à la date du 27 mars 1905. Je vais plus loin ; cet examen eut lieu principalement pour pourvoir à la vacance de Carpentras, ainsi qu'il résulte d'une correspondance échangée entre le ministère et le maire de cette ville. C'est alors que je me présentai, avec dix-huit autres candidats, et que je fus reçu avec mention. J'avais, dès lors, l'intention de me présenter pour obtenir la place de bibliothécaire à Carpentras et je voulais le faire, muni de toutes les conditions requises par la loi.

Pourquoi M. N. ne s'est-il pas présenté, comme nous, à l'examen ? Parce qu'il n'avait pas les connaissances spéciales exigées par le programme, parce qu'il ignore le latin et la paléographie, parce qu'il n'est pas même bachelier.

Si M. le Maire ne voulait pas de moi comme bibliothécaire, il aurait dû chercher parmi les candidats heureux de l'examen ; mais choisir en dehors, même à titre provisoire, pour m'évincer, c'est commettre une injustice contre moi, alors que j'étais seul candidat dans les conditions prévues par la loi. Ce serait une duperie d'obliger un candidat à préparer un examen par des travaux longs et ardu, faire des frais considérables pour obtenir un diplôme qu'on peut annihiler au moyen d'une formule administrative.

J'ai, en conséquence, l'honneur de solliciter du Conseil d'Etat, l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté sus-énoncé.

Au cours de l'instruction, le pourvoi fut communiqué, pour observations et répliques aux pouvoirs intéressés et au bénéficiaire de l'arrêté attaqué; de tous les côtés on conclut au rejet. Le fait ne peut surprendre que de la part du Ministère de l'instruction publique dont les observations furent vraiment déconcertantes; on eût compris que cette administration reconnaissant l'erreur commise par elle, en 1897, en fixant par un simple décret les restrictions qu'elle entendait mettre au droit de nomination que la loi de 1884 attribue aux maires, exprima le regret de ne pouvoir, en l'espèce imposer légalement au maire de Carpentras l'observation de ce décret; mais elle préféra déclarer que « la nomination ne comporte, dans les conditions où elle a été faite, aucune violation des dispositions de l'art. 6 du décret du 1^{er} juillet » ! Or, il est certain que n'eût été la loi de 1884, la violation de l'art. 6 était formelle, le détournement et l'excès de pouvoir établis et l'annulation eût été obtenue.

Le maire de Carpentras soutint l'irrecevabilité en la forme, le recours ayant été introduit au Conseil d'Etat après l'expiration du délai légal de deux mois, et au fond, la loi de 1884 conférant, en l'espèce, au maire un pouvoir souverain, que le décret de 1897 n'avait pu légalement restreindre.

Le Commissaire du Gouvernement examina successivement le pourvoi sur la forme et sur le fond.

Prenant acte du premier pourvoi, adressé au préfet de Vaucluse, il posa la question de savoir si le pourvoi au Conseil d'Etat était recevable en la forme; il l'était si, en l'espèce, le maire était subordonné à l'autorité du préfet; dans le cas contraire, le requérant aurait dû déférer directement au Conseil d'Etat l'arrêté attaqué, dans les délais légaux, et ces délais ayant été dépassés, il y avait forclusion.

Ainsi la question de recevabilité en la forme dépendait de la recevabilité sur le fond.

Le Commissaire du Gouvernement signala « la lutte sourde » entre le Ministère de l'instruction publique et les municipalités au sujet de l'administration des bibliothèques communales et particulièrement des garanties à exiger des bibliothécaires; il rappela les diverses réglementations adoptées par le Gouvernement au cours du xix^e siècle, et en vint à déclarer que le décret de 1897 était inopérant à l'égard de la loi de 1884; seule, une loi nouvelle pourrait restreindre le pouvoir, actuellement souverain, du maire en matière de nomination de bibliothécaires.

Le Commissaire du Gouvernement conclut donc que le pourvoi, irrecevable au fond, l'était, par voie de conséquence, en la forme, le préfet n'étant à aucun titre, en l'espèce, investi d'une autorité quelconque sur le maire.

Par une décision du 26 juin 1908, le Conseil d'Etat rejeta le pourvoi:

Au nom du Peuple Français,

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux, sur le rapport de la Première sous-Section du Contentieux,

Vu la requête présentée par le sieur Requin, demeurant à Avignon, ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 17 janvier 1906 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, un arrêté, en date du 31 août 1905, par lequel le maire de Carpentras a nommé le sieur N., Conservateur du musée et des archives municipales et l'a chargé à titre provisoire de la conservation de la bibliothèque de la ville.

Ce faire, attendu, en la forme, que le préfet saisi d'une demande d'annulation de l'arrêté du maire, l'a maintenu par une décision en date du 23 novembre 1905 ; que dès lors la requête susvisée enregistrée moins de deux mois après cette décision, est recevable ;

Attendu au fond, que la bibliothèque municipale de Carpentras est une bibliothèque classée ; que l'art. 6 du décret du 1^{er} juillet 1897 exige expressément que les conservateurs des bibliothèques classées soient pourvus du diplôme d'archiviste-paléographe, ou au moins d'un certificat d'aptitude délivré après examen ; que le requérant qui avait obtenu ce dernier certificat était candidat aux fonctions de bibliothécaire à Carpentras ; que le sieur N., au contraire, ne possédait pas les conditions d'aptitude requises et que le maire, en le nommant, a méconnu les dispositions de l'art. 6 du décret du 1^{er} juillet 1897 ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu les observations en défense présentées par le maire de Carpentras, lesdites observations enregistrées, comme ci-dessus, le 15 mars 1906, et tendant au rejet de la requête comme non recevable, par le motif qu'elle a été présentée plus de deux mois après la date de la décision attaquée, et comme non fondée par les motifs que le décret du 1^{er} juillet 1897 n'a pu porter atteinte aux droits conférés aux maires par la loi du 5 avril 1884, pour la nomination des fonctionnaires municipaux ; que d'ailleurs le sieur N. n'a pas été nommé aux fonctions de bibliothécaire, mais qu'il a seulement été chargé d'une façon temporaire de la conservation de la bibliothèque... ;

Vu les observations présentées par le sieur N. ; lesdites observations enregistrées, comme ci-dessus, le 13 mars 1906 et par lequel, le sieur N. déclare s'en référer purement et simplement aux observations présentées par le maire de Carpentras ;

Vu les observations présentées par le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, en réponse aux communications qui leur ont été données du pourvoi, lesdites observations enregistrées, comme ci-dessus, les 26 octobre et 10 novembre 1906 et tendant au rejet de la requête par les motifs que la nomination du sieur N. ne comporte dans les conditions où elle a été faite aucune violation des dispositions de l'art. 6 du décret du 1^{er} juillet 1897.

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu la loi du 5 avril 1884 ;

Vu les lois des 7-14 octobre 1890 et 24 mai 1892 ;

Oui, M. du Taigny du Pouët, auditeur, en son rapport ;

Oui, M. Tardieu, maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Constatant qu'aucune disposition de loi ne soumet au Contrôle du Préfet les arrêtés par lesquels les maires nomment les titulaires des emplois communaux, en vertu des pouvoirs qu'ils tiennent de l'art. 88 de la loi du 5 avril 1884 ; que ces arrêtés ne sont pas davantage au nombre de ceux dont le préfet peut, par application de l'art. 95 de la même loi, prononcer l'annulation ou suspendre l'exécution ;

Que dès lors, c'est à tort que le sieur Requin a saisi le préfet du département de Vaucluse de sa demande d'annulation de l'arrêté en date du 31 août 1905, par lequel le maire de la ville de Carpentras a nommé le sieur N. conservateur du musée et des archives municipales et l'a chargé, à titre provisoire de la conservation de la bibliothèque de la ville ; que cette demande, fondée sur la violation des dispositions de l'art. 6 du décret du 1^{er} juillet 1897, ne pouvait être formée que devant le Conseil d'Etat au moyen d'un recours pour excès de pouvoir ;

Que si le sieur Requin a effectivement introduit ce recours à la suite du rejet de sa demande par le préfet, sa requête n'a été enregistrée au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat que le 17 janvier 1906 ;

Considérant d'autre part que l'arrêté attaqué n'était pas susceptible d'une notification individuelle au requérant, mais que ce dernier en avait eu nécessairement connaissance à la date où il a saisi le préfet de sa réclamation, c'est-à-dire le 29 septembre 1905 ;

Considérant d'autre part, que cette réclamation adressée à une autorité incompétente n'a pu avoir pour effet de prolonger le délai de recours au Conseil d'Etat ;

Qu'ainsi, à l'époque de l'enregistrement du pourvoi le délai de deux mois prescrit par l'art. 24 de la loi susvisée du 13 avril 1900 était expiré ; que par suite la requête n'est pas recevable ; ,

Décide :

Article 1^{er}

La requête susvisée du sieur Requin est rejetée.

Article 2.

L'expédition de la présente décision sera transmise au Ministre de l'Intérieur.

Lu en séance publique le 26 juin 1908.

L'introduction de ce pourvoi au Conseil d'Etat n'aura pas été, malgré le rejet, inutile. Il est désormais acquis que le décret de 1897 est un texte sans valeur, et que la nomination des bibliothécaires communaux dépend partout du bon plaisir des maires ; il n'en reste pas moins nécessaire d'assurer la bonne gestion des bibliothèques communales par la présence à leur tête d'un personnel compétent ; puisqu'une loi est nécessaire, qu'on la fasse, et sans retard. Au Gouvernement d'agir, et aussi au rapporteur du budget de l'Instruction publique, à l'Association des bibliothécaires français et à tous les citoyens convaincus que dans une démocratie, au xx^e siècle, la bibliothèque communale est dans la machine sociale, un rouage aussi indispensable que le marché, la pompe à incendie ou l'hôpital.

ERNEST COYECQUE.

La Conférence bibliographique de Bruxelles

Une conférence internationale de bibliographie vient de se tenir à Bruxelles, les 10 et 11 juillet derniers, sous les auspices de l'Institut international de bibliographie. Elle avait pour objet de préparer le congrès de bibliographie qui doit se tenir en Belgique en 1910. en permettant aux bibliographes d'échanger des vues sur l'état des répertoires, des méthodes, de l'organisation bibliographiques.

Elle a été fort réussie: de nombreux délégués de bibliothèques ou de sociétés de beaucoup de pays étaient présents ; le ministre de l'Instruction publique de Belgique, M. le baron Descamps voulut bien assister à la première réunion et les travaux de la conférence furent activement suivis par M. Cyrille Van Overbergh, l'un des hauts fonctionnaires du Ministre de l'Instruction publique.

Nous ne voulons pas ici donner le détail des actes de la conférence et des nombreux rapports qui y furent présentés sur l'état d'avancement des travaux bibliographiques en divers pays et en diverses sciences. Notons seulement deux points particulièrement importants : le discours magistral de M. Otlet, l'infatigable secrétaire de l'Institut, et les visites aux services de l'Institut, qui montraient en voie de réalisation les idées exprimées par l'orateur.

M. Otlet mit en pleine lumière les idées directrices de l'organisation de la documentation dont la bibliographie n'est qu'une partie. Comme toutes les autres sciences et connaissances humaines, la documentation a besoin d'être organisée internationalement de manière à coordonner les efforts de tous et à permettre à chacun de bénéficier du travail universel. Or, déjà partout ou presque partout, se trouvent 1° des associations de ceux qui s'occupent du livre : éditeurs, libraires, bibliothécaires, bibliographes, bibliophiles ; 2° des établissements destinés à recevoir la collection de tout ce qui s'imprime ; 3° des publications destinées à les recenser. Les éléments d'associations internationales préexistent donc, et il ne reste qu'à les grouper. Ce sera l'œuvre, suivant le cas, de l'action officielle des gouvernements, ou de l'action privée des organismes intéressés. La conférence a émis le vœu de voir créer dans ce but une « Union internationale de bibliographie et de documentation » dont le Gouvernement belge pourrait prendre l'initiative.

Nos visites à l'Institut nous montrèrent admirablement organisés les divers services nécessaires à la documentation: 1° le Répertoire bibliographique universel sur fiches en deux séries, l'une par ordre alphabétique d'auteurs, l'autre classée méthodiquement et comprenant déjà plusieurs millions de fiches qui portent toutes l'indication de prove-

nance qui rend possible le travail critique, complément nécessaire de la bibliographie purement énumérative; 2° le Répertoire iconographique encore très nouveau, mais qui comprend déjà, et classés de manière à pouvoir être utilisés, un nombre considérable de documents: portraits, vues de villes, de monuments, descriptions de machines, etc, soit photographies, soit estampes. 3° Un Répertoire de documentation qui consiste dans la collection, question par question, des articles de journaux, rapports, compte-rendus, projets de loi, circulaires, etc. bref de toute cette innombrable et introuvable littérature que suscite chaque question mise en discussion et qu'il est si important de connaître (1). 4° Un catalogue collectif sur fiches des bibliothèques de Belgique, permettant de savoir instantanément quels établissements possèdent tel ouvrage. 5° Un musée de la documentation d'une remarquable clarté et qui, par d'ingénieuses dispositions de graphiques et d'échantillons rend sensible aux visiteurs les moins compétents l'art et les procédés divers de la documentation.

En dépit d'imperfections inévitables (2), l'Institut de Bruxelles a accompli une œuvre à laquelle il faut rendre hommage. Il convient de louer particulièrement et les directeurs de cette œuvre MM. Lafontaine et Otlet pour leur enthousiaste et intelligente activité et le gouvernement belge pour le ferme et efficace appui qu'il leur accorde. La conférence de Bruxelles aura très probablement une suite prochaine. Conformément au vœu qu'elle a exprimé, il est probable que le gouvernement belge prendra l'initiative de réunir une conférence internationale officielle chargée d'examiner la question de la révision des échanges internationaux d'imprimés. Ce sera un pas de plus vers cette organisation internationale à laquelle travaille avec tant de vaillance l'Institut de Bruxelles.

Charles SUSTRAC.

(1) Signalons à ce propos l'initiative analogue et trop peu connue qu'a prise depuis déjà nombre d'années le Musée social de Paris sur les questions de son domaine.

(2) Notons du reste en passant que plus d'une critique est injustifiée: l'Institut veut, dit-on, se substituer aux entreprises particulières; erreur, il ne veut que servir de trait d'union. Il impose la classification décimale? Nullement et il accepte tout travail matériellement susceptible d'être incorporé à son œuvre: la classification décimale n'est d'ailleurs pour lui qu'un commode et tout conventionnel moyen de comparer les œuvres de pays divers.

Chronique et Bibliographie

Par arrêté municipal, MM. H. Barré et L. Denans, viennent d'être promus bibliothécaire en chef et bibliothécaire de la Bibliothèque municipale de Marseille. Nos bien sincères félicitations.

★★

Le premier volume des *Anciens inventaires et catalogues de la Bibliothèque Nationale*, publiés par H. Omont (Paris, Leroux, 1908 ; in-8° de 482 pages), contient le texte des trois premiers inventaires ou catalogues de la Bibliothèque des rois de France, successivement conservée à Blois, Fontainebleau et Paris au xvi^e siècle. Ces documents sont les suivants : I. Le répertoire alphabétique de la librairie royale au château de Blois, rédigé en 1518 par Guillaume Petit, chapelain de François I^{er}, et conservé dans un manuscrit de la bibliothèque impériale de Vienne. C'est d'ailleurs à vrai dire plutôt un inventaire méthodique, où les articles sont rangés par ordre alphabétique dans chaque matière isolément. Il comprend 1626 numéros. II. Inventaire de la librairie royale de Blois, lors de son transfert à Fontainebleau en 1544, rédigé par J. Grenaisie et N. Dux, et dont il ne subsiste, dans le ms. fr. 5660 de la Bibliothèque nationale qu'une copie accompagnée de notes autographes de Mellin de Saint-Gelais, qui présida au transfert. Les volumes, au nombre de 1896, sont rangés selon l'ordre méthodique, et selon la place qu'ils occupent dans les divers « pulpitres ». — III. Catalogues de la « haute » et de la « basse » librairie du roi à Paris rédigés sans doute dans la seconde moitié du xvi^e siècle par Jean Gosselin, et suivis du texte de l'inventaire de la bibliothèque de la reine mère Catherine de Médicis, dressé en 1599. Ces documents sont conservés en copie dans le ms. fr. 5585 de la Bibliothèque nationale et comprennent au total 4.436 numéros. Le second volume de la publication doit contenir le texte des catalogues du xvii^e siècle, et des tables donnant la concordance des articles des divers inventaires entre eux et avec les cotes actuellement portées par la plupart de ces volumes, aujourd'hui conservés à la Bibliothèque nationale.

★★

Le numéro d'avril-juin de la *Revue des Bibliothèques* contient un inventaire sommaire, dressé par M. H. Omont, des 272 manuscrits provenant de sir Thomas Phillipps et récemment entrés à la Bibliothèque nationale.



H. LE SOUDIER. — BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE (2^e série tome I 1900-1904). — Fournir au libraire, au bibliothécaire, à l'homme d'étude, une bibliographie pratique, simple et d'usage commode, tel est le but que s'est proposé M. H. Le Soudier. Il n'est que juste de dire qu'il a très heureusement rempli la tâche qu'il s'était donnée. C'est sur la proposition de M. Le Soudier que le Congrès international des éditeurs avait, en 1897, adopté à l'unanimité le triple mode de classification par noms d'auteurs, par ordre alphabétique de titres, enfin par ordre alphabétique de matières au moyens de mots-souches. Cette méthode, appliquée à la production en langue française des années 1900-1904, donnant une énorme matière, M. Le Soudier a su, par un heureux choix de caractères, la condenser en un seul volume. Son travail n'y perd rien en clarté. Il n'est pas sans intérêt d'indiquer comment ces principes ont été suivis par M. Le Soudier dans la rédaction de sa bibliographie.

Les noms d'auteurs sont imprimés en caractères gras ; ils sont suivis du titre complet, du format, de l'année de publication, du prix et, entre parenthèses, du nom de l'éditeur.

Les titres sont imprimés en caractères romains ordinaires suivis de deux points (:) qui signifient « voir » ; le nom d'auteur ou mot qui suit est celui auquel il faut se reporter pour avoir de plus amples renseignements. Leur classement alphabétique est établi dans l'ordre des mots des titres sans tenir compte de l'article défini (l', le, la, les, d', du, de la, des) ni de la conjonction « et ».

Les mots-souches ou mots typiques obtenus par le dépouillement complet des titres sont imprimés en caractères romains espacés ; les subdivisions, qui se rapportent au mot-souche principal, séparées entre elles par le signe «/» sont imprimées en italiques ; leur classement alphabétique est établi dans l'ordre des mots principaux.

Il suffit donc, pour trouver les renseignements sur un ouvrage, dont on connaît le titre mais dont on ignore le nom d'auteur, de chercher au titre. Ex. : Aide-mémoire de l'agriculteur : (voir) Brunet. Si on ignore à la fois le nom d'auteur et le titre exact de l'ouvrage cité comme exemple, on doit chercher au mot-souche : *Agriculture* à la subdivision : *Aide-mémoire*. Pour réunir tout ce qui a été publié sur la question voir simplement au mot *Agriculture*. Le ou les premiers mots d'un titre formant ainsi mots-souches à l'ordre alphabétique ne sont généralement pas répétés dans les sous-rubriques. Ex. : *Agriculture* (l') moderne : Sébastien, n'est pas répété à *Agriculture — moderne* :)

Il n'était pas possible de faire figurer aux grandes rubriques (Histoire, Médecine, Sciences naturelles, etc.) la totalité des sous-rubriques ou mots-souches auxquels il faut se référer. Donc, pour trouver tout ce qui a été publié sur une science en général et à plus

forte raison sur une branche spéciale de cette science, on n'aura qu'à se reporter, ou bien au mot cherché dans l'ordre alphabétique des titres, si ces derniers commencent par ce mot, ou aux mots typiques (mots-souches) qui se rapportent à cette science : Ex : *Médecine*: voir ce mot à l'ordre alphabétique des titres et l'on trouvera : *Médecine* (la) au temps d'Henri IV : Minvielle ; *Médecine* (la) anecdotique, historique et littéraire : Minime, etc., etc., ou bien aux divers mots typiques se rapportant à la *Médecine*, comme *Accouchement*, *Acné*, *Enfants* (maladies des) *Thérapeutique*, *Yeux*, etc.

En résumé la recherche d'un ouvrage quelconque, s'il a réellement paru en librairie dans cette période de 1900 à 1904, sera rendue facile par ce fait que chaque titre a donné naissance à autant de mots-souches que la matière le comporte. Ex : *Chrétien* (D^r R.). *Traitement* du tétanos par les injections phéniquées, a donné naissance à : *Traitement* (premier mot du titre), à *Tétanos*, à *Phénol* et à *Injections* (mots-souches).

LA RESTAURATION DES PARCHEMINS ALTÉRÉS PAR LE FEU. — A la suite de l'incendie de la Bibliothèque nationale de Turin, l'administration de cet établissement confia à un chimiste M. Guareschi le soin de restaurer les manuscrits endommagés. M. Guareschi s'est acquitté de ce soin paraît-il avec succès et il a consigné le résultat de ses expériences et de ses travaux dans une brochure dont nous trouvons un intéressant résumé dans un article de la *Nature*, accompagné d'illustrations (N° 1833, 11 juillet 1908). Il est fort à souhaiter que l'un des nôtres traduise cette brochure, car chacune a toujours à redouter un malheur pareil à celui de la bibliothèque de Turin et doit savoir comment en atténuer les effets. Nous renvoyons à l'article de la *Nature* et à la brochure de M. Guareschi « della pergamena con osservazioni ed esperienze sul ricupero e sul restauro di codici danneggiati negli incendi e notizie storiche — Torino, Unione tipografica editrice, in-8°, 44 pages, 6 fig. 20 pl.

Le Gérant : M. VITRAC.

Imprimerie BERGER et CHAUSSE, 20, rue Geoffroy-l'Asnier, PARIS.

Compte rendu des séances du Comité

Séance du Comité du 16 juillet.

La séance est ouverte à 5 h. 1/4, sous la présidence de M. Ch. Mortet.

Membres présents : MM. Auvray, Deniker, Michel, Mortet, Sustrac et Vitrac.

Se sont excusés : MM. Cagneul, Gautier, Giraud-Mangin, Hildenfinger, Marais, Oursel et Poirée.

M. Philbert, bibliothécaire de la Chambre de commerce à Paris, présenté par MM. Deniker et Gautier, M. E. Morel, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, présenté par MM. Vitrac et de la Faverie, et M. Fontana, attaché à la Bibliothèque Nationale, présenté par MM. Vidier et Vitrac, sont admis membres de l'Association.

M. Mortet fait savoir au Comité que dans la 1^{re} quinzaine de juillet, convoqué au ministère de l'Instruction publique en qualité de Président de l'A. B. F., il a été officiellement informé qu'un projet de décret instituant un *Comité consultatif des Bibliothèques* était en préparation. Ce projet, dont la rédaction ne sera définitivement arrêtée qu'après avoir été soumise aux inspecteurs généraux des Bibliothèques, emprunte au projet de la Commission extra-parlementaire des Bibliothèques et à celui qui a été présenté, en décembre 1907, par l'A. B. F., les dispositions qui ont paru à M. le ministre compatibles avec l'exercice de l'autorité gouvernementale.

Le Comité arrête ensuite l'ordre du jour de l'assemblée trimestrielle qui est fixée au 23 juillet.

La séance est levée à 7 heures.

Le Recrutement des Bibliothécaires

dans les Bibliothèques publiques de l'État qui relèvent du Ministère de l'Instruction publique.

L'une des questions inscrites au programme de l'Assemblée trimes-
trielle du 23 juillet dernier était ainsi conçue :

Du recrutement des Bibliothécaires dans les Bibliothèques d'Etat, d'Universités ou d'autres Etablissements relevant du Ministère de l'Instruction publique. — Convient-il de maintenir les conditions spéciales et les examens distincts qui existent actuellement? — Est-il préférable d'instituer un certificat d'aptitude unique, obtenu après concours, suivant les conditions indiquées par le projet de la Sous-Commission extraparlamentaire des Bibliothèques? — Dans ce dernier cas, comment devrait être réglée la situation des candidats diplômés, qui, ne pouvant être nommés immédiatement, faute d'emploi vacant, feraient un service provisoire dans l'une de ces Bibliothèques?

La discussion de cette importante question, à peine ébauchée faute de temps, a été renvoyée à la prochaine assemblée, qui se tiendra au mois de décembre prochain. Mais, de l'échange de vues qui a eu lieu à ce sujet entre quelques membres de l'Association, a résulté pour plusieurs d'entre nous l'impression que, la question posée étant assez complexe, la discussion projetée serait confuse et en partie stérile, si quelqu'un ne prenait la peine de définir à l'avance et de disposer dans un cadre méthodique les multiples problèmes qu'elle soulève. C'est ce que j'ai essayé de faire dans l'exposé qui va suivre, en précisant de mon mieux les divers points qui seront successivement mis en discussion et sur lesquels chacun de nous aura à se prononcer.

Il est bien entendu que la question actuellement posée ne touche en aucune façon le recrutement des Bibliothèques Municipales, dont la situation, soumise à des règles particulières, mérite un examen spécial, et qu'il ne s'agit pour l'instant que du recrutement *des Bibliothèques publiques de l'Etat qui relèvent, à des titres divers, du Ministère de l'Instruction publique*, c'est-à-dire des grandes Bibliothèques de Paris, des Bibliothèques universitaires et de quelques Bibliothèques spéciales annexées à des établissements d'enseignement supérieur ou à des corps savants.

I

Actuellement, dans ces Bibliothèques, le recrutement du personnel n'est pas soumis à des règles uniformes. Les conditions d'admission

et les examens imposés aux candidats varient suivant les établissements dans lesquels ils se proposent d'entrer.

a) A la *Bibliothèque nationale* (art. 12 et 13 du décret de 1885), pour être nommé sous-bibliothécaire, il faut d'abord avoir été commissionné comme stagiaire pendant un certain temps, puis avoir justifié de son aptitude dans un concours spécial. Il y a donc deux degrés dans les conditions d'admission :

1° Pour être admis comme *stagiaire*, il faut être bachelier ès lettres ou ès sciences, et avoir subi avec succès un *examen* d'admission, dont le programme suppose, outre la connaissance élémentaire du grec, du latin et des principales langues modernes, des notions de technique bibliographique pour être admis au Département des imprimés, — des notions de paléographie et d'histoire littéraire pour être admis au Département des manuscrits (1). Les archivistes paléographes et les élèves diplômés de l'Ecole des langues orientales sont exemptés de l'examen ; les candidats de 25 ans au moins et 30 ans au plus, qui ont travaillé pendant trois ans au bureau du catalogue, peuvent être dispensés de produire le diplôme de bachelier. Aucune condition d'âge (en dehors du cas spécial qui précède), aucune condition d'aptitude physique ni de nationalité n'est expressément exigée.

En attendant la vacance d'une place de stagiaire (le nombre est actuellement limité à sept), les candidats qui y prétendent sont *attachés*, en nombre variable, à la Bibliothèque nationale, et reçoivent une indemnité quotidienne pour le travail qu'ils font, soit au catalogue, soit dans d'autres services.

2° Le candidat admis comme stagiaire reçoit pendant la durée du stage qui est, aux termes du décret, d'un an au moins, — en fait, de trois ou quatre années, — une rétribution annuelle de 1.800 francs ; il fait partie du cadre de la Bibliothèque et subit la retenue réglementaire pour la retraite ; mais il n'a cependant qu'un titre provisoire et peut être congédié, avant d'être admis au concours, si ses services sont jugés insuffisants. Le programme du *concours* ouvert entre les stagiaires, lorsqu'un emploi de *sous-bibliothécaire* est devenu vacant, n'est pas fixé d'une manière constante (2) ; mais il implique toujours la connaissance pratique des fonds, catalogues et modes de classement de la Bibliothèque nationale, ainsi que l'aptitude à s'acquitter des divers services du Département des imprimés ou du Département des manuscrits. Aucun règlement ne spécifie qu'il sera tenu compte, en outre, des diplômes ou des travaux par lesquels les stagiaires ont pu manifester des aptitudes spéciales.

b) Les conditions d'entrée dans les trois autres Bibliothèques publiques de Paris, *Arsenal*, *Mazarine*, *Sainte-Geneviève*, fixées par le décret de 1887, sont calquées sur celles de la Bibliothèque nationale, mais avec deux différences importantes : 1° les candidats admis au stage ne

(1) Voir, dans l'appendice placé à la fin de cet article, le texte du programme publié en 1885, dans le *Bulletin administr. du Ministère de l'Instruction publique*.

(2) Voir le texte du programme de 1885, ci-dessous, p. 93.

reçoivent aucune rétribution, quelle que soit la durée du stage ; — 2° le programme du concours pour la nomination à l'emploi de sous-bibliothécaire a été récemment modifié à la suite du décret du 25 septembre 1905, disposant que les nominations et promotions auraient lieu, non plus séparément dans chaque dépôt, mais « sur l'ensemble des trois Bibliothèques » ; désormais, ce programme (1) ne porte plus sur la connaissance spéciale que le candidat peut avoir du service du dépôt où il a fait son stage, mais uniquement sur les notions théoriques et pratiques de bibliographie, d'histoire du livre et de bibliothéconomie ; il n'est donc qu'une répétition, un peu plus difficile, de l'examen d'admission au stage.

c) Dans les *Bibliothèques universitaires*, l'admission est subordonnée à l'obtention d'un *certificat d'aptitude spécial*, institué par l'arrêté du 4 décembre 1882 (modifié par celui du 20 décembre 1893), et qui donne uniformément accès à toutes les Bibliothèques de cette catégorie, soit à Paris, soit dans les centres universitaires de province.

L'examen à la suite duquel ce certificat est délivré a lieu, à Paris, à intervalles irréguliers, qui varient suivant les besoins du service des Bibliothèques universitaires. Pour être admis à s'y présenter, il faut réunir les conditions suivantes :

1° Avoir plus de 21 ans et moins de 35 ; 2° produire un certificat médical constatant l'aptitude physique ; 3° être bachelier ès lettres ou de l'enseignement secondaire classique ; 4° avoir fait une année de stage comme surnuméraire dans une bibliothèque universitaire : toutefois ce stage est réduit à six mois pour les licenciés ès lettres ou ès sciences, les docteurs en droit ou en médecine, les archivistes paléographes et les élèves diplômés de l'Ecole des hautes études ; il est supprimé pour les fonctionnaires des Bibliothèques dépendant de l'Etat ou des Communes qui ont trois ans de service actif.

Contrairement à la règle posée pour les grandes Bibliothèques publiques de Paris, aucune condition spéciale n'est exigée pour être admis comme *surnuméraire* dans une Bibliothèque universitaire.

Quant à l'examen lui-même, le programme en a été fixé par l'arrêté du 20 décembre 1893. Il comprend :

Une épreuve *écrite*, qui consiste : 1° en une composition sur une question de bibliographie générale ou sur une question d'administration appliquée au service d'une bibliothèque universitaire, tirée d'un programme inséré au *Journal officiel* du 30 décembre 1893 (2) ; — 2° dans le classement, conformément aux règles posées par l'Instruction générale du 4 mai 1878, de quinze ouvrages traitant de matières diverses et appartenant aux différentes époques de l'imprimerie ;

Une épreuve *orale*, qui consiste : 1° en questions sur la bibliographie et le service d'une Bibliothèque universitaire ; — 2° en interroga-

(1) Voir le texte dans le *Bulletin de l'A. B. F.*, 1^{re} année, n° 6, p. 128-129.

(2) Les parties essentielles de ce programme sont reproduites dans l'appendice placé à la fin de cet article, p. 95.

tions sur les langues vivantes que le candidat a déclaré connaître et dont une, au moins, la langue allemande, est obligatoire.

d) Parmi les *Bibliothèques spéciales*, annexées à des établissements d'enseignement supérieur ou à des corps savants, qui relèvent du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, je ne citerai que les principales, qui sont celles du *Muséum d'histoire naturelle*, de l'*Ecole nationale des Beaux-Arts*, du *Conservatoire de Musique*, de l'*Institut* et de l'*Académie de Médecine*. Ces riches dépôts, par l'importance des collections qu'ils contiennent et par la nature des services qu'ils rendent au public studieux, à qui ils sont plus ou moins largement ouverts, se rapprochent des deux premiers groupes de Bibliothèques. Cependant, les règlements divers de ces établissements n'imposent, pour la nomination aux fonctions de bibliothécaire ou de sous-bibliothécaire, aucune condition d'ordre technique : ni examen, ni stage, ni concours. Il suffit, à la Bibliothèque de l'Institut, d'être élu par l'assemblée générale des cinq Académies ; dans les autres Bibliothèques, où c'est le ministre qui nomme, il suffit d'être présenté, soit par le conseil des professeurs (Muséum), soit par l'Académie (Académie de médecine), soit par le directeur de l'Ecole (Ecole des Beaux-arts, Conservatoire de musique). *En fait*, le plus souvent, les corps qui présentent et le ministre qui nomme fixent de préférence leur choix sur des candidats qui présentent des garanties de culture générale et d'expérience technique : de nombreux exemples le prouvent. Cependant des exceptions fâcheuses se sont produites et peuvent se reproduire encore.

II

La diversité que je viens de constater dans les conditions d'admissions aux différentes catégories de Bibliothèques précédemment énumérées, se justifie-t-elle par des raisons suffisantes ? Est-elle ou n'est-elle pas favorable au bon recrutement des fonctionnaires de ces Bibliothèques ?

D'abord, il serait souhaitable qu'à l'entrée de chacune des Bibliothèques spéciales qui forment le dernier groupe dont je me suis occupé, fût institué réglementairement un examen ou un concours analogue à ceux qui existent pour les premiers groupes : sinon, la porte reste ouverte aux nominations de pure faveur ou d'ordre politique, qui presque toujours introduisent dans les Bibliothèques des fonctionnaires incompetents ou absorbés par d'autres soins que leurs occupations professionnelles.

Mais, en admettant qu'un contrôle sérieux soit établi à l'entrée de chaque Bibliothèque publique de l'Etat, est-il opportun de faire varier

ce contrôle et de modifier les conditions d'admission suivant les Bibliothèques ? Ce système présente à la fois des avantages et des inconvénients.

L'avantage principal, c'est que la préparation de chaque candidat étant dirigée en vue d'une catégorie particulière de Bibliothèques, et ayant lieu souvent dans le dépôt même où le candidat vise à entrer, l'administrateur de la Bibliothèque où se produit la vacance d'emploi est mieux renseigné sur la valeur professionnelle des divers candidats ; il a pu, pendant la préparation, se rendre compte de leurs aptitudes intellectuelles et morales, écarter à l'avance ceux à qui manquent les qualités requises pour le service de cette Bibliothèque, et en dirigeant la préparation des autres, former à son gré ses futurs collaborateurs.

En outre, dans les Bibliothèques d'un caractère spécial (Droit, Médecine, Muséum, Ecole des Beaux-Arts, etc.), pour le service desquelles il est nécessaire, non seulement d'être bibliographe, mais encore d'avoir fait des études approfondies, correspondant à la spécialité de la Bibliothèque, il est naturel que des conditions d'entrée particulières soient instituées, de façon à attirer de préférence des spécialistes.

Mais, d'autre part, ce système a l'inconvénient de créer entre chaque catégorie de Bibliothèques une séparation trop profonde, à l'entrée, et de n'ouvrir par conséquent aux stagiaires que l'accès du dépôt même dans lequel ils se sont préparés, ou tout au plus, celui d'un groupe très limité de dépôts assimilés au premier. Il en résulte que lorsqu'un candidat, ayant pleinement satisfait aux conditions exigées pour l'entrée dans une catégorie de Bibliothèques, constate qu'il ne peut cependant y trouver place avant longtemps, faute d'emploi vacant, il lui faut, pour profiter d'une vacance qui se produirait dans une autre catégorie de Bibliothèques, se soumettre à de nouvelles conditions, se présenter à un nouvel examen ou à un nouveau concours. S'il s'obstine, au contraire, à vouloir entrer dans la Bibliothèque pour laquelle il s'est préparé, il doit se résigner à prolonger indéfiniment son stage sans aucune rétribution (sauf à la Bibliothèque nationale, où il reçoit une faible indemnité). Or, est-il besoin de rappeler, après qu'on les a si souvent signalées, les conséquences déplorables de ces stages indéfinis, qui engendrent souvent, chez ceux qui s'y résignent, des habitudes de paresse et d'indifférence professionnelles et qui écartent des Bibliothèques publiques les candidats capables et laborieux, ayant besoin de vivre de leur travail (1).

De bons esprits, frappés de ce grave inconvénient et désireux en même temps d'ouvrir une place plus large, dans le personnel des Bibliothèques, aux jeunes gens qui ont fait dans les établissements d'enseignement supérieur de sérieuses études littéraires ou scientifiques, ont pensé qu'il y avait lieu de renoncer à la diversité des conditions exigées pour chaque catégorie de dépôt et d'instituer un mode *unique*

(1) V. notamment : La question du stage dans les bibliothèques, par V. CHAPOT (*Bulletin de l'A. B. F.*, 1^{re} année, n° 4, p. 91).

de recrutement, fondé sur de plus sérieuses garanties et ouvrant indistinctement aux candidats qui justifient de leur aptitude l'accès de toutes les Bibliothèques publiques de l'Etat.

En ce sens, on peut citer : 1° le projet présenté, en 1904, par notre confrère, M. J. Laude, Bibliothécaire de l'Université et de la ville de Clermont-Ferrand (1); 2° le projet élaboré, en 1906, par la Sous-Commission extraparlamentaire des Bibliothèques, au Ministère de l'Instruction publique (2).

Ce système aurait encore un autre avantage : en supprimant, sinon entre tous les fonctionnaires préposés en France aux Bibliothèques publiques, du moins entre ceux qui relèvent du Ministère de l'Instruction publique, la diversité d'origine dont on a souvent signalé les inconvénients, il contribuerait à donner au corps des bibliothécaires de l'Etat une cohésion qu'il n'a pas encore, et ferait de leurs fonctions une véritable carrière, analogue à celle de l'enseignement public.

Voici les principes sur lesquels repose cette réforme (3) :

1°) Tout candidat doit avoir une *culture générale* supérieure à celle d'un simple bachelier et justifier par un diplôme d'Université ou d'Ecole spéciale qu'il est initié aux méthodes de la recherche historique ou scientifique.

2°) Il doit, pour son apprentissage professionnel, faire un *stage* d'une certaine durée dans une Bibliothèque publique.

3°) Il doit, en subissant une *épreuve technique*, montrer qu'il possède les connaissances indispensables à un bibliothécaire.

4°) L'épreuve technique doit être organisée, non sous la forme d'un examen aboutissant à un simple diplôme, mais sous celle d'un *concours*, institué à intervalles réguliers en vue de pourvoir à un nombre limité de vacances prévues.

5°) Tout candidat admis, après concours, à entrer dans une Bibliothèque de l'Etat, doit être pourvu d'un *emploi rémunéré*, ou recevoir,

(1) J. LAUDE. Quelques mots sur les bibliothèques françaises (*Bibliographie moderne*, t. VIII, 1904, p. 157 à 176.)

(2) Le texte des deux projets a été reproduit dans le *Bulletin de l'A. B. F.*, 1^{re} année, 1907, p. 25 à 31. — On sait qu'en Italie, c'est le système du recrutement uniforme par voie de concours qui a été mis en pratique, dans les diverses Bibliothèques publiques de l'Etat qui relèvent du Ministère de l'Instruction publique, par le Règlement de 1885, modifié d'abord par celui de 1893, puis, récemment, par celui du 24 octobre 1907, dont le *Bulletin de l'A. B. F.* donnera dans un prochain numéro une analyse détaillée. Le nombre des Bibliothèques nationales, gouvernementales et universitaires auxquelles s'applique ce règlement général est de 35, réparties entre Rome (6), Florence (4), Naples (5) et 17 autres villes du royaume.

(3) Aux conditions d'admission qui seront discutées ci-après, le projet de la Sous-Commission ajoute la qualité de *français*; il conviendrait, ce semble, d'ajouter aussi les limites d'âge fixées par les règlements des Bibliothèques universitaires, c'est-à-dire plus de 21 ans et moins de 35.

jusqu'à la vacance de cet emploi, une *indemnité* proportionnée aux services provisoires qu'il fait dans cette Bibliothèque.

Pour juger ce que valent ces principes, il ne suffit pas de les poser *in abstracto* ; il faut voir surtout comment, *en fait*, on pourrait les appliquer. C'est ici que surgissent des divergences d'opinions, des difficultés pratiques sur lesquelles je voudrais appeler l'attention. Car c'est sur chacune d'elles que les membres de notre Association auront à se prononcer dans la prochaine assemblée générale. Reprenons donc chaque point en détail.

§ I. — *Culture générale.* — On s'accorde généralement à reconnaître que le diplôme de bachelier, seul titre exigé jusqu'à présent, ne constitue pas, pour un futur bibliothécaire, une garantie suffisante, parce que, s'il suppose l'acquisition au moins superficielle d'un assez grand nombre de connaissances élémentaires, il n'implique pas l'initiation aux procédés de la recherche historique ou scientifique. Cette initiation, — indispensable au bibliothécaire pour ordonner avec méthode et disposer suivant les besoins variés des lecteurs studieux les instruments de travail intellectuel qu'ils viennent chercher dans les Bibliothèques publiques (1), — ne s'acquiert vraiment que par les études supérieures faites à l'Université ou dans les Ecoles d'érudition spéciales. C'est donc un diplôme d'enseignement supérieur qu'il semblerait logique d'exiger de tout candidat aux fonctions de bibliothécaire dans un dépôt public de l'Etat. Mais ici trois questions se posent :

1° Quels diplômes d'enseignement supérieur convient-il d'exiger ? Le projet de la Sous-Commission énumère limitativement : la licence ès lettres ou ès sciences, complétée par le diplôme d'études supérieures ; le doctorat ès lettres, le doctorat ès sciences, le doctorat en droit, le diplôme de l'Ecole des Chartes, celui de l'Ecole des hautes études et celui de l'Ecole des langues orientales vivantes. — Peut-être y aurait-il lieu d'y ajouter le doctorat d'Université.

2° Ces différents diplômes doivent-ils être tous mis sur le même rang ou faut-il affecter à chacun, ainsi que le propose M. Laude, des coefficients divers, qui varieraient suivant la valeur scientifique attribuée au diplôme, et qui, dans le cas où un candidat serait pourvu de plusieurs diplômes, pourraient s'ajouter les uns aux autres pour le classement des divers concurrents ?

3° Devrait-on admettre des dispenses de diplômes ? Je ne vois guère qu'un cas où cette dispense serait justifiée : c'est lorsque le candidat, bien que n'étant pas gradué de l'enseignement supérieur, a prouvé, par la publication d'ouvrages d'histoire, de philologie, de sciences mathématiques, physiques ou naturelles, qu'il connaît et sait pratiquer les méthodes de la recherche historique ou scientifique.

(1) V. sur ce point notamment A. GRÆSEL, *Manuel de Bibliothéconomie*, trad. J. Laude, 1897, p. 446-447, et l'article précité de notre confrère J. Laude, p. 159-161.

§ II, III et IV. — La question du *stage* est liée étroitement à celle de l'*épreuve technique*, l'un et l'autre concourant à former ou à démontrer la compétence professionnelle. Il y a donc avantage à les discuter simultanément.

On peut concevoir le *stage* de deux façons : ou bien comme un *exercice d'apprentissage*, ouvert à tous les candidats et *précédant l'épreuve technique*; ou bien comme un *service provisoire*, auquel sont seuls admis les *candidats classés après l'épreuve technique* et qui précède, à titre d'épreuve professionnelle, la nomination définitive. Suivant l'une ou l'autre de ces conceptions, le caractère du *stage* et le programme de l'épreuve technique varient.

1° Le premier système, actuellement pratiqué pour l'obtention du diplôme de bibliothécaire universitaire, est celui que les projets de la Sous-Commission et de M. Laude proposent de généraliser.

Le *stage*, auquel on serait admis sans autre condition que la possession de l'un des diplômes mentionnés ci-dessus (ou tout au moins l'inscription à des cours préparant à ce diplôme qui peut n'être obtenu que dans le courant ou à la fin du *stage*), serait de six mois ou d'un an et devrait être fait dans une bibliothèque de l'Etat. Pendant cette période de temps, les candidats, sans être ni astreints à un service effectif dans le cadre de la Bibliothèque, ni rétribués (1), se familiariseraient, sous la direction des Bibliothécaires, avec les connaissances théoriques et pratiques qu'ils doivent posséder pour subir avec succès l'*épreuve technique*. — Celle-ci, ramenée à un type unique pour tous les candidats, aurait lieu sous forme de concours annuel et non de simple examen de capacité ; le nombre de places serait limité et calculé d'après le nombre présumé — et majoré d'un tiers — des vacances qui peuvent se produire pendant l'année dans les diverses bibliothèques relevant du Ministère de l'Instruction publique. Le système du concours aurait le double avantage d'élever le niveau de l'épreuve technique et de restreindre au minimum l'intervalle de temps qui s'écoulera entre l'obtention du diplôme de bibliothécaire et la nomination à un emploi rétribué. — Quant au programme de l'épreuve (sur lequel le projet de la Sous-Commission est muet), il pourrait être emprunté en partie à celui des Bibliothèques universitaires, en partie à celui de la Bibliothèque nationale ; celui qu'a proposé M. Laude (2) pourra paraître un peu trop chargé de matières; du moins devrait-on y distinguer, à côté des matières obligatoires, certaines matières facultatives (iconographie, numismatique, histoire des sciences), qui donneraient lieu à une mention spéciale dans le diplôme.

A ce premier système, on peut faire une objection sérieuse. Le *stage* préparatoire et l'épreuve technique ne permettent de juger que des aptitudes intellectuelles et des connaissances bibliographiques des can-

(1) Des bourses de *stage*, proposées par la Sous-Commission extraparlamentaire (art. 4), pourraient être accordées aux candidats, en cas d'insuffisance de fortune.

(2) V. ci-après, dans l'appendice, le texte de ce programme.

didats ; ils ne renseignent pas sur leurs *qualités professionnelles*, puisque aucun service effectif ne leur aura été demandé à titre d'épreuve. Chaque candidat admis sera donc nommé définitivement, sans que son chef connaisse sa valeur autrement que par les notes du concours et le classement, sans qu'il ait pu se rendre compte si, par son exactitude et sa conscience dans le travail, par sa fermeté mêlée de courtoisie dans les rapports avec le public, son nouvel auxiliaire a vraiment les qualités indispensables pour être un bon bibliothécaire.

2° Le second système serait, à peu de chose près, emprunté aux règlements en vigueur à la Bibliothèque nationale et dans les grandes Bibliothèques publiques de Paris. Il y aurait deux épreuves techniques, chacun de nature différente, entre lesquelles se placerait un stage rétribué (1).

a) *L'épreuve technique du premier degré*, — à laquelle pourrait être admis tout candidat, pourvu de l'un des diplômes précédemment énumérés, qui justifierait d'un certain temps de préparation dans une ou plusieurs bibliothèques (3 mois au minimum) — serait analogue à l'examen actuel d'« admission au titre de stagiaire » (2) ; mais prendrait la forme d'un *concours*, le nombre de places étant limité au nombre présumé des vacances (majoré d'un tiers).

b) Les candidats admis après ce concours seraient, au fur et à mesure des vacances, nommés *stagiaires* pour un an, *rétribués* et *assujettis au service complet* de la Bibliothèque où ils seraient nommés. Le stage permettrait à chaque candidat non seulement de compléter sa préparation technique, mais de donner à ses chefs la mesure exacte de ses aptitudes intellectuelles et morales aux fonctions de bibliothécaire.

c) Le stage ne serait plus, comme aujourd'hui, de durée indéfinie, mais toujours limité à *une année*, au bout de laquelle le stagiaire subirait *l'épreuve du second degré*, qui serait un simple examen de contrôle. On ferait entrer en ligne de compte : 1° les notes de ses chefs ; 2° des épreuves pratiques portant sur la bibliothéconomie en général et sur le service spécial de la Bibliothèque où il a fait son stage. Si le résultat est satisfaisant, le stagiaire est immédiatement *titularisé* en qualité de sous-bibliothécaire ; sinon, il est éliminé, et l'emploi vacant de stagiaire attribué à un autre candidat, dans l'ordre de classement du précédent concours.

Il est bon de remarquer que ce second système, préférable au point de vue de l'administration à qui il permet de faire un choix plus éclairé, expose aussi les candidats à de moindres risques : car l'élimination en cas d'insuffisance, qui fait perdre au candidat évincé le bénéfice de son stage et l'oblige, après toute une année de prépara-

(1) Il est intéressant de constater que c'est le système adopté en Italie pour le recrutement des diverses Bibliothèques publiques qui relèvent du Ministère de l'Instruction publique (*Règlement de 1907*, art. 80 à 84).

(2) V. ci-dessous, p. 93.

tion inutile, à chercher une autre voie, se produira beaucoup plus rarement que dans le premier système, puisque les stagiaires, nommés seulement après concours, seront beaucoup moins nombreux.

Quel que soit le système suivant lequel on organiserait le stage et l'épreuve technique, il y aurait lieu, dans l'application, de tenir compte de la situation particulière d'une catégorie de candidats qui bénéficieraient déjà, pour l'entrée dans les Bibliothèques publiques, d'un privilège (1) qu'il serait injuste de ne pas leur maintenir : je veux parler des *Archivistes-paléographes* sortant de l'Ecole des Chartes.

Pendant leurs trois années d'études, ils ne sont pas seulement initiés aux méthodes des sciences historiques dans leur application à l'histoire de France ; ils reçoivent aussi, par deux enseignements distincts, une préparation spéciale aux fonctions d'archiviste et à celles de bibliothécaire. Le diplôme qui leur est délivré est donc à la fois une attestation d'études supérieures et un certificat de connaissances techniques ; par lui seul, il implique déjà la réalisation des deux conditions principales considérées comme indispensables à la formation d'un bibliothécaire ; et pour achever cette formation, il suffit de quelques mois passés dans une Bibliothèque publique, afin d'acquérir la pratique du métier dont un élève de l'Ecole des chartes connaît déjà les éléments essentiels. Il y a donc de sérieuses raisons de dispenser les archivistes-paléographes, dans les concours ouverts pour le recrutement des Bibliothèques publiques, d'une partie au moins des épreuves exigées des autres candidats.

En pratique, il se présentera quelques difficultés, si l'on adopte le premier système, celui d'un stage préparatoire suivi d'un concours. Ou bien on les astreindra au stage seul, en les dispensant de prendre part au concours ; mais alors ils seront classés hors rang ; il faudra leur réserver une partie des places, les autres seules étant mises au concours ; et quelle sera la proportion équitable (2) ? Puis le programme institué pour le concours pourra comprendre un ensemble de connaissances plus variées que n'en comporte le cours de « Bibliographie et service des Bibliothèques » fait à l'Ecole des chartes ; par ex. la bibliographie des sciences mathématiques, naturelles, médicales, la pratique de plusieurs langues vivantes, etc. Dans ce cas, la dispense totale du concours serait-elle équitable ? — Ou bien, au contraire, on les astreindra au concours (comme la chose se pratique actuellement pour l'admission dans les Bibliothèques universitaires) : et alors ce sera leur enlever un privilège justifié ; ils n'auront d'autre avantage que celui d'une préparation spéciale qui pourra accroître leurs chances de succès.

Dans le second système, qui établit deux degrés d'épreuves techni-

(1) V. plus haut, p. 83.

(2) La proportion d'une place sur trois vacances, fixée par l'ordonnance royale du 5 janvier 1846, est insuffisante ; il me semble qu'il faudrait réserver une place sur deux vacances.

ques séparées par un stage d'apprentissage, les difficultés disparaissent : les archivistes-paléographes seraient de droit (comme aujourd'hui à la Bibliothèque nationale) dispensés de la première épreuve technique et admis au stage, parallèlement avec les candidats soumis au concours, dans une proportion qu'on pourrait fixer à une place sur deux vacances. Après le stage, ils devraient subir, comme les autres stagiaires, la deuxième épreuve technique pour être définitivement titularisés.

A un autre point de vue, on peut prévoir quelques difficultés d'application lorsqu'il s'agira du recrutement des Bibliothèques d'Etat qui ont un caractère *spécial*, telles que celles de la Faculté de médecine, de l'Ecole de pharmacie, de la Faculté de droit, du Muséum, du Conservatoire de musique. Il est certain que pour classer et diriger convenablement un de ces dépôts, il est nécessaire au bibliothécaire qui en est chargé, non seulement d'avoir une instruction bibliographique générale, mais aussi d'être familiarisé par ses études antérieures avec les connaissances spéciales qui y sont représentées d'une manière à peu près exclusive ; en un mot, d'être, suivant les cas, juriste, médecin, naturaliste ou musicien, en même temps que bibliographe. Comment concilier cette exigence avec un mode de recrutement uniforme ? Il semble que l'on pourrait faire la distinction suivante : ou bien, parmi les candidats admis après concours, il s'en trouverait qui serait pourvu du diplôme spécial correspondant à la spécialité de la bibliothèque en question, et alors se serait lui qu'il faudrait nommer de préférence, quel que fût, d'ailleurs, son rang de classement dans le concours ; — ou bien il n'y aurait pas de candidat possédant la compétence requise, et alors le spécialiste à qui le Ministre confierait provisoirement l'emploi, serait mis dans l'obligation de se présenter, dans un délai déterminé, au concours institué pour le recrutement des bibliothécaires.

§ V. — Une dernière question reste à examiner. Comment régler la situation des candidats qui, *ayant été classés après concours, ne pourraient obtenir, faute de vacance, un emploi immédiat*, soit comme sous-bibliothécaire (premier système), soit comme stagiaire rétribué (deuxième système) ?

En fait, les candidats dont il s'agit seront peu nombreux et attendront moins longtemps qu'aujourd'hui l'emploi promis, puisque le nombre de places mises annuellement au concours sera proportionné, comme on l'a vu, à la moyenne des vacances présumées. Mais, quelque précaution que l'on prenne, avant que les prévisions se réalisent, il y aura nécessairement, pour plusieurs d'entre eux, une période d'attente, pendant laquelle l'Etat ne peut équitablement se désintéresser de leur situation ; s'il se montre plus exigeant pour les conditions d'entrée, il doit, en toute justice, assurer aux candidats d'élite qu'il a recrutés des avantages immédiats : c'est le vrai moyen d'attirer dans les Bibliothèques publiques des fonctionnaires de valeur.

Deux hypothèses peuvent d'ailleurs se présenter. Ou bien le candidat classé ne demandera pas à bénéficier immédiatement du titre qu'il a obtenu, et préférera, en attendant une vacance de son choix, garder le libre emploi de son temps (par exemple pour des études complémentaires, une thèse à achever, une mission à remplir, etc.). Ou bien, il demandera (ce qui sera sans doute le cas ordinaire) à être employé immédiatement dans une Bibliothèque de l'Etat; et alors, pour rémunérer ce service provisoire, il y aurait lieu de créer au Ministère de l'Instruction publique un *fonds spécial* de quelques milliers de francs, qui serait distribué chaque année, en totalité ou en partie, sous forme d'indemnités, dans les Bibliothèques où ces candidats seraient provisoirement occupés. Il n'y a point, en effet, de dépôt public un peu considérable qui n'ait, en dehors du service courant, des travaux rétrospectifs à reprendre ou à continuer; et c'est à ces travaux de longue haleine, pour lesquels le cadre régulier des fonctionnaires est toujours insuffisant, que pourraient être très utilement employés comme auxiliaires, les candidats dont il s'agit, mais au prix d'une juste indemnité. D'ailleurs, ce que l'on propose là n'est point une innovation : ce serait simplement généraliser, en l'étendant à d'autres Bibliothèques relevant du Ministère de l'Instruction publique, ce qui se fait depuis de longues années à la Bibliothèque nationale, pour les travaux de catalogue, en faveur d'attachés qui ne sont pas compris dans le cadre normal des fonctionnaires.

Ch. MONTET.

APPENDICE

I. — Bibliothèque nationale

A. PROGRAMME DE L'EXAMEN D'ADMISSION AU TITRE DE STAGIAIRE. (*Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*, 1885, n° 669, p. 709-710.)

a. Département des imprimés.

1° Cataloguer une vingtaine d'ouvrages ou pièces, parmi lesquels des incunables, des livres imprimés en grec, en latin et dans les principales langues européennes, notamment en allemand.

2° Dégager des titres de ces ouvrages les mots caractéristiques qui peuvent entrer dans un répertoire alphabétique par noms de matières...

3° Analyser une préface écrite en latin ou dans une langue étrangère vivante...

4° Répondre par écrit à des questions posées sur le plan et l'usage des principaux ouvrages de bibliographie ancienne et moderne, française et étrangère.

b. Département des manuscrits.

- 1° Copier quelques textes manuscrits.
- 2° Rédiger la notice de quatre ou cinq manuscrits.
- 3° Répondre à des questions de chronologie et de diplomatique.
- 4° Résumer une notice ou dissertation écrite en latin ou en une langue vivante étrangère et portant sur un point de paléographie ou d'histoire littéraire.

B. PROGRAMME DE L'EXAMEN D'ADMISSION AU TITRE DE SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE.

a. Département des imprimés.

1° Cataloguer une dizaine d'ouvrages ou de pièces, parmi lesquels des incunables, des livres imprimés en grec, en latin et dans les principales langues européennes, notamment en allemand. — Indiquer la division bibliographique à laquelle chacun de ces articles doit être rattaché suivant les usages admis à la Bibliothèque.

2° Trouver, à l'aide des bibliographies et des différents répertoires du Département des imprimés, une dizaine d'ouvrages demandés de façon plus ou moins régulière par les lecteurs fréquentant la salle de travail.

3° Répondre par écrit à des questions posées pour s'assurer que le candidat connaît les systèmes de classement employés à la Bibliothèque nationale, qu'il est familier avec les principaux ouvrages bibliographiques, qu'il a des notions sur l'histoire de l'imprimerie, qu'il sait apprécier les particularités importantes à remarquer dans un livre (condition exceptionnelle des exemplaires, reliure, ex-libris, annotations manuscrites).

b. Département des manuscrits.

1° Rédiger la notice de quatre ou cinq manuscrits.

2° Répondre par écrit à des questions posées sur des points de paléographie, de bibliographie des manuscrits et d'histoire des bibliothèques.

3° Montrer qu'on est familier avec les systèmes de classement et les catalogues employés à la Bibliothèque depuis le XVII^e siècle et dans les principaux établissements dont la Bibliothèque a recueilli les manuscrits.

Des programmes spéciaux analogues aux précédents ont été établis pour le Département des *estampes* et celui des *médailles et antiques*. (*Bulletin administr.*,; *ibid.* — Cf. C. Richou. *Traité de l'administration des Bibliothèques*, 1885, p. 136).

II. — Bibliothèques universitaires.

(Arrêté du 20 décembre 1893).

Art. 4. — L'examen comprend deux épreuves, l'une écrite, l'autre orale.

Art. 5. *Epreuve écrite.* — L'épreuve écrite comprend :

1° Une composition sur une question de bibliographie générale ou sur une question d'administration appliquée au service d'une Bibliothèque universitaire, tirée du programme ci-annexé ;

2° Le classement de quinze ouvrages traitant de matières diverses et appartenant aux différentes époques de l'imprimerie. Ce travail implique les opérations déterminées par l'Instruction générale du 4 mai 1878, savoir :

Le numérotage ;

L'inscription au registre d'entrée inventaire ;

L'inscription au catalogue méthodique ;

L'inscription au catalogue alphabétique.

Le candidat devra justifier dans ce travail d'une écriture serrée et parfaitement lisible.

Art. 6. *Epreuve orale.* — L'épreuve orale se compose :

1° De questions sur la bibliographie et le service d'une Bibliothèque universitaire ;

2° D'interrogations sur les langues vivantes inscrites à la note indicative mentionnée à l'art. 2. Le candidat devra justifier, en tout cas, d'une connaissance suffisante de la langue allemande par l'explication, à livre ouvert, d'un passage tiré de GRAESEL, *Grundzüge der Bibliothekslehre* (Leipzig, Weber, 1890).

PROGRAMME ANNEXÉ

(Nous ne reproduisons que les rubriques générales, et non le détail de chacune d'elles.

1^{re} partie. Bibliographie générale.

1° Eléments matériels du livre (papier, caractères, composition typographique, illustrations, reliure, etc.

2° Histoire du livre.

3° Répertoires bibliographiques.

4° Bibliographie appliquée au service des Bibliothèques (rédaction des catalogues etc.)

2^e partie. Administration des Bibliothèques universitaires.

1° Le personnel.

2° Le local.

3° Le mobilier.

4° Les livres : provenance, classement, mesures de conservation.

5° Les services de la Bibliothèque (lecture sur place, prêt au dehors).

6° La comptabilité financière et administrative.

III. — Programme du concours pour le diplôme de Bibliothécaire

PROPOSÉ PAR M. J. LAUDE

(*Bibliographie moderne*, t. VIII, 1904, p. 175).

Epreuve écrite.

	Coefficients
1° Une composition sur une question de bibliographie ou de bibliothéconomie générale	20
2° Un rapport technique sur une question d'administration.	15
3° La traduction d'une préface écrite en latin et l'analyse détaillée de deux préfaces écrites, la première en allemand, la seconde en anglais	15
4° Le classement alphabétique et méthodique de dix ouvrages, parmi lesquels deux incunables et des livres imprimés en latin, grec, allemand et anglais ; et la rédaction de la notice de deux manuscrits, l'un français, l'autre latin.....	40
Total.....	90

Epreuve orale.

1° Eléments de l'histoire du livre	15
2° Bibliothéconomie et bibliothécographie.....	15
3° Questions de paléographie, de chronologie et de diplomatique. Notions d'iconographie et de numismatique.....	10
4° Classification générale des sciences et histoire des sciences	10
5° Notions d'histoire littéraire générale. Questions détaillées sur l'histoire littéraire de la France.....	10
7° Traduction de passages d'ouvrages de bibliothéconomie en allemand, anglais, et, au choix du candidat, dans une 3 ^e langue vivante	15
Total.....	90

Il est nécessaire pour être autorisé à concourir de produire un des diplômes ci-dessous indiqués. Ces diplômes entrent en ligne de compte pour le classement définitif avec les coefficients suivants :

Doctorat ès lettres et ès sciences ; Agrégation des lettres et des sciences ; Agrégation de médecine et de droit.....	15
Licence ès lettres et ès sciences ; Diplôme d'archiviste paléographe ; Diplôme de l'Ecole des hautes études ; Doctorat en droit et en médecine ; Doctorat d'Université ; Diplôme de l'école des langues orientales	12
Licence en droit ; Certificats d'aptitude	5

Chronique et Bibliographie

Le Comité de l'A. B. F., désireux de donner plus d'intérêt à la partie du *Bulletin* consacrée à la Chronique des bibliothèques, prie instamment les membres de l'Association, de faire parvenir au secrétaire, 58, rue de Richelieu, toutes les nouvelles qui concernent le personnel, le local, les acquisitions, les dons, les catalogues... des bibliothèques auxquelles ils appartiennent.

* *

La prochaine assemblée trimestrielle de l'A. B. F. aura lieu le samedi 5 décembre prochain.

La principale question qui figurera à l'ordre du jour sera celle du « Recrutement des Bibliothécaires dans les Bibliothèques publiques de l'Etat qui relèvent du Ministère de l'Instruction publique », dont la discussion a été commencée dans la précédente assemblée et qui fait l'objet de l'article inséré au présent n° du Bulletin.

Ceux de nos confrères qui ne pourront assister à l'assemblée du 5 décembre, sont priés de vouloir bien faire connaître, par lettre adressée à l'un des membres du Bureau, les solutions qu'ils jugent utiles de donner à chacune des questions de détail que soulève la discussion de cet important sujet.

* * *

Dans la dernière réunion extraordinaire d'octobre, le Conseil municipal de Reims a décidé le transfert de la Bibliothèque, actuellement installée à l'Hôtel de Ville, dans les bâtiments du Palais archiépiscopal.

* * *

Dans son récent rapport présenté à la Chambre des Députés sur le budget du Ministère de l'Instruction publique pour 1909, M. Steeg, député de Paris, pour la seconde fois rapporteur de la Commission du budget renouvelle les observations critiques qu'il avait déjà faites, dans son rapport pour 1908, sur l'organisation défectueuse des Bibliothèques publiques. Il réclame, comme on le verra pour les extraits qui suivent, la plupart des réformes dont l'A. B. F. poursuit de son côté la réalisation :

Bibliothèque nationale.

Il est incontestable que les avantages consentis cette année au personnel (augmentation de 8.000 francs sur les crédits alloués au personnel

des fonctionnaires et agents) constituent une amélioration des plus appréciables. Pour devenir réellement efficace, cette mesure financière ne devrait-elle pas être suivie de la réforme du décret qui établit dans chaque grade une multiplicité exagérée de classes personnelles ? Ne pourrait-on demander à l'administration, dont la sollicitude s'est traduite cette année de façon si précise, de rechercher si cette réforme n'est pas réalisable sans un nouvel effort budgétaire ? En tout cas, nous ne doutons pas de sa bonne volonté à l'égard d'un personnel très méritant et moins bien traité qu'il ne l'est à l'étranger.

« Tout effort financier, disions-nous l'an dernier, risquerait de ne donner aucun résultat satisfaisant s'il n'était accompagné des garanties nécessaires au recrutement, à l'avancement et aux droits du personnel astreint à des devoirs nettement spécifiés. » Nous persistons dans cette manière de voir, et pensons que l'effort du Parlement doit être corroboré par l'effort de l'Administration pour apporter au personnel des bibliothèques un statut plus nécessaire encore qu'ailleurs, parce que les conditions de recrutement et d'avancement varient d'un établissement à l'autre, parce qu'il est temps que nos grands laboratoires historiques et philologiques passent à l'état organique qui leur fait parfois défaut. Nul doute que l'inspection générale, qui se poursuit à la Bibliothèque nationale, ne donne à ce sujet des indications précieuses dont on pourra profiter pour accomplir, même dans les autres bibliothèques, les réformes nécessaires.

Ne serait-il pas désirable, par exemple, qu'un même concours d'entrée fût établi dans les diverses bibliothèques, y compris les bibliothèques universitaires et les grandes bibliothèques municipales, après entente avec les municipalités ? De la sorte on pourrait, dans un personnel plus nombreux et interchangeable, assurer un avancement plus rapide. De bons esprits ont soutenu cette idée.

Et si l'on juge que des questions aussi graves ne peuvent être résolues qu'après l'examen sérieux des personnalités compétentes, un moyen s'impose : la création, toujours retardée, du *Conseil supérieur des bibliothèques*. Des renseignements officiels nous avaient permis d'annoncer, l'an dernier, comme une chose presque faite, l'institution de ce conseil. Nous regrettons les hésitations qui, sans doute, se sont produites et qui compromettent la solution des problèmes capitaux de la spécialisation des dépôts, de l'organisation de plus en plus complexe des services, de l'unification des concours, etc. Il est trop certain que des questions d'ordre professionnel doivent être traitées avant tout par des professionnels, et qu'on risque de commettre des erreurs irréparables en ne s'entourant pas des garanties nécessaires. Non pas que nous considérions comme désirable la création d'un conseil supérieur exclusivement composé de bibliothécaires : nous avons suffisamment montré les inconvénients d'un *Conseil supérieur de l'Instruction publique*, exclusivement composé d'universitaires pour vouloir retomber dans la même faute.

Il serait désastreux de ne pas faire appel à la collaboration de membres du Conseil d'Etat ou de représentants autorisés des lecteurs et des travailleurs, des bibliophiles et des bibliographes qui fréquentent journellement nos dépôts nationaux. Mais il est bien certain que les commissions de ce conseil comprendraient, pour beaucoup de questions, une majorité de bibliothécaires et qu'ainsi l'élément professionnel aurait la prépondérance dans les questions plus particulièrement techniques...

Il semble que la mesure la plus importante pour le développement rationnel de la Bibliothèque nationale et des autres bibliothèques de l'Etat serait la reconnaissance de la *personnalité civile*. Il n'y a aucune raison pour que les bibliothèques soient moins favorablement traitées que les musées. On voit les avantages d'une pareille innovation, on n'en voit pas les inconvénients.

L'an dernier, le Parlement a accordé l'autonomie financière au Muséum d'histoire naturelle. Au moment où la Bibliothèque nationale s'agrandit, où des travaux se précipitent ou s'arrêtent selon le vote ou l'épuisement de crédits annuels, où les dépenses augmentent au fur et à mesure qu'on en recule l'échéance, ne serait-il pas de la plus élémentaire sagesse de parer au mal en accordant l'autonomie financière à la Bibliothèque ? De plus en plus on y photographie les manuscrits très anciens, l'opération de la photographie s'accompagne inévitablement d'une légère détérioration. Ne serait-ce pas justice que la Bibliothèque perçut un droit, si minime fût-il, pour la reproduction des manuscrits et des estampes ? Une discrète enquête a permis de s'assurer que les principaux intéressés consentiraient très volontiers à payer une légère redevance, dont, au reste, ils profiteraient, puisqu'à l'aide de cette contribution on enrichirait les collections.

Or, actuellement les droits perçus reviendraient, non à la Bibliothèque, mais au Trésor ; il importe donc que cet établissement soit mis en mesure de pourvoir au moins à la récupération des dommages causés par des reproductions.

Un jour ou l'autre la nécessité de conférer l'autonomie financière aux bibliothèques apparaîtra. On réaliserait certainement une économie, en prenant cette mesure le plus tôt possible. Ainsi se manifeste, une fois de plus, l'importance des mesures d'ensemble, en ce qui concerne les bibliothèques auxquelles on a trop souvent appliqué le système des réformes par *petits paquets*, coûteuses et improductives.

La lenteur avec laquelle se poursuit la publication du *Catalogue général des imprimés* est proverbiale. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que six volumes, au lieu de quatre, pourraient être publiés chaque année, sans augmentation réelle des frais, si une dépense un peu plus considérable, mais moins prolongée était consentie. La Commission n'a pas eu jusqu'ici à examiner de propositions de ce genre. Mais il est certain que l'entreprise du *Catalogue général* risque d'être quelque jour abandonnée par découragement, si on ne trouve pas moyen de faire au moins en trente ans ce que le British Museum a exécuté en dix-huit ans.

On ne doit pas oublier qu'à l'achèvement du catalogue, il faudra publier un certain nombre de volumes supplémentaires pour qu'il fournisse l'indication de tous les ouvrages possédés à une date donnée par la Bibliothèque. Après quoi, il faudra rédiger et publier le catalogue des ouvrages anonymes, le catalogue des documents parlementaires, celui des œuvres musicales, etc., ce qui suppose l'effort d'un siècle au moins. Dans ces conditions, on ne peut que s'inquiéter de la lenteur des travaux entrepris, tout en reconnaissant la bonne volonté et l'effort sincères de ceux qui s'y emploient.

Sur cette question si importante de la confection et de la publication des catalogues, peut-être un *Conseil supérieur des Bibliothèques*, composé à la fois de bibliothécaires et de lecteurs, pourrait-il fournir une meilleure solution que celle à laquelle on s'attarde depuis dix ans.

Nous avons, l'an dernier, appelé l'attention de l'Administration sur ce qu'il y a d'insolite, et, à certains égards, de dangereux à inscrire dans un chapitre spécial du budget une somme de 100.000 francs pour les catalogues, alors que la confection de ces catalogues absorbe une partie des crédits des chapitres 58 et 59. On ne peut considérer comme un bon procédé de clarté financière cette dispersion de crédits affectés au même emploi. Cette confusion a amené parfois des récriminations du personnel intéressé, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il est très fâcheux qu'elles se produisent. Au lieu d'un chapitre, où l'absence d'articles distincts entraîne une obscurité regrettable, mieux vaudrait réserver dans le chapitre du personnel un article pour les crédits destinés à rétribuer le travail supplémentaire des fonctionnaires et agents

employés aux catalogues, et dans le chapitre du matériel un article pour les frais d'impression. Cette réforme très simple aurait en outre l'avantage d'incorporer dans les dépenses ordinaires du budget des crédits qui ne diminueront pas avant cent ans, à moins qu'on ne renonce à l'œuvre entreprise, ce qui serait un remède pire que le mal.

Bibliothèques publiques de Paris.

Le total des crédits prévus à ce chapitre est de 150.500 francs, mais on en a déduit 3.000 francs pour produit présumé de vacances d'emploi, conformément à la demande du Gouvernement. En 1907, le Parlement manifesta sa volonté de mettre fin à une réduction de crédits de ce genre, s'élevant à 5.000 francs et s'appliquant à la Bibliothèque Nationale, il semble bien que la même mesure bienveillante à l'égard d'un personnel peu nombreux et sans avancement ne puisse être longtemps retardée.

En effet, le décret du 25 septembre 1905, qui modifia celui du 7 avril 1887 et réorganisa les services, se trouve appliqué de façon telle que le personnel fait maintenant défaut à certaines bibliothèques. On doit signaler, à l'Arsenal, cette anomalie bizarre, c'est que le règlement oblige l'administrateur à convoquer chaque mois le comité consultatif, composé de l'administrateur, du conservateur et du conservateur-adjoint. Les procès-verbaux des réunions où doivent se discuter des questions importantes, font totalement défaut depuis trois ans, et pour cause. Il semble qu'avec une somme de 2.300 francs, on puisse créer un conservateur et un conservateur-adjoint, et rendre à la bibliothèque son organisme normal. La suppression de déduction de crédits pour produit présumé de vacances d'emploi peut donc en dépendre facilement, puisqu'elle permettrait d'appliquer des règlements existants.

Il faut noter aussi la situation faite au personnel. Il ne s'agit pas seulement des traitements peu élevés, et de l'avancement à peu près nul, au point que les attachés restent facilement douze ans sans recevoir de traitement. Mais on pourrait citer tel ou tel de ces attachés de vieille date, connu et particulièrement estimé pour ses publications, qui est obligé de subir à intervalles réguliers des examens professionnels, dont le programme change de temps à autre, pour conserver sa situation non rémunérée et sans espoir d'avancement. D'un personnel assujéti à de telles obligations, on ne peut espérer une reconnaissance sans bornes ; son amour des livres et de la recherche reste la meilleure garantie de son dévouement professionnel très réel. Aussi faut-il espérer que des mesures d'ensemble, s'appliquant à toutes les bibliothèques de l'Etat et concertées avec les fonctionnaires de nos principaux établissements, viendront mettre fin à un état de choses regrettable.

Services généraux des Bibliothèques et des Archives.

A diverses reprises, des protestations autorisées se sont fait entendre contre la confusion existant entre les services généraux des bibliothèques et ceux des archives. La proposition de loi de notre ancien collègue, notre ami Gabriel Deville, qui est toujours à l'étude et qui vise à la fois la réorganisation des bibliothèques et celle des archives, n'a point calmé les inquiétudes des parties intéressées. Il est incontestable que les lois ordinaires de la division du travail s'appliquent dans ce cas particulier comme dans beaucoup d'autres, et qu'à des fonctions distinctes il faut des fonctionnaires différents. Depuis bien des années, les grandes questions intéressant l'administration générale des archives et des bibliothèques demeurent posées : les solutions n'interviennent pas. La création du *Conseil supérieur des bibliothèques*, où elles seraient utilement traitées, permettrait d'espérer quelques progrès dont la science française profiterait la première.

Nous n'avons pas à étudier le fonctionnement parfaitement défectueux

du dépôt légal qui dépend d'un autre Ministère. Mais nous avons le devoir de signaler que, malgré les efforts du Ministère de l'instruction publique pour faire profiter les bibliothèques de l'Etat de cette source d'enrichissement, les dispositions législatives actuelles sont insuffisantes ; de fâcheux abus se sont enracinés, si bien que certains éditeurs refusent nettement d'opérer le dépôt et que l'Administration ne croit pas devoir les poursuivre de façon très sérieuse. Il semble indispensable, si l'on veut sauvegarder les intérêts des collections, que l'action législative intervienne.

Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Echanges internationaux.

Ce chapitre comprend des crédits affectés à des destinations très différentes, ce qui constitue toujours une regrettable pratique financière : les souscriptions supérieures — se rattachent très naturellement au chapitre 57 (*Publications diverses*) et répètent presque mot pour mot le libellé des crédits des *Souscriptions aux ouvrages d'enseignement supérieur et échanges universitaires* prévus au chapitre 13 ancien du projet du Gouvernement. Il n'y a aucun intérêt à disperser des crédits au risque de faire, comme il arrive parfois, de doubles emplois.

D'autre part, les envois consentis aux bibliothèques municipales et populaires ne relèvent de l'enseignement supérieur que par un véritable abus de langage ; ces œuvres de vulgarisation et d'imagination, dont on ne prétend nullement rabaisser le mérite, n'ont en général rien à voir avec la haute culture et la recherche désintéressée. Enfin, les jetons de présence à la Commission d'examen rentreraient utilement dans un chapitre unique consacré aux indemnités accordées aux diverses commissions scientifiques qui fonctionnent au Ministère de l'Instruction publique. On ne peut arriver à une parfaite clarté financière qu'en rassemblant les crédits analogues et qu'en séparant les crédits différents. Cette vérité évidente est de celles que le rapporteur a malheureusement l'occasion et le devoir de rappeler chaque année.

On ne saurait trop attirer l'attention de l'administration sur les progrès qui restent à réaliser dans la mise en valeur des bibliothèques municipales : sans doute l'examen imposé pour exercer les fonctions de conservateur a déjà rendu quelques services. Mais il serait à souhaiter qu'un accord intervint entre les municipalités et l'Etat pour obtenir à la fois des garanties plus sérieuses dans le recrutement du personnel et, en échange, une situation plus sûre et des conditions d'avancement régulier pour des fonctionnaires apportant dans leur service des qualités professionnelles incontestables...



EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

Séance du 30 octobre 1908.

M. LE PRÉSIDENT. « Chap. 58. — Bibliothèque nationale. — Personnel, 462,000 fr. »

La parole est à M. Alexandre Blanc.

M. ALEXANDRE BLANC. — Messieurs, je ne demande pas un relèvement de traitement, mais je tiens à vous signaler la situation très précaire qui est faite aux gardiens et aux agents de la Bibliothèque nationale. Ils ont un traitement de début de 1.200 francs et ne reçoivent pas d'autre indemnité ; par conséquent, après leur besogne journalière, ils sont obligés de se livrer à toutes sortes de travaux. Ils voudraient, avec une augmentation d'heures de travail, recevoir une augmentation de salaire.

Mais, en gens avisés et qui lisent les journaux, ces gardiens savent que le budget national ne s'équilibre pas plus facilement que leur budget personnel (Sourires), et ils ont alors trouvé autre chose. Il y a, en effet, dans le chapitre qui suit, un crédit de 100.000 francs, dont 33.000 francs pour le catalogue et 67.000 francs pour la confection des fiches.

Cette confection des fiches est faite par les fonctionnaires du département dit « Département des imprimés ». Ce sont des fonctionnaires qui ont déjà un traitement de 1.800 à 6.000 francs ; ce sont d'anciens retraités qui possèdent déjà une retraite de 2.000 à 3.000 francs.

Ils font ces fiches dans la journée, pour la plupart, pendant leur sommeil administratif (Hires), ce qui ne les empêche pas, à la fin du mois, de toucher un traitement supplémentaire de 150 à 300 francs. Si l'on pouvait faire pour la salle des estampes, des manuscrits et pour la salle de géographie ce qu'on a fait pour la salle des imprimés, si l'on pouvait ouvrir à neuf heures et ne fermer qu'à six heures, il y aurait là un nombre d'heures de travail supplémentaire qui serait suffisant pour que les fonctionnaires dont j'ai parlé tout à l'heure puissent effectuer sans aucun traitement supplémentaire le travail qu'ils font aujourd'hui. En joignant à ces 67.000 francs, les 20.000 francs qui sont donnés encore pour des besognes supplémentaires ou des gratifications de fin d'année, on arriverait à une somme de 87.000 francs, qui permettrait, avec l'unification des heures de travail, d'opérer un relèvement de salaires.

On pourra m'objecter que ce travail des fiches n'est pas indéfini et que, lorsque tout le catalogue sera établi, le crédit qui y est affecté sera supprimé. Mais ceux qui fréquentent la Bibliothèque nationale savent bien que le travail des fiches n'est pas près d'être terminé. Je ne crois pas qu'il le soit avant que soit achevé le dictionnaire de l'Académie française. (*On rit.*) C'est dire que l'on peut sans crainte mettre aujourd'hui ces 87.000 francs à la disposition des petits employés.

Si M. le ministre de l'instruction publique et M. le rapporteur de la commission — qui avait étudié la question l'année dernière avec des dispositions bienveillantes — voulaient se mettre d'accord, ils pourraient, l'année prochaine, nous présenter un projet qui permettrait de donner satisfaction au public d'abord, et ensuite aux petits employés dont j'ai pris la défense, et cela sans aucune charge pour le budget. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Messieurs, je dois faire remarquer qu'avant même les observations de l'honorable M. Alexandre-Blanc une première satisfaction a été donnée à ce personnel. En effet, le budget que vous votez actuellement prévoit une augmentation pour cette catégorie de personnel.

L'honorable M. Alexandre-Blanc la désire beaucoup plus élevée, mais il se rend compte de la difficulté qu'il y a se procurer de l'argent pour ces augmentations. Il n'est pas cependant très embarrassé. Les gardiens lui ont fait observer que dans un chapitre qui suivait celui sur lequel sont inscrits leurs traitements, il y avait certains crédits qui leur paraissaient inutiles, à eux gardiens (*On rit*), notamment les crédits du catalogue et les crédits pour la confection des fiches.

Supprimons la confection du catalogue, ne faisons plus de fiches pour les volumes qui entrent d'une façon continue...

M. ALEXANDRE-BLANC. — Je n'ai pas dit cela.

M. LE MINISTRE. — ... Et employons ces crédits à l'amélioration des traitements du personnel. Nous réaliserons évidemment une amélioration pour le personnel, mais, loin d'améliorer le service et de donner satisfaction aux habitués de la Bibliothèque nationale, nous les indisciplinerons grandement. (*Très bien ! Très bien !*)

L'honorable M. Blanc parlait tout à l'heure des fonctionnaires d'un

ordre supérieur — aucun traitement n'est élevé à la Bibliothèque nationale — et il leur reprochait de dormir dans la salle des imprimés. S'il a fréquenté cette salle, il aura pu s'apercevoir qu'elle est envahie par le public...

M. JAURÈS. — Et par les ténèbres ! (*On rit.*)

M. LE MINISTRE. — ... Et par les ténèbres, ce qui augmente le degré d'attention et de surveillance nécessaire de la part de ce personnel. (*Nouveaux rires.*) Je remercie l'honorable M. Jaurès de m'avoir donné cet argument...

M. JAURÈS. — Donnez-nous de la lumière.

M. LE MINISTRE. — M. Blanc aura pu s'apercevoir que ce personnel ne dort pas, et à ce personnel qui fait son devoir il est nécessaire de donner une rétribution convenable. (*Très bien !*)

Je ne crois pas qu'il soit d'une bonne et saine méthode, et surtout d'une méthode démocratique, d'ôter aux uns pour donner à d'autres dont les besoins sont certainement légitimes, mais peuvent être satisfaits d'une autre façon. (*Très bien ! Très bien !*)

Je crois qu'il vaut mieux examiner la situation d'ensemble, et si réellement il apparaît qu'elle est inférieure et insuffisante, que les traitements dont jouissent les agents dont vient de parler M. Blanc sont au-dessous de ce qu'ils devraient être, chercher un autre moyen, pour l'améliorer.

J'ajoute que, préoccupé de la situation générale de la Bibliothèque nationale, des plaintes qui étaient formulées par les lecteurs, et de la situation même du personnel, j'ai chargé, cette année, pour la première fois, les inspecteurs généraux des bibliothèques de faire une inspection complète de la Bibliothèque nationale. Ils ont commencé ce travail et, avant même que leur rapport définitif soit déposé, le public a pu s'apercevoir que cette inspection et ce contrôle avaient introduit des améliorations notables. Dès que je serai saisi du rapport d'ensemble, j'aviserais, dans la mesure du possible, à donner satisfaction aux demandes qui paraîtront justifiées. (*Très bien ! Très bien !*)

.*
.*

Notre confrère, M. A. Boinet, vient de publier dans la *Revue des Bibliothèques* (avril-juin 1908) un *Catalogue des miniatures de la Bibliothèque Sainte-Geneviève*, analogue à ceux qui ont été déjà publiés pour le musée britannique, pour la Bibliothèque nationale (mss. grecs; mss. orientaux), et récemment, pour l'ensemble des bibliothèques du royaume de Saxe. Sur les 3.500 volumes environ dont se compose le fonds des mss. de la bibliothèque Sainte-Geneviève et qui ont été minutieusement décrits dans le catalogue publié, en 1893-96, par M. Ch. Kohler, plus de deux cents contiennent de grandes peintures, des miniatures proprement dites, des initiales historiées ou des décorations marginales, fort intéressantes pour l'histoire de l'art et pour l'iconographie, depuis le ix^e jusqu'au xvi^e siècle. C'est donc un véritable service que M. Boinet vient de rendre à ceux qui s'occupent de ces études, en publiant ce catalogue, où l'on trouvera classés, dans un même ordre alphabétique : 1^o les noms des personnages religieux, historiques ou allégoriques qui sont représentés dans ces illustrations diverses ; 2^o les mots de matières se rapportant aux œuvres d'architecture, aux objets mobiliers (armes, costumes, objets du culte, etc.), aux scènes de la vie quotidienne, aux

fêtes religieuses, etc. qui y sont figurés, ainsi qu'aux divers motifs d'ornementation qu'on y peut rencontrer. Il serait à souhaiter que dans toutes les bibliothèques françaises où le fonds manuscrit a quelque importance, un semblable travail fût entrepris et publié.

C. M

*
**

ALBERT MAIRE. *La technique du livre : typographie, illustration, reliure, hygiène, avec 163 grav. et 25 pl.* — Paris, H. Paulin, 1908, in-8°, 389 pp.

Le titre que M. A. Maire a donné à cet ouvrage promet plus que ce qu'on y trouve réellement. Il n'y faut pas chercher, comme on serait tenté de le faire, l'étude et la description précise des procédés industriels ou artistiques à l'aide desquels on produit un livre, mais seulement une série d'observations, souvent utiles et ingénieuses, sur certains points de technique qui, dans les traités et les manuels spécialement consacrés aux arts du livre, lui ont paru insuffisamment étudiés. Ce qui le préoccupe surtout, c'est de rechercher à quelles conditions un livre satisfait à la fois aux exigences de l'hygiène visuelle et à celles du bon goût ; puis comment on peut établir une certaine harmonie entre le sujet d'un livre et la forme matérielle que lui donnent l'imprimeur, l'illustrateur et le relieur. C'est pourquoi, entre un chapitre très bref sur le choix des papiers et des encres, et un autre plus intéressant, sur les formes successives et les dessins variés des caractères typographiques, il disserte assez longuement sur l'acuité visuelle, la myopie et le mécanisme physiologique de la lecture, — empruntant la plupart de ses observations aux livres du Dr Javal et de quelques autres spécialistes, — ou sur les progrès de l'imagerie scolaire, d'après les rapports présentés au ministre de l'Instruction publique par des commissions officielles. Le plan général de l'ouvrage est confus ; il y a peu d'originalité et de fréquentes redites ; on pourrait relever quelques erreurs dans les notions historiques de la 2^e partie ; mais les bibliothécaires liront avec fruit le chapitre consacré à la reliure d'amateur, en grande partie tirée des ouvrages de M. L. Gruel, et illustré de nombreuses figures ; ils pourront faire leur profit du chapitre final sur les précautions que prescrit l'hygiène moderne dans la fabrication et l'usage des livres.

C. M.

Le Gérant : M. VITRAC.

Imprimerie BERGER et CHAUSSE, 20, rue Geoffroy-l'Asnier, PARIS.

Séances du Comité de l'A. B. F.

Séance du 3 novembre 1908.

Dans sa séance du 3 novembre dernier, le Comité, représenté par onze membres présents : MM. Auvray, Cagnieul, Dehéraïn, Hildenfinger, M. Martin, Ch. Mortet, Poirée, Sustrac, Vidier, Viollet et Vitrac (MM. Gautier, Giraud-Mangin, Marais, Michel et Oursel, excusés), a entendu le compte rendu, fait par le président, de ses démarches relatives à la question des Bibliothèques municipales classées ; fixé au 5 décembre la date de la prochaine assemblée trimestrielle et arrêté l'ordre du jour de cette assemblée ; admis comme membres de l'Association : M. Paulin Teste, conservateur-adjoint à la Bibliothèque Nationale, présenté par MM. Ch. Mortet et H. Martin ; M. René Catroux, bibliothécaire-adjoint à la Bibliothèque de Nantes, présenté par MM. Giraud-Mangin et Vitrac ; M. Henri Gaillard, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque de Rennes, présenté par MM. Giraud-Mangin et Vitrac ; M. Scarpatet (alias Raoul Narcy), bibliothécaire de l'Institut catholique, présenté par M. l'abbé Langlois et M. Sustrac.

*
**

Séance extraordinaire du 19 novembre 1908.

Le Comité s'est réuni le 19 novembre en séance extraordinaire, à laquelle assistaient MM. Auvray, Deniker, Gautier, Giraud-Mangin, Marais, H. Martin, Michel, Ch. Mortet, Poirée, Sustrac, Viollet et Vitrac (MM. Cagnieul, Hildenfinger, Oursel et Vidier excusés), pour prendre connaissance d'une lettre par laquelle M. Stainier, secrétaire général du Comité d'organisation du *Congrès International des Archivistes et Bibliothécaires*, qui se tiendra à Bruxelles en 1910, demandait à l'A. B. F. de désigner un certain nombre de ses membres pour faire partie du *Comité national français* qui sera chargé de préparer la coopération de la France à ce Congrès. Le Comité a désigné, à cet effet, les membres dont les noms suivent :

MM. Deniker, bibliothécaire du Muséum.

Dorveaux, bibliothécaire de l'Ecole de Pharmacie.

Martin, administrateur de la Bibliothèque de l'Arsenal.

Michel, bibliothécaire de la ville d'Amiens.

Mortet, conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

Poirée, conservateur-adjoint à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

Vidier, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale.

Vitrac, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale.

Assemblée trimestrielle du 5 décembre 1908

L'assemblée trimestrielle de l'A. B. F. a eu lieu le 5 décembre 1908, à l'Hôtel des Sociétés Savantes, sous la présidence de M. Ch. Mortet.

Étaient présents : MM. Cagnicul, Chapot, Cornillot, Coyecque, Dehéraïn, Deniker, Gruny, L. Hahn, Hildenfinger, Ledos, Legrand, Marais, H. Martin, Mazerolle, E. Morel, Ch. Mortet, Poirée, Rousseau, Sustrac, Tarbouriech, Viollet et Vitrac.

S'étaient excusés : MM. Bamberger, Bonneau, Chevreux, Crouzel, Deslandres, Ducos, Fontana, Gautier, Godin, Hahn, Lemaitre, L. Mouton, Nicaud, Oursel, Ravaisson, Tiersot, Vicaire, A. Vidier et Viet.

Le procès-verbal de l'assemblée trimestrielle du 23 juillet 1908, lu par le secrétaire, est adopté.

Avant d'aborder la discussion de l'ordre du jour, le président fait à l'assemblée diverses communications.

Il exprime le regret que la création du *Comité consultatif des Bibliothèques*, promise au mois de mai dernier par M. le Ministre de l'Instruction publique, préparée dès le mois de juillet par M. le Directeur de l'Enseignement supérieur, réclamée de nouveau avec insistance, au mois d'octobre, par M. Steeg, rapporteur du budget de l'Instruction publique à la Chambre des députés, ne soit pas encore réalisée. Cependant un nouveau pas a été fait vers la solution souhaitée, les Inspecteurs généraux des Bibliothèques ayant été appelés à examiner le projet et à donner leur avis. Il y a lieu d'espérer pour la fin de l'année la signature du décret.

En ce qui concerne la question de la nomination des Bibliothécaires dans les *Bibliothèques municipales classées*, au sujet de laquelle la dernière assemblée trimestrielle de l'A. B. F. avait chargé son bureau de s'enquérir et de faire des démarches, le Président informe l'assemblée que l'Administration supérieure étudie les divers moyens d'obtenir la sanction législative pour les dispositions essentielles du décret de 1897. Cette étude ne peut aboutir à des résultats immédiats, la question étant complexe et délicate. Il semble que l'on devrait choisir l'une des deux voies suivantes : ou bien insérer les dispositions du décret dans un article de la loi de finances, qui consacrerait par un crédit spécial, si faible soit-il, le principe de la participation de l'Etat à la rémunération des bibliothécaires dans les villes où le fonds d'Etat est important ; ou bien englober ces dispositions dans un ensemble de mesures législatives destinées à assurer la conservation des richesses mobilières (livres, manuscrits, objets d'art) mises en dépôt par l'Etat, à diverses époques, entre les mains des municipalités qui en ont à la fois la charge et la jouissance. Un fait récent pourrait contribuer à hâter la solution, dans un sens ou dans l'autre : c'est la mise à exécution, commencée par une série de décrets publiés au *Journal officiel* du 4 novembre dernier (1), de l'article 1^{er}, § 1, n° 5 de la

(1) Cf. *infra*, p. 113 (Chronique).

Loi du 13-14 avril 1908, modifiant celle du 9 décembre 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat, et portant « que les documents, livres, manuscrits et œuvres d'art ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques... pourront être réclamés par l'Etat en vue de leur dépôt dans les archives, bibliothèques et musées et lui être attribués par décret ». Ces divers objets mobiliers devant être, conformément à l'exposé des motifs de la loi, déposés par l'Etat dans les archives, bibliothèques et musées des localités même où ils se trouvent actuellement, il en résulte que le *fonds d'Etat* de beaucoup de bibliothèques municipales sera notablement accru, que, par conséquent, le droit de l'Etat à intervenir dans la surveillance de ces bibliothèques, dans la nomination de leurs conservateurs, sera fortifié et justifierait mieux encore qu'aujourd'hui les mesures indiquées ci-dessus.

Le Président termine ses communications en invitant ses confrères présents à l'assemblée à collaborer plus activement à la rédaction du Bulletin de l'A. B. F., soit par des articles de fonds, soit par des comptes rendus d'ouvrages intéressant les bibliothèques françaises, soit par des renseignements sur les faits nouveaux concernant la bibliothèque à laquelle ils appartiennent (publications de catalogues, acquisitions notables, modifications dans le local, le personnel ou le service, etc.-).

L'ordre du jour appelle la discussion d'une importante question, déjà inscrite au programme de l'assemblée trimestrielle du 23 juillet dernier, mais qui ne donna lieu alors, faute de temps, qu'à un simple échange de vues :

Du recrutement des Bibliothécaires dans les Bibliothèques d'Etat, d'Universités ou d'autres Etablissements relevant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Convient-il de maintenir les conditions spéciales et les examens distincts qui existent actuellement ? — Est-il préférable d'instituer un certificat d'aptitude unique, obtenu après concours, suivant les conditions indiquées par le projet de la Sous-commission extraparlamentaire des Bibliothèques ? — Dans ce dernier cas, comment devrait être réglée la situation des candidats diplômés, qui, ne pouvant être nommés immédiatement, faute d'emploi vacant, feraient un service provisoire dans l'une de ces Bibliothèques ?

Le président rappelle en quelques mots les divers problèmes que soulève cette question et qu'il a essayé d'exposer et d'analyser dans un article inséré au *Bulletin* (*supra*, p. 82-96).

Une question préjudicielle se pose. Doit-on comprendre sous le titre de bibliothèques relevant du Ministère de l'Instruction publique des bibliothèques dépendant de corps savants (Académie de Médecine, Muséum, Institut) et que régit, à l'heure présente, un statut particulier. Les fonctionnaires de ces bibliothèques ne sont nommés par le ministre, que sur présentation. Bien mieux, en ce qui concerne la bibliothèque de l'Institut, le ministre n'a aucun droit de nomination. C'est la Compagnie qui élit ses bibliothécaires et notifie seulement au ministre leur élection.

L'assemblée, considérant que l'inscription au budget du Ministère

de l'instruction publique des crédits assurant le service de ces bibliothèques justifie un contrôle de l'Etat sur le recrutement de leur personnel, est d'avis qu'il conviendrait que ces divers corps savants, et l'Institut lui-même, fussent dans l'obligation de ne nommer ou de ne désigner au choix du ministre, que des candidats pourvus d'un diplôme de bibliothécaire. Même obligation est imposée aux maires par le décret de 1897, dans les villes dont les bibliothèques sont classées. M. Dehéraïn fait, en ce qui concerne l'Institut, toutes réserves.

La question du recrutement des bibliothécaires dans les bibliothèques d'Etat se pose donc pour toutes les bibliothèques, autres que les bibliothèques municipales, dépendant à un titre quelconque du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Convient-il d'établir pour le recrutement du personnel de ces bibliothèques un recrutement unique ?

MM. Cornillot et Legrand, bibliothécaires universitaires, s'élèvent en leur nom et au nom de vingt-cinq de leurs collègues, qui leur en ont donné mandat, contre le principe d'un recrutement unique : les bibliothèques universitaires ne se composent que de fonds modernes, elles sont destinées à un public particulier, il convient de leur conserver un recrutement spécial.

M. Sustrac proteste contre cette opinion : ou la bibliothéconomie n'existe pas, ou il n'y a pas deux manières d'être bibliothécaire ; une culture générale et des connaissances techniques sont indispensables et suffisantes, quelle que soit la bibliothèque dont on a la garde. Il y a, d'ailleurs, un double avantage, matériel et moral, à ce qu'il y ait un recrutement unique : d'abord l'épreuve professionnelle à laquelle ils seront soumis leur ouvrira l'entrée, non seulement, comme aujourd'hui, de tel ou tel dépôt, mais de toutes les bibliothèques dépendant du Ministère ; puis les bibliothécaires ne formeront réellement un corps de fonctionnaires que le jour où leur origine sera commune.

M. Viollet désire que le privilège des élèves de l'Ecole des Chartes soit maintenu et qu'ils ne soient pas soumis à l'obligation du concours. Il reconnaît d'ailleurs que le diplôme d'archiviste paléographe ne prouve pas, à lui seul, qu'on ait les qualités indispensables à un bibliothécaire, qualités qui ne sont révélées que par un stage de quelque durée.

M. Vitrac fait remarquer que ce privilège se réduit à peu de chose, puisque, à la Bibliothèque Nationale par exemple, il ne dispense que de l'examen de stagiaire et non du concours de sous-bibliothécaire. La question posée est d'ailleurs plus générale : est-il souhaitable qu'il y ait un examen ou un concours unique à l'entrée de la carrière de bibliothécaire, ou faut-il conserver l'actuelle diversité des examens et des concours ?

M. Deniker est partisan d'un examen unique, mais à deux degrés. Un premier examen théorique, suivi d'un stage ; un second examen permettant de s'assurer de la valeur professionnelle du candidat.

M. Marais souhaiterait que le stage eût lieu d'abord, qu'il fût suivi d'un concours auquel ne pourraient prendre part que les candidats ayant de bonnes notes d'apprentissage.

M. Viollet ne croit pas qu'un certificat « de bonne conduite professionnelle » ainsi délivré offre des garanties suffisantes pour l'admis-

sion au concours. Dans bien des cas, il faudrait un chef de service « de l'héroïsme » pour refuser à un candidat un tel certificat.

M. Coyecque estime qu'il convient, pour résoudre la question, de s'inspirer de ce qui se fait dans un certain nombre d'administrations, telles que celle de la Préfecture de la Seine. A l'entrée de la carrière est un concours : le nombre des places mises au concours est fixé suivant les besoins des services. Comment se préparera-t-on à ce concours ? Librement. Les candidats seront autorisés à faire, au titre d'aspirant bibliothécaire, des exercices pratiques dans les bibliothèques qu'ils auront choisies. Rien ne s'oppose à ce qu'on mentionne, dans le diplôme délivré après concours, les compétences particulières des candidats (droit, médecine, histoire de l'art, langues orientales, etc.), ce qui permettrait à l'administration d'utiliser chacun selon ses aptitudes spéciales.

M. Mortet résume la discussion. L'opinion la plus générale est qu'il faut à l'entrée de la carrière une épreuve unique, qui serait, non un examen, mais un concours, pour lequel la préparation serait libre. Les candidats admis après concours seraient pourvus d'un emploi rétribué de stagiaire. Mais, pour être titularisés, ne conviendrait-il pas que, dans un délai déterminé, ils fussent appelés à subir, devant une commission, une épreuve technique pour laquelle on tiendrait compte des qualités professionnelles dont ils auraient fait preuve pendant leur stage ?

L'assemblée est d'avis qu'un nouvel examen technique est inutile : le stage doit rester d'ordre purement administratif.

D'autre part, le concours ainsi institué serait-il, sans distinction, obligatoire pour tous, ou bien ne conviendrait-il pas d'en dispenser soit entièrement, soit pour une partie des épreuves, les archivistes paléographes sortant de l'Ecole des Chartes, où ils ont acquis déjà, en suivant un cours spécial, les connaissances essentielles qui préparent aux fonctions de bibliothécaire ?

M. Viollet réclame vivement le maintien du privilège des élèves de l'Ecole des Chartes (1) : il insiste pour que sa protestation soit inscrite au procès-verbal. La majorité de l'assemblée est d'avis qu'il n'y a pas de raison décisive pour dispenser du concours les archivistes paléographes.

M. Mortet propose ensuite à l'assemblée de décider s'il convient d'exiger de tous les candidats au concours, sans exception, qu'ils soient pourvus d'un des diplômes d'études supérieures mentionnés dans le projet de la Sous-commission extraparlamentaire.

L'assemblée est d'avis qu'un diplôme d'études supérieures doit être obligatoire. M. E. Morel, M. Sustrac et divers membres croient que des exceptions devraient être faites. Un comité pourrait être chargé de décider si les travaux personnels d'un candidat équivalent à un diplôme. Il y a d'autant moins d'inconvénient à agir de la sorte que ce

(1) Dans le même sens s'est prononcé, par lettre, M. Oursel, bibliothécaire de la ville de Dijon.

candidat sera, au point de vue technique, appelé à subir le concours.

La plupart des membres de l'assemblée se rangent à l'opinion contraire : il est essentiel de poser à l'entrée de la carrière de bibliothécaire des barrières qui fermeront irrévocablement la porte aux incompetents.

Il reste à déterminer si la valeur des différents diplômes d'enseignement supérieur sera tenue pour égale.

M. Mortet est d'avis qu'on attribue une valeur spéciale au diplôme de l'Ecole des Chartes, qui prouve à la fois une culture générale et une préparation spéciale aux fonctions de bibliothécaire.

MM. Marais et H. Martin ne sont point d'avis de faire cette distinction. M. Coyecque fait remarquer que l'Ecole des Chartes est surtout un institut d'enseignement supérieur, et ne prépare qu'accessoirement et incomplètement aux fonctions de bibliothécaire. Il ajoute que tout privilège est incompatible avec le principe d'un concours unique. Au reste, les élèves de l'Ecole ont une double garantie : leur diplôme sera admis comme équivalent au doctorat et aux autres diplômes d'enseignement supérieur, leur préparation au concours sera singulièrement facilitée par l'enseignement bibliographique qu'ils auront reçu à l'Ecole.

M. Cornillot, que les bibliothécaires universitaires avaient chargé de s'opposer au vote de principe d'un concours unique, déclare qu'après avoir entendu les observations qui précèdent, il se rallie, au nom de ses commettants, à la proposition de M. Coyecque et admet le concours unique, à la condition qu'il soit obligatoire pour tous et donne accès à toutes les bibliothèques publiques dépendant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. (1)

Avant de lever la séance, on décide qu'on étudiera, dans la prochaine assemblée, le sort réservé aux candidats admis après concours, qui ne seraient pas immédiatement placés dans une bibliothèque publique.

La séance est levée à 7 heures.

Le Projet de Statut des Fonctionnaires

Au moment où l'Association des Bibliothécaires français s'occupe de la question du recrutement des Bibliothécaires dans les Bibliothèques d'Etat relevant du ministère de l'Instruction publique, il serait sans doute utile d'étudier, au point de vue du service des Bibliothèques, le projet de *statut des fonctionnaires* qui sera discuté sous peu à la Chambre.

Le texte de ce projet, dont le rapporteur est M. Chaigne, député de

(1) Dans le même sens se sont prononcés, par lettre, MM. Nicaud, bibliothécaire de l'Université de Grenoble, Crouzel, Vié et Ducos, bibliothécaire et sous-bibliothécaires de l'Université de Toulouse ; Dehaene, sous-bibliothécaire de l'Université et de la ville de Clermont-Ferrand.

la Gironde, a été arrêté, dans les derniers jours du mois de novembre, par la Commission parlementaire d'administration.

Tous les règlements particuliers, tous les arrêtés spéciaux, qui viendront à l'avenir déterminer les conditions d'entrée dans chaque carrière, devront évidemment s'inspirer du statut général qui aura force de loi, et se conformer à ses prescriptions. Il me paraît donc indispensable d'examiner avec soin les différents articles de ce projet, et de voir, avant tout, s'ils répondent aux vœux si souvent exprimés par les Bibliothécaires français.

La question actuellement à l'ordre du jour de l'Association des Bibliothécaires est celle du *recrutement du personnel dans les Bibliothèques d'Etat*, c'est-à-dire celle qui concerne les conditions à imposer pour l'entrée dans la carrière. Je me bornerai donc à appeler l'attention de nos confrères, et très sommairement, sur le Titre III (art. 6 à 10) du projet de statut, titre qui règle l'*Entrée en service*.

Ces articles sont ainsi conçus :

ART. 6. — L'admissibilité au grade le moins élevé de chaque corps ou catégorie de service public rétribué par l'Etat s'établit... par un ou plusieurs des moyens ci-dessous :

- 1° Le résultat d'un concours ;
- 2° Un diplôme obtenu dans une Université ;
- 3° Un certificat d'aptitude délivré après examen spécial.

ART. 7 — L'admission n'est prononcée qu'après un stage probatoire suivi, s'il y a lieu, d'un examen pratique. Une indemnité... est attribuée au stagiaire.

ART. 8. — Le diplôme de sortie d'une école préparatoire, ou la présentation par des corps universitaires ou savants, peut tenir lieu des titres d'épreuves énumérés par les deux articles précédents.

ART. 9. — [Cet article concerne les emplois de finances réservés en dehors de la hiérarchie régulière : il n'intéresse que très indirectement le service des Bibliothèques.]

ART. 10. — [Cet article, *important*, énumère les fonctions qui ne seront pas soumises aux règles générales du statut, et auxquelles, par conséquent, on pourra donner des titulaires sans aucune condition.] « Les nominations aux emplois d'*ambassadeur*, de *chef de légation*, de *secrétaire général* et de *directeur de ministère*, de *directeur général d'administration*, de *procureur général* près une *Cour d'appel*, de *sous-préfet* et de *secrétaire général de préfecture*, de *gouverneur général* et de *gouverneur des colonies* ne sont pas soumises aux règles susdites.

Ces articles donnent, je crois, satisfaction aux vœux des Bibliothécaire français, au moins dans leurs grandes lignes. [Certains détails sont évidemment à relever. Certaines précisions ont besoin d'être formulées : ainsi, il faudrait déterminer ce qu'on entend dans l'art. 10 par *Directeur général d'administration*, de façon à ne pas comprendre sous ce titre les conservateurs de divers services des Bibliothèques.] En somme, les règlements particuliers pour l'entrée dans la carrière

des Bibliothèques, tels que les désire l'Association des Bibliothécaires, pourront être rédigés en conformité avec le statut général proposé. Je crois donc que l'Association pourrait mettre à l'étude cette question de l'examen du projet de statut des fonctionnaires, et ultérieurement, donner un avis favorable à ce projet.

Une manifestation de ce genre ne serait pas inutile en ce moment. Car il s'en faut que tout le monde soit d'accord au sujet de ces articles, et que l'ensemble passe à la Chambre sans protestations et sans modifications. J'en vois la preuve (et c'est surtout ce qui motive cette note) dans un article du journal LE TEMPS, en date du 23 novembre 1908. Cet article n'est pas négligeable, en raison de l'importance même du journal qui l'a inséré.

En principe, l'auteur de l'article donne son approbation au projet de statut. Il reconnaît la légitimité des plaintes de fonctionnaires, syndiqués ou non, qui se voient tout avancement barré par l'intrusion dans leurs services de personnes n'étant pas du métier et venant recueillir les meilleures places, etc... Mais il ajoute :

« Mais il ne faudrait pas que d'un excès on tombât dans un autre. L'art. 10 a prévu cette observation, mais n'y a répondu qu'en partie. Il excepte des règles susdites les nominations aux emplois d'ambassadeur, de secrétaire général et de directeur de ministère, de directeur général d'administration, de préfet, sous-préfet, etc... (V. plus haut.) On pourra être nommé à un de ces emplois d'emblée, sans avoir suivi la filière. C'est bien, mais ce n'est pas assez. Il y a des hommes éminents ou distingués que l'état pourrait employer un jour très utilement, mais qu'il serait excessif de bombarder ambassadeur et ridicule de déporter dans une sous-préfecture. En s'interdisant de leur confier un poste digne d'eux et où ils serviraient bien le pays, on prononce une sorte de fâcheuse exclusion des capacités. D'autre part, il y a de vieux hommes de lettres, des artistes ou des savants fatigués, à qui il serait odieux de refuser les vagues sinécures qui leur auraient assuré une modeste retraite. C'était presque dérisoire de ne trouver pour un J.-J. Weiss vieilli qu'une place de Bibliothécaire à Fontainebleau, mais ne pas même lui offrir ce morceau de pain eut été scandaleux.

« Le projet de loi ne sera vraiment raisonnable et acceptable que lorsqu'on aura sensiblement étendu les exceptions prévues à l'article 10. »

On voit le danger. Ces vagues sinécures dont parle l'auteur de l'article du *Temps*, ce sont, évidemment, les postes (ou certains postes) de Bibliothécaires. Il est toujours entendu que les fonctions de Bibliothécaires sont des sinécures, et qu'on devrait les réserver aux vieux hommes de lettres ou aux artistes fatigués ! L'auteur de l'article semble ignorer que des postes comme celui de Bibliothécaire de Fontainebleau n'existent plus. C'est donc, sans aucun doute, dans le sens du service des Bibliothèques qu'on demandera d'étendre sensiblement les exceptions prévues par l'art. 10. Je n'insiste pas, me bornant à appeler sur ce point l'attention de l'Association des Bibliothécaires français. Je crois qu'il sera bon de saisir l'occasion qui se

présente avec ce projet de statut récemment publié, — pour protester de nouveau contre cette légende qui considère comme des sinécures les fonctions de Bibliothécaires, et contre cette prétention d'en réserver une partie pour les littérateurs vieillis ; — enfin pour réclamer que cette carrière soit protégée comme toutes les autres, comme les Contributions directes ou l'Enregistrement. — S'il est juste que la collectivité vienne en aide aux hommes de lettres, aux artistes ou savants ayant rendu des services, il est inique de faire supporter le poids de ces secours à un groupe restreint de fonctionnaires, profondément lésés dans leurs intérêts par les intrusions étrangères.

UN MEMBRE DE L'A. B. F.

Chronique

Par une série de décrets en date du 27 septembre 1908 et insérés au *Journal officiel* du 4 novembre dernier, « sont attribués à l'Etat, pour recevoir la destination prévue par l'article 1^{er}, § 1, 5^e de la loi du 9 décembre 1905, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 13 avril 1908 », les documents, livres et manuscrits contenus dans les bibliothèques ayant appartenu aux séminaires, aux chapitres et aux menses épiscopales ou archiépiscopales d'Annecy, Autun, Auxerre, Besançon, Bordeaux, Châlons-sur-Marne, Clermont-Ferrand, Dijon, Evreux, Grenoble, Lyon, Nancy, Poitiers, Quimper, Rennes, La Rochelle, Rouen, Séz, Sens, Toulouse, Tours, Verdun et Versailles ; aux écoles secondaires ecclésiastiques d'Autun, de Châlons-sur-Marne, de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), du Rondeau (Isère), de Rouen, de Mélan, à Taninges (Haute-Savoie), de Tours et de Verdun.

Le passage de l'article 1^{er} de la loi du 13 avril 1908, que visent les décrets précités, est ainsi conçu : « Les documents, livres, manuscrits et œuvres d'art ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques, et non visés au 1^o du présent § [qui concerne le mobilier des églises affectées au culte], pourront être réclamés par l'Etat, en vue de leur dépôt dans les archives, bibliothèques ou musées, et lui être attribués par décret. »

Les archives, bibliothèques et musées où doivent être déposés les documents, livres, manuscrits et œuvres d'art ainsi attribués à l'Etat, sont ceux de la ville même ou tout au moins du département dans lequel étaient situés les établissements ecclésiastiques à qui ces biens meubles appartenaient. C'est ce qu'indique expressément l'exposé des motifs de la loi sur la Séparation des Eglises et de l'Etat : « Il n'entre pas dans la pensée du gouvernement d'éloigner ces objets précieux des lieux où ils étaient conservés jusqu'à l'heure actuelle, et il y aura au contraire, tout intérêt à en assurer la conservation, autant que les circonstances le permettront, dans les *localités où ils se trouvent jusqu'ici* et qui s'en enorgueillissent à juste titre. »

En ce qui concerne spécialement les livres et manuscrits, ils seront répartis : dans les villes d'université, entre la bibliothèque universitaire et la bibliothèque municipale ; dans les autres ils seront attribués à la bibliothèque de la ville, où ils s'ajouteront au fonds d'Etat déjà constitué par les attributions datant du Consulat (pluviôse an XI) et par les concessions ultérieures du Ministère de l'Instruction publique.

*
**

Par arrêté ministériel du 24 novembre dernier, la Bibliothèque de la ville de Pau a été ajoutée à la liste des bibliothèques municipales classées (*V. supra*, p. 60, n° de juillet-août 1908).

Cette riche bibliothèque, à laquelle a été réunie en 1888 l'ancienne bibliothèque impériale du château de Pau, se compose d'environ 65.000 volumes, dont près de la moitié provient de concessions de l'Etat.

*
**

Nous avons reçu de notre confrère, M. Maire, la lettre suivante, que nous insérons sur sa demande et sans commentaire :

Paris, 28 novembre 1908.

Monsieur le Secrétaire,

A la suite de l'article paru sur « la Technique du Livre » dans le n° 5 (1908) du « Bulletin de l'Association des Bibliothécaires français », j'ai l'honneur de vous adresser ma démission.

Vous voudrez bien insérer la présente lettre au n° 6 du Bulletin.

Agréez, Monsieur le Secrétaire, l'expression de mes sentiments dévoués.

A. MAIRE,
Bibliothécaire à la Sorbonne,
15, rue Jussieu.



Liste Générale des dons reçus par l'Association des Bibliothécaires
Français en 1906, 1907 et 1908.

Allmänna svenska boktryckareföreningens Meddelanden. — Stockholm, in-4°, 1907, n° 1 à 3, 5 à 12 ; 1908, n° 1 à 7.

American library Association.

Handbook 1906.

37th. general meeting... Portland, 1905, in-8°.

Bulletin 1907, n° 1, 4, 5 ; 1908, n° 1 à 3, 5.

Report on gifts and bequests to A. L. A. 1905.

Assistance publique.

Archives et bibliothèques, imprimés et écoles de l'Assistance publique en 1906. Montévrain, impr. typographique de l'Ecole d'Alembert, 1907, in-8°.

Fondation (la) Debrousse : 1892-1908. — 1908, in-8°.

FOSSEYEUR. Les bibliothèques des hôpitaux de Paris (Extrait de la *Revue des bibliothèques*, 1908).

MESUREUR et FOSSEYEUR. Une addition au fonds de l'Hôtel-Dieu, 1905. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1905, in-8° (2 exemplaires).

Bibliothèque de Reims. Bulletin des dons et achats : 8° fascicule : 1905-1906. Reims, H. Matot, 1907, in-8°.

Bibliothèque et travaux historiques de la Ville de Paris. Bulletin. Fasc. 2 (1907), 3 (1908). Paris, Imprimerie nationale, in-8°.

Bulletin des bibliothèques populaires. Paris, Cornély, in-8°, 1907 : n° 1, 3, 5 à 7, 9, 10 ; 1908 : n° 1.

Carnegie library of Pittsburgh.

Classified catalogue, first series : 1895-1902, 3 vol. in-8°.

Classified catalogue, second series : 1902-1906, 5 vol. in-8°.

Classified catalogue : 1907, 10 vol. in-8°.

Annotated catalogue of books... home libraries and reading clubs... (Childrens), 1905, in-8°.

Catalogue of books... for the use of the first eight grades in the Pittsburgh schools, 1907, in-8°.

Monthly bulletin : 1906 : n° 6, 8 à 10 ; 1907 : n° 1 à 5, 7 à 10 ; 1908 : n° 1 à 7.

List (A) of good stories to tell to children under twelve years of age : 1906, in-8°.

Story hour courses for children from greek myths : 1906.

A bit of history (of the Carnegie library) : 1907.

Annual reports (9 th-12 th) : 1905-1908, 4 vol. in-8°.

Curioso americano (El). La Habana, in-8°, 1907 : n° 4, 6 à 8 ; 1908 : n° 1, 2.

DEMAISON (L.) et JADART (H.). — Archives, bibliothèque et musée de la ville de Reims. Reims, Matit-Braine, 1907, in-8° (Extrait du *Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences*, 1907.)

DUPRAZ. La bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne. Lausanne 1906, in-8°.

Goy (Louis de). La nouvelle évaluation des propriétés non bâties ; 2° éd. Paris, Roustan, in-8°.

Grands Rapids public library. 37 th Annual report : april 1907-march 1908, in-8°.

Institut international de bibliographie. Bruxelles.

Bulletin : 1907, n° 6 ; 1908 : n° 1 à 3, in-8°.

Rapport sur l'Institut... et sur l'organisation systématique de la documentation. — Bruxelles, 1, r. du Musée, 1908, in-8°.

JADART (Henri). L'Album d'ex-libris de la Bibliothèque de Reims. — Reims, imp. de l'Académie, 1907, in-8°. (Extrait des *Travaux de l'Académie de Reims*, tome CXIX).

— A travers les autographes de la Bibliothèque de Reims. — Mirecourt, imp. de G. Chasnel (s. d.) in-8°. (Extrait de la *Revue biblio-iconographique*).

Library world. London. T. X, n° 15 (sept. 1907).

Letras : revista quincenal literaria. — Habana, 1907, n° 38.

New-York State library. Annual report including home education and library school. 87 th. — 89 th. : 1904-1906, Albany, 6 vol, in-8°.

Nordisk boktryckarekonst : skandinavisk tidskrift för de grafiska yrkena typografi, bokindustri, bokhistoria, bokkonst. 1907 : n° 1 à 3, 5 à 12 ; 1908 : n° 1 à 9.

OURSEL. A propos de la réorganisation des bibliothèques et des archives. (Extrait du *Bibliographe moderne*, 1906).

Revue des bibliothèques et des archives de Belgique. Bruxelles, G. Van Vest et Cie, in-8°.

1907 : n° 2 à 6 ; 1908 : n° 1, 3, 4, 5, 6.

Texas State library association.

Handbook of Texas libraries. Austin, 1904.

United States department of agriculture. Library bulletin. — Washington, Government printing office, in-8°, n° 37, 64, 65, 67, 68 : accessions: 1901-1905 ; april-september 1907, january-june 1908.

N.-B. — Les diverses associations qui échangent leurs publications avec notre Bulletin pourront constater, au moyen de la liste ci-dessus, qu'il y a quelques lacunes dans la série des livraisons ou volumes envoyés par elles. Nous leur serions reconnaissants de vouloir bien, s'il est possible, nous envoyer les numéros qui manquent.

Bibliographie

Guide des savants, des littérateurs et des artistes dans les bibliothèques de Paris, par un vieux bibliothécaire [ALFRED FRANKLIN]. — Paris-Leipzig, H. Welter, 1908, in-16 carré, 219 pp., 5 francs.

M. Franklin s'est proposé dans cet ouvrage de révéler aux travailleurs les ressources vraiment inépuisables que leur fournissent les bibliothèques parisiennes. Il n'est point de sujet, si spécial soit-il, qui n'ait donné lieu à quelque collection accessible aux hommes d'études.

Après un historique des bibliothèques anciennes écrit d'une plume aimable et alerte, M. F. donne, dans ce guide, les notices classées alphabétiquement de 295 bibliothèques : bibliothèques de l'Etat, des administrations publiques, de l'Université, des écoles, des musées, bibliothèques municipales, bibliothèques professionnelles, bibliothèques d'associations, de sociétés savantes. Chaque notice comprend un bref historique et les renseignements pratiques utiles : jours et heures d'ouverture, catalogues, etc. Beaucoup de ces bibliothèques ne sont pas publiques, mais sont accessibles à titre gracieux aux travailleurs sérieux. « Dans chacune d'elle, nous dit M. F., dans celles « même qui, par leur nature ou leur destination, sembleraient devoir « être le moins accessibles, toute personne sérieuse, poursuivant un « but sérieux, sera accueillie sans aucune difficulté et le plus souvent « avec un véritable empressement. Cette affirmation très précise, j'ai « été partout autorisé à la reproduire... »

Peut-être cependant M. F. a-t-il été un peu trop loin dans son désir d'être utile. Il indique, pour chaque établissement d'enseignement supérieur auquel est annexée une bibliothèque, la liste des chaires de cet établissement ; or il s'en faut que les collections correspondent toujours aux chaires. Celui qui s'imaginerait trouver par exemple à la bibliothèque du Collège de France des collections relatives à tous les sujets traités dans les cours, risquerait fort de s'égarer, et une telle encyclopédie n'est guère possible que dans de grandes bibliothèques. On est surpris, en outre, de trouver indiquées des collections privées comme celle du « Sillon », formée principalement de livres donnés pour comptes rendus, et nullement destinée à un service public. Il eût fallu alors indiquer les bibliothèques des comités, des ligues, des clubs, des grands quotidiens et cela eût entraîné bien loin.

Inversement, des omissions étaient inévitables, et M. F. est le premier à le déclarer. Il nous permettra de lui en signaler quelques-unes : la Société mathématique de France possède une bibliothèque, installée à la Sorbonne. A côté de l'Association des étudiants protestants, il eût fallu mentionner celle des étudiants catholiques (Cercle du Luxembourg) qui possède aussi une bibliothèque. Le Touring-Club a

réuni pour l'usage des touristes une collection de guides, cartes, plans et ouvrages géographiques, tenue soigneusement au courant et permettant de préparer des voyages plus rationnels. Il n'est pas douteux qu'on trouverait encore beaucoup d'autres collections ; il est vraisemblable, par exemple, qu'une enquête parmi les universités populaires révélerait un certain nombre de bibliothèques d'un accès facile.

Ces légères imperfections n'empêchent pas que le livre de M. F. ne soit appelé à rendre de grands services : il donne une abondance de renseignements qu'on ne trouverait pas réunis ailleurs (1) et ce fait que Paris possède de riches collections sur tous les sujets, rend ce livre utile non seulement aux travailleurs parisiens, mais encore à tous ceux qui, provinciaux ou étrangers, auront occasion de venir à Paris. Quel que soit l'objet de leurs études, ils sont assurés de recueillir un ample supplément de renseignement, et le livre de M. F. les aidera à récolter une plus riche moisson. C. S.



Du *Bulletin de la Bibliothèque et des travaux historiques de la Ville de Paris*, publié sous la direction de notre confrère, M. Poète, et que nous avons précédemment annoncé, vient de paraître un troisième fascicule, dans lequel on trouvera notamment : une note sur l'« Office d'informations bibliographiques et de recherches historiques sur Paris » qui vient d'être organisé dans cette bibliothèque ; une table analytique des matières dressée par M. Alain de Bouard pour le célèbre « Tableau de Paris » de Sébastien Mercier (éd. d'Amsterdam 1783-89, 12 vol. in-8°), et qui facilitera singulièrement les recherches dans cet ouvrage si riche en renseignements de toutes sortes.

Concurremment avec ce *Bulletin*, M. Poète a commencé l'impression d'un *Catalogue méthodique* de la Bibliothèque qu'il dirige avec tant de zèle et de compétence. Le premier fascicule qui vient de paraître (in-8° de 698 col.) contient la liste des impressions du xvi^e s. relatives à l'histoire de Paris et de la France, que la Bibliothèque possède en assez grand nombre, surtout depuis l'acquisition du Recueil Valençay, où sont réunies un millier de pièces rares de la 2^e moitié de ce siècle. Les notices rédigées avec beaucoup de soin par M. Et. Clouzot, sont accompagnées de notes en petits caractères, qui signalent l'intérêt que chacune de ces impressions peut offrir soit au point de vue bibliographique, soit au point de vue de l'histoire de Paris. Elles sont classées suivant l'ordre de l'inventaire, pour le Recueil Valençay, suivant l'ordre chronologique pour le fonds général ; une table alphabétique très détaillée comprenant à la fois les noms d'auteur, les titres anonymes et les mots de matières rend les recherches faciles et signale les innombrables renseignements de toute nature que l'on peut trouver dans ce fonds particulièrement précieux. C. M.

(1) L'*Annuaire des bibliothèques et archives de France*, pour 1908, qui vient de paraître par les soins de M. Vidier, concerne toute la France. Pour Paris, il donne moins de notices que M. F. ; mais il fournit en revanche des détails plus précis.

LIVRES NOUVEAUX

Nous croyons devoir signaler, à cause de l'intérêt qu'il offre à tous ceux de nos confrères qui font partie du personnel des Bibliothèques de l'Etat, le livre que M. G. DEMARTIAL vient de publier sur *Le Statut des fonctionnaires* (Paris, Collection de la *Grande Revue*, s. d., in-18 carré, 228 p.: 3 fr. 50).

La compétence toute spéciale de l'auteur, chef de bureau au ministère des Colonies, qui a déjà publié sur la question, dans diverses revues, une série d'articles fort appréciés, donne à son livre une grande autorité, et la *Commission parlementaire d'administration* s'en est souvent inspiré dans le projet de loi que le rapporteur, M. Chaigne, vient de déposer en son nom.

Il suffira de reproduire la table des matières du livre pour donner une idée complète des questions qui y sont traitées :

Première partie : Les raisons de faire une loi sur le Statut des fonctionnaires : 1° raisons d'ordre juridique, 2° d'ordre politique, 3° d'ordre administratif.

Deuxième partie : Documents : 1° historique de la question en France, 2° à l'étranger.

Troisième partie : Essai d'une loi : 1° disposition générales ; 2° institution de conseils professionnels ; 3° l'entrée en service ; 4° l'avancement ; 5° les permutations ; 6° la discipline ; 7° déplacement, disponibilité, retraite ; 8° voies de recours du fonctionnaire contre les actes de l'autorité.

*
**

L. VALLÉE : Bibliothèque nationale. Catalogue des plans de Paris et des cartes de l'Ile-de-France, de la Généralité, de l'Election, de l'Archevêché, de la Vicomté, de l'Université, du Grenier à sel et de la Cour des aides de Paris, conservés à la Section des cartes et plans, par Léon Vallée, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale. — Paris, H. Champion, 1908. In-8°.

PÉRIODIQUES

Bulletin du bibliophile : Octobre 1908. — SAVIGNY DE MONCORPS : Bibliographie de quelques almanachs illustrés du XVIII^e siècle. — J.-B. MARTIN : Incunables de bibliothèques privées (*bibl. du Séminaire de la Propagande de Rome et du Chapitre métropolitain de Lucques*). — H. CORDIER : Essai bibliographique sur les œuvres d'Alain-René Lesage.

Revue des bibliothèques : juillet-septembre 1908. — G. BERTONI : Notice par la bibliothèque d'Hauterive aux XII^e et XIII^e siècles. — R. LATOUCHE : Inventaire sommaire de la collection Arnoul conservée à la Bibliothèque nationale. — ET. DEVILLE : Les manuscrits de l'ancienne abbaye de Bonport. — H. DEHÉRAIN : Catalogue des manuscrits du fonds Cuvier (*travaux et correspondance scientifique*) conservés à la Bibliothèque de l'Institut.

Table des Matières de 1908 (2^e année)

N° 1. — Janvier-Février

Ch. Sustrac. — Le bibliothécaire doit-il être un savant ?.....	1
Comptes-rendus des Séances du Comité.....	3
Chronique et bibliographie	4
Liste des Membres de l'Association.....	11

N° 2. — Mars-Avril

ALBERT MAIRE. — Les classifications méthodiques en bibliographie..	19
MARCEL LANGLOIS. — Projet de Manuel des bibliothèques.....	28
P. BERTHET. — A propos de l'orientation moderne des bibliothèques.	33
Comptes-rendus des Séances du Comité.....	36
Assemblée trimestrielle du 22 février 1908.....	37
Chronique et bibliographie.....	39

N° 3. — Mai-Juin

Discours de M. DENIKER, président sortant..... <i>bis</i>	33
Séance du Comité du jeudi 9 avril 1908	35
Compte-rendu de l'Assemblée générale de 1908..... <i>bis</i>	36
Séance du Comité du 26 avril 1908	39
Compte-rendu du Secrétaire.....	40
Compte-rendu du Trésorier.....	44
C. OURSEL. — La liste des bibliothèques municipales classées.....	46
Chronique.	49
Bibliographie.	55

N° 4. — Juillet-Août

Séances du Comité des 14 mai et 12 juin 1908.....	57
Compte-rendu de l'Assemblée trimestrielle du 23 juillet.....	59
CH. MORTET. — La liste des Bibliothèques municipales classés....	60
GIRAUD-MANGIN. — Les Comités d'inspection et d'achats dans les Bibliothèques municipales.....	62
E. COYECQUE. — Les Bibliothèques communales classées et la déci- sion du Conseil d'Etat du 26 juin 1908.....	69
CH. SUSTRAC. — La Conférence bibliographique de Bruxelles.....	76
Chronique et bibliographie.....	78

N° 5. — Septembre-Octobre

Séance du Comité du 16 juillet.....	81
CH. MORTET. — Le Recrutement des Bibliothécaires dans les Bibliothèques publiques de l'Etat qui relèvent du Minis- tère de l'Instruction publique.....	82
Chronique et Bibliographie.....	100

N° 6. — Novembre-Décembre

Séance du Comité du 3 novembre 1908.....	105
Séance extraordinaire du 19 novembre	105
Assemblée trimestrielle du 5 décembre 1908.....	106
X ^{***} . — Le projet de Statut des fonctionnaires	110
Chronique	113
Liste de dons reçus par l'A. B. F. en 1906, 1907 et 1908.....	115
Bibliographie.	117

Le Gérant : M. VITRAC.

Imp. BERGER et CHAUSSE, 20, rue Geoffroy-l'Asnier Paris.

And.
BIBLIOTHEQUE
MUSEE DE L'ASSOCIATION
JAN 14 1909
2^e Année. ✚ N^o 6.

✚ 1908 ✚

BULLETIN
de l'Association
des
Bibliothécaires Français

Novembre-Décembre



PARIS ✚ ✚ ✚ ✚ ✚ ✚



Librairie H. LE SOUDIER
174, Boulevard St-Germain

SOMMAIRE DU NUMÉRO

(NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1908)

	Pages
Séance du Comité de l'A. B. F.	105
Assemblée trimestrielle du 5 décembre 1908.	106
Le Projet de Statut des Fonctionnaires	110
Chronique	113
Liste générale des Dons reçus par l'Association des Bibliothécaires Français en 1906, 1907 et 1908	115
Bibliographie	117
Table des Matières.	120

Le Bulletin de l'Association paraît tous les deux mois.

Les Abonnements, fixés à 6 francs, pour les personnes qui ne font pas partie de l'Association (Etranger, 7 francs) devront être adressés à la *Librairie LE SOUDIER, 474, Boulevard Saint-Germain*.

Toutes les communications concernant le Bulletin devront être adressées à *M. MAURICE VITRAC, secrétaire de l'A. B. F., 58, Rue de Richelieu*.

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs, sans engager celle de l'Association.

Récentes Publications de la Librairie Scientifique

A. HERMANN

PARIS, V^e — 6, Rue de la Sorbonne — PARIS, V^e

LE CHATELIER (H). — Leçons sur le Carbone, la Combustion et les Lois chimiques , 1908.	Fr c.	12. »
HOUARD (G.). — Les Zoocécidies des Plantes d'Europe . 2 vol. avec 1,400 figures (en souscription).		40. »
POST ET NEUMANN. — Traité complet d'Analyse chimique et industrielle , trad. GAUTIER. 2 vol. d'environ 3,000 pages en 8 fascicules, avec environ 1,800 figures.		
Parus { Vol. I, fasc. 1-2.		22.50
Vol. II, fasc. 1.		
CHWOLSON, trad. DAVAUX. — Traité de Physique . 4 vol. environ 5,000 pages et 3,000 figures.		
Parus { Tome I, 1908.	42. »	
Tome II, fasc. 1-3 (1906-1908).	25. »	
DUHEM (P.). — Léonard de Vinci , 1 ^{re} série.	12. »	
— Les Origines de la Statique , 2 vol.	20. »	
BROGGI, trad. LATTÈS. — Assurances sur la Vie et Calcul des probabilités	7.50	
ANDOYER. — Cours d'Astronomie , vol. I.	9. »	
— — — — — vol. II (<i>sous presse</i>).		
MANVILLE. — Les Découvertes modernes en physique	5. »	
RONSE BALL. — Récréations Mathématiques , 2 ^e éd. française, trad. FITZ-PATRICK. 2 vol.	10. »	
LADENBURG. — Histoire du Développement de la Chimie depuis Lavoisier , trad. CORVISY (<i>sous presse</i>).		
SWARTZ. — Cours de Chimie organique	15. »	
— Cours de Chimie inorganique	15. »	

La LIBRAIRIE HERMANN possède en outre un stock considérable d'Ouvrages Scientifiques d'occasion en toutes langues et de Périodiques scientifiques.

CATALOGUES GRATIS ET FRANCO

H. DARAGON, Éditeur 96-98, Rue Blanche — PARIS

Les Enigmes de l'Histoire

Série de volumes in-8° Publiés sous la direction de

MAURICE VITRAC, *de la Bibliothèque*
-- Nationale --

- M. VITRAC. — **Philippe-Egalité et M. Chiappini** (histoire d'une substitution). 1 vol. in-8° sur papier d'Ecosse. 1 vol., 1 pl. . 5. »
G. BORD. — **La Fin de deux Légendes** (*Affaire Léonard. Le Bⁿ de Batz*). 1 vol., 1 pl. 5. »

Extrait de notre Catalogue sur le VIEUX-PARIS

- H. SAUVAL. — **Chronique scandaleuse** (*Les Mauvais Lieux*).
1 vol. in-8°, 4 pl. gravées. Préface et notes du Bibliophile
JEAN. 15. »
LÉO MOUTON, de la Bibliothèque Nationale. — **L'Hôtel de Transyl-
vanie**. 1 vol. 4. »
L. DENISE, de la Bibliothèque Nationale. — **Bibliographie du Jardin
des Plantes**. 1 vol. 15. »
A. ROBIDA. — **L'Île de Lutèce** (*La Cité*). 1 vol. 5. »
L. LAMBEAU, de la Commission du Vieux-Paris. — **La Place Royale**
(*Place des Vosges*). 1 vol. 12. »
L. LAMBEAU, de la Commission du Vieux-Paris. — **Le Cimetière
Sainte-Marguerite et Louis XVII**. 1 vol. 8. »
F. DE FOSSA. — **Le Château Historique de Vincennes**. 2 vol. . 50. »

Journal du C^{te} P.-L. Rœderer

Ministre et Conseiller d'État

Introduction et Notes par M. VITRAC, de la Bibliothèque Nationale.
1 fort vol. de 400 pages; 1 frontispice gravé. 15. »

LES

Modes du Consulat et de l'Empire

Ouvrage orné de 80 aquarelles de GARCIA d'après les gravures
de l'époque; Préface par Maurice VITRAC. 1 joli vol. in-8°. . . 5. »

GRATIS Catalogue de 600 Numéros sur les **Sciences Occultes**
(Livres Neufs et d'Occasion)

GRATIS Catalogue de 550 Numéros sur l'**Histoire** — **Louis XVII** —
L'Argot — **Les Noms** — **Le Théâtre** — **La Musique**

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

TÉLÉPHONE 816.84 — 30, rue Jacob, Paris VI^e. — TÉLÉPHONE 816.84

EN VENTE :

***Nos Bibliothèques publiques
leur situation légale***

AVEC APPENDICE CONTENANT LES

**Décrets, Arrêtés et Circulaires relatifs aux Bibliothèques publiques
parues dans ces vingt dernières années.**

Deuxième édition revue et corrigée.

par JEAN GAUTIER, sous-Bibliothécaire à la Faculté de Droit de Paris.

1 volume in-8 broché. 6 fr.

**Grand assortiment d'Ouvrages de Philosophie,
de Sociologie, Economie politique, Finances,
Impôts, Administration, Jurisprudence.**

DOCUMENTS OFFICIELS

PUBLICATIONS PARLEMENTAIRES

PROJETS, PROPOSITIONS, RAPPORTS, déposés aux Chambres.

**ENQUÊTES, RAPPORTS de MISSIONS, STATISTIQUES
DÉNOMBREMENTS, etc.**

PUBLICATION DES LOIS ET DÉCRETS

SPÉCIALITÉS DE REVUES

LITTÉRAIRES, POLITIQUES, SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET SCIENTIFIQUES

Revue des Deux-Mondes — Revue de Paris

Correspondant — Nouvelle Revue — Revue Bleue — Revue Rose

Revue Politique et Parlementaire — Revue Socialiste

Science Sociale — Réforme Sociale

*Economiste Français — Journal des Economistes — Nature — Cosmos
etc., etc.*

VENTE PAR NUMÉROS SÉPARÉS — SÉRIES OU COLLECTIONS COMPLÈTES

ENVOI DU CATALOGUE SUR DEMANDE

LIBRAIRIE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

H. LE SOUDIER

PARIS — 174, 176, Boulevard Saint-Germain, 174, 176 — PARIS

LIVRES EN TOUTES LANGUES

FRANÇAISE, ALLEMANDE, ITALIENNE, ESPAGNOLE, HOLLANDAISE, Etc. Etc.

ET DE ANGLAISE, RUSSE, DANOISE, SUÉDOISE, NORVÉGIENNE, Etc., Etc.

TOUTES PROVENANCES

Cartes et Atlas

OUVRAGES DE LUXE ILLUSTRÉS

GRAND CHOIX DE LIVRES D'ETRENNES

TOUT OUVRAGE ÉTRANGER QUI NE SE TROUVERAIT PAS EN MAGASIN EST FOURNI DANS UN DÉLAI TRÈS COURT

ABONNEMENTS A TOUTS LES JOURNAUX DU MONDE ENTIER

RENSEIGNEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES ET CATALOGUES GRATUITS

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES FRANÇAIS

L'Association a son siège à Paris, 6, place du Panthéon.

Elle s'occupe de toutes les questions concernant les intérêts des bibliothèques et des bibliothécaires.

Peuvent en faire partie, outre les bibliothécaires, toutes les personnes s'intéressant aux bibliothèques.

La cotisation est fixée à 5 francs par an.

MEMBRES DU COMITÉ POUR 1907-1908

AUVRAY, bibliothécaire au département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale (1907).

CAGNIEUL, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale d'Orléans (1908).

DEHÉRAIN, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Institut (1907).

DENIKER, bibliothécaire du Muséum d'Histoire naturelle (1907).

GAUTIER, sous-bibliothécaire à la Faculté de Droit de Paris (1907).

GIRAUD-MANGIN, conservateur en chef de la Bibliothèque municipale de Nantes (1908).

HILDENFINGER, sous-bibliothécaire au département des Imprimés de la Bibliothèque Nationale (1907).

MARAI, conservateur adjoint à la Bibliothèque Mazarine (1908).

MARTIN, administrateur de la Bibliothèque de l'Arsenal (1908).

MASSON, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale d'Albi (1908).

MICHEL, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale d'Amiens (1908).

MORTET (Charles), conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, chargé de cours à l'Ecole des Chartes (1906).

NICAUD, bibliothécaire de l'Université de Grenoble (1906).

OURSSEL, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale de Dijon (1906).

POETE, conservateur de la Bibliothèque de la Ville de Paris (1906).

POIRÉE, conservateur adjoint à la Bibliothèque Sainte-Geneviève (1906).

SUSTRAC, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève (1906).

VIDIER, sous-bibliothécaire au département des Imprimés de la Bibliothèque Nationale (1907).

VIOLLET, membre de l'Institut, bibliothécaire de la Faculté de Droit de Paris, professeur à l'Ecole des Chartes (1907).

VITRAC, sous-bibliothécaire au département des Imprimés de la Bibliothèque Nationale (1907).

Membres du Bureau

Président..... M. Charles MORTET;

Vice-présidents. } M. Henri MARTIN;
 } M. H. MICHEL;

Trésorier..... M. POIRÉE;

Secrétaires.... } M. Jean GAUTIER;
 } M. Maurice VITRAC.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 03688 8314

DO NOT CIRCULATE

